

Norman PALMA

INTRODUCTION A LA THEORIE
ECONOMIQUE

TOME II

Analyse Economique

Editions AZ

Norman PALMA

INTRODUCTION A LA THEORIE
ECONOMIQUE

TOME II

Analyses Economiques

*Université de Paris VIII
Département de Droit*

Publications théoriques:

Soirée, dialogue, Bruxelles, 1972

Het Marxisme en zijn Perspectief, dialogue, Bruxelles, 1973

1993, *La concurrence pure*, principe moteur du Grand Marché Européen, Paris, 1990.

Amérique Latine, Crise et Restructuration Sociale, Indigo Ediciones, Bogotá, 1991.

Reflexiones sobre las destrucciones de las Indias, Indigo Ediciones, Bogotá, 1992.

América Latina, Economía e Historicidad, Indigo Ediciones, Bogotá, 1994.

Introduction à la théorie et à la philosophie du Droit, textes et documents,
Université de Paris VIII, 1997.

Réflexions sur l'union monétaire européenne, Analyse de la crise économique
actuelle,

Indigo Ediciones, Paris, 1998.

Monothéisme et légitimation, Considérations éthiques sur la philosophie de la religion,
Editions AZ, Paris, 2000.

Introduction à la théorie économique, Tome I, Éditions AZ, Paris, 2001.

Introduction à la théorie économique, Tome III, Éditions AZ, Paris, 2001.

Du Mal Absolu et De l'Universalité du Crime, Considérations sur le génocide,
Dialogue, Paris, Éditions AZ, 2002.

Quarante-trois essais publiés.

Prochaines publications :

Introduction à la théorie économique, Tome IV.
Teología y política.

Publications littéraires:

Cantos de Amor y Rebeldía, Poésie, Indigo Ediciones, Paris, 1995.

Cantos del Atardecer, Poésie, Indigo Ediciones, Paris, 1996.

Cantos Bárbaros y Fugas en el infinito de la pasión, Poésie, Indigo Ediciones, Paris, 1997.

Pablo y la Mala Sombra, Novela, Silente Ediciones, España, 2000.

Sueños y contrasueños de fines de siglo, Poesia, Editions AZ, Paris, 2002.

Prochaines publications :

Rêves et Lumières par Temps de Folie, Vol. I, Roman.

Polifonía Sentimental, Poesía.

Editions AZ
47, rue Belliard
75018 Paris

ISBN 2 -914128-07-X

A Philippe CREST

NOTE PRELIMINAIRE

Les textes qui font partie de ce premier volume de *l'Introduction à la théorie Economique* ont été écrits à la fin des années quatre-vingts et au début des années quatre-vingt-dix. C'est après les avoir relus, avec beaucoup d'attention que je me suis décidé à les publier, car leur contenu me semble tout à fait actuel. La théorie a, par définition, une dimension universelle qui lui permet d'échapper à l'usure du temps. Ceci indépendamment du fait que tout texte est produit de son contexte. Car les écrits théoriques portent aussi l'empreinte de leur époque, ainsi que celle des obsessions qui leur ont donné naissance.

Pour ce qui est plus précisément du contexte de ce texte, il n'est pas inutile de rappeler que la théorie ici développée fut exposée devant les étudiants de l'université de Paris 8, et cela à partir de la fin des années soixante-dix. A une époque où le marxisme régnait en maître incontestable de la pensée économique, et particulièrement dans cette université. Car alors la critique de l'économie politique de Marx semblait être la science comme telle. Ceci à tel point que tout autre forme de pensée paraissait absurde, ne pouvant être que le produit de la démente. Rappelons qu'à l'époque, Sartre avait soutenu, dans sa *Critique de la Raison Dialectique*, que le marxisme est l'horizon indépassable de la pensée de notre temps...

C'est donc à cette époque - fin des années soixante-dix – que J'entreprit de rédiger une *Introduction à la théorie économique*, car il me semblait nécessaire de repenser entièrement cette théorie. Mais cette tentative est restée inachevée. Certes cette tentative de repenser la théorie économique, au sein d'une institution devenue dogmatique, n'est pas allée sans mal. Le Président de l'université d'alors a même cru nécessaire de supprimer ma participation en tant que chargé de cours, mais la ferme protestation des étudiants d'alors m'a permis de continuer à faire ce cours d'Introduction à l'économie politique dans le cadre de l'AES. Cette possibilité de réflexion et d'éclaircissement – ce qui a été et continu à être, pour moi, une des fonctions essentielles de l'enseignement universitaire – fut d'autant plus importante, qu'à l'époque (et pour d'autres raisons théoriques qui étaient en rapport avec la destruction du monde pré-américain) je n'avais pas le droit d'avoir de cours ayant un contenu à l'université de Paris IV. Je fus alors relégué au laboratoire de langue espagnole.

C'est ainsi que le cours d'économie de l'université de Paris VIII m'a permis de surmonter les faiblesses et les contradictions du premier projet de rédiger une introduction à la théorie économique. Certes la concrétisation de ce projet, que le lecteur a actuellement à sa disposition, n'aurait pas été possible si l'université de Paris VIII ne m'avait pas donné la possibilité d'enseigner la philosophie du droit. Car c'est précisément cet ensemble de réflexions qui m'ont permis de comprendre que l'ordre social est le produit de la convention, et que la raison théorique peut et doit guider le devenir du monde.

Cette thèse peut paraître naïve à un moment comme le nôtre, où l'essentiel de notre temps semble avoir intégré la célèbre phrase de Goethe selon laquelle : grise est toute théorie et seul est vert l'arbre d'or de la vie. Car cet esprit ne parle que d'échec de la raison et soutient que le monde tel qu'il est, est le moins mauvais de tous les mondes possibles. Ceci à un moment où de partout nous parviennent les cris de la misère et de la disgrâce dans leur plus haute objectivation.

Lorsque mon *Introduction à la Théorie et à la Philosophie du Droit* est apparue pour la première fois, sous la forme polycopiée à l'université ¹ de Paris 8, j'ai souligné dans son Avant Propos, du 23.12.90, que ce travail faisait partie d'un projet plus vaste. En effet, après avoir remarqué le fait que ce projet m'est venu à l'esprit dans l'automne de 1988, il y est dit : « La construction théorique dont il est question est composée de quatre Introductions à la Théorie et à la Philosophie. La première concerne le droit, la seconde l'économie, la troisième la politique et la quatrième la nature. Ces Introductions, à l'instar des piliers d'une bâtisse seront chapeautées par un travail dont le titre sera : De l'Ontologie et de la Métaphysique de l'Etre. ».

En réalité le projet comme tel n'a pas varié. Simplement que je me suis rendu compte que je ne pouvais pas employer les titres comme je les avais pensés. Ce fut le cas notamment de cette théorie économique. Ceci d'autant plus qu'à l'époque les mathématiques et le positivisme s'imposaient dans la pensée économique dominante. A tel enseigne que parler de philosophie de l'économie, ne pouvait que paraître bizarre au plus haut degré. Puis il y a eu surtout le fait que

¹ Ce texte fut publié en 1997 par Travaux et Documents à l'Université de Paris 8, en 1997. Ce travail est sorti très bien indépendamment du fait qu'il fut réduit, pour des raisons financières, de quelque 40 %. Mais si les possibilités se présentent, il pourra un jour apparaître dans sa version complète.

cela semblait prétentieux et absurde de parler du système de la pensée, à une époque de l'histoire de l'esprit où le concept de système rimait avec dépassé.

Mais indépendamment de tous ces problèmes, il m'a semblé nécessaire de continuer ce projet. Pour cette raison la Théorie Economique a suivi la Philosophie du Droit. Puis il y a eu le texte *L'Absolu Ethique*² et un autre texte rédigé en langue espagnole, qui n'est pas encore publié, et qui porte comme titre : *Teologia y Politica*. Ces écrits font, donc, partie de ce pilier du politique dont il est question plus haut. Quoi que l'idéal serait d'écrire un texte plus systématique sur la théorie politique elle-même !

De sorte que la partie non encore achevée est celle de la philosophie de la nature et le texte englobant ce que j'appelais jadis de l'Ontologie et de la Métaphysique de l'Etre. Quoi que la réflexion sur la philosophie de la nature risque de prendre plus de temps que ce que j'avais prévu, cette sorte de toiture théorique que constitue la cinquième partie du système, tend à prendre forme dans mon esprit. Seulement son titre devra être : *De la Métaphysique et de la Méta-éthique de l'Etre*. Ce travail devra permettre de relier l'ensemble et donner un sens à chacune des parties. Car il y a urgence de repenser l'Etre à partir d'une vision totalisante et le monde de l'humain en fonction d'une perspective axiologique. Il est, en effet, nécessaire de comprendre que la cause du mal dans le monde n'est pas ni le système – en tant que dimension holistique – ni la philosophie en tant que réflexion à partir de l'universel et en fonction de l'universel. C'est plutôt le contraire qui est vrai. La source du mal est plutôt l'imposture conquérante, le non-respect des valeurs d'ordre universel, de la Vérité, de la Justice et du Bien.

Car il faut être conscient que l'économie est une manifestation du droit et du politique³ ; ou, en tout état de cause est conditionnée par la raison instituante, donc par la dimension homothétique de l'humain. De sorte que ces pratiques du social sont en dernière instance, des manifestations éthologiques⁴ et ont comme source la capacité qu'a l'humain d'ordonner son

² Editions AZ, Paris 1999.

³ Aristote pour sa part avait insisté sur le fait que l'économie est un moment du droit, tandis que Smith souligne le fait que l'économie est politique.

⁴ Donc, pour l'humain, essentiellement éthique.

comportement en fonction de la coexistence⁵, au sein des communautés, de plus en plus vastes, se réalisant dans l'universalité des rapports.

Par conséquent l'économie, le droit et le politique sont les manifestations de la raison pratique. Ce sont, dès lors, des moyens qui existent en vue d'une fin : l'accomplissement de la vie en société et, par delà le particulier, de la communauté universelle des nations. Mais c'est par le biais de l'économie que les besoins les plus immédiats de l'être social s'accomplissent. Pour cette raison l'économie est en elle-même un système de besoins (Hegel). De là que la destruction du système des besoins – la négation de l'économie et donc, pour nous, de l'échange élargi et de l'accumulation élargie – ne peut que conduire à l'effondrement de l'existence sociale et à l'élimination d'une partie de sa population. L'expérience du socialisme dit réel, est en elle-même particulièrement parlant.⁶

Puis dans cette expérience ce passage fut d'autant plus brutal que ce mouvement fut conçu comme un saut vers l'abondance. Ce qui est en lui-même totalement absurde. Cela dit, ceci n'implique pas que le système de la reproduction simple – non marchand, non monétaire – ne soit pas viable en lui-même. L'expérience de l'Empire des Incas⁷ nous montre précisément le contraire. Plus concrètement le fait que le système de la reproduction simple puisse permettre l'existence d'un poids démographique très important⁸.

Le problème essentiel que pose pour nous, sujets produits du monde individualiste, le passage à un tel système, se situe non seulement au niveau du système des besoins lui-même, mais aussi au niveau de la formation de notre esprit. En effet, le principe de l'autorité ponctuellement hiérarchisée, comme une manifestation de la bonté et de la justice, semble pour nous particulièrement problématique. A ce propos il convient de rappeler que le règne de la

⁵ Car il est essentiel de tenir compte du fait d'un côté qu'il ne peut pas y avoir existence sans coexistence, et que de l'autre côté, c'est précisément ce besoin, que nous avons les uns des autres, qui est le fondement de la vie sociale.

⁶ Dans Le livre Noir du Communisme (Robert Laffont, Paris, 1997) il est question de 100 millions de morts. Donc d'un des malheurs le plus grand des temps historiques. Et dont les conséquences (négatives) sociales, éthiques et humaines ne pourront se mesurer encore pendant de simples décades, mais plutôt pendant des siècles.

⁷ Lequel fut, par sa logique de sécurité matérielle, sans nul doute un des ordres les plus accompli dans cette forme de reproduction matérielle.

⁸ Dobyns, le démographe de l'école de Berkeley, parle d'un poids de l'ordre de 32 à 37 millions de personnes.

valeur d'usage, le monde se reproduisant d'une façon simple, est un ordre dans lequel il y a fidélité pure par rapport à un discours fondateur. Car dans ce monde il y a reproduction simple des cadres référentiels, retour éternel du même, comme disait Nietzsche. Par contre, le règne de l'individualisme ne connaît que l'exigence du devenir autre, en vue d'accomplir – dans la lucidité, sous le règne des lumières de la raison – la finalité éthique de l'humain. Mais, dans ce processus l'âme de ce monde est l'esprit qui nie constamment, comme disait Goethe avec Méphistoph.

Mais ce devenir n'est pas celui d'une illusion, ni celui de l'idéalité même du mensonge. Car ce n'est pas un processus déterminé par les automatismes de la matérialité, comme le croyait Marx. Il s'agit bien, plutôt, d'un mouvement conditionné par la raison théorique. Les Grecs parlaient déjà d'un logos conditionnant l'Histoire. Il faut toutefois être conscient que ce processus a comme point de départ l'apparition du phénomène individualiste. C'est, dès lors, par convention que ce monde réalise ses propres potentialités. C'est donc à travers le droit, le politique et l'économie que ce monde s'accomplit. Mais, bien évidemment, dans ce mouvement tout n'est pas aussi claire que l'eau de la montagne au matin. Très souvent les circonstances s'embrouillent. Puis, il y a le fait que, comme le disait Aristote, devant les choses les plus simples et les plus claires, les êtres humains deviennent parfois aussi aveugles que les chauves souris devant la lumière.

Ce fut notamment le cas lors de la grande crise des années trente. C'est le cas actuellement avec le règne du dollar des Etats-Unis⁹ et de la crise de l'endettement international. C'est aussi le cas de la crise boursière que nous connaissons actuellement (mars 2001), et dont on commence à prendre conscience de l'étendue et de la profondeur. Rappelons qu'elle est essentiellement liée à la nouvelle technologie, à la soi disant nouvelle économie. Rappelons aussi que cette nouvelle technologie est liée à l'Internet.

Voici comment un journal comme *Les Echos* nous résume cet événement : « comme la tulipe au XVIème siècle ou les compagnies de chemin de fer au XIXème siècle, l'engouement des investisseurs pour la nouvelle économie restera un exemple de « bulle spéculative ». Après

⁹ Nous étudions ces crises principalement dans la deuxième et la troisième partie de cet ouvrage. Nous y faisons référence aussi à la crise dite de la nouvelle technologie qui se déclenche, au niveau boursier, à partir précisément du 10 mars 2000. Mais c'est surtout au quatrième volume de cette [Introduction](#) que cette réflexion devra trouver son achèvement.

quelques mois d'euphorie à l'automne 1999 qui allait conduire le Nasdaq à son plus haut niveau historique le 10 mars 2000 au-dessus des 5000 points, la tendance s'est brusquement inversée. En l'espace d'une année, le marché américain des valeurs de croissance a opéré un spectaculaire retour en arrière, sur ses niveaux de décembre 1998. L'éclatement de la « bulle » s'est traduit par une baisse de près de 57 % des valeurs de haute technologie. »¹⁰

Il est exact, en effet, que la tendance du Nasdaq s'est renversée à partir du 10 mars 2000, car les principales entreprises de cet indice ont commencé à annoncer des réductions très importantes de leurs bénéfices, pour le premier trimestre 2000.

C'est ce qui nous explique Christophe Jakubyszyn dans *Le Monde*¹¹. Selon lui, en effet : « après les fortes dépenses d'investissements informatiques réalisées en 1999, pour prévenir le bogue de l'an 2000, il pouvait sembler normal que les entreprises fassent une pause dans les achats d'équipement, aux Etats-Unis et en Europe. »¹²

De sorte que la peur du bogue de l'an 2000, va faire que les Etats, les entreprises et les particuliers vont acheter des nouveaux ordinateurs, faire de nouvelles installations, ou tout simplement payer des techniciens pour sécuriser des machines plus ou moins anciennes. Tout indique que ces investissements furent en France de l'ordre de 22 milliards de francs et de plus de 250 milliards de dollars au niveau international. Bien évidemment la net-industrie étasunienne en particulier et des pays industrialisés en général, furent les principaux bénéficiaires. De sorte que la saturation de ce marché va provoquer la surproduction – la réduction de la demande – que nous connaissons actuellement.

C'est justement par rapport à ce phénomène qu'il est question de bulle spéculative. Car le concept de bulle renvoie à ce qui semble opaque et qui ne trouve pas d'explication rationnelle. En l'occurrence le discours dominant parle de peur du bogue de l'an 2000, ou de la spéculation

¹⁰ 9-10 mars 2001, p.34 – Nous savons actuellement (16 avril 2002) que le point le plus bas de cette chute s'est produit le 21 septembre 2002.

¹¹ 23.02.2001, p. 18.

¹² Il est très curieux de constater que cette thèse – qui est, à vrai dire, une simple constatation – n'a pas trouvé d'échos. Le discours dominant fut celui de la fameuse « bulle » de la nouvelle technologie. Donc une explication qui n'est pas une et qui évacue le problème dont il est question dans le vide du contenu.

sur le marché de la nouvelle technologie, donc de la bulle du nouveau marché. Mais ce discours oublie de rappeler qu'elle fut la base de cette dérive

En effet il convient, à ce propos, de rappeler que cette peur de fin de siècle, ne fut pas conditionnée par une quelconque croyance de fin du monde, mais par la thèse – distillé par la net-économie des Etats-Unis – selon laquelle les ordinateurs n'étaient pas en condition de franchir le cap du millénaire et ceci parce que cette industrie, pour économiser la mémoire n'avait employé que les deux derniers chiffres des 1900. De sorte que les ordinateurs non sécurisés – parce que non produits du dernier cri ou parce que non rectifiés par des ingénieurs spécialisés – n'étaient pas en condition de passer en toute sécurité du 99 (de l'année 1999) ou 00 (de l'an 2000). Ainsi les ordinateurs non préparés pouvaient – « chances are » -revenir au 00 de l'année 1900. Ce qui devait provoquer des déprogrammations et le chaos, partout où cette technologie s'était imposée.

Cela fait, par conséquent, qu'à l'heure fatidique tout risquait de tomber en panne. Il était question d'ascenseurs qui allaient s'arrêter partout dans le monde, d'avions qui allaient tomber, des fusées russes qui allaient partir dans tous les sens, et ainsi de suite. Rappelons que la situation était si préoccupante que dans un pays comme la France¹³, l'armée et la police furent mises en état d'alerte, que la plupart des ministres ont passé le réveillon, de cette fin d'année, dans leur ministère. De plus, alors, les avions d'Air France ne se sont pas trouvés en plein vol à l'heure fatidique.

Puis, tout s'est passé normalement, les ordinateurs ont passé sans encombre l'heure, tout comme les rivières ont continué à couler... car on a affaire à une simple boucle ! Et si cette logique fonctionne éternellement, alors pour l'éternité le 99 sera suivi d'un 00 et ce 00 d'un 01, et ainsi de suite...

De sorte que cette crise n'a pas été le produit de l'horreur de l'économie, comme le pensent la plupart des anti-économistes. Cette crise du bogue est bien plutôt le résultat de l'incapacité des spécialistes de comprendre les mécanismes qui sont, pourtant, l'objet de leur

¹³ Tout indique que la même chose s'est produite dans beaucoup de pays de par le monde.

pratique. Ceci de la même manière que l'endettement des pays du Tiers monde fut le résultat de la thèse des renversements des termes de l'échange. Donc de cette thèse – apparue en octobre 1973 – selon laquelle les matières premières allaient coûter plus chères que les produits finis, comme si le cuir contenu dans les chaussures pouvait coûter plus cher que les chaussures elles-mêmes, ou que la partie puisse être plus grande que le tout...

Il n'est pas inutile de rappeler que la théorie contenue dans cette Introduction fut développée et discutée avec les étudiants qui ont suivi mes cours d'économie à l'Université de Paris VIII, depuis la fin des années soixante-dix. Je tiens ici à les remercier pour l'enthousiasme avec lequel ils ont participé à ces cours, car sans l'impulsion créatrice de ce sentiment ce travail n'aurait pas été possible.

Norman PALMA

Paris, le 11 mars 2001

CHAPITRE I : Des Crises économiques.

1 - MARX ET LES CRISES ÉCONOMIQUES

Marx est, comme nous l'avons signalé, un des premiers théoriciens à avoir réfléchi le problème des crises de surproduction. Il constate le phénomène, souligne son importance, mais l'interprète d'une manière inadéquate. Pour lui, les crises sont tout d'abord le résultat du fait que le système capitaliste devient une entrave au développement des forces productives. Ce qui implique une perception évolutionniste de ce processus.

Cette thèse - plutôt de philosophie de l'histoire - tend, toutefois, à être abandonnée, au profit d'une interprétation plus proche des mécanismes de l'échange. La raison de cet abandon ne se trouve pas seulement dans l'édification personnelle de Marx - dans le fait que l'économie va devenir le centre même de son intérêt -, mais aussi à cause de ses présupposés de théorie économique et des circonstances de son monde.

Marx part, en effet, de la thèse ricardienne de la valeur. Cette thèse le pousse à concevoir un système dans lequel les marchandises sont vendues à leur valeur. C'est ainsi que dans la célèbre lettre à Engels, où il parle de sa découverte du taux de profit, il souligne que les "marchandises sont - en masse et sur l'échelle sociale - vendues à leur valeur".¹⁴

Ceci impliquerait, par conséquent, une réalité dans laquelle il ne peut pas y avoir de vente à perte, de faillite et de surproduction. Car, dire que les marchandises sont vendues à leur valeur, c'est signaler le fait que le prix de vente minimum se situe au niveau du coût de production ($c + v$)¹⁵. La différence dans les prix étant qu'il y a des capitalistes qui vendent en dessous de la valeur ($c + v + pl.$)¹⁶ et d'autres qui vendent un peu au-dessus. Pour cette raison, Marx soutient que les marchandises sont vendues en masse, d'une manière globale, à leur valeur.

Dans ces conditions, il est tout à fait clair que nous avons affaire à un système fonctionnant, pour ainsi dire, en équilibre. Car, si la valeur travail se réalise, l'ensemble de l'offre

¹⁴ *Correspondance Marx-Engels*, E.S., T. IX, p. 222.

¹⁵ Capital constant plus capital variable.

¹⁶ Toujours dans la définition marxiste capital constant, plus capital variable, ajouté de la plus-value.

coïncide avec la demande. Comme nous allons le voir, cette position va conduire Marx à interpréter la cause des crises d'une manière différente. De plus, cette nouvelle position va le pousser à préciser son projet : la création d'une réalité dans laquelle le but immédiat des producteurs n'est plus la production des valeurs d'échange, mais des valeurs d'usage. Conduisant ainsi à un monde non marchand, donc à une structure où l'échange n'est plus médiatisé par la monnaie.

Mais avant de regarder de près cette problématique, rappelons que Marx et Engels ont cru que la crise finale du système se produirait très tôt. C'est ainsi que dans sa lettre du 2 mars 1852, Engels dit à son ami : " Tout ce que je vois me conduirait à penser que 6 mois de plus d'une production aussi pousse que maintenant devraient suffire à inonder le monde entier ; ajoutons environ 4 mois pour que les marchandises atteignent leur lieu de destination et que revienne la nouvelle de la saturation définitive, et aussi pour le temps de réflexion qu'il faut aux gens avant d'être pris de panique. C'est donc entre novembre 1852 et février 1853 que la crise a le plus de chance d'éclater. Mais tout cela n'est que " guesswork " (suppositions) et nous pouvons tout aussi bien l'avoir dès septembre. Et ce sera une belle crise, car on n'a jamais jeté sur le marché de telles quantités de marchandises de toutes sortes, et jamais encore on n'a eu des moyens de production aussi colossaux."¹⁷

L'année suivante, le 10 mars 1853, Marx croit que l'événement de la " saturation définitive " va se produire très rapidement. Pour cette raison, il écrit à son ami : "je viendrai peut-être passer quelques jours chez toi en avril pour restituer mes forces et bavarder tranquillement avec toi sur la situation actuelle qui, à mon avis, va certainement provoquer sous peu un tremblement de terre".¹⁸

Mais le krach final ne se produit pas comme les pères du socialisme scientifique l'avaient prévu. Toutefois, ils ont continué à vivre dans l'attente du Grand Soir, qui devait donner naissance à un Nouveau Matin. C'est encore Engels qui annonce la date fatidique, dans sa lettre du 27 septembre 1856. "Il y aura cette fois un " dies irae " (jour de la colère) comme

¹⁷ Ibid., T. III, pp. 72-73.

¹⁸ Ibid., p. 332.

jamais encore, avec écroulement de toute l'industrie européenne, saturation de tous les marchés (on n'expédie plus rien en Inde), les classes dominantes de tous les pays dans le pétrin, faillite complète de la bourgeoisie, guerres et désordres portés à leur comble. Moi aussi, je crois que tout cela se réalisera en l'an 1857, et lorsque j'ai vu que tu te rachetais des meubles, j'ai déclaré que l'affaire était fin prête et j'ai commencé à prendre des paris." ¹⁹

Les amis se réjouissent devant une telle perspective apocalyptique. Engels s'entraîne à cheval pour préparer son entrée triomphante à Berlin, tandis que Marx cherche à terminer son œuvre pour ne pas être pris de court par les événements. C'est en tout cas ce qu'il communique à son ami dans sa lettre du 8 décembre 1857. "Je travaille comme un fou des nuits entières à condenser mes études économiques, de façon à en avoir mis au net au moins les linéaments (Grundrisse) essentiels avant le déluge." ²⁰

Mais le temps est passé et le système ne s'est pas effondré. Tout au contraire, on va assister à une période de croissance très rapide qui - en dépit des cycles économiques va s'étendre jusqu'à la veille de la première guerre mondiale. De là que, par la force des choses, l'attente devant le Jugement Final a perdu sa dimension immédiate pour se projeter dans le temps.

Ce changement d'attitude va avoir une incidence dans l'analyse même des causes de la crise. Elle cesse d'être essentiellement le résultat du fait que le système capitaliste constitue une entrave au développement des forces productives, pour devenir la conséquence de l'échange marchand lui-même.

Cette thèse est particulièrement développée dans le *Matériau pour l' " Economie "*. Le passage suivant, que nous citons in extenso, synthétise bien cette position. " Dans la métamorphose de la marchandise, la possibilité de crise se présente comme suit :

La marchandise, qui existe concrètement comme valeur d'usage et abstraitement dans le prix comme valeur d'échange, doit être convertie en argent, M - A. Cette difficulté résolue par la vente, il n'y a plus de difficulté pour l'achat A - M, puisque l'argent est directement échangeable

¹⁹ Ibid., T. IV, pp. 336-337.

²⁰ Ibid., T. V, p. 78.

contre n'importe quoi. Il faut supposer l'utilité du travail contenu dans la marchandise, sa valeur d'usage, sans quoi il n'y a point de marchandise. Il est supposé, en outre, que la valeur individuelle de la marchandise est égale à sa valeur sociale, autrement dit que le temps de travail qui s'y trouve matérialisé est égal au temps de travail socialement nécessaire. La possibilité de crise, pour autant qu'elle apparaît dans la forme simple de la métamorphose, découle donc uniquement du fait que les différentes formes et phases subies par la marchandise, 1°) se complètent nécessairement, et 2°) se séparent - ou peuvent se séparer - dans le temps et l'espace, malgré leur lien étroit. Cette possibilité est déjà donnée dans la séparation entre vente et achat. La difficulté, qui tient à la forme même de la marchandise, apparaît sitôt que celle-ci prend la forme de l'argent. Si la marchandise ne pouvait se retirer de la circulation sous la forme monétaire ni retarder - comme c'est le cas dans le troc direct - sa retransformation en marchandise, si vente et achat coïncidaient, alors la possibilité de crise disparaîtrait dans des conditions où, par hypothèse, la marchandise serait une pure valeur d'usage pour son possesseur. Dans l'échange direct, la marchandise ne peut s'échanger que si elle n'est pas une valeur d'usage ou s'il n'y a pas d'autres valeurs d'usage pour s'échanger. Pour qu'il n'y ait pas de crise, il faut donc les conditions que voici : d'un côté, un objet inutile, de l'autre, rien d'utile pour échanger comme équivalent contre le premier »²¹

Ainsi, pour Marx, une des causes essentielles de la crise se trouve dans le rapport entre la valeur d'échange et l'équivalent général. Pour cette raison, il voit dans le troc la condition même du dépassement de toute crise. Ceci implique, comme on le comprend aisément, le dépassement de tout échange élargi. Marx voit non seulement dans la valeur d'échange une forme dégradée de la valeur d'usage, mais considère que le but du producteur immédiat est de se reproduire en circuit fermé. De ce point de vue, il défend une position semblable à celle de son contemporain et compatriote Max Stirner. L'Unique se reproduisant en circuit fermé fut, en effet, le fantasme de cette génération - fichtéenne dans l'âme - qui voit dans cette forme d'existence la condition même de l'autonomie.

C'est précisément cette finalité qui pousse Marx à voir dans le troc la forme accomplie de l'échange. Le passage suivant est, à ce niveau-là, très significatif : " Dans le troc direct, le gros de la production, pour le producteur, vise à la satisfaction de ses propres besoins, ou encore, si

²¹ E. de la P., T., II, pp. 474-475.

la division du travail est plus développée, à la satisfaction des besoins qu'il connaît chez les autres producteurs.

C'est le superflu qui s'échange comme marchandise, et il importe peu que cet échange se fasse ou non. En revanche, dans la production marchande, la transformation de l'objet en argent, la vente, est une condition sine qua non. La production directe pour les besoins propres cesse. La vente est impossible, la crise surgit. "²²

Le but du développement historique est ainsi, pour K. Marx, le règne du troc. C'est-à-dire, une réalité où l'échange est marginal, parce que dans ces conditions seul le superflu est échangé. Il est évident que dans le règne du troc - c'est-à-dire dans une structure non marchande - il ne peut pas y avoir de crises économiques. Mais, d'autre part, il est faux de soutenir que les crises sont le produit de l'existence même de la marchandise et, partant, de son équivalent général. En effet, l'expérience historique des deux grandes structures marchandes que nous connaissons - la structure dite esclavagiste et le capitalisme -, nous montre que les crises économiques sont le résultat de la capitalisation, et non pas de l'existence de la marchandise en tant que telle.

Ceci dit-il est, de plus, particulièrement problématique de présenter le troc comme la forme accomplie de l'échange. L'expérience historique - encore elle - nous montre que le troc implique des conditions matérielles extrêmement bornées. En tout état de cause, une telle existence présuppose de petites communautés repliées sur elles-mêmes. De sorte que la, réalisation d'un tel projet - ou sa manifestation effective - implique un poids démographique très faible. Ce qui impliquerait la disparition d'une partie très importante de la population existante actuellement. De plus, ces microstructures - ces communautés - ne pourront pas être aussi énergiques que certains romantiques tendent à le croire. La thermodynamique nous enseigne, à ce propos, que les structures isolées ont une tendance plus forte à l'entropie que celles qui ne le sont pas.

²² Op. cit., E. de la P., T. II, p. 475.

En ce qui concerne la relation entre la valeur d'usage et la valeur d'échange²³, nous partons de la, thèse selon la laquelle il s'agit d'un rapport qui est consubstantiel à l'existence sociale. Ce qui veut dire que toute formation sociale contient l'un et l'autre.- Nous avons affaire ici à une manifestation de la loi des contraires, du même ordre que l'offre et la demande pour rester dans le domaine de l'économie. Nous parlons aussi de bien et de mal, du juste et de l'injuste, etc. etc., pour ce qui est des déterminations de cette loi. Rappelons aussi, à ce propos, que ces déterminations sont les célèbres universaux dont parlent les classiques de la pensée, et dont la connaissance est l'objet même du savoir. Car le savoir est précisément l'intelligence du rapport des contraires.

Cela dit remarquons que ces valeurs sont les déterminations de la reproduction matérielle en tant que telle. Car, dans cette manifestation soit, je réalise les choses dont j'ai besoin par moi-même, soit, je les obtiens en échange d'un bien ou d'un service.- A ce propos, Aristote nous a appris que les valeurs sont le résultat du fait que l'humain est un être de besoin, et que plus nous avons besoin de quelque chose, plus cette chose a de valeur pour nous. Il nous a appris aussi que les valeurs sont matérielles et culturelles, car nous avons non seulement besoin de pain, mais aussi de cadres référentiels. De plus il nous a fait comprendre que ces valeurs sont médiatisées par le sociale. Les mesures étant par cela même le résultat du besoin que nous avons les uns des autres.

De sorte que c'est par cette médiation sociale que les déterminations de la reproduction matérielle se manifestent. Nous pouvons ainsi, à partir de ce rapport, classifier les formations sociales quant à leur structure fondamentale. Nous avons ainsi affaire à des sociétés non marchandes et à des réalités qui sont dominées par le principe de la marchandise. Les sociétés non marchandes étant celles où prédomine la production de valeur d'usage. La production de valeurs d'échange y est très marginale, car on n'y échange que le superflu. Le mode de production dit asiatique - terme introduit par Marx dans les sciences humaines - est sans nul doute la structure la plus accomplie de cette forme de reproduction matérielle.- Rappelons que dans les réalités non marchandes le principe de la justice - le juste échange, par exemple - est conditionné par la religiosité, par la moralité familiale. Puisque dans ce monde le principe de l'individualité, ou du chacun pour soi, n'existe pas encore.

²³ Aristote est, comme on le sait, le premier théoricien à avoir signalé la nature de ce rapport.

Par contre, les structures marchandes sont celles où la reproduction matérielle est plus ou moins conditionnée par la catégorie de l'échange. Le développement de cette catégorie va permettre l'apparition de cette mesure commune que nous appelons la monnaie. C'est l'échange élargi - résultat de la formation des agglomérations urbaines, de la " Polis " - qui va donner naissance à cette mesure universelle qui est, en même temps, un instrument de réserve de valeur et qui permet par-là même de différer l'échange. Permettant ainsi le développement des richesses sociales.

C'est donc le développement des échanges qui donne naissance à la monnaie. Car il ne peut pas y avoir une primauté dans l'activité productrice de la valeur d'échange sur la valeur d'usage, sans une mesure commune permettant précisément un tel commerce. Mais cette primauté de la valeur d'échange sur la valeur d'usage n'implique pas la disparition de celle-ci. Nous continuons à produire, selon cette logique, tout une quantité de choses dont nous avons besoin. La cuisson et la préparation de nos aliments par exemple et, en général, tous les travaux dits ménagers.

La marchandise est, dès lors, une catégorie sociologique. C'est, pour ainsi dire, la valeur d'usage médiatisée par les besoins sociaux. Car, comme nous le signale Aristote, ce que nous exprimons par le marché c'est le besoin que nous avons les uns des autres. Les forces qui se rencontrent dans le marché sont, d'un côté, les besoins des membres de la communauté, et de l'autre côté, l'activité produisant les biens et les services, destinés précisément à satisfaire ces besoins. Le but de toute production étant, comme souligne Smith, la consommation.

Mais ces besoins sont médiatisés par la monnaie. De là, que les besoins dont il s'agit, sont les besoins solvables : la demande exprimée dans et par la monnaie. Il est, de ce point de vue, particulièrement problématique de se référer aux besoins en tant que tels. Car les besoins sont en rapport au désir : le non déterminable par excellence. Les besoins exprimés monétairement sont, par contre, une dimension concrète, car ils sont médiatisés par une catégorie sociologique. Ce n'est donc pas un hasard si la monnaie joue un rôle de premier ordre dans les structures marchandes.²⁴ Elle est l'expression même de cette catégorie.

²⁴ John Locke nous dit à ce propos :

La monnaie est ainsi la marchandise universelle ou, si l'on veut, le référentiel de mesure de toutes les marchandises particulières. Ce n'est donc pas l'existence de cette mesure, ou encore moins la division de son processus en vente et achat - comme le croit Marx - qui est la cause du dysfonctionnement. En effet, la monnaie et le rapport entre la vente et l'achat sont la condition même de l'échange élargi.

On peut exprimer autrement cette problématique en disant que l'échange élargi est médiatisé par cette mesure commune qui est la monnaie, mais cela n'implique pas que le troc ne comporte aucune mesure. En effet, dans la communauté simple la mesure de ce rapport était contenue dans le savoir du groupe. Ces référentiels de l'échange - comme la barre de sel, le mil, le riz, le cacao, etc. etc., selon la contrée du monde - n'intervenait que pour mesurer des biens peu connus par les membres de la communauté. Pour les biens courants - qui constituaient l'essentiel des échanges - la proportionnalité de l'échange était connue par tout un chacun. La règle essentielle était qu'entre égaux l'échange devait être proportionnel et entre inégaux l'échange devait être inégal. Pour ce qui est de l'inégalité, il faut rappeler que par la nature même du rapport social le don avait toujours plus de valeur que l'offrande. Tandis que dans le cas de l'échange proportionnel, l'égalité était garantie par la tradition.²⁵

Cela dit, revenons au problème de l'échange monétarisé. Rappelons qu'il n'est pas cause de crise dans la civilisation dite esclavagiste. Les crises de surproduction n'existaient pas dans ce monde. Celles-ci vont se manifester avec la consolidation du système capitaliste.

Nous ne pouvons pas, par conséquent, attribuer les crises économiques à l'échange monétarisé ou à l'existence même de cet instrument de mesure. Comme nous allons le voir, ce phénomène est plutôt le résultat de la capitalisation. Donc, de cette puissance qui va conditionner la croissance économique, la production à une échelle de plus en plus grande.

"Trade is the foundation of riches. " *Some Considerations of the consequences of the lowering of interest, and raising the value of money*, Second edition, London, 1696, p. 2. "For money being an universal commodity, and as necessary to trade, as food is to life, every body must have it, at what rate they can get it." Ibid., p. 6." Trade is necessary to the producing of riches, and money necessary to the caring on of trade." Ibid., p. 17." Trade decay for want of money." Ibid., p. 39. Il nous parle aussi de ce rapport intime entre le commerce, la production des richesses et la monnaie, dans un écrit annexe à celui-ci. Il y est dit : " Money is necessary to the caring of trade. For where money fails, man can not buy and trade stops. " *Further considerations concerning raising the value of money*, London, 1696, p. 15

²⁵ Nous avons développé cette problématique au chapitre I.

Dans ce qui suit, nous allons essayer de voir la logique même de ce phénomène. Nous allons, en tout état de cause, montrer que les crises ne sont pas le résultat de la monnaie en tant qu'instrument de l'échange, mais en tant que moyen de l'accumulation élargie. Les crises sont ainsi en rapport à la croissance économique. En effet, selon sa définition et sa pratique, il ne peut pas y avoir croissance sans crise, car la croissance est un processus négatif, un mouvement bouleversé et bouleversant. Avec la croissance, les instruments et les structures sociologiques sont constamment soumis à la fièvre du changement. Dès lors, le problème est celui de savoir si ce processus peut être maîtrisé par la connaissance.- Rappelons, à ce propos, que Marx pensait que le mouvement social ne pouvait être conscient qu'en socialisme. Or, Aristote soutient précisément le contraire, pour lui, la conscience implique l'objectivation de la mesure ; ce qui ne peut exister que dans les réalités marchandes et non pas dans celles qui se situent au-delà ou en deçà de l'horizon du droit.

Revenons à ce problème de la source des crises. Nous venons de signaler que la cause principale est l'accumulation élargie, car dire surproduction c'est signifier qu'il y a suraccumulation, ou ce qui veut dire la même chose, que l'offre globale est supérieure à la demande globale. Ce phénomène, comme nous l'avons remarqué, n'existait pas dans le système esclavagiste. En effet, dans cette structure l'accumulation du capital n'existe pas encore. Il y avait des fortunes, mais pas de capitaux. De plus, l'accumulation se manifestait dans cette réalité sous la forme de la thésaurisation. Il s'agissait, par conséquent, d'accumulation de monnaie.²⁶

Toutefois, ce n'est pas la monnaie qui donne naissance au capital. On peut dire de même pour ce qui est la catégorie du profit (A-M-A'). En effet, si la seule existence de ces catégories était la cause du capital, comment se fait-il que celui-ci n'ait pas existé dans la civilisation gréco-romaine, par exemple ? Comme Marx nous l'a fait comprendre, la forme de la domination propre à ce monde empêche toute manifestation du capital. Le besoin de

²⁶ Rappelons, à ce propos, que pour Aristote l'économie peut être définie comme la science de l'accumulation des richesses. Mais que ce phénomène ne peut exister qu'avec la monnaie, car l'instrument de l'échange permet la dépense différée. C'est donc la dimension instrument de réserve qui fait de la monnaie l'objet même de l'accumulation simple, de la thésaurisation. De ce point de vue, l'économie est le savoir qui se rapporte aux structures marchandes. Marx semble avoir intuitionné cette problématique, en se proposant la critique de l'économie politique et non pas sa systématisation. Dans ce sens, on peut dire que l'au-delà de la marchandise et de la monnaie implique une réalité non économique, c'est-à-dire là où la reproduction matérielle est simple.

l'investissement apparaît lorsque l'entrepreneur est forcé (par la concurrence) de réduire ses coûts de production et principalement celui de la main-d'œuvre.- De nos jours, on constate cette force en action lorsqu'il est question d'introduire les nouvelles technologies, en vue de développer la capacité productive.

La capitalisation présuppose non seulement un élargissement de la demande - avec le développement du salariat -, mais aussi la concentration de l'accumulation monétaire, ce qui va se produire avec l'épargne et la pratique du prêt avec intérêt. Du point de vue historique, c'est l'épargne qui conditionne la capitalisation. Mais l'épargne est à son tour le résultat du dépassement de la thésaurisation.

C'est donc dans ce passage à l'épargne que se trouve une des sources du capital. Plus précisément de la conversion des fortunes en capital. L'autre cause étant, comme nous l'avons signalé, l'élargissement du phénomène individualiste. Ces manifestations socio-économiques vont, d'ailleurs, commencer à se réaliser dans les bourgs, les villes libres et les villes franches.- Remarquons, à ce propos, que le bourg est la nouvelle " civitas " ; mais à la différence de celle-ci, elle se caractérise par le fait que le dominé est, à l'intérieur de sa structure, un être indépendant.²⁷

Cela dit, la constitution de l'épargne n'a pas impliqué la disparition de la thésaurisation. Ce mouvement de flux et de reflux va, se maintenir pendant le règne de l'or comme étalon.- C'est donc l'épargne consolidée qui va donner naissance au capital. En d'autres termes l'épargne consolidée implique l'existence d'un système financier suffisamment solide. Les banquiers cessent d'être à l'instar des fermiers généraux, par exemple, de simples créanciers du Roi. Ainsi les créanciers des puissants, de même que les petits usuriers, vont laisser la place à ceux qui vont s'enrichir avec la reproduction élargie, c'est-à-dire la production à une échelle de plus en plus importante.

C'est donc cette puissance sociale qui va conditionner la nouvelle forme de reproduction matérielle. De sorte que la transformation de l'épargne en capital va donner naissance à la croissance économique, à la reproduction élargie. Dès lors le problème - à l'intérieur de ce

²⁷ Voir à ce propos les " Remarques préliminaires " du chapitre III.

système - ne sera plus de produire, mais de pouvoir écouler les produits. Par conséquent, d'une manière globale, la capacité productive est déterminée par la capacité de consommation, c'est-à-dire par le pouvoir d'achat.- Nous pouvons résumer cette problématique en disant que les difficultés de ce système ne se manifestent pas à cause de la sous-production, mais à cause de la surproduction. En d'autres termes, la surproduction - phénomène constaté par Sismondi et Marx - est le résultat de l'inélasticité de la demande et, plus précisément, du pouvoir d'achat.

Pour cette raison, la thèse ricardienne selon laquelle la demande n'a d'autre limite que la production et qu'elle est limitée par le capital, ne correspond pas à la logique interne d'un système fonctionnant en surproduction. Cette thèse ne peut être, en réalité, valable que dans une structure fonctionnant en sous-production, comme le socialisme réel. Par contre, en système capitaliste le problème n'est pas de produire, mais de trouver la demande suffisante. C'est la raison pour laquelle il faudrait inverser les termes du rapport dans la thèse ricardienne. Il faudrait plutôt dire que la limite de la production est la demande, mais que la demande est à son tour limitée par l'efficacité de la monnaie. Dans ce rapport entre la demande et la production, c'est plutôt la demande qui est - dans cette structure - le côté actif et déterminant. Ceci non seulement parce que le but de toute production est la consommation, mais aussi parce que le besoin est la catégorie fondamentale de l'économie. En effet, l'être humain est un être de besoins. De sorte que toute son activité est conditionnée par la satisfaction de ses nécessités.

Mais, comme nous l'avons signalé déjà, les besoins sont médiatisés par cette commune mesure que nous appelons la monnaie. Cette médiation est particulièrement importante dans les réalités strictement monétarisées comme les sociétés modernes, où les échanges non monétarisés sont particulièrement marginaux. De sorte que nous pouvons dire que le volume des échanges est égal à la masse monétaire. Que l'accroissement ou la diminution du volume des échanges est en rapport direct à la masse monétaire. Cette thèse est déjà contenue dans la célèbre formule d'Irving Fisher, selon laquelle : $MV=PT$.²⁸

²⁸ Louis Baudin remarque, à propos de cette formule, que " M. Irving Fisher a réussi à centrer la discussion sur une formule évidente : la quantité de monnaie qui a servi à effectuer des paiements pendant une période donnée, multipliée par sa vitesse moyenne de circulation, est égale au prix moyen des marchandises que l'on a achetées avec cette monnaie, multiplié par le nombre des achats effectués. Cela revient à dire que la somme de monnaie que j'ai déboursée dans un grand magasin est égale à la somme des prix des marchandises que j'y ai achetées." *La Monnaie*, Librairie de Médecis, Paris, 1947, p. 94.

Pour notre part, nous préférons parler, d'un côté, non pas de MV, mais de masse monétaire, et de l'autre, de volume des échanges et non pas PT. En effet, lorsque nous parlons de masse monétaire, nous renvoyons aux catégories de base de la théorie quantitative de John Locke.²⁹ Et par volume des échanges, nous voulons signifier le rapport prix transactions, puisque tout ce qui s'échange est mesuré en monnaie.

Il doit donc y avoir un certain rapport entre la masse monétaire et le volume des biens et des services, ou le niveau d'activité économique à l'intérieur d'une société.³⁰ La mesure doit donc être elle-même mesurée. De sorte qu'il ne faut pas qu'il y en ait trop, ni trop peu.- Comme on le verra par la suite - en ce qui concerne la proportion entre le stock monétaire et le commerce -, il est souhaitable que la monnaie soit plutôt en abondance qu'en rareté. Ceci à cause du fait que la surproduction, comme l'a signalé J.S. Mill, est la conséquence de la rareté de la monnaie.

Mais avant de regarder de près cette problématique, il est important de saisir les déterminations essentielles de la masse monétaire. Locke nous a appris, en effet, que la valeur de la monnaie est déterminée par sa quantité et sa vitesse de circulation. La monnaie perd de sa valeur en échange lorsque sa quantité et sa vitesse de circulation augmentent³¹ et consolide cette valeur dans le cas contraire. Ces phénomènes sont des mouvements qui se manifestent lorsque la proportion entre le commerce et son instrument de mesure se rompt dans le sens du trop, ou du trop peu.

Sous le règne de l'or comme étalon, la quantité de monnaie en circulation ne dépend pas seulement de la balance commerciale. La quantité de métal - jouant, pour parler avec Smith, le

²⁹ Keynes lui-même reconnaît l'importance de la réflexion de l'auteur des *Considerations*. C'est ainsi qu'il nous dit : " Le grand Locke, dans sa controverse avec Petty, fut peut-être le premier qui ait exprimé en termes abstraits le rapport existant entre le taux d'intérêt et la quantité de monnaie." *Théorie Générale*, P.B.P., p. 338.

³⁰ Locke indique, à ce propos, : "The necessity of some proportion of money to trade. This proportion depends not barely on the quantity of money, but on the quickness of its circulation." Op. cit., p. 33.

³¹ Pour ce qui est de l'inflation, voici ce que nous dit Locke : "As much you take off from the value of money, so much you add to the price of other things, which are exchanged for it." Op. cit., p. 45. En tout état de cause : "If you increase or lessen the quantity of money current in traffic in any place, then the alteration of value is in the money." Op. cit., p. 70. De même que : " The lessening quantity of money always increase its price, and makes a usual portion of it exchange for a grater of any other things." Op. cit., p. 62.

rôle de la roue de la circulation³² - y est essentiellement le résultat du niveau de l'épargne, ou de la dé thésaurisation. La thésaurisation, ou la préférence pour la liquidité, implique, par conséquent, une diminution de la quantité, donc le phénomène déflationniste.

La base monétaire conditionne ainsi la masse monétaire, car elle est le résultat de la quantité de monnaie de circulation. Du point de vue de l'économie nationale, la quantité de métal est, par conséquent, non seulement déterminée par la balance commerciale, mais aussi par son niveau de dé thésaurisation. C'est sur cette base que s'élève la vitesse de circulation, dont le plus grand régulateur est le crédit. De sorte que la monnaie de crédit - ou la monnaie fiduciaire - est l'expression de cette vitesse de circulation. Ceci au même titre que le crédit à proprement parler. Nous pouvons expliquer cette problématique, dans le contexte du capitalisme classique, en disant que la monnaie scripturale, ainsi que les instruments bancaires en général, sont la manifestation de la vitesse de circulation de l'argent. Quoique la pratique du crédit et du loyer de l'argent soit le régulateur de cette vitesse. Pour rester toujours à l'intérieur de cette structure, nous pouvons dire que la base monétaire est le métal, tandis que le papier est son instrument de circulation et le loyer de l'argent en est le régulateur.

Or, nous avons vu qu'en capitalisme classique la base monétaire est soumise aux aléas de la volonté de thésaurisation. Ce qui tendait à se produire lorsque la demande de capitaux diminuait et, par suite, le taux d'intérêt. Ce phénomène, comme nous le savons, était la conséquence du sur stockage, c'est-à-dire du phénomène qui donne naissance à la surproduction et déclenche le cycle récessif.

Remarquons, à ce propos, que le cycle récessif joue un rôle régulateur, dans la mesure où il permet la disparition de la surproduction. Mais le problème est de savoir ce qui déclenche le cycle lui-même. En d'autres termes, qu'est ce qui provoque le sur stockage ? Depuis Malthus on sait que ce phénomène est le résultat de l'incapacité de la demande. Plus précisément - comme le montrera, Keynes - de l'inélasticité de la demande. Or, cette inélasticité est la conséquence de la masse monétaire qui fait qu'à un moment donné les instruments d'achats

³² En effet, selon Smith : " La grande roue de la circulation est tout à fait différente des marchandises qu'elle fait circuler. Le revenu de la société se compose uniquement de ces marchandises et nullement de la roue qui les met en circulation." Op. cit., Livre II, Chap. 2.

sont insuffisants pour permettre l'absorption de la surproduction. J.B. Mill nous avait déjà signalé que surproduction et rareté de monnaie sont une seule et même chose.

Cette rareté est tout à fait concevable sous le règne de l'or comme étalon. Ceci est vrai aussi en cas de bimétallisme, car les métaux précieux - et particulièrement l'or - sont rares non seulement par définition, mais en réalité. La rigidité métallique se manifeste tout d'abord, au niveau international. La quantité d'or monétaire tend à être stable à moyen terme. Tout indique, en effet, que l'augmentation de l'or monétaire - c'est-à-dire le passage de l'or dit industriel à celui qui est réserve de valeur - tend à se réaliser en période de crise. On sait aussi que cet accroissement n'est pas très significatif. Milton Friedman parle de 2% d'augmentation par cycle. Ce n'est pas une telle quantité qui peut permettre de surmonter le phénomène de la rareté métallique. Dès lors, il ne restait aux économies nationales d'autre solution que l'excédent commercial. Eviter, en tout cas, le déficit des échanges; car un tel déficit impliquait la sortie des réserves métalliques d'une nation et la contraction de sa demande interne.

La base monétaire était, par conséquent, soumise aux aléas de son inélasticité et de la préférence pour la liquidité. Les crises de surproduction étaient, principalement, la manifestation de la limitation et de la fragilité de la base monétaire. Mais le problème ne se situait pas seulement au niveau de la quantité. La vitesse de circulation connaissait sous le règne de l'or, des difficultés particulières. En effet, la principale difficulté était celle du rapport quantitatif entre la base monétaire et sa vitesse de circulation.

Mais, cet instrument de circulation de la valeur est, de par sa garantie, conditionné par la base monétaire. Ce qui veut dire que tout dépassement de cette proportion ne pouvait que provoquer la dévaluation brutale du papier par rapport au métal. Ce phénomène donnait ainsi naissance à la thésaurisation, c'est-à-dire à la raréfaction de la monnaie et à l'appauvrissement du social.- La célèbre expérience de Law en France marque le début d'une période particulièrement instable au niveau monétaire. Cette instabilité peut être exprimée comme le résultat de la méfiance à l'égard du papier-monnaie, qui est un instrument fiduciaire (de fiducia : foi), car sa valeur dépendait de son rapport quantitatif à sa base. Rappelons, à ce propos, que pendant cette période les banques étaient des institutions de dépôt et d'émission. De sorte que certaines banques avaient l' " indécatesse " de produire plus de papier que la garantie

métallique qu'elles détenaient. Ce qui tendait à provoquer des secousses financières plus ou moins importantes.

J. Schumpeter, dans son *Histoire de l'Analyse Economique* signale l'importance du Peel's Act de 1844, pour ce qui est la problématique monétaire. C'est, en effet, à partir de ce moment que les Banques Centrales vont commencer à assumer l'émission du papier-monnaie, comme monopole ; surmontant ainsi l'insécurité de la période précédente. Les Banques Centrales non seulement disposent de réserves importantes, mais, par le biais de la puissance publique, sont capables d'adopter des mesures pour calmer les esprits, en cas de crise.

Ce n'est donc pas un hasard si la deuxième moitié du dix-neuvième siècle est une période de croissance très forte, et ceci indépendamment des cycles. Nous remarquons, en effet, de 1842 à 1873, une période très prospère, marquée par la courte dépression de fin 1857 au printemps 1858. Signalons aussi que cette époque correspond à celle du développement du chemin de fer, de l'apparition de la coque métallique dans la construction des bateaux, et de l'énergie électrique.

Ce développement - de la période qui va du Peel's Act à la veille du premier conflit international - peut être compris comme le résultat de la consolidation de l'instrument de circulation de la valeur. C'est, plus précisément, la consolidation de son caractère fiduciaire, de la confiance dans son rôle. Nous allons ainsi assister, pendant cette période, à l'élévation de la vitesse de circulation de cet instrument de mesure de la valeur. Tout indique, en effet, que la période antérieure au Peel's Act est un moment pendant lequel l'or comme étalon ne pouvait pas donner le maximum dans sa vitesse de circulation. L'élévation optimale de la masse monétaire y était non seulement entravée par la préférence pour l'or, mais aussi par l'insécurité créée par l'émission fiduciaire de la part des banques privées.³³ C'est la raison pour laquelle la deuxième partie du dix-neuvième siècle est une période qui connaît une expansion économique aussi importante. Ce phénomène est, par conséquent, le résultat de l'élévation de l'efficacité de

³³ Rappelons que pour Smith : "L'argent cette grande roue de la circulation, ce grand instrument du commerce, tel que tous les autres instruments d'industrie, quoiqu'il compose une partie et une partie très précieuse du capital de la société à laquelle il appartient, n'entre pour rien absolument dans son revenu." Op. cit., Livre II, Chap. 2. C'est la raison pour laquelle l'auteur de *La Richesse des Nations* considère que la monnaie ressemble aux machines et aux instruments d'industrie. Comme eux, la monnaie permet la création du fonds de consommation, mais ne fait pas partie de lui. C'est, par conséquent, un instrument aussi indispensable que ceux de l'industrie.

la monnaie. Cet accroissement de la masse monétaire va permettre précisément le développement du volume des échanges, et donc la croissance économique.

Il est, en effet, important de signaler cette différence entre la période antérieure au Peel's Act et l'époque qui la suit. Marx lui-même fut surpris par ce phénomène de l'expansion économique de cette période. Nous avons déjà vu jusqu'à quel point lui et Engels attendaient le jour de la colère pour la décennie des cinquante. Engels lui-même, comme nous l'avons signalé plus haut, disait qu'on n'avait jamais jeté sur le marché de telles quantités de marchandises, produites avec des moyens aussi colossaux. Or, comme nous venons de le souligner, cette période sera, par contre, un moment particulièrement important de l'histoire de la croissance économique.

Si nous parlons des prévisions de Marx et Engels, pour ce qui est de la perspective d'une crise finale, ce n'est pas pour souligner l'attente du phénomène et en déduire une forme de conscience à la Témoin de Jéhovah, qui vit dans et par l'attente de l'effondrement du monde. La correspondance des Pères du socialisme scientifique nous montre plutôt l'image de deux personnalités extrêmement attentives aux événements de leur temps. Mais curieusement, ils n'ont pas saisi l'importance du phénomène monétaire.

Cela dit, il se pose à présent le problème de savoir pourquoi la période de l'entre-deux-guerres se manifeste sous une forme aussi critique. Car, s'il est vrai que de 1914 à 1929 l'économie américaine ne connaît qu'une année de dépression - de 1920 à 1921 -, nous ne devons pas oublier pour autant que 1924 et 1927 sont des années de récession pour les économies européennes.

Comment expliquer dès lors cette période pendant laquelle la machine n'avait, pour ainsi dire, pas le temps de se mettre en marche qu'elle tombait en panne. Nous constatons, en effet, un raccourcissement des cycles pendant ce moment historique. Ceci est vrai pour l'économie américaine et encore plus pour les économies européennes. De plus, ce raccourcissement des cycles conduit directement à la grande impasse que fut la crise des années trente, à la fin du capitalisme classique.

Pour le moment, ce qui nous intéresse c'est d'éclaircir l'idée fondamentale de ce chapitre. A savoir, que les crises du système capitaliste sont le résultat de l'inadéquation entre la capacité de production et la capacité de consommation. Ce décalage est la conséquence de l'accumulation du capital, d'une part, et de l'inélasticité de la demande, de l'autre.

Dans ces conditions, le décalage ne peut être surmonté que par l'absorption de la surproduction. Ce qui donne le phénomène récessif, d'un côté, et la déflation, de l'autre côté.- Pour ce qui est de la déflation, nous avons montré qu'elle est la conséquence de la diminution de la masse monétaire - donc du pouvoir d'achat -, d'une part, et de la surabondance des biens, de l'autre.

Nous avons vu aussi que la croissance économique en capitalisme classique n'a pu être possible que parce qu'il y a eu accroissement de la masse monétaire. Mais cette croissance a été principalement la conséquence du développement de la vitesse de circulation et de la consolidation fiduciaire du papier-monnaie.

Nous sommes ainsi loin de la thèse marxiste, selon laquelle le système capitaliste constitue une entrave au développement des forces productives.

Nous sommes aussi loin de la thèse selon laquelle le chômage et la surproduction sont la conséquence de l'élévation de la composition technique du capital. Cet éloignement n'est pas le résultat d'une volonté critique à l'égard du socialisme dit scientifique, mais du besoin d'approcher le réel pour le comprendre.

Cela étant dit, la coïncidence entre le développement technologique et le plein emploi n'est pas propre au Japon et à d'autres économies comme la Suisse, la Corée du Sud, Taiwan, Singapour et Hongkong, mais ce fut la loi dominante de l'époque dite Keynésienne. Pendant cette période, l'élévation de la composition technique du capital a été très importante non seulement dans le secteur secondaire, mais aussi dans le secteur primaire. Si nous prenons simplement l'agriculture comme exemple et si nous regardons deux périodes aussi différentes que le début du dix-neuvième siècle et l'époque actuelle, aux Etats-Unis, nous constatons une diminution extraordinaire du nombre de personnes travaillant la terre. Tout indique, en effet, que

la force de travail engagée dans l'agriculture aux Etats-Unis, au début du dix-neuvième siècle se situe au-dessus du deux tiers de cette force.

Actuellement, la situation est tout à fait différente. " En 1820, presque 3/4 de la population vivait dans des fermes. Aujourd'hui, ils ne sont que 3%. Et parmi les 2,4 millions qui s'occupent réellement d'exploitations agricoles, nombreux sont ceux qu'on appelle des fermiers du dimanche pour qui l'agriculture est surtout un passe-temps. En tout, moins de 700.000 Américains sont de vrais agriculteurs à part entière. Et, parce que les exploitations sont devenues plus importantes - et que les progrès dans la technologie de l'agriculture ont fait exploser la productivité de 5% par an depuis 1920 - on estime qu'il ne faut que 8% de ces exploitants agricoles pour produire presque les deux tiers de tous les produits alimentaires et les fibres qui poussent aux Etats-Unis."³⁴ Nous assistons au même phénomène pour ce qui est de l'industrie. Il y a, en effet, une distance considérable entre les entreprises décrites par Marx dans *Le Capital* ou par Lénine dans *L'Impérialisme..* et ce qui existe actuellement. Depuis lors, nous avons connu l'automation et, à présent, c'est l'automatisation qui élève la composition technique du capital d'une manière insoupçonnable, il y a encore deux décennies. C'est ainsi que dans les entreprises les plus modernes des pays à l'avant-garde de l'automatisation, nous constatons la presque disparition de l'ouvrier et son remplacement par des techniciens qui surveillent un processus de transformation de la matière, œuvre d'automates. Ceci est particulièrement vrai dans l'industrie chimique.

L'ouvrier, tel qu'il était perçu par les classiques, et particulièrement par Ricardo et Marx, est en train de disparaître. En effet, l'être humain en tant que transformateur de la matière devient un vestige du passé. L'élévation de la composition technique du capital se manifeste aussi dans le secteur tertiaire. Les logiciels et la Bureautique sont en train de développer la capacité productive de ce secteur qui avait été, jusqu'à présent, le réservoir de la main-d'œuvre venant de l'agriculture et de l'industrie.

On sait, à ce propos, que Mc Donald's, une des premières entreprises américaines par le chiffre d'affaires, pense introduire des robots pour faire le service dans les "fast-foods". Les

³⁴ " News Week ", February 18, 1985.

Japonais, pour leur part, ont présenté à l'Exposition Universelle de Soukouba un robot capable de jouer du piano et d'interpréter de la musique classique.

Mais tout indique que l'accroissement du chômage n'est pas le résultat du développement technologique. Ce dysfonctionnement est plutôt le résultat de l'inadéquation entre l'offre globale et la demande solvable. C'est la raison pour laquelle nous avons donné dans ce travail une place importante au problème de la monnaie. Plus précisément, à cette mesure qui rend effective la demande et permet la satisfaction des besoins.

Dans le cours de cette réflexion, nous avons préféré, en ce qui concerne le marxisme, une interprétation stricte de la théorie. Ceci, par opposition à une lecture trop large. Si nous avons procédé de la sorte c'est parce que cette interprétation, plutôt étroite des définitions, nous semble être plus conforme à la logique interne du discours marxiste.

Prenons le cas du sujet de la reproduction matérielle chez Marx. C'est-à-dire du travailleur. Nous avons évité d'élargir la catégorie des travailleurs à ceux qui se situent par-delà la sphère de la production. Car, selon la théorie de la valeur travail, ce qui détermine la valeur des marchandises, c'est "le temps de travail socialement nécessaire en vue de la production."³⁵

De sorte que, strictement parlant, pour Marx seule la production ajoute de la valeur. Toutefois, on peut trouver chez Marx des citations - rares, à vrai dire - selon lesquelles le secteur productif s'étend au-delà de la sphère de la production proprement dite. Le passage suivant en est un exemple. " Comme représentant du capital productif en train de se valoriser, le capitaliste accomplit une fonction productive qui consiste précisément à diriger et à exploiter le travail productif. Sa classe est la classe productive par excellence, en opposition aux consommateurs de la plus-value qui ne se trouvent pas dans ce rapport direct et actif à la production."³⁶

Marx prend ainsi conscience du fait que le sujet de la production capitaliste ne peut pas être un improductif. Cette conscience apparaît aussi pour ce qui est le transport et la

³⁵ *Matériaux Pour l'Economie*, E. de la P., T. II, p. 415.

³⁶ *Ibid.*, pp. 398-399.

comptabilité. C'est ainsi que pour cette dernière, il nous signale : "il est évident que cette activité et les moyens de travail qu'elle exige éventuellement (papier, encre, etc.), représentent une consommation additionnelle de temps de travail et des moyens de travail ; bien que nécessaires, ils diminuent d'autant le temps qu'ils peuvent utiliser productivement et les moyens de travail qui fonctionnent dans le processus de travail proprement dit, et participent à la création du produit et de la valeur."³⁷

Marx refuse, par contre, aux marchands cette catégorie de producteurs. Ils se partagent, en effet, la plus-value du capitaliste et participent en tant que tels aux faux frais de cette structure. Par conséquent, à l'égard du marchand, sa position est tout à fait claire : "Il accomplit une fonction nécessaire, bien qu'improductif, dans le processus de la reproduction qu'incluent nécessairement de telles fonctions. Il travaille tout autant qu'un autre, mais, intrinsèquement, son travail ne crée ni valeur, ni produit. Il fait lui-même partie des faux frais de la production. Ce qui fait son utilité, ce n'est pas qu'il change une fonction improductive en fonction productive (ou du travail improductif en travail productif). Ce serait un miracle que cette transformation pût avoir lieu grâce à un tel transfert de fonction. Son utilité consiste à réduire la force de travail et le temps de travail que la société consacre à cette fonction improductive."³⁸

Donc, d'après cette perception marginale dans l'œuvre de Marx, on peut inclure dans la catégorie productive presque tous les secteurs qui ajoutent de la valeur aux marchandises. Cela va, en plus du producteur lui-même, du transporteur au capitaliste en passant par le comptable. Plus précisément, les sujets qui sont particulièrement étrangers à la philosophie de l'histoire du prolétariat. A vrai dire, si nous tenons compte de ce texte, nous pouvons dire que Marx n'exclut de la valeur ajoutée réelle que le marchand et le coût de cet instrument de la circulation que nous appelons la monnaie.

Ces facteurs ne sont, pour lui, que des faux frais de la production. L'anathème marxiste se concentre ainsi en dernière instance sur la catégorie même de la marchandise, et plus précisément sur son instrument de mesure et sur la catégorie sociologique qui assure sa

³⁷ *Le Capital. II*, E. de la P. T. II, p. 572.

³⁸ *Ibid.*, pp. 570-571.

circulation. De ce point de vue, le marxisme se rapproche du christianisme des temps premiers, pour lequel la monnaie était le crottin du diable et le marchand son incarnation. A cette perception des mécanismes économiques s'oppose la dimension plus stricte de la théorie marxiste - dont le fondement est la théorie de la valeur travail -, selon laquelle la valeur ajoutée se réalise dans le domaine de la production. Il nous a donc semblé nécessaire de maintenir cette authenticité, qui est celle de la philosophie de l'histoire du prolétariat.

En d'autres mots, il nous a semblé inadéquat par rapport au sens même du matérialisme historique, de rendre identique le concept de producteur et celui de salarié, tel que nous le connaissons dans le monde moderne. Car il ne faut pas oublier qu'à présent les P.D.G., comme les grands commerçants, les militaires, les technocrates, les ministres, les policiers et les hommes d'église sont des salariés. Or, strictement parlant, ces personnes ne sont pas toutes productives. D'ailleurs, la masse salariale tend à constituer une partie de plus en plus importante du revenu interne des nations modernes. Le caractère problématique de la critique que Marx fait à l'économie politique ne réside pas uniquement dans l'inadéquation de la théorie de la valeur par rapport à la réalité. D'autres facteurs interviennent comme celui de la propriété.

Pour ce qui est de la valeur des marchandises, Marx, suivant Ricardo, considère que seule l'activité productrice - ou celle dont la finalité est la transformation de la matière - ajoute de la valeur. La valeur ajoutée au capital constant, donne la valeur marchande d'un bien. Le capitaliste, comme on le sait, prend une partie de cette valeur ajoutée et paye l'ouvrier avec le reste. Le coût de production est ainsi composé de capital constant, capital variable et plus-value. La plus-value rentre ainsi dans les coûts de production, car le capitaliste ne s'engage pas dans ce processus gratuitement. La plus-value est la raison de son engagement.

Or, si nous réfléchissons à cette catégorie de coûts de production, nous nous rendons compte que dans la réalité marchande les choses se passent autrement. Ceci, dans la mesure où les coûts de production ne constituent qu'une simple partie de la valeur finale. Cette partie étant inversement proportionnelle à l'élargissement du marché.

C'est la raison pour laquelle tout commerçant se situant à la fin de la chaîne, calcule son prix en fonction d'un multiplicateur, ou de ce qui est appelé couramment un coefficient. C'est

ainsi que le vendeur de vêtements prêts-à-porter dans la région parisienne tend à fonctionner selon un coefficient moyen de 2,3 le prix d'usine. De sorte que s'il achète des chaussettes au prix d'usine à, mettons, 10 Francs, il sait qu'il doit afficher un prix se situant autour de 23 Francs.

Il suffit ici de rappeler l'inadéquation de la théorie de la valeur travail par rapport au réel. Nous parlons de cette problématique longuement dans la première partie de recherche. Pour le moment, essayons d'élucider cet autre problème qui est celui de la propriété. Marx considère, en effet, que la propriété privée des moyens de production - pour employer son expression - est le fondement de la domination, et donc de l'exploitation. - Il faut surtout tenir compte, à ce propos, que Platon et Thomas More soutiennent la thèse contraire. Plus précisément, le fait que l'individualisme et la propriété privée conduisent à la déstructuration de la domination. De sorte que la suppression de ces catégories conduit à la création d'un monde ponctuellement hiérarchisé, voire castifié. Les trois classes de la *République* de Platon sont, à ce propos, extrêmement significatives. Ceci d'autant plus que le socialisme réel ressemble étrangement à la société platonicienne. En tout état de cause, le socialisme réel est structurellement plus proche de ce modèle que de la société purement individualiste et vivant dans l'abondance dont rêve Marx.

La cause de cette inadéquation se situe en grande partie dans l'idée que Marx se fait de la propriété. Le problème réside, premièrement, dans la perception de la propriété comme moyen de production, et deuxièmement, dans la différence qu'il y a entre la propriété privée et la propriété publique.

En ce qui concerne le premier aspect de la chose, il faut tout d'abord tenir compte de la terre. Car, c'est par sa division et, plus précisément, par le partage du territoire que se réalise le règne du foyer indépendant, c'est-à-dire de l' " oïkos ".- A ce propos, il faut se rappeler que, selon son concept et sa dimension pratique, l'émergence du foyer indépendant implique le développement de la production pour l'échange et de sa mesure universelle : la monnaie, . En d'autres termes, avec l'émergence et la consolidation des foyers indépendants, la valeur d'usage cesse d'être le but principal des producteurs. Le développement de la valeur d'échange n'est pas, dans ces conditions, une perversion sociale, mais une nécessité. Ceci est d'autant plus évident que l'échange, comme l'a signalé Aristote, est consubstantiel à la vie en communauté.

Donc, qu'il n'y a pas de vie sociale sans échange. Mais le développement de l'échange implique une commune mesure qui est, en tant que telle, une détermination sociologique. Car, comme l'a encore remarqué Aristote, il faut que les choses soient en quelque façon comparables quand on veut les échanger.

Ceci dit, pour revenir à la problématique qui nous concerne ici, rappelons que la terre n'est pas un moyen de production et qu'il est faux de parler, à propos de l'appropriation privée du territoire, de propriété privée des moyens de production. Car la terre est dans l'activité productrice (agricole et minière, par exemple) l'autre du sujet même de cette activité : de l'humain. En effet, dans son activité productrice, l'être humain emploie tout une série d'instruments pour travailler la terre (ou la nature). De sorte que ce sont ces instruments qui sont les moyens, car ils médiatisent ce rapport. Ce moyen est ainsi, selon sa définition et sa pratique, ce qui médiatise ce rapport, en l'occurrence, la relation entre l'humain et la nature. Pour cette raison, nous pouvons dire que la charrue, comme la canne à pêche, sont des instruments de production, mais que la terre et le lac n'en sont pas.

Il faut aussi signaler qu'il n'y a pas une division claire et nette entre les objets de consommation et les instruments de production. Dans le cas des animaux domestiques, par exemple, nous savons qu'une poule peut être mise à produire des œufs, ou peut être destinée à la consommation. Dans le premier cas, la poule est un bien de production, dans le deuxième, un bien de consommation.

En ce qui concerne les instruments de production, il faut aussi remarquer qu'ils peuvent être destinés à produire des valeurs d'usage ou des valeurs d'échange. Prenons, à ce propos, le cas des aiguilles à tricoter. En effet, elles peuvent être employées soit à faire des pulls pour l'usage propre de la personne qui réalise cette activité, ou celui des siens, mais, elles peuvent aussi être employées pour confectionner ces biens afin d'en faire un commerce. Pour cette raison, nous pouvons dire que les instruments de production ont généralement été en propriété privée. C'est ainsi que le chasseur primitif était propriétaire de son arc et de sa flèche. Le sens de la propriété y était si important que, dans ces cultures, d'une manière générale, les morts étaient enterrés avec leurs biens. Mais la propriété de ces instruments ne donne pas nécessairement la catégorie de la marchandise. Elle n'exclut pas, non plus, l'existence des

valeurs d'échanges, car, comme nous l'avons signalé plus haut - suivant en cela Aristote -, il ne peut pas y avoir de vie sociale sans échange.- Remarquons, à ce sujet, que la catégorie de la marchandise ne peut se développer qu'à partir du moment où la valeur d'échange devient dominante. En d'autres termes, la marchandise ne se manifeste que lorsque la production des valeurs d'usage cesse d'être, pour parler avec Marx, le but principal des producteurs immédiats. Ceci se réalise avec l'indépendance des foyers.

Pour ce qui est de la propriété elle-même, il faut remarquer que - comme nous le dit Aristote dans *La Politique* (II, 1) - la plupart des biens sont susceptibles d'être en propriété privée ou en propriété commune. Il s'agit là, pour lui, d'un rapport des contraires. L'un ne pouvant pas exister sans son autre. De là que, selon le stagirite, il s'agit de savoir quelle doit être la proportion entre l'une et l'autre. Mais cette proposition ne peut pas être saisie dans sa justesse - toujours selon Aristote - si nous ne tenons pas compte du fait que la propriété commune (dite aussi publique, ou de tous) ne veut pas dire la propriété de tout un chacun. Le tous est, par conséquent, le sujet collectif qui subsume les éléments qui le composent.

Pour cette raison, la propriété publique - la "respublica" - est composée d'un ensemble de biens qui sont mis à la disposition de ceux qui détiennent le pouvoir. La propriété publique sort ainsi de la sphère privée ; elle ne permet pas de satisfaire les besoins des membres de la société civile. Chez Aristote, la "respublica" pose, par conséquent, le problème de la répartition, de son partage.

En d'autres termes, la problématique aristotélicienne de la propriété publique et de son mode de répartition - de la justice distributive - nous renvoie à la réflexion d'Adam Smith sur le rapport entre le secteur productif et le secteur improductif.

La théorie économique doit donc se poser le problème de savoir quelles sont les unités productives qui sont susceptibles d'être en propriété publique, ou qui sont plus adéquates à cette forme de propriété. L'expérience des pays du socialisme réel nous montre, en tout état de cause, que l'élargissement du secteur public ne mène pas à l'enrichissement de la communauté sociale, mais à la consolidation des privilèges de ceux qui contrôlent le pouvoir d'Etat. La thèse smithienne selon laquelle ce n'est pas le Roi qui nourrit son peuple, mais le peuple qui nourrit

son Roi, cette thèse est toujours valable.³⁹ Même dans les pays où règne la famine, nous constatons que les Seigneurs du pouvoir vivent dans l'opulence et l'ostentation.

³⁹ Cette problématique fut exprimée autrement par Chastellux, de la façon suivante : "tout travail représente des subsistances pour une partie de citoyens, et des jouissances pour l'autre; que toute disposition qui trouble ce commerce attaque directement le bonheur des nations; que toute dépense publique est absolument dans ce cas-là, et que, par conséquent, elle doit toujours être regardée comme un minimum c'est-à-dire, qu'elle doit toujours être la plus petite qu'il est possible." *De la Félicité Publique*, 2^{ème} Edition 1776, p. 349.

2 - LES CYCLES DES CRISES

Les manuels d'histoire de l'économie nous signalent que le capitalisme classique apparaît avec la révolution industrielle et va connaître son moment de développement le plus important pendant la deuxième moitié du dix-neuvième siècle - jusqu'à la veille du premier conflit international, pour être exact -, pour s'effondrer avec la crise des années trente. On nous souligne aussi que cette structure est, du point de vue monétaire, fondée sur l'étalon or et que la puissance étatique n'y joue pas un rôle socio-économique très important. L'Etat y est plutôt effacé, soumis à la contrainte de l'équilibre budgétaire. C'est la raison pour laquelle il est question d'un Etat gendarme. Donc, de cette puissance qui veille à ce que les règles du jeu soient respectées.

La société libérale classique s'accommode ainsi des thèses développées par Adam Smith dans sa célèbre recherche sur la nature et la cause de la richesse des nations⁴⁰. Plus précisément, cette coïncidence est le résultat de ce qu'on pourrait considérer comme le rapport dialectique entre la réalité et la théorie. De telle sorte que la réalité est le fondement, tandis que la théorie est la manifestation.

On peut exprimer cette problématique d'une autre manière, en disant que la théorie est issue du réel et non inversement.⁴¹ Les mécanismes du système étaient des réalités effectives lorsque Smith a développé sa réflexion. Par la suite, cette réflexion va informer le réel.⁴² Elle jouera même le rôle de frein, et particulièrement par rapport au phénomène de la surproduction et des crises en général.

⁴⁰ De ce point de vue, le capitalisme classique contient les structures de base du système. Ce n'est donc pas un accident si à l'époque actuelle il est non seulement de plus en plus question du retour au libéralisme économique et au règne de l'étalon or, mais que la perspective du dépassement de la crise se manifeste sous la forme du retour pur et simple à la structure classique. Le système classique est ainsi la forme première et fondamentale du capitalisme. La compréhension de sa logique interne devient pour nous une sorte de "feed back", et plus précisément de ressourcement.

⁴¹ Toutefois, la théorie est scientifique, au sens strict du terme, dans la mesure où elle est le résultat d'un savoir "a posteriori". Comme disait A. Einstein : "La théorie tire sa raison d'être du fait qu'elle relie un grand nombre d'expériences isolées; là réside sa vérité. *La Relativité*, P.A.P., p. 144.

Pour sa part, François Jacob nous dit que : "Le rôle de la théorie est de rendre intelligible le réel". *La Logique du Vivant*, TEL, Gallimard, p. 24.

⁴² Il peut paraître problématique de dire que c'est Smith qui a conditionné le capitalisme classique. Ceci d'autant plus que la figure la plus en vue au dix-neuvième siècle est celle de Ricardo. Keynes disait, à ce propos, que Ricardo avait dominé le dix-neuvième siècle, comme l'Inquisition espagnole avait dominé son Siècle d'Or. En réalité, s'il est vrai que Ricardo joue un rôle de premier ordre dans l'ordre du discours, il nous semble que la logique du réel est plus conforme à la théorie de Smith.

Essayons tout d'abord de saisir la perception que Smith a de la réalité capitaliste. Car, il s'agit bel et bien d'une perception. En effet, à aucun moment Smith n'a projeté un quelconque idéal par-delà la structure de son monde. Il considère que le système capitaliste est la manifestation de la civilisation et du bien-être, car il permet l'accroissement du fonds de consommation et de la richesse des nations. Il a, de ce point de vue, la même attitude qu'Aristote avait à l'égard du marché. Il ne considère pas que l'échange élargi (marchand) est une forme dégradée de l'existence sociale, mais qu'il est la condition même de son bien être, ceci simplement parce que l'échange est consubstantiel à la vie en communauté. De plus, pour Smith les richesses sont constituées par tous les biens et services qui s'échangent contre la monnaie. La monnaie, en tant que réserve de valeur, permet l'existence de cette contrepartie de stocks (de marchandises) qu'il appelle le fonds de consommation.

Par conséquent, dans la structure monétarisée, le fonds de consommation est essentiellement social. On peut dire, plus précisément, que ce fonds est médiatisé socialement. Son existence ne dépend pas, en structure concurrentielle, de la puissance publique. La société civile reproduit, d'un côté, ces fonds, et de l'autre côté, les réserves monétaires nécessaires à leur acquisition. En effet, pour Smith "la richesse ou la pauvreté" d'un pays dépend "entièrement de l'abondance ou de la rareté de ces choses consommables".⁴³

La richesse et la pauvreté sont ainsi saisies en fonction de la satisfaction des besoins, et non pas par rapport à des valeurs sociales dépendant de la volonté de puissance.- Nous parlons de cette différence dans la perception de la richesse et de son contraire, parce que nous vivons une époque où on tend à saisir sa richesse comme étant une abstraction se situant par-delà la satisfaction des besoins. Les besoins organiques tendent à être perçus par cette sensibilité comme quelque chose de dégradant.

C'est donc à l'intérieur de cette problématique - de la satisfaction des besoins - qu'il faut comprendre la réflexion smithienne. Bien entendu, en tant que personnalité éthique Smith est principalement concerné par la satisfaction des besoins du peuple. Il est suffisamment conscient

⁴³ *La Richesse des Nations*, Livre IV, Chap. 1.

du fait qu'on n'a pas à se faire de souci pour les seigneurs ; tout au contraire, le problème est précisément de lutter contre leur volonté de vouloir tout accaparer. " Tout pour nous et rien pour les autres, voilà la vile maxime qui paraît avoir été, dans tous les âges, celle des maîtres de l'espèce humaine".⁴⁴

Mais, le fondateur de l'économie politique est suffisamment réaliste pour savoir que toute réflexion concrète ne peut que se situer à l'intérieur de la loi des contraires. En l'occurrence, le rapport dirigeant-dirigé est une structure incontournable, comme on dirait actuellement. Car, de la même manière qu'on ne peut pas sortir du rapport positif-négatif , de la même manière il est impossible de dépasser la structure de gestion. Ceci n'implique pas que telle ou telle forme soit éternelle, mais à l'intérieur d'une structure donnée, il s'agit de limiter le nombre de ceux qui aiment le peuple avec l'amour des prédateurs. En d'autres termes, la nécessité sociologique de l'Etat implique aussi celle de sa limitation. L'attitude critique de Smith à l'égard de l'Etat ne le pousse pas à prôner l'anarchie, mais la réduction optimale de sa charge.

De plus, pour Smith cette réduction de la charge des improductifs fait partie, pour ainsi dire, de la raison d'Etat. Plus précisément, d'un Etat rationnel. C'est pourquoi il nous dit que : "L'économie politique, considérée comme une branche des connaissances du législateur et de l'homme d'Etat, se propose deux objets distincts : - le premier, de procurer au peuple un revenu ou une subsistance abondante, ou, pour mieux dire, de le mettre en état de se procurer lui-même ce revenu ou cette subsistance abondante ; - le second objet est de fournir à l'Etat ou à la communauté un revenu suffisant pour le service public : elle se propose d'enrichir à la fois le peuple et le souverain".⁴⁵

En d'autres termes, Smith est conscient du fait que ce n'est pas le Souverain qui nourrit son peuple. Le contraire est plutôt vrai, si la table des seigneurs est toujours bien garnie, c'est parce que le peuple est obligé de dégager un surplus⁴⁶ destiné à cette fin. Soit par les différentes formes de prélèvement direct, soit par celles du prélèvement indirect.

⁴⁴ Op. cit., Livre III, chap. 4.

⁴⁵ Op. cit., Livre IV, Introduction

⁴⁶ Un surplus à la valeur créée, ou ajoutée, c'est-à-dire la T.V.A. dans le sens large du terme.

Ainsi, pour Smith, l'Etat appartient au secteur improductif. Les richesses sont créées par la société civile.- Nous avons ici une différence essentielle entre Smith, d'un côté, et Ricardo-Marx, de l'autre. Pour ces derniers, en effet, le rapport productif-improductif se situe au niveau du processus de reproduction lui-même. Pour Marx, par exemple, seuls ceux qui transforment la matière appartiennent au secteur productif ; par contre, les capitalistes, les marchands et les personnels d'Etat font partie du secteur improductif. En d'autres termes, comme nous l'avons déjà souligné, pour Marx, tout ce beau monde dépend de la plus-value créée par ceux qui transforment la matière.

Du point de vue de Smith, par contre, il est tout à fait clair que seul l'Etat appartient, au sens strict du terme, au secteur improductif. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas d'improductifs dans la société civile. Il souligne, à ce propos, que ceux-ci - comme les domestiques, ceux qui vivent de la charité publique, etc. etc. - ne posent aucun problème à l'économie, car ils sont entretenus avec les fonds des particuliers.

Le problème se pose plutôt au niveau de l'étendue de la chose publique. De ce point de vue, l'économie politique n'a rien à dire aux particuliers. Il s'agit plutôt d'un discours adressé à ceux qui détiennent le pouvoir, pour indiquer le chemin à suivre, s'ils veulent contribuer au développement de la richesse de la nation. A ce niveau-là le discours de Smith est tout à fait clair. Selon lui, en effet, "Dans la plupart des pays, la totalité ou la presque totalité du revenu public est employé à entretenir des gens non productifs".⁴⁷ Et un peu plus loin, il ajoute que lorsque les improductifs "sont multipliés au-delà du nombre nécessaire, ils peuvent, dans une année, consommer une si grande part de ce produit, qu'ils ne laissent pas assez de reste pour l'entretien des ouvriers productifs..."⁴⁸

On peut, dès lors, se poser la question de savoir : qui sont pour Smith les improductifs ? La réponse de l'auteur de *La Richesse des Nations* ne laisse pas l'ombre d'un doute : " Le travail de quelques-unes des classes les plus respectables de la société, de même que celui des domestiques, ne produit aucune valeur, il ne se fixe ni se réalise sur aucun objet ou

⁴⁷ Op. cit., Livre II, chap. 3

⁴⁸ Ibid.

chose qui puisse se vendre, qui subsiste après la cessation du travail et qui puisse servir à procurer par la suite une pareille quantité de travail. Le souverain, par exemple, ainsi que tous les autres magistrats civils et militaires qui servent sous lui, toute l'armée, toute la flotte, sont autant de travailleurs non productifs. Ils sont les serviteurs de l'Etat, et ils sont entretenus avec une partie du produit annuel de l'industrie d'autrui. Leur service, tout honorable, tout utile, tout nécessaire qu'il soit, ne produit rien avec quoi on puisse ensuite se procurer une pareille quantité de service. La protection, la tranquillité, la défense de la chose publique, qui sont le résultat du travail d'une année, ne peuvent servir à acheter la protection, la tranquillité, la défense qu'il faut pour l'année suivante".⁴⁹

A présent, on peut se poser la question de savoir : qui sont pour Smith des productifs, et, plus précisément, ceux qui participent directement à la production des richesses. Mais, avant de regarder de près les réponses qu'il nous donne à cette question, rappelons que pour le fondateur de l'école classique les richesses ne sont pas des abstractions. En tout état de cause, ces richesses n'ont rien à voir avec les trésors que la belle âme chrétienne arrive à accumuler dans le royaume des cieux, ni avec les armements qu'on expose lors des parades militaires, ni dans les champs de bataille. En effet, selon Smith : "Les capitaux tant fixes que circulant n'ont pas d'autre but ni d'autre destination que d'entretenir et augmenter le fonds de consommation. C'est ce fond qui nourrit, habille et loue le peuple".⁵⁰ De sorte que la richesse ou la pauvreté d'une nation sont en relation à l'abondance ou à la rareté des biens consommables. Ainsi, la croissance économique et le développement des richesses sociales se rapportent à l'augmentation des fonds de consommation. C'est donc en fonction de cette activité que se détermine, pour Smith, le concept des productifs. Car la productivité se rapporte à la capitalisation. Pour Smith la classe productive n'est pas simplement composée de ceux qui participent à la production et à la transformation des produits bruts, mais aussi de ceux qui participent au transport et à la commercialisation des biens finis. Par conséquent, le marchand est aussi productif que l'industriel, de même que l'ouvrier de l'industrie et le vendeur d'une grande surface, par exemple. C'est le cas, en tout état de cause, dans la réalité, car ces sujets ajoutent de la valeur. Les mécanismes du marché fonctionnent de telle sorte que si un moment donné de ce processus - qui va de la production à la vente - est inutile, il cesse par-là même

⁴⁹ Op. cit., Livre II, chap.3.

⁵⁰ Op. cit., Livre II, chap.1.

d'être rentable et doit disparaître. En d'autres termes, ces différents moments sont aussi indispensables les uns que les autres, pour permettre la reproduction élargie propre à la structure marchande. Mais ce degré de nécessité n'exclut pas l'autorégulation de ce système qui consolide les déterminations viables (rentables) et pousse à la disparition celles qui ne le sont pas.⁵¹

Il est, dès lors, tout à fait clair que pour Smith le travail productif est celui qui ajoute de la valeur, tandis que le travail improductif est celui qui ne participe pas à cette création. La partie essentielle de cette dernière catégorie est composée de ceux qui vivent du transfert opéré par la fiscalité ; plus précisément, de ceux qui se partagent, ou qui sont payés avec la richesse commune. C'est précisément cette catégorie sociale qui intéresse l'économie politique. Car, selon l'auteur de *La Richesse des Nations*, ce discours se propose - en ce qui concerne cette problématique - de faire savoir au souverain, comme nous venons de le signaler, que ce n'est pas lui qui crée des richesses, et que si sa table est bien garnie c'est parce que la société civile produit les biens indispensables.

Pour cette raison, le Roi ne doit pas intervenir dans l'économie. Il doit seulement surveiller ses propres dépenses ; faire en sorte que ses dépenses soient en équilibre avec les recettes.⁵²

La loi de l'équilibre budgétaire se présente ainsi comme la règle d'or du capitalisme classique. Le système était ainsi réglé par ses propres automatismes. De sorte que "le souverain se trouve entièrement débarrassé d'une charge qu'il ne pourrait essayer de remplir sans s'exposer infailliblement à se voir sans cesse trompée de mille manières, et pour l'accomplissement convenable de laquelle il n'y a aucune sagesse humaine ni connaissance qui puissent suffire, la charge d'être le surintendant de l'industrie des particuliers, de la diriger vers les emplois les mieux assortis à l'intérêt général de la société".⁵³

⁵¹ Remarquons, à ce propos, qu'il n'y a pas de naissance sans mort au niveau d'un organisme quel qu'il soit. Et qu'un système extrêmement actif se manifeste par la dominance de la naissance sur la mort.

⁵² A ce niveau-là, il faut rappeler que dans cette réalité les recettes étaient autorisées par le pouvoir législatif; lequel avait une indépendance plus grande que de nos jours, dans la plupart des nations développées.

⁵³ Op. cit., Livre IV, chap. 9.

De sorte que pour Smith, ce n'est pas l'Etat qui régule l'économie. C'est précisément ce principe - comme nous allons le voir dans le développement de ce chapitre - qui va être mis en question pendant la crise des années trente. A l'époque, les automatismes n'ont pas permis au système de dépasser la crise. Ceci ne veut pas dire que la thèse smithienne n'est pas correcte. Dans tout système le régulateur est d'ordre englobant. La crise actuelle nous montre, en effet, que l'Etat ne peut pas devenir le surintendant de l'industrie des particuliers. En tout état de cause, nous savons à présent que les régulateurs technocratiques sont totalement inadéquats à leur objet.- La technocratie prétend détenir le savoir total pour non seulement réguler la valeur, mais pour conduire le peuple vers le bonheur. L'expérience des sociétés dirigées par des élites qui prétendent détenir le savoir total ou le savoir scientifique, nous montre que cette revendication est une simple prétention. Que, dans la réalité, cette élite n'arrive, à la rigueur, qu'à sauvegarder son propre intérêt et ses privilèges de seigneurs de la chose publique.

Il s'avère, dès lors, nécessaire de s'interroger sur la nature des régulateurs ; ceci tout en étant conscient que le but de ce processus est de sécréter le bien-être matériel de la plus grande majorité. En effet, pour Smith il y a deux grands régulateurs, celui de l'intérêt privé et celui du marché. L'intérêt privé étant composé de deux moments essentiels : le capital et le travail. Tandis que le marché implique les catégories des marchandises et de la monnaie. Cet ensemble étant conditionné par la loi des contraires : l'offre et la demande.

Ceci veut dire que le régulateur principal est l'offre et la demande, mais que cette puissance se manifeste au niveau du marché et de l'intérêt privé. La primauté de ce rapport, ainsi que ces médiations, trouve son explication dans le fait que l'humain est un être de besoins, que le travail lui permet de satisfaire. De sorte que les besoins (exprimés dans le social) donnent lieu à une activité pour les satisfaire⁵⁴. Toutefois - du point de vue des sociétés fonctionnant selon la loi des échanges élargis -, les besoins s'expriment dans et par la monnaie.

⁵⁴ Remarquons qu'il y a aussi une détermination de la production sur la consommation. La production crée donc des besoins.

Le rapport offre et demande est ainsi la concrétisation des besoins exprimés monétairement.⁵⁵ Mais la loi des contraires se manifeste d'une manière englobante dans et par l'intérêt privé et le marché. De sorte qu'au niveau du travail, par exemple : "L'intérêt individuel porte chacun à rechercher les emplois avantageux et à négliger ceux qui sont désavantageux".⁵⁶

Il en est de même en ce qui concerne la pratique du placement des capitaux. En effet, "chaque individu met sans cesse tous ses efforts à chercher, pour tout le capital dont il peut disposer, l'emploi le plus avantageux : il est bien vrai que c'est son propre bénéfice qu'il a en vue, et non celui de la société ; mais les soins qu'il se donne pour trouver son avantage personnel le conduisent naturellement, ou plutôt nécessairement, à préférer précisément ce genre d'emploi même qui se trouve être le plus avantageux à la société".⁵⁷

Cette thèse est reprise et explicitée un peu plus loin, dans un passage plus que célèbre, - et que nous nous permettons de citer in extenso - car il nous semble synthétiser une des idées forces de l'auteur de *La Richesse des Nations*. "Or, ce n'est que dans la vue du profit qu'un homme emploie son capital à faire valoir son industrie et, par conséquent, il tâchera toujours d'employer son capital à faire valoir le genre d'industrie dont le produit promettra la plus grande valeur, ou dont on pourra espérer le plus d'argent ou d'autres marchandises en échange.

Mais le revenu annuel de toute société est toujours précisément égal à la valeur échangeable de tout le produit annuel de son industrie, ou plutôt c'est précisément la même chose que cette valeur échangeable. Par conséquent, puisque chaque individu tâche le plus qu'il peut, d'employer son capital à faire valoir l'industrie nationale, et - 2°) de diriger cette industrie de manière à lui faire produire la plus grande valeur possible, chaque individu travaille nécessairement à rendre aussi grand que possible le revenu annuel de la société. A la vérité,

⁵⁵ Locke nous dit, à ce propos : "Things must be left to find their own price; and it is impossible in this their constant mutability for human foresight to set rules and bounds to their constantly-varying proportion and use, which always regulate their value." (*Some Considerations...*, p. 51).

Plus loin, Locke nous fait remarquer aussi : "What makes thins dear is plenty of buyers, and but few sellers. And so by the rule of contraries, plenty of sellers and few buyers make thins cheap". (Ibid., p.61).

Puis, encore plus loin : "Experience will show, that the price of things will not be regulated by law, though the endeavours after it will be sure to prejudice and inconvenience trade, and put affairs out of order". (Ibid., p. 102).

⁵⁶ Op. cit., Livre I, chap. 10.

⁵⁷ Ibid., Livre IV, chap. 2.

son intention en général n'est pas en cela de servir l'intérêt public, et il ne sait même pas jusqu'à quel point il peut être utile à la société. En préférant le succès de l'industrie nationale à celui de l'industrie étrangère, il ne pense qu'à se donner personnellement une plus grande sûreté ; et en dirigeant cette industrie de manière que son produit ait le plus de valeur possible, il ne pense qu'à son propre gain; en cela, comme dans beaucoup d'autres cas, il est conduit par une main invisible à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions ; et ce n'est pas toujours ce qu'il y a de plus mal pour la société, que cette fin n'entre pour rien dans ses intentions. Tout en ne cherchant que son intérêt personnel, il travaille souvent d'une manière bien plus efficace pour l'intérêt de la société, que s'il y avait réellement pour but d'y travailler ".⁵⁸

La main invisible⁵⁹ n'est pas ici une transcendance, comme certains critiques de Smith l'ont affirmé. Il s'agit plutôt du régulateur de cette structure qui donne son niveau de viabilité. En effet, dans sa manifestation on peut saisir ce mécanisme de deux manières, 1°) soit comme la preuve de viabilité d'un monde individualiste, où chacun est pour soi et où chacun ne poursuit que son propre intérêt (égoïste), et 2°) soit comme la dialectique des niveaux, ceci dans le sens où la logique du particulier se renverse dans celle du général.

A ce propos-là, il ne faut pas oublier que Smith est un philosophe de la morale. Il savait, par conséquent, que selon le discours traditionnel la vie sociale ne peut être viable que si l'individualité réprime ses propres pulsions égoïstes, pour n'être que la simple caisse de résonance de l'Absolu. Dans ces conditions, l'intérêt général avait comme condition de son effectivité la négation des intérêts privés. Ici, Smith nous démontre qu'on se trouve, avec le nouveau système, dans un contexte tout à fait différent. En effet, dans ces conditions, c'est l'intérêt privé qui produit et reproduit l'intérêt général. C'est précisément ce phénomène qui rend viable la réalité individualiste. Qui fait, par conséquent, qu'elle n'est pas selon cette image de la jungle, l'espace où l'homme est le loup de l'homme.

⁵⁸ Op. cit., Livre IV, chap. 2

⁵⁹ Il faut signaler que le concept de main invisible apparaît déjà dans le *Traité des Sentiments Moraux*, publié en 1759. Dans cet ouvrage, Smith suit de très près la réflexion que Hume développe dans son *Traité de la Nature Humaine* (1738). L'idée fondamentale de ces écrits est que de la convergence des égoïsmes individuels peut surgir une nouvelle harmonie sociale. La recherche de l'intérêt privé cesse ainsi d'être un phénomène négatif.- Ce rapport entre Smith et Hume est souligné par Michel Beaud dans *Capitalisme et Economie Politique dans l'Histoire*, Collection T.C.E.F., pp. 86 et suiv.

En d'autres termes, il ne peut pas y avoir de vie sociale sans intérêt général. Or dans cette formation sociale, cette dimension est produite par son contraire : l'intérêt privé. Plus précisément par le renversement dialectique que nous venons de souligner. En effet, le particulier perçu du point de vue du général se transforme dans son contraire. On peut expliquer cette dialectique en parlant du rapport arbre-forêt. On sait, à ce propos, que l'arbre peut cacher la forêt, de la même manière que la forêt cache l'arbre. Donc, au niveau de la forêt, l'arbre cesse d'être ce qu'il est. De la même manière, l'intérêt privé se transforme en intérêt général au niveau de la totalité.

De sorte que lorsque les sujets de l'accumulation (du capital) réalisant leur propre intérêt - par l'épargne ou par l'investissement - ils contribuent au bien-être général, car par leur pratique ils permettent la création de richesses, donc du travail et du pouvoir d'achat. De plus, d'une manière générale, tous ceux qui participent à la production des biens et services contribuent d'une manière immédiate au bien être social.

Par conséquent, dans cette structure, l'intérêt privé est la condition même de l'intérêt général. Pour cette raison, l'accumulation devient un phénomène positif. De sorte que par la découverte de cette dialectique, Smith reverse et dépasse la position aristotélicienne, pour laquelle l'accumulation est un phénomène négatif. Remarquons, en ce qui concerne cette problématique, que la thésaurisation appauvrit le social, dans la mesure où elle raréfie la monnaie en circulation. Ce qui n'est pas le cas de l'accumulation élargie, qui comporte comme moment essentiel l'épargne, le crédit et l'investissement. En effet, l'épargne permet le crédit, c'est-à-dire la mise en marche et le développement du multiplicateur. A son tour, le crédit favorise l'investissement et la consommation. Hume, pour sa part, avait très bien perçu cette problématique, car il considérait que le crédit est le baromètre des richesses sociales.

Cela dit, pour reprendre la problématique qui nous intéresse dans ce chapitre, rappelons que l'offre et la demande se manifestent non seulement dans la réalisation de l'intérêt privé, mais aussi dans le marché. C'est ainsi que, selon Smith : " La quantité de chaque marchandise mise sur le marché se proportionne naturellement d'elle-même à la demande effective ".⁶⁰ Ou ce qui

⁶⁰ Op. cit. Livre I, chap. 7

veut dire la même chose : " La somme totale d'industrie employée annuellement pour mettre au marché une marchandise, se proportionne ainsi naturellement à la demande effective. Elle tend naturellement à porter toujours au marché cette quantité précise qui peut suffire à la demande, et rien de plus".⁶¹ Cette thèse peut paraître particulièrement problématique, si on pense au phénomène des crises (de surproduction). Mais, cette contradiction n'est que le résultat d'une perception non réfléchie de la position smithienne. Car, l'auteur de *La Richesse des Nations* nous parle ici des manifestations immédiates de l'offre et de la demande. En effet, ce n'est pas de la capacité productive, en tant que telle, dont il est question, mais de la productivité se rapportant à chaque produit en particulier. De sorte que la production de chaque bien particulier se trouve immédiatement régulée par la demande effective. Cette demande, notons-le, n'est pas le résultat du pouvoir d'achat, mais des besoins particuliers qui eux sont soumis aux variations des besoins sociologiques.- Par exemple, si actuellement nous constatons une diminution dans la consommation du sucre, des huiles et de leurs dérivés, c'est à cause, principalement, d'un changement dans ce que nous pouvons appeler la mode alimentaire. En d'autres termes, les variations dans la demande des produits particuliers ne sont pas toujours le résultat des changements dans le pouvoir d'achat, mais des changements au niveau des besoins. Toutefois, il est évident que le pouvoir d'achat se manifeste au niveau de la réalisation de ces besoins. Le pouvoir d'achat et la capacité productive de tel ou tel produit constituent les contraires à l'intérieur desquels se réalisent les besoins des sociétés monétarisées. Il ne s'agit pas, par conséquent, de niveler ces contraires, mais de bien maintenir les différences.

En effet, le pouvoir d'achat global est la manifestation de la capacité de consommation de la société. C'est précisément à ce niveau que se situe le phénomène de la surproduction. Car la capacité de consommation est la limite de la capacité de production. Or, le phénomène de la surproduction nous montre précisément qu'en système capitaliste l'offre globale est toujours plus importante que la demande globale. Celle-ci étant conditionnée par la masse monétaire, donc par sa quantité et sa vitesse de circulation, comme nous l'enseigne la théorie quantitative.

De ce point de vue, nous pouvons dire que la politique monétaire est un régulateur englobant. La raison intervient, par conséquent, au niveau totalisant et non pas au niveau particulier. En d'autres termes, l'économie marchande précise au niveau englobant l'intervention

^{61 48} Op. cit. Livre I, chap. 7

de la rationalité consciente. Rappelons, à ce propos, que pour Marx le système capitaliste est pour ainsi dire un processus social aveugle. La production ne peut devenir un processus social conscient qu'en socialisme. En d'autres termes, il n'a pas saisi les possibilités d'intervention rationnelle à l'intérieur du système. Ceci est sans nul doute le résultat du règne de l'or comme étalon. Comme on le sait, il y a une transparence plus grande, au niveau monétaire, sous le règne du papier-monnaie que sous l'empire du métal précieux.

Nous allons voir dans ce qui suit jusqu'à quel point Smith a, par rapport au phénomène monétaire, un niveau de conscience particulièrement remarquable. Tout d'abord, Smith nous signale la ressemblance qu'il y a entre cette partie du capital circulant qui consiste en argent "avec les machines, instruments d'industrie, etc., qui composent le capital fixe ; c'est que toute épargne dans les frais de fabrication et d'entretien de ces machines, qui ne diminue pas la puissance productive du travail, est une amélioration dans le revenu net de la société, toute épargne dans la formation et l'entretien de cette partie du capital circulant qui consiste en argent est une amélioration exactement du même genre".⁶² Pour Smith, il s'agit, par conséquent, de réduire le coût de production et d'entretien de la monnaie. Pour permettre précisément une élévation de son efficacité ou, comme on dirait actuellement, une augmentation de la masse monétaire. Pour cette raison, Smith nous dit que " la substitution du papier à la place de la monnaie d'or et d'argent est une manière de remplacer un instrument de commerce extrêmement dispendieux, par un autre qui coûte infiniment moins, et qui est quelque fois tout aussi commode. La circulation s'établit ainsi sur une nouvelle roue qui coûte bien moins à la fois à fabriquer et à entretenir que l'ancienne".⁶³ Malheureusement, Smith n'a pas développé cette problématique, mal il est évident que par cette réflexion il est très en avance sur son temps. En tout état de cause, cette réflexion nous permet d'insinuer que pour l'auteur de *La richesse des Nations* il s'agit non seulement de trouver un instrument de circulation des marchandises dont le coût de fabrication et d'entretien sont le moins onéreux possible, mais il nous signale que cet instrument n'est autre que le papier monnaie. Avec d'autres mots, on pourrait dire que Smith insinue le dépassement de l'or comme étalon. La monnaie apparaît ainsi comme le régulateur en dernière instance.

⁶² ⁴⁹ Op. cit., Livre II, chap. 2.

⁶³ ⁵⁰ Op. cit., Livre II, chap. 2.

La politique monétaire, en tant qu'instrument de régulation, ne consiste donc pas uniquement dans la gestion de ses agrégats - comme le crédit, par exemple -, mais dans la recherche de la matière - de cette roue de la circulation marchande - la plus adéquate par son coût et son efficacité. Dès lors, c'est à ce niveau-là que se situe l'intervention rationnelle.

En d'autres termes, l'Etat a un rôle à jouer. Mais il s'agit de savoir à quel niveau se situe son intervention. Smith nous dit, en tout état de cause, que cette intervention ne peut pas se situer au niveau des mécanismes du marché. De ce point de vue, comme nous l'avons signalé, Locke⁶⁴ et Smith sont d'accord. Toutefois, Smith va plus loin que Locke, dans la mesure où l'auteur de *La Richesse des Nations* voit la possibilité de dépassement de l'or comme étalon. Ce qui implique la possibilité de l'intervention de la raison, par le biais de l'Etat, dans ce mécanisme.- Ceci ne veut pas dire que l'Etat est en tant que tel l'incarnation de la raison, mais qu'il participe d'une dimension rationnelle qui peut se manifester, parfois, dans la pratique effective. De ce point de vue, il s'agit de cette faculté dont parle Confucius, qui est de régler les poids et les mesures. La monnaie étant la mesure de nos besoins, ainsi que la mesure de la valeur marchande.

Cela dit, Smith réfléchit à l'intérieur du système de l'étalon or. Il sait très bien que la quantité de métal dont dispose une société est en rapport au niveau de son activité économique. C'est ainsi qu'il nous dit que "quand la quantité d'or et d'argent importée dans un pays excède la demande effective, toute la vigilance du gouvernement ne saurait en empêcher l'exportation. Toutes les lois sanguinaires de l'Espagne et du Portugal sont impuissantes pour retenir dans ces pays leur or et leur argent. Les importations continuelles du Pérou et du Brésil excèdent la demande effective de l'Espagne et du Portugal, et y font baisser le prix de ces métaux au-dessous de celui des pays voisins. Au contraire, si leur quantité dans un pays se trouve au-dessous de la demande effective, de manière à faire monter leur prix au-dessus de ce qu'il est dans les pays voisins, le gouvernement n'a pas besoin de se mettre en peine pour en faire

⁶⁴ Nous savons, il est vrai, accordé dans cette recherche une très grande importance à la réflexion de Locke. Les textes que nous avons apportés à l'appui montrent que cette place n'est pas injustifiée. Disons qu'il est très regrettable que la réflexion économique de celui qui est considéré comme le fondateur du libéralisme politique, ait été mise entre parenthèses. C'est ainsi, par exemple, que lorsque Marx étudie Locke dans *l'Histoire des Doctrines Economiques*, il fait référence aux *Considérations...*, mais ne cite que le *Traité sur le Gouvernement Civil*. Pour sa part, Schumpeter nous dit, en parlant des *Considérations...* : "on ne saurait parler d'une grande contribution à l'analyse monétaire, et encore moins d'une contribution sans défaut". *Histoire de l'Analyse Economique*, T. I, p. 407.

importer : il voudrait même empêcher cette importation, qu'il ne pourrait pas y réussir..."⁶⁵ De sorte que la quantité d'or monétaire dont dispose une nation ne dépend pas de la volonté de l'Etat, mais du niveau d'activité économique. Par conséquent, le métal tend à se répartir au niveau international, en fonction de la demande effective. Les automatismes de l'or sont, dès lors, liés à cette demande. De sorte qu'il tend à se placer là où il s'apprécie et à s'en éloigner dans le cas contraire. Mais, l'appréciation et la dévaluation du métal sont conditionnées en dernière instance, par le niveau d'activité économique d'un pays.

Ce phénomène pouvait être aussi perçu à partir de la balance commerciale. De sorte que le déficit provoquait des sorties de métal, tandis que l'excédent produisait l'effet contraire. A côté de ces automatismes, il faut aussi tenir compte de ce dont nous avons parlé plus haut, le rapport entre la capitalisation et la thésaurisation. Car, en époque de dépression, ou de simple ralentissement de l'activité économique, le métal tendait à refluer vers les réserves privées ; tandis que les époques d'expansion produisaient l'effet contraire.

Ainsi, la quantité d'or en circulation, dans un pays donné, tendait à s'accommoder à la demande effective. Ceci jusqu'au moment où la rareté du métal - résultant de la surcapitalisation - produisait l'apparition du phénomène de la surproduction. L'étalon or tendait ainsi à provoquer l'inélasticité de la demande. La capacité productive de son côté avait, en système classique, une potentialité de développement plus importante. Ceci à cause de son rapport au crédit.

Pour ce qui est du crédit, nous avons déjà signalé que sa pratique marque le dépassement de l'horizon aristotélicien, donc du règne de l'accumulation simple. Mais, le crédit, comme on le sait, a connu depuis son apparition un développement très important. En effet, les premiers organismes financiers prêtaient principalement aux pouvoirs publics, aux rois. Le crédit à l'investissement va apparaître plus tard. C'est ainsi que la première grande banque, la Banque d'Amsterdam, a été créée en 1609, mais elle ne commence à pratiquer le crédit à l'investissement que vers la fin de ce même siècle.⁶⁶ De sorte qu'on peut dire que c'est cette forme de crédit qui va conditionner le capitalisme classique, tandis que le crédit personnalisé -

⁶⁵ Op. cit., Livre IV, chap. 2.

⁶⁶ *Histoire Universelle*, La Pléiade, T. III, pp. 133 et suiv.

dit aussi crédit à la consommation - va permettre la formation du capitalisme moderne, dit keynésien.

Le crédit est la manifestation de la vitesse de circulation de la base monétaire. Il est donc la puissance multiplicatrice de cette base. Mais, dans le capitalisme classique, le rapport de la base monétaire à sa vitesse de circulation ne pouvait pas dépasser, à ce qu'il semble, le niveau dix du multiplicateur. En effet, tout dépassement de ce niveau tendait à provoquer une dévaluation du papier par rapport à l'or.

De ce point de vue, la deuxième moitié du dix-neuvième siècle doit être perçue comme la période pendant laquelle le papier-monnaie consolide son rôle. Ceci, tout d'abord par l'accroissement de son efficacité et puis par la consolidation de son caractère fiduciaire. Mais tout indique qu'à la fin de cette période l'élévation de la masse monétaire liée à l'or comme étalon ne permettait plus au système de se développer convenablement. C'est ainsi que la dépression de 1907 est suivie d'une reprise en 1911, pour s'enfoncer à nouveau dans la torpeur en 1914.

Toutefois, on peut penser que la récession de 1914 est plutôt le résultat du premier conflit mondial. Ce n'est, en réalité, qu'à la sortie de cette guerre que le système va connaître un raccourcissement effectif des cycles économiques. C'est ainsi que le réveil de 1915 à 1919 va être suivi de la récession de 1920-21, pour se glisser à nouveau en 1924 et connaître quelques années plus tard la Grande Crise.

On aurait pu dire qu'à la sortie de la guerre le système n'avait pas le temps de déployer sa capacité, qu'il tombait en panne. Comment expliquer ce raccourcissement des cycles économiques ? Pour expliquer ce phénomène, il semble nécessaire de faire référence à la démonétisation d'une partie de l'or américain. En effet, à la sortie de la première guerre mondiale, les U.S.A. vont se trouver - à cause de leur position stratégique, de leur puissance produisant pour les pays en guerre - avec une quantité de métal supérieure à leurs besoins, ou à ce qui correspondait à leur niveau d'activité économique. Nous avons déjà signalé, en ce qui concerne l'or monétaire, qu'il y avait, en capitalisme classique, une sorte de correspondance entre le niveau d'activité économique de chaque pays et ses réserves or. Tout dépassement de cette mesure provoquait une dévaluation de la base monétaire et, par conséquent, la sortie du

métal en excédent. La raréfaction du métal dans une nation, par rapport à sa demande effective, provoquait un effet contraire.

Face à ce phénomène de l'excédent, les autorités américaines vont réagir d'une manière particulièrement étonnante : par la démonétisation d'une partie du dit excédent. En agissant de la sorte les américains vont réduire le pouvoir d'achat international. Car, comme nous l'avons signalé, le pouvoir d'achat global - sous le règne de l'étalon or - est en première instance conditionné par le volume de l'or monétaire au niveau international.⁶⁷

Cette réduction du pouvoir d'achat global explique non seulement la crise des années trente, mais les mesures prises au niveau international pour contrecarrer un tel effet, en l'occurrence : la Conférence de Gênes. A cette conférence, les membres de la Société des Nations vont décider d'instaurer les célèbres balances sterling. Plus précisément, l'utilisation du papier-monnaie anglais comme monnaie de réserve.⁶⁸ Donc, pour l'époque, comme monnaie-or. Il semble que ces balances aient constitué, pendant les années trente, jusqu'à l'équivalent de 12% des réserves or pour la plupart des nations du continent.

De sorte que les balances sterling ont permis, jusqu'à un certain point, de compenser le volume de l'or démonétisé par Washington. Mais, la crise même des années trente montre jusqu'à quel point l'or comme étalon était devenu, pour paraphraser Marx, une entrave au

⁶⁷ John Locke disait déjà à ce propos : "For the value of money In general is the quantity of all the money in the world, in proportion to all the trade : but the value of money in any one country, is the present quantity of the current money in that country, in proportion of the present trade." Op. cit., p. 77.

⁶⁸ En 1967, Monsieur Raymond Barre se réfère à cet événement dans son polycopié de deuxième année de l'Institut Libre de Relations Internationales, de la façon que voici : "On fait souvent référence pour expliquer le développement du système de l'étalon de change or à une Conférence Economique qui s'est tenue en 1922 sous l'égide de la S.D.N. : la Conférence de Gênes. Elle avait adopté un certain nombre de résolutions tendant à faciliter le fonctionnement des relations monétaires internationales par l'adoption à côté des réserves d'or, de devises qui seraient considérées comme des moyens de paiement internationaux. Dans l'esprit des participants à la Conférence de Gênes, l'or était certes un étalon commun souhaitable pour toutes les monnaies internationales. Mais on craignait que la quantité d'or disponible pour financer le commerce international soit insuffisante. Voilà pourquoi la Conférence de Gênes suggérait que les Banques Centrales établissent une Convention qui aurait pour but d'économiser l'usage de l'or grâce au maintien de réserves sous forme de balance à l'étranger. De plus, la Conférence de Gênes suggérait que les Banques Centrales s'efforcent d'empêcher les fluctuations anormales du pouvoir d'achat de l'or. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que la Conférence de Gênes ne proposait pas de substituer à l'étalon or un étalon de change or, mais recommandait des mesures permettant un meilleur fonctionnement du système monétaire international qui resterait pour l'essentiel fondé sur l'or. Telle a été l'origine du développement du change or. Les Banques Centrales se sont mises à détenir à côté de l'or, d'abord des livres sterling, puis à partir de 1945 des dollars."

développement des forces productives. La décision de son dépassement est prise en 1944, avec les Accords de Bretton Woods.

3 – LA CRISE DU SYSTEME ECONOMIQUE CLASSIQUE

Comme nous l'avons déjà signalé, le capitalisme classique était fondé sur l'étalon-or. Ce système apparaît avec la structure marchande et va surtout se consolider avec la montée en puissance de l'économie anglaise, avec la révolution industrielle. Ce qui veut dire, plus précisément, que le bimétallique - qui régnait dans certains royaumes comme celui de la France – laissa, alors, la place au mono-métallique.

Pour ce qui est du métal jaune, il convient de retenir que sa masse se divise en deux parties : d'un côté, l'or monétaire, et de l'autre, l'or industriel. L'or monétaire constitue de loin la partie la plus importante et il est le résultat d'une accumulation historique. Par contre, l'or industriel est celui qui est produit annuellement. Il tend à l'être, pour l'essentiel, employé par l'industrie, la dentisterie et la bijouterie. De sorte que la production annuelle ne tendait pas à augmenter immédiatement la masse d'or monétaire. Le passage de l'or industriel à l'or monétaire se faisait, à l'époque, pendant les périodes de récession.

Si nous prenons le cas du dix-neuvième siècle, tout indique que les augmentations cycliques de l'or monétaire, n'ont pas été très importantes. En tout cas, ce ne sont pas ces accroissements qui peuvent permettre d'expliquer la croissance économique que le monde occidental a connue pendant cette période. Il convient, donc, de ne pas lier le phénomène de la croissance économique aux augmentations de l'or monétaire. Ceci, sous peine d'émettre un jugement propre à la logique mercantiliste.

De plus, nous savons que les augmentations considérables de l'or monétaire entre 1520 et 1630, n'ont pas produit de croissance économique. Cet accroissement, comme on le sait, a eu comme effet principal la dépréciation de ce métal. Il convient, dès lors, de lier la croissance économique de l'époque classique non pas à l'augmentation de la quantité de l'or monétaire, mais au développement de l'efficacité de cet instrument que nous appelons la monnaie.

Pour ce qui est de l'or monétaire, il faut noter qu'il est celui qui existe concrètement sous la forme de pièces, de lingots et de barres. Ce métal jouait le rôle de réserve de valeurs pour les

Etats, les banques, les entreprises et les personnes privées. D'une manière générale, on peut dire que le métal jaune servait de garantie au papier en circulation. Ce qui veut dire, plus précisément, que ce papier était librement convertible en or.

Au niveau des économies nationales, toujours pendant la période classique, nous pouvons constater trois niveaux dans la manifestation de la monnaie.

Premièrement, un flux et un reflux de l'or.

Deuxièmement, un niveau d'efficacité plus ou moins important de la monnaie, et

Troisièmement, abondance et rareté de la monnaie.

En ce qui concerne le premier niveau, il est important de rappeler que la propension à la thésaurisation était très important sous le règne de l'étalon-or. Cette propension était, pour ainsi dire, en rapport inverse aux mouvements des cycles économiques. De sorte qu'elle tendait à diminuer en période de croissance et à augmenter pendant les époques récessives. En d'autres termes, le métal jaune tendait à gonfler les bas de laine lorsque la récession se manifestait et l'or se plaçait dans le cas contraire.

Ce mouvement de flux et de reflux était, plus précisément, conditionné par le niveau de rémunération de l'épargne. Par conséquent, par la plus ou moins forte demande de capitaux. De sorte que lorsque cette demande tendait à augmenter, la rémunération de l'épargne s'élevait aussi. Ce qui poussait la monnaie à se placer dans le circuit bancaire, permettant ainsi l'élévation du niveau de liquidité bancaire et donc du crédit. En période de récession, voire quand le ralentissement de l'activité économique tendait à se manifester, on pouvait constater une baisse de la demande de capitaux. Ce qui se répercutait dans la rémunération de l'épargne, provoquant ainsi, la propension à la thésaurisation.

Pour ce qui est du deuxième niveau de la manifestation de la monnaie, auquel nous venons de faire référence, il convient de remarquer que la plus ou moins grande efficacité de la base monétaire, ne dépendait pas de son abondance ou de sa rareté. Le niveau d'efficacité de la monnaie est, plus précisément, en relation avec le crédit et avec l'importance des instruments

quasi-monnaire qui la véhiculent. Dans la pratique, nous avons affaire ici à un phénomène qui est en rapport avec le développement de la capacité financière des sociétés.

Il convient de rappeler, à ce propos, qu'au sein de l'époque classique, si nous prenons le dix-neuvième comme exemple, il y avait des sociétés qui venaient à peine de dépasser l'horizon étroit de l'univers pré-individualiste. Donc, qui étaient encore trop imprégnées des préjugés anti-monnaies véhiculés par les religions. De sorte que le niveau d'efficacité de la monnaie était très différent entre, par exemple, une société comme l'anglaise d'une part, et les sociétés ibériques de l'autre.

Nous avons affaire, par conséquent, au sein de ce monde classique à une différence très importante dans le niveau d'efficacité de la monnaie. Ce qui veut dire qu'une quantité de métal donné pouvait véhiculer et produire plus ou moins de richesses dans des sociétés différentes. De sorte que le niveau d'efficacité de la base monétaire d'une société dépendait du niveau de crédit et du développement des instruments quasi-monnaies qui véhiculaient sa valeur. Nous avons affaire à l'époque actuelle à une déterminante semblable. Quoique le niveau d'efficacité de la monnaie soit actuellement beaucoup plus important.

Cela étant dit, nous passons maintenant à considérer le problème de l'abondance et de la rareté de la monnaie au niveau national. Il faut dire que d'une manière générale l'abondance ou la rareté de l'or dans une société était alors, en relation avec la balance des comptes courants. Pour simplifier ce problème des balances, nous allons parler de sociétés déficitaires et de sociétés excédentaires. De cette manière, nous laissons de côté le problème de savoir si le déficit ou l'excédent est le résultat de la balance commerciale ou des mouvements de capitaux.

Pour ce qui est de la balance commerciale, il faut rappeler qu'à l'époque les déficits se payaient avec de l'or. De sorte que d'une manière générale les pays excédentaires - cas notamment de la Grande-Bretagne - étaient ceux qui recevaient du métal de l'extérieur et voyaient ainsi augmenter leurs réserves. Les pays déficitaires se trouvaient, par définition, dans la situation contraire. De sorte qu'à ce niveau de la réflexion, lorsque nous parlons d'abondance et de rareté de la monnaie dans une société, de l'époque classique, nous nous référons à sa

base monétaire globale. Il est clair qu'à ce niveau-là, le problème essentiel est celui des sociétés déficitaires.

Cela nous permet précisément de passer du niveau de l'économie nationale, à celui de l'économie internationale. Donc, à la régulation propre au système classique. Car, au sein de ce système les sociétés déficitaires ne pouvaient pas fonctionner de la sorte pendant trop de temps. En effet, un déficit continu ne pouvait que vider une telle société de toutes ses réserves. C'est-à-dire conduire à un point où la dite société n'avait plus de base monétaire lui permettant de fonctionner selon la logique de l'échange élargi.

La force des choses voulait, ainsi, que les sociétés déficitaires prennent des mesures en vue d'arrêter l'hémorragie. Le protectionnisme, le relèvement des barrières douanières était le moyen le plus adéquat pour éviter une telle dérive. De sorte que ces mesures permettaient, au bout d'un certain temps, de rétablir l'équilibre, voire de retrouver des excédents. Ce qui permettait, à ces sociétés de revenir au libre-échange.

Pour ces raisons, nous constatons, dans le cas du dix-neuvième, deux cas de figure. D'un côté, la Grande-Bretagne comme puissance libre-échangiste par excellence, et de l'autre, les autres nations, qui connaissaient des périodes protectionnistes et des périodes libre-échangistes.

Ainsi, le rapport du protectionnisme et du libre-échangisme permettait à cet ordre de se réguler. Donc, d'éviter ce problème que nous connaissons actuellement : celui de la faillite d'un nombre plus ou moins important de nations. Ces automatismes auraient dû, par conséquent, empêcher la crise dite structurelle qui s'est produite pendant les années trente. Or, nous constatons que cette crise a bien eu lieu. Et cela indépendamment de ces mécanismes objectifs... Il se pose, dès lors, la question de savoir comment expliquer un tel événement ? En d'autres termes, qu'est-ce qui a empêché l'autorégulation de ce système, qui, comme nous venons de le souligner, avait si bien fonctionné et semblait a priori, ne pouvoir pas être perturbé.

Nous passons donc à l'analyse de cette crise des années trente. Nous n'allons pas, toutefois, dans le développement de cette réflexion étudier les interprétations qui ont

accompagné ou suivi immédiatement cet événement. C'est ainsi que nous ne parlerons pas de la thèse marxiste qui fut en vogue à l'époque et selon laquelle cette crise était la crise finale du système capitaliste. La preuve la plus importante, pour cette thèse, étant le phénomène du raccourcissement des cycles qui avait précédé pendant les années vingt la Grande crise. Mais, tout au long de cette étude nous avons fait référence aux thèses de K. Marx, de sorte que nous n'avons pas besoin d'y revenir.

Nous n'allons pas non plus faire référence à la thèse de J. K. Galbraith. Pour nous, en effet, la crise boursière de 1929 n'est pas l'événement fondamental. La grande dislocation se produit pour nous en 1932, et elle prend la forme d'une crise financière. De plus, il nous semble problématique de soutenir que les facilités de crédit ont été la cause principale de la crise. Nous avons déjà insisté sur le fait que le crédit est la manifestation du niveau d'efficacité de la monnaie. De sorte que son élévation ne constitue pas une entrave, mais est plutôt une cause de développement. Certes, à l'époque, l'essentiel du crédit était orienté vers l'investissement, quoique déjà à cette époque commençait à se développer aux Etats-Unis le crédit à la consommation des biens durables. Nous ne cherchons donc pas à faire une dissertation sur les différentes dissertations. Il s'agit bien plutôt de repenser le cours du réel et de l'analyser à partir de ses manifestations essentielles.

En ce qui concerne le niveau d'activité économique de l'immédiat après-guerre, nous savons qu'il s'est produit un raccourcissement des cycles. Il n'y a, certes, pas une identité parfaite, à ce niveau-là entre, par exemple, l'ancienne et la nouvelle puissance économique du monde. Plus précisément entre la Grande Bretagne et les Etats-Unis. Nous constatons, en effet, une récession en 1921 en Grande-Bretagne, mais pas aux Etats-Unis. Par contre, la récession de 1924 touche non seulement ces pays, mais l'ensemble de l'économie internationale. Un autre mouvement récessif se produit en 1927, mais il fut de moindre importance que celui de 1924.

C'est à partir de 1930 que la crise va s'accélérer pour atteindre son point le plus bas en 1933. Ceci, si nous prenons les Etats-Unis comme modèle. D'ailleurs les statistiques du chômage de ce pays, après 1918 sont particulièrement significatives. C'est ainsi que le chômage passa de 3% en 1920, à 5,2% en 1923 et 7,7% en 1924.

La reprise dès la fin de cette année permet d'absorber une partie très importante du chômage. Cela fait que malgré la pause de 1927, le chômage n'atteint à la fin de cette année que 3,5% de la force de travail. Fin 1929 l'activité est si importante qu'il y a pénurie de main d'œuvre. Le chômage ne touche alors que 0,9% de la force de travail.

Par contre, en 1931 le chômage s'éleva à 16% de la population active. Et lorsque Roosevelt prit en 1933 ses fonctions, le chômage aux Etats-Unis était de 23% de la force de travail. En 1934 le chômage représentait 22% de la main d'œuvre. Et en 1939, ce phénomène touchait 17% de la population active.⁶⁹

Nous savons que tous les autres pays industrialisés ont connu le même phénomène. Quoique, dans la plupart des cas, d'une façon plus grave qu'aux Etats-Unis. Or, comme nous l'avons signalé plus haut, les différentes explications qui ont été données jusqu'à présent, nous semblent particulièrement problématiques. Nous pensons qu'il convient de lier ce phénomène du raccourcissement des cycles économiques et de la Grande crise, au problème des réserves d'or des Etats-Unis. Voici, ce que nous semblent être, à ce niveau-là, les données essentielles. En 1913 les Etats-Unis détenaient autour de 15% du stock d'or du monde, tandis qu'en 1932 cette masse était de 44% des réserves mondiales⁷⁰, et de 80% en 1944.

Comment expliquer cette augmentation extraordinaire des réserves ? La réponse est connue : la guerre se passait dans l'ancien continent, tandis que les Etats-Unis produisaient pour les pays en guerre. Il faut rappeler qu'en ce qui concerne la première guerre mondiale la guerre va toucher très vite les premières puissances économiques du monde. En fait, des quatre grands, seul les Etats-Unis étaient dans sa première phase, en dehors du conflit.

D'ailleurs, de ce point de vues la première et la deuxième guerre mondiale se ressemblent étrangement. En effet, dans une première phase les Etats-Unis sont neutres. C'est la période dite du " Cash and carry", pendant laquelle les Etats-Unis commerçaient avec tous les belligérants. Tout était à vendre à condition de payer en effectif.

⁶⁹ Ces statistiques sont très connues par tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de la Grande crise. Voir, par exemple, à ce propos : Maurice Flamant et Jeanne Singer-Kerel, *Les Crises Economiques*, P.U.F., Que sais -je ?, Paris, 1993, pages 49 à 71.

⁷⁰ Voir : *Histoire Economique et Sociale du Monde*, Dirigé par Pierre Leon, Armand Collin, T.5, p.152.

Pendant la deuxième phase, par contre, les Etats-Unis interviennent dans la guerre et font du crédit aux alliés. Cela explique la raison pour laquelle il y a eu lors de la première guerre mondiale un premier moment, pendant lequel les réserves des Etats-Unis augmentent rapidement. Ce moment correspond au paiement en effectif, donc, à la période du " cash and carry ".

Par la suite, si nous continuons toujours à réfléchir sur le cas de la première guerre mondiale, nous allons assister à un ralentissement de ces entrées. C'est la phase du crédit. De là vient la raison pour laquelle fin 1929 et début de l'année suivante il y a une augmentation de ces réserves. Or, devant l'amplitude de ce phénomène les autorités américaines ont opté pour une politique " de stérilisation de l'or ". Ce qui consistait à ne pas mettre en circulation une masse monétaire correspondante !⁷¹

Voilà ce qui nous semble être le nœud de cette affaire. Malheureusement des recherches empiriques plus précises manquent. Mais, les données que nous venons d'avancer peuvent nous permettre de reconstituer, au niveau théorique, l'ensemble de ce processus qui peut être décomposé en trois moments.

Premièrement, augmentation considérable des réserves d'or des Etats-Unis.

Deuxièmement, stérilisation d'une partie de ces réserves.

Troisièmement, déflation généralisée.

En ce qui concerne le premier point nous devons tout d'abord constater que ce phénomène n'est pas en lui-même cause de crise, c'est à dire de déflation et de contraction brutale de la demande globale. Pour ce qui est de l'augmentation, pendant cette période, des réserves d'or des Etats-Unis, nous savons que c'est un fait incontestable. Tous les spécialistes sont d'accord pour constater que, comme nous venons de le signaler, les Etats-Unis contrôlaient en 1932 44% des réserves d'or du monde. De plus, les mêmes spécialistes nous disent que lors de la signature des Accords de Bretton Woods, cette nation contrôlait autour de 80% de l'or

⁷¹ Op. cit., T 5, p.152 et suivante.

monétaire internationale. C'est, d'ailleurs, la raison pour laquelle il fut impossible de continuer dans le système de l'or comme étalon et qu'il a fallu passer au règne du dollar.

Cela étant dit, il convient de signaler que quoique cette augmentation des réserves or, d'avant la grande crise, ait été particulièrement considérable⁷², on ne peut pas en déduire que ce phénomène soit en lui-même une cause grave de crise. Les automatismes du système de l'or comme étalon - dont nous avons parlé plus haut - auraient dû permettre la régulation d'une telle distorsion.

Par conséquent, il est clair que les Etats-Unis remplaçaient, alors, la Grande-Bretagne comme puissance dominante. Donc, il aurait été nécessaire que le protectionnisme soit la politique commerciale des pays déficitaires et le libre-échange celle de la nouvelle puissance monétaire, car les excédents de cette nouvelle puissance étaient en conditions de lui permettre de fonctionner en déficit pendant une bonne période. Nous avons assisté, par contre, après la première guerre mondiale, au fait que l'économie anglaise continuait à jouer son rôle précédent de puissance excédentaire. La décision de la Conférence de Gênes - 1922 - de permettre des réserves en papier monnaie anglais, en vue de compenser les manques de liquidités au niveau international, est la preuve la plus importante de l'incohérence à l'époque. Ceci, est d'autant plus vrai qu'à ce moment là - 1922 - la livre sterling n'avait pas retrouvé sa convertibilité automatique en or. Ce n'est qu'en 1925 que le cabinet conservateur décida de ramener la livre à sa parité d'avant-guerre, en rétablissant l'étalon-or au sens strict du terme.

Rappelons, à ce propos, que cette parité ne pourra pas se maintenir longtemps. En effet, le 20 septembre 1931, le gouvernement britannique prit la décision de suspendre l'étalon-or, tout en élevant le taux d'escompte. Le fait est que cette suppression de la convertibilité provoqua une dévaluation de 40% de la livre par rapport au dollar. Ainsi, non seulement l'économie américaine ne joua pas le rôle qui devait être le sien, mais nous constatons de plus le fait que le gouvernement de ce pays - particulièrement sous la présidence de Hoover - n'a pas activé la totalité des réserves sous son contrôle. En d'autres termes, comme nous l'avons souligné plus haut, le gouvernement américain n'a pas émis la quantité de papier correspondant aux réserves qu'il contrôlait. Nous passons ainsi au deuxième moment dans lequel nous avons décomposé le

⁷² Du jamais vu jusqu'à là, dans l'histoire universelle !

processus qui mène à la crise : la stérilisation d'une partie des réserves or des Etats-Unis. En ce qui concerne ce problème de la stérilisation des réserves, nous savons qu'elle fut un fait. Ce que nous ne savons pas, c'est concrètement son importance⁷³. Tout indique que cette pratique fut surtout significative entre 1929 et 1932. En tout état de cause, il est clair que ce phénomène d'un côté, empêcha la redistribution du métal contrôlé par les Etats-Unis, et de l'autre, provoqua la contraction brutale de la demande internationale.

En effet, l'augmentation des réserves or des Etats-Unis impliquait l'accroissement considérable du pouvoir d'achat dans cette nation. Ce qui aurait dû permettre à cette nation de fonctionner en déficit pendant un période plus ou moins longue. Phénomène qui va se produire d'ailleurs, après les Accords de 1944. En échange de cela, nous allons assister à la pratique de la stérilisation d'une partie de ces réserves. Donc, à la contraction brutale de la demande à l'échelle internationale. Car, il est évident que cette stérilisation ne pouvait que réduire la base monétaire internationale et provoquer une tendance généralisée à la propension pour la thésaurisation. Ce qui équivaut, nécessairement, à une déflation généralisée. En ce qui concerne ce troisième moment du processus de la Grande Crise, il correspond précisément à ce qu'on appelle la crise financière qui va se produire à partir de 1932. Dans ces conditions, le système de l'étalon-or, tel qu'il avait été hérité du passé, ne pouvait plus continuer à fonctionner, selon la logique de ses régulateurs objectifs.

L'analyse de ces moments essentiels du processus qui mène à la crise des années trente, ne doit pas nous faire oublier qu'il y a eu d'autres erreurs qui vont conduire au blocage des automatismes de l'étalon-or. Parmi ces erreurs, il y a le fait que les nations déficitaires, pour cause de guerre n'ont pas rétabli la convertibilité d'une manière adéquate après la conflagration mondiale. C'est ainsi que la Grande-Bretagne revient, en 1925, à la parité d'avant-guerre, sans aucun respect de la loi quantitative. Le gouvernement de l'époque n'a pas pris conscience que la quantité de papier en circulation, était alors très supérieure aux réserves métalliques contrôlées par l'Etat. Ce qui a obligé ce gouvernement à maintenir le cours forcé du papier. Or, comme on le sait, une telle pratique ne pouvait qu'inciter à la préférence pour la thésaurisation.

⁷³ Selon Reiner Hellman les Etats-Unis thésaurisent avant la deuxième guerre mondiale "plus de la moitié de l'or monétaire du monde". *La guerre des monnaies*, Dunod, Paris 1977, p.169. Pierre Léon considère pour sa part que les Etats-Unis contrôlaient au début des années trente 44% de l'or monétaire. *Histoire économique et sociale du monde*, tome 5, p.152

Rappelons que dans le cas de la France, le cours du franc sera redéfini par la loi monétaire du 24 juin 1928 qui donne une nouvelle parité au papier monnaie franc, égale au cinquième de sa valeur d'avant-guerre. Cette dévaluation conduite par Raymond Poincaré, Président du Conseil, explique jusqu'à quel point le rapport quantitatif entre l'or et le papier monnaie en circulation avait été bouleversé par la guerre. En d'autres termes, la dévaluation Poincaré, de 80% du franc papier est la preuve la plus évidente de la réduction brutale des réserves d'or de la France. Le problème est toutefois, que cette redéfinition aurait dû se faire au lendemain de la guerre. Le principe de la convertibilité du papier en or, aurait pu assurer ce changement de parité. Or, le problème est qu'au lendemain de la guerre on va se trouver, un peu partout en Europe, avec des politiques de cours forcé du papier monnaie.

Le fait est que cet ensemble d'erreurs a conduit à la dislocation du système de l'or comme étalon. Laquelle comme on le sait, va se produire pratiquement le 19 avril 1933 lorsque les Etats-Unis décident d'abandonner l'étalon-or. A partir de ce moment l'économie internationale va glisser vers le système dollar, car le USD va devenir " good as gold ". Ce nouveau système va trouver ainsi sa définition en janvier 1934 lorsque l'once d'or est fixée à 35 dollars, et sa concrétisation institutionnelle avec les Accords de 1944.

Cela étant dit, il est important de constater, en ce qui concerne la problématique de la compréhension de cette crise, jusqu'à quel point la conscience de l'époque n'a pas fait le rapport de cause à effet, entre la stérilisation des réserves or américaines et la déflation généralisée qui va suivre. Il est aussi particulièrement intéressant de signaler que la réponse la plus adéquate à cette problématique de la stérilisation d'une partie des réserves or par les Etats-Unis, fut donnée précisément par Keynes lors de la négociation des Accords de Bretton Woods. En effet, l'auteur de *La Théorie Générale* proposa, alors, la création d'une banque internationale susceptible de recycler une partie des réserves métalliques des pays excédentaires. Plus précisément, le système du Bancor se devait de réactiver, au niveau international, la surabondance de l'or des pays excédentaires. Ainsi la masse stérilisée ou démonétisée pouvait être remise en circulation.

Comme on le sait, ce plan ne fut pas admis lors de la négociation de Bretton Woods. Il est important, toutefois, de comprendre, en ce qui concerne la logique de ce plan, que s'il est vrai qu'il n'était pas viable dans les conditions de ce moment-là, il pouvait bien l'être dans les

circonstances qui ont précédé la crise financière de 1932. Il s'agissait alors de contrecarrer les tendances déflationnistes, en réactivant cette partie des réserves or des Etats-Unis qui va être stérilisée. En 1944, le problème était tout à fait autre. Les Etats-Unis contrôlaient la presque totalité des réserves or du monde et les autres pays - à l'exception notamment de l'Argentine et de la Suisse - n'avaient, pour ainsi dire, aucune capacité financière. Or, comme on le sait, on ne prête qu'à ceux qui sont incapables de faire face à leurs créances.

Pour cette raison, il est évident que dans les conditions de l'après deuxième guerre mondiale, seul le plan proposé par les Américains était viable et conforme aux exigences de la raison. Nous allons ainsi, assister au niveau international à l'institutionnalisation du règne du dollar garanti par les réserves or des Etats-Unis. Il se produit, de cette manière, le passage effectif de l'étalon-or à l'étalon de change or.

4 - LA CRISE DU SYSTEME ÉCONOMIQUE ACTUEL

Dans ce chapitre, nous allons nous interroger, tout d'abord, sur les causes de la crise économique que nous traversons, puis nous allons étudier le cas de l'économie française dans son processus de dysfonctionnement. Mais, avant de passer au développement de la première partie, essayons de faire un peu le point. Les analyses que nous avons faites jusqu'ici nous ont permis de comprendre, pour ce qui est du problème des crises économiques, que ce phénomène n'est pas le résultat de l'élévation technique du capital et encore moins du caractère contradictoire de ce système. En effet, comme nous l'avons déjà signalé, actuellement le maximum de plein emploi et de niveau de vie ne sont donnés que dans les pays où le développement technique est le plus fort. La thèse selon laquelle les machines provoquent du chômage n'est pas conforme à l'expérience des sociétés capitalistes avancées. Elle appartient à un moment de l'histoire qui redoutait la nouveauté, la capacité productive du travail humain. Dans le temps, on parlait de machinisme et de chevaux-vapeur, à présent, nous avons affaire à l'automatisation et la robotique. Or, ce sont précisément les pays les plus avancés à ce niveau-là qui connaissent le moins les problèmes du chômage et de la misère. Le Japon est devenu le modèle par excellence de cette réussite. Tout indique, en effet, que le pays du Soleil levant a non seulement un volant chômage minimum, mais que son niveau de vie est un des plus élevés du monde. Ceci tout en accumulant, depuis plus d'une décennie, les excédents les plus importants des temps modernes. En tout état de cause, le chômage de masse et la misère ne sont pas le lot des pays technologiquement avancés. Et, pour ce qui est du chômage marginal dans ce pays, il est plutôt bien subventionné. De sorte qu'il serait grotesque de s'apitoyer sur le chômage des pays excédentaires - comme le Japon, les USA et la Suisse -, à un moment de vraie misère dans la plupart des nations.

Pour ce qui est de la contradiction et, plus précisément, du caractère contradictoire du système capitaliste, il faut rappeler que la différence, la non-identité est, pour ainsi dire, la substance même du réel. Rien n'existe, en effet, en dehors de la contradiction, ou de la loi des contraires. C'est vrai non seulement pour la nature - rapport positif négatif -, mais aussi pour la culture - rapport du juste et de l'injuste, et donc du bien et du mal. Dans l'économie, comme nous l'avons souligné, cette loi des contraires se manifeste, par exemple, sous la forme du rapport

valeur d'usage et valeur d'échange, ou disons encore sous la relation de l'offre et de la demande. Les contraires doivent être dès lors, conçus comme les limites mêmes d'un niveau donné du réel. Ceci ne veut pas dire qu'un rapport donné est éternel, mais qu'un même rapport peut se présenter sous des formes différentes.

Une certaine forme de pensée croit qu'il est possible concrètement de surmonter la contradiction⁷⁴ en tant que telle, de franchir la dualité pour arriver au règne de l'universel positif : du Bien, du Vrai et du Juste. La belle âme dite monothéiste croit, par exemple, au ciel, de la même manière que les enfants de Marx croient à une sorte de Terre sans Mal, qui tende à cause des "échecs" de la pratique, à se projeter dans un devenir absolu.

Le but de la pensée concrète n'est pas de chercher un par-delà le réel, mais de saisir ses manifestations effectives. Ceci, en vue de surmonter la misère et l'abjection. Pour nous, en tout cas, de surmonter notre époque de crise et de misère universelle. Mais pour voir clair dans l'ordre des choses, nous devons nous donner le spectacle de sa propre historicité. C'est la raison pour laquelle cette recherche s'appuie beaucoup sur l'histoire des systèmes économiques.

A présent, revenons à la problématique qui nous intéresse immédiatement ici : connaître les causes de la crise actuelle. Nous avons vu dans le chapitre précédent que le système de 1944 va jouer un rôle économique de premier ordre. Il va permettre non seulement la diffusion de la nouvelle croissance, mais aussi un certain nivellement entre les économies des pays développés. Mais, ce système commence déjà à connaître des problèmes sérieux à partir de 1968. Le double marché de l'or et la tentative de création d'une monnaie internationale (les D.T.S.) sont précisément l'expression de ce dysfonctionnement, - dont la cause essentielle, remarquons-le, est d'ordre quantitatif. La quantité de dollars était supérieure à la quantité d'or monétaire. Ceci était encore plus vrai, à l'époque, pour ce qui est du rapport quantité des

⁷⁴ Cette thèse de la non-contradiction se présente, sous différentes formes, notamment celle de l'équilibre en tant que condition essentielle du système économique moderne. Le but est, dès lors, le positif et, plus précisément, la disparition du négatif. C'est ainsi que la thèse hégélienne de la négation de la négativité (déterminée), se manifeste dans le marxisme comme la négation de la négativité (en tant que telle). Par exemple, la définition suivante de la crise participe de cette théorie : "la crise est un moment dans le développement du système capitaliste. Elle est une sanction. Elle est l'expression forte de l'anarchie du système. Comme les conditions d'équilibre ne peuvent être respectées, car elles résultent des décisions individuelles plus ou moins indépendantes les unes des autres, le système capitaliste se trouve toujours dans l'une des trois phases : l'avant crise, la crise, l'après crise. Pierre Salama et Jacques Valier, *Une Introduction à l'Economie Politique*, P.C.M., pp. 120 et 121.

monnaies fortes - dollar plus les autres devises - et le métal jaune. De sorte qu'il s'agissait de trouver un autre système monétaire international pour éviter le retour en force de l'or. En effet, la rareté d'or, en cas de retour à ce système peut, provoquer, dans les conditions qui sont les nôtres, une dépression très importante.

Pour ce qui est du rapport quantitatif entre l'or et le dollar, signalons que selon les experts il y a actuellement (1986) autour de 80 mille tonnes d'or monétaire. Ce qui donne, par conséquent, 280.184.000 onces. Multiplions cette quantité par son prix moyen actuel, qui est de 350 dollars l'once. Ceci nous donne une valeur de 98.764.400.000, disons de 100 milliards de dollars. Or, selon les données de la "F.E.D.", il y a 153,9 milliards de dollars en circulation.⁷⁵ Par conséquent, la quantité de dollars est supérieure à la quantité de métal jaune. Or, si nous pensons en terme international, il faut multiplier la masse dollar par, au moins, trois,⁷⁶ pour déterminer la masse de monnaie forte existante dans le monde. Ce qui donne une base de monnaie forte de l'ordre de 450 milliards, équivalent dollars⁷⁷; ou, si l'on veut, quatre fois et demie la valeur marchande actuelle de l'or monétaire.

C'est donc cette divergence quantitative qui va conduire au dépassement de la parité du dollar avec l'or. Mais, la suppression de ce référentiel va provoquer des déséquilibres très importants au niveau international. Ceci, non pas à cause de la non viabilité du système des changes flottants, mais pour des raisons qui ne sont pas toutes purement économiques. C'est d'ailleurs ce côté non économique qui va avoir des incidences extrêmement négatives dans la communauté internationale.- C'est en tout cas ce qu'il nous semble et que nous expliquons ci-après.

⁷⁵ Il s'agit de "currency and coin. De laquelle quantité signalons-le : "As much as 70 billion .US. currency has jumped the border". "N.W.", 3-17-86.

⁷⁶ Tout indique, en effet, que l'économie américaine représente un tiers des économies marchandes. Le Professeur Robert Samuelson soutient aussi cette thèse: "The size of the U.S. economy (still a third of the non communist total) and, more important, the dollars role as the main global trading and investment currency, mean American actions have immense world-wide side effects". "N.W.", 4-7-86

⁷⁷ Ce chiffre est à mettre en rapport avec la valeur des exportations des pays de l'O.C.D.E. qui a été en 1984 de 1.150 milliards de dollars - dont 847 milliards pour les sept pays les plus riches : U.S.A., R.F.A., Japon, France, Grande-Bretagne, Canada et Italie.

Commençons, tout d'abord, par la variable strictement économique. En effet, la suppression de la garantie or du dollar (USD) ne va pas provoquer le dépassement du dollar comme monnaie internationale et, plus précisément, le simple fait que toutes les marchandises sont libellées en dollars sur le marché mondial. Le dollar continue ainsi d'être l'étalon de mesure international. De sorte que le rôle institutionnel de cette monnaie n'a pas été invalidé avec la suppression de la garantie or du dollar.

En d'autres termes, cette suppression a seulement enlevé au dollar son rapport à la mesure universelle exprimée par le métal jaune. Enlevant, par-là même, l'obligation au gouvernement américain de garantir leur monnaie et provoquant la dépendance internationale à l'égard d'une mesure particulière : c'est-à-dire une monnaie et une politique strictement nationale.

Par conséquent, à partir de l'été 1971, les Etats-Unis vont se trouver dans une situation particulièrement privilégiée. Car ils sont la seule nation du monde à pouvoir payer leur déficit extérieur avec la seule émission monétaire. Ceci veut dire que la nation la plus riche du monde, est la seule à pouvoir payer ses déficits avec du papier, tandis que les autres ne peuvent le faire, en dernière instance, qu'avec l'exportation des biens et services. Il faut dire que la conscience de ce phénomène n'est apparue - à notre connaissance - qu'à partir du moment où les Américains ont raréfié la monnaie en circulation et, plus précisément, lorsque les Etats-Unis se sont converti au monétarisme,⁷⁸ avec l'arrivée de Monsieur Reagan au pouvoir.

En ce qui concerne la variable non économique, il faut souligner que cette détermination a ce caractère d'une manière immédiate. Car, en tant que telle, sa manifestation est économique. Nous voulons parler, en effet, du déboussolement produit par ce phénomène qui va provoquer une sorte d'éclipse de la raison, qui a eu comme conséquence les théories qui vont conditionner la crise internationale. Plus précisément, la thèse : 1) selon laquelle l'inflation est la manifestation du mal dans les sociétés, et 2) celle selon laquelle les produits dits des pays sous-développés (les matières premières) tendent à se réévaluer par rapport aux produits finis des nations développées. Nous étudions au chapitre sur le sous-développement et la crise internationale,

⁷⁸ En fait, il faut dire que cette politique a commencé à se manifester avec l'arrivée de Monsieur Volker à la "Federal Reserve", donc en janvier 1980. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si c'est à partir de ce moment que commence le recul de l'or international qui passe ainsi de 800 dollars l'once en janvier 1980, à 300 dollars l'once en août 1982.

l'incidence de la théorie du renversement des termes de l'échange. Par contre, nous analysons la théorie sur l'inflation au chapitre II,4.

Il est intéressant de remarquer, tout d'abord, que la thèse sur le renversement des termes de l'échange va avoir comme incidence l'endettement des pays dits du Tiers Monde et des nations dites socialistes. Puis de signaler que l'obsession anti-inflationniste va avoir comme incidence, d'une part, la désindustrialisation principalement des pays à économie mixte, et de l'autre, l'étouffement économique des pays sur endettés.

Nous partons, en effet, dans cette recherche, de la thèse selon laquelle la crise économique actuelle n'est pas le résultat d'un phénomène d'ordre structurel, comme cela a été le cas pour la crise des années trente, où il s'est agi d'une inadéquation entre la demande et l'offre globale. Cette crise nous semble plutôt être le résultat de l'incidence d'une délecture du réel, sur cette réalité elle-même. Cette lecture elle-même nous paraît être le résultat du déboussolement produit par la perte de référentiel, car la monnaie est un référentiel, dans la mesure où elle est l'instrument de nos échanges et l'expression des besoins que nous avons les uns des autres.- Il s'agit, par conséquent, d'une problématique axiologique d'ordre fondamental, ceci dans la mesure où l'humain est un être qui a besoin de référentiel pour s'orienter et se réaliser dans son monde. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la mesure des valeurs est considérée comme le bien en tant que tel. Aristote nous signale, à ce propos, que plus nous avons besoin de quelque chose, plus cette chose nous est précieuse, et que le bien dont nous avons le plus besoin s'appelle la mesure. Sans étalon de mesure il nous serait, par exemple, impossible de mettre en rapport des choses différentes. En effet, pour Aristote la monnaie est l'instrument de la justice corrective, au niveau des échanges.

Il paraît, dès lors, évident que la déstabilisation de ce référentiel ne peut que provoquer des distorsions très importantes au sein de la communauté sociale. Elle peut, par exemple, conduire à la dislocation dans la perception du réel. En effet, la thèse selon laquelle les matières de base tendent à coûter plus cher que les produits finis, nous semble être précisément de cet ordre. Car, ni logiquement, ni empiriquement la partie ne peut être plus importante que le tout, ou le cuir contenu dans des chaussures plus cher que les chaussures elles-mêmes.

Ce déboussolement se manifeste aussi dans la perception anti-inflationniste, qui va devenir une véritable obsession ; au point tel, qu'on préfère actuellement la réduction de quelques points d'inflation, même si une telle diminution provoque du chômage.⁷⁹ La thèse générale qui est à la base de cette politique peut être exprimée de la façon suivante : l'inflation se manifeste par la hausse généralisée des prix ; elle est le résultat du fait que la demande est plus forte que l'offre. De plus, il est dit que l'inflation aggrave les inégalités sociales. C'est donc pour cet ensemble de raisons que la lutte contre l'inflation s'avère une tâche de premier ordre.

En ce qui concerne cette thèse, signalons tout d'abord que si la demande était plus forte que l'offre, on se trouverait plutôt en plein emploi. En tout état de cause, la machine économique fonctionnerait à plein rendement. Ce qui implique qu'il n'y aurait ni chômage, ni surproduction. Or nous avons vu - et nous pouvons le constater - que le problème du système capitaliste n'est pas de produire, mais d'écouler les produits. En d'autres termes, qu'il s'agit d'un système qui fonctionne suivant la tendance à la surproduction. Ce qui veut dire que, structurellement parlant, la capacité de production est toujours plus importante que la capacité de consommation. Marx a d'ailleurs bien constaté la nature de ce phénomène. Le problème, comme nous l'avons signalé, se trouve plutôt au niveau de l'interprétation d'un tel phénomène.

La thèse de la sous productivité comme cause de l'inflation - et qui conditionne la célèbre théorie de l'offre - est déterminée par l'identité de la hausse générale des prix, avec l'inflation. Comme nous l'avons déjà remarqué, cette identité est particulièrement problématique. En effet, ce qui est vrai au niveau particulier, ne l'est pas au niveau englobant. La hausse des prix est un phénomène particulier, et elle est la conséquence soit de l'augmentation de la demande par rapport à l'offre, soit de la diminution de l'offre par rapport à la demande. Par contre, la hausse généralisée des prix n'est pas le résultat du renchérissement de l'ensemble des biens et

⁷⁹ Madame Thatcher, par exemple, considérait que sa politique économique a été une réussite. Ceci, parce qu'elle a ramené le taux d'inflation de 18% - en 1979, lorsqu'elle arrive au pouvoir - à 5%, fin 1985. Entre temps, le chômage est passé de 1,4 millions à 3,3 millions ! - Curieusement Madame Thatcher considéra ce phénomène du chômage comme une variable plutôt positive. En effet, selon son analyse qui est aussi celle de son gouvernement, la montée du chômage, en modérant la progression des salaires, ne peut qu'aboutir à une amélioration du marché de l'emploi.

services, mais plutôt la conséquence de la perte de la valeur de la monnaie.⁸⁰ Il y a donc ici une confusion entre l'instrument de mesure - l'argent - et les choses mesurées, les marchandises.⁸¹

Il est, dès lors, particulièrement problématique de percevoir l'inflation comme hausse généralisée des prix. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la mise en pratique de certaines politiques anti-inflationnistes⁸² va provoquer les résultats que nous connaissons : la désindustrialisation et le chômage.

En ce qui concerne le problème des inégalités sociales, il paraît tout à fait clair que la désinflation n'a pas permis la réduction des inégalités sociales. Prenons, par exemple, le cas de l'économie française, à deux moments différents : 1973 et 1993. On sait qu'à l'époque l'économie française connaissait le plein emploi⁸³ et un taux d'inflation de 12%. Tandis qu'en 1993 le taux d'inflation a été ramené en dessous de 2,5% et le taux de chômage était officiellement de 12%. Au niveau international, on ne peut pas soutenir que pendant les années quatre-vingts des sociétés hyper-inflationnistes, comme l'ont été Israël et l'Argentine, ont été moins égalitaires que, mettons, les pays de la zone franc C.F.A. L'inflation est un phénomène strictement monétaire. Elle est le résultat de la politique monétaire d'un Etat et non pas, comme on tend à le croire, la conséquence des structures sociologiques, comme par exemple le niveau hiérarchique d'une société. L'Afrique du Sud, par exemple, pendant les années soixante-dix avait un taux d'inflation inférieur à l'Italie.

Nous avons déjà signalé que l'érosion monétaire est essentiellement le résultat de l'émission monétaire. A la base de ce phénomène se trouve la surcharge de l'Etat, ou, si l'on

⁸⁰ Rappelons, à ce propos, que le sens même de la capitalisation n'est pas de fonctionner en rareté et de produire à des prix de plus en plus chers, mais de se reproduire à une échelle de plus en plus vaste et à des prix concurrentiels.

⁸¹ M. Jean Bodin nous avait déjà fait remarquer - dans ses *Réponses aux paradoxes de M. de Malestroit touchant à l'enchérissement de toutes choses* (1568) - que la cause principale de l'élévation générale des prix est toujours l'abondance de ce avec quoi le prix des marchandises est mesuré.

⁸² Il n'est pas inutile de signaler que, réduite à sa plus simple expression, la perception générale de l'inflation veut dire qu'une société connaît l'inflation parce qu'elle consomme trop. Ce n'est donc pas un accident si cette perception du phénomène monétaire a des incidences particulièrement problématiques dans les pays sous-développés. A partir de là, on peut comprendre aisément l'impact du FMI lorsqu'il intervient dans ces réalités pour réduire les soi-disant hausses des prix !

⁸³ Remarquons que dans une économie concurrentielle, le plein emploi se situe autour de 3%, de demandeurs d'emploi. Car il ne peut pas y avoir offre de travail sans demande. Le volant chômage est donc un régulateur, sinon, il faut chercher la main-d'œuvre en dehors des frontières nationales. C'est précisément ce qui s'est produit pendant les années soixante et début des années soixante-dix dans les pays hautement développés.

veut, la nécessité de couvrir les déficits publics. Il est évident que dans les sociétés modernes, la surémission monétaire n'est pas le résultat - comme dans les pays sous-développés - des ordres donnés par le pouvoir. Les mécanismes sont un peu plus complexes. Mais, en dernière instance, cela revient au même. Monsieur Paul Fabra nous explique cette problématique de la façon suivante : " En France, comme dans beaucoup de pays, les avances directes à l'Etat sont interdites, au-delà d'un faible montant. Cela n'empêche pas que, par la voie du réescompte des bons du Trésor, une fraction importante, qui est actuellement d'au moins 20% après avoir été égale à la moitié en 1982, du déficit budgétaire est financé par la création monétaire".⁸⁴

A partir du phénomène que nous venons de signaler, nous pouvons constater l'incidence des politiques anti-inflationnistes, telles qu'elles vont se manifester à partir d'octobre 1974. Car, c'est à ce moment que commence la crise actuelle. Cette crise comporte deux phases essentielles. Pendant la première phase - qui va "grosso modo", au niveau international, d'octobre 1974 à décembre 1980 -, la lutte contre l'inflation sera plutôt modérée. Ce n'est qu'à partir du début de la deuxième phase, de 1981, que cette lutte va se radicaliser et que le monétarisme deviendra la théorie anti-inflationniste par excellence.

La première phase se caractérise surtout par le fait que la lutte contre l'inflation se propose essentiellement de diminuer le pouvoir d'achat du social, par le biais d'une réduction des augmentations de salaires.⁸⁵ Celle-ci nous semble avoir été l'idée dominante pendant la première phase. Elle a été appliquée avec plus ou moins de rigueur. C'est ainsi qu'en Angleterre, sous le gouvernement de Monsieur Callaghan,

Les hausses de salaire ne devaient être supérieures à la moitié du taux d'inflation. Tandis qu'en France, sous le gouvernement de Monsieur Barre, les hausses de salaire ne devaient pas dépasser le taux d'inflation.

⁸⁴ " Le Monde", 22-4-86. Cela dit, ces concours ne donnent pas lieu à une pure et simple création monétaire. Celle-ci est limitée, par la loi du 21-12-73, à 25,64 milliards de francs. Donc, plus de 10% des billets en circulation, qui est en 1985 est de l'ordre de 210 milliards de francs. Pour couvrir le manque, l'Etat a généralement recours au fonds de réserves obligatoires des banques. De sorte que l'émission monétaire et les restrictions de crédit sont deux moyens de financement très proches.

⁸⁵ Le cas du Japon est à ce niveau-là particulièrement significatif; l'inflation passe de 20% à 5%. Cette baisse dans le taux de l'érosion monétaire a été le résultat de la diminution de la charge économique de l'Etat, et plus précisément de la charge de fonctionnement.

Mais, indépendamment de ces différences, la politique économique, à cette époque, reste particulièrement modéré. Ceci explique que - mis à part le cas du Japon, de l'Allemagne et de la Suisse notamment - le taux d'inflation a pu croître pendant cette période. En France, par exemple, de 1974 à 1980, le taux d'inflation passe de 11% à 15%. Il y a aussi pendant cette époque un accroissement du déficit budgétaire. C'est ainsi que pendant cette période, toujours en France, le déficit budgétaire est passé de 15 à 90 milliards de francs.

Cette politique de réduction de la demande globale a été accompagnée de programmes très différents - dits de "stop and gon", où les moments d'austérité ont été plus ou moins forts.⁸⁶ Si nous prenons le cas de l'économie française, nous constatons pendant cette période trois plans d'austérité : le Plan Fourcade, d'octobre 1974 - qui marque le début de la crise -, le plan Barre, d'octobre 1976, et puis le Plan Barre bis, de janvier 1980.⁸⁷ Ces plans se sont caractérisés par l'encadrement du crédit. Tout particulièrement, par l'augmentation des réserves obligatoires du système bancaire auprès de la Banque Centrale. Tout indique que ces plans n'ont pas provoqué une réduction significative de la monétisation des déficits. Toutefois, le financement monétaire des déficits a été particulièrement important lors des plans de relance : le Plan Chirac, d'octobre 1975, et le Plan Giscard, d'octobre 1977.

Mais, ces plans se ressemblent du point de vue technique : ils impliquent une relance à la fois quantitative et qualitative. C'est-à-dire qu'ils s'appuient non seulement sur une augmentation du déficit budgétaire, mais aussi sur l'abondance et le bon marché du crédit.- Il va de soi que le déficit budgétaire était alors financé d'une manière significative par l'émission monétaire. Ceci d'autant plus qu'à l'époque l'Etat n'aura pas un recours systématique à l'emprunt - comme ce fut le cas en 1984 et 1985 - et qu'en période de relance la puissance publique évite d'augmenter le niveau des prélèvements obligatoires.

La "vraie" lutte contre l'érosion de la valeur de la monnaie va commencer au niveau international avec l'arrivée de Monsieur Reagan au pouvoir. C'est le début de la désinflation

⁸⁶ Il est à remarquer que c'est en Angleterre que ces programmes ont été particulièrement sévères.

⁸⁷ En ce qui concerne ces plans, nous pouvons constater un mouvement vers la modération. Car le plus dur a été incontestablement le Plan Fourcade, qui plonge l'économie française dans une récession très forte.

internationale : le règne du monétarisme.⁸⁸ Le but de la nouvelle politique est de réduire le stock monétaire pour diminuer - voire supprimer - l'inflation. Par conséquent, les Etats vont non seulement raréfier et renchérir le crédit, mais ils vont aussi réduire l'émission monétaire. De sorte que le déficit budgétaire sera de moins en moins couvert par l'émission monétaire. Les Etats vont plutôt avoir recours à l'emprunt pour subventionner ce déficit.

Comme on le sait, la politique économique de Monsieur Reagan va provoquer une raréfaction très significative du dollar à l'échelle internationale. Mais, pour être plus précis, nous allons distinguer les différents moments de cette politique. Le premier moment est celui qui va de janvier 1981 à août 1982. Le deuxième moment commence en août 1982 et termine avec les Accords de New York du 22 septembre 1985. Le premier moment se caractérise, lui, par une politique de raréfaction et renchérissement très forte du crédit. Le taux d'intérêt du "prime rate" se situe alors autour de 20%. Cette diminution brutale de la vitesse de circulation de la monnaie va provoquer non seulement la paralysie de l'économie des Etats-Unis et l'augmentation du chômage,⁸⁹ mais le renchérissement et la raréfaction du dollar à l'échelle internationale.

Ce phénomène du renchérissement du dollar va jouer le rôle de révélateur d'un problème qui était en train de se dévoiler : le surendettement de la plupart des pays dits du Tiers Monde et des nations dites socialistes.⁹⁰ Mais, la conscience de la gravité de la situation s'est produite lorsque - en août 1982 - le Mexique annonce ne pas être en condition de faire face au service de sa dette extérieure. Or, à cette époque, le Mexique était encore considéré comme le Nouveau Eldorado.

Le deuxième moment de cette politique économique des Etats-Unis commence en août 1982. Cette politique se caractérise par la relance du crédit et la rigueur dans l'émission monétaire. De sorte qu'on va assister à une formidable reprise de l'économie américaine qui lui

⁸⁸ Voici la façon comment Monsieur Fabra définit cette politique : « Cette politique monétariste : baisse de l'activité de l'industrie et frein à la croissance, par le biais du niveau des taux d'intérêt ». " Le Monde", 4-2-86. Pour sa part, Monsieur Deniel Vitre nous dit : " Une politique monétariste se traduit par une hausse vigoureuse des taux d'intérêt à court terme ". " Le Monde", 18-2-86.

⁸⁹ Qui passa de 7% à 11% de la force de travail. – Remarquons que cette courte période est le seul moment où l'économie des Etats-Unis a connu la crise actuelle.

⁹⁰ En effet, déjà à la fin des années soixante-dix on savait que des pays aussi différents que le Zaïre, la Bolivie, le Pérou, la Pologne et la Corée du Nord étaient en situation virtuelle de cessation des paiements.

permettra d'absorber le chômage créé pendant la première phase. La réduction du rythme d'émission monétaire sera, elle, compensée par l'afflux des capitaux, et plus particulièrement des dollars.- Comme nous l'avons signalé plus haut, presque la moitié des dollars émis par le gouvernement américain se trouvent à l'extérieur. Donc, l'afflux de dollars va compenser la raréfaction relative interne. Ce qui explique depuis lors l'extraordinaire niveau d'activité de cette économie.

Il est à remarquer que cet afflux de dollars vers les U.S.A. n'a pas été le résultat de la hausse des taux d'intérêt, mais du simple fait que cette nation va devenir un lieu de refuge. La déstabilisation provoquée au niveau international - et principalement dans les pays pauvres, par l'appréciation de la monnaie américaine - va conditionner précisément cet afflux de capitaux. La raréfaction de cette monnaie au niveau international sera, à son tour, aggravée par la thésaurisation.

Or, cet ensemble de facteurs va, à leur tour, menacer l'économie américaine par le biais de l'invasion de produits étrangers. La vraie menace se situe ici précisément, et non pas dans le déficit de la balance commerciale,⁹¹ contrairement à ce qui a été soutenu par certains spécialistes.

C'est d'ailleurs pour cette raison que le gouvernement américain proposa au cinq pays les plus riches du monde d'agir de concert pour faire baisser le dollar. Il s'agit des accords de New York du 22 septembre 1985.⁹² Selon ces accords, les pays excédentaires doivent vendre des dollars sur le marché international pour faire baisser cette monnaie. Ou, ce qui revient au même, pour faire monter les monnaies excédentaires. Le but de l'opération étant de réduire le déficit de la balance commerciale des Etats-Unis et, plus précisément, la sur-compétitivité des pays excédentaires.- Nous avons assisté alors à la montée du Mark et du Yen. Le Franc

⁹¹ Notons que le déficit de la balance courante des Etats-Unis a été de 9 milliards en 1982; de 40 en 1983; de 100 en 1984 et de 130 en 1985. Par conséquent en quatre ans, les Etats-Unis ont accumulé un déficit de 279 milliards de dollars. Il convient de mettre en rapport ce déficit avec la valeur des exportations : de 152 milliards de dollars en 1980 et de 171 milliards en 1985 Par conséquent, les exportations ne couvraient alors qu'une partie marginale des importations. Dans une pareille situation, tout autre pays se serait trouvé en faillite !. – Notons que ce déficit s'est aggravé d'une manière significative pendant les années quatre-vingt dix. C'est ainsi qu'en 1998 le déficit de la de la balance des comptes courants fut de 288 milliards de dollars et que le déficit de cette balance d'evra se situer, selon les prévisions autour de 400 milliards pour l'année 2000.

⁹² 52 Il est important de signaler que ces accords concernaient surtout le Japon et la R.F.A., qui étaient les deux grands pays excédentaires. Le Japon, avec 52 milliards de dollars, et la R.F.A., avec 30, en 1985.

français, comme les autres monnaies du S.M.E., vont suivre le mouvement du Mark. Ceci indépendamment du fait qu'il s'agit de monnaies plutôt faibles. Comme nous le verrons plus loin, la baisse du dollar⁹³ va représenter pour ces pays une perte de compétitivité.

Il est donc très important de se poser la question de savoir pourquoi il y a des nations industrialisées qui supportent mieux les chocs de la crise que les autres. Il y a, bien entendu, le cas des Etats-Unis qui bénéficient de l'économie internationale.

Quoiqu'il soit problématique de soutenir que cette situation privilégiée est le résultat de la raison de la force. Elle nous semble plutôt la conséquence d'une vision inadéquate des mécanismes du système monétaire. En tout état de cause, ceux qui ont voix au chapitre ne semblent pas savoir comment dépasser la situation actuelle.⁹⁴

Cela étant dit, la première grande transformation du SMI, depuis la suppression de la garantie or du dollar, le 15 août 1971⁹⁵, c'est, précisément, la création de trois zones monétaires avec les Accords de New York, du 22 septembre 1985. Ces accords ont mis fin à la position absolument dominante du USD, en tant que monnaie de réserve. Cette position avait conduit à la surévaluation de cette monnaie. Ce qui avait comme conséquence d'une part, l'augmentation constante du déficit des Etats-Unis, et de l'autre, la désindustrialisation de son économie.

Il s'agissait alors de provoquer une dépréciation de l'USD. Ce qui va être fait avec le concours de deux puissances excédentaires : Le Japon et la RFA. Dans la pratique, il s'agissait de faire en sorte que les banques centrales de ces pays puissent, en vendant une partie de leurs réserves en USD, provoquer la dépréciation de cette monnaie. Ce qui sera chose faite en mars 1987. Le dollar va ainsi se déprécier de 50% par rapport au Yen et au DM. - Il convient de rappeler que les Accords de New York du 22 septembre 1985 furent signés par les cinq grands,

⁹³ Remarquons, en ce qui concerne ce phénomène du dollar, que la baisse ou la hausse d'une monnaie sur le marché international ne dépend pas du rythme interne de l'inflation - puisque celui-ci n'a pas changé aux U.S.A. entre 1985 et 1987 -, mais de l'abondance ou de la rareté d'une monnaie sur ce marché international.

⁹⁴ Par exemple, en France, aussi bien Monsieur Mitterrand que Monsieur Giscard d'Estaing ont, à maintes reprises soulignées la nécessité de renégocier les résidus des Accords de 1944. Mais, jusqu'à présent, ils n'ont pas proposé un système capable d'assurer proportionnalité des échanges au niveau international. Car il est évident que, dans les conditions actuelles, l'économie des Etats-Unis n'est pas soumise aux mêmes contraintes

⁹⁵ Confirmé par les Accords de Washington du 18 décembre 1971. Dits aussi " Accords Smithsonian ".

le G 5. De sorte qu'avec les trois principales puissances monétaires dont nous venons de faire mention, nous trouvons la France et la Grande-Bretagne.

Ces Accords de New York furent à leur tour confirmés par les Accords du Louvre du 22 février 1987. Ses accords ont pour but de stabiliser le dollar. Plus précisément, de le maintenir au sein d'une plage de fluctuation donnée. Ce rôle est assumé, essentiellement, par les banques centrales de deux puissances excédentaires dont nous venons de faire mention. Ces accords furent signés par le G7 : les cinq déjà mentionnés, plus l'Italie et le Canada. Cela veut dire, par conséquent, que depuis 1971, les Etats-Unis se trouvent dans la situation privilégiée d'émettre la monnaie internationale sans aucune garantie et qu'ils ne s'occupent pas de réguler la valeur de leur monnaie sur le marché international. Pour être plus précis, en ce qui concerne cette dernière problématique, disons que l'essentiel de cette régulation revient aux deux puissances dont nous venons de faire mention. Les autres quatre grands peuvent intervenir, mais ils le font d'une manière marginale. Pour ce qui est de la " F.E.D. ", ses interventions consistent soit à vendre des Bons du Trésor sur le marché international, ce qui absorbe la sur-liquidité des dollars, soit à échanger les USD en surabondance dans les banques centrales excédentaires, contre ces mêmes Bons du Trésor américain. De ce point de vue il est important de rappeler qu'avant 1971 les Etats-Unis garantissaient leur monnaie avec de l'or, tandis que depuis cette date ils garantissent leur propre monnaie avec leur quasi-monnaie : les Bons du Trésor. Cela veut dire, plus précisément, que le papier de banque de ce pays est garanti, par son papier obligataire. De sorte qu'en dernière instance, nous avons affaire à un instrument monétaire dont le coup de production est particulièrement dérisoire.

C'est, précisément, cette situation qui va provoquer la dislocation de l'économie internationale que nous connaissons depuis octobre 1974. Bien évidemment, comme on peut le constater en regardant les dates il n'y a pas une coïncidence totale entre elles. Il convient, toutefois, de rappeler que la suppression de la garantie or du dollar n'implique pas sa démonétisation. A vrai dire ce mouvement contient comme moments essentiels la suppression du double marché de l'or⁹⁶, en novembre 1973, et les Accords de la Jamaïque de 1976. Ce processus débouche en janvier 1980 avec la démonétisation effective de l'or, comme conséquence de la politique déflationniste Reagan-Volker.

⁹⁶ Ce double marché fut institué le 16 mars 1968.

Cette politique de montée de taux de base du marché monétaire aux Etats-Unis - dépassant par moment les 20% - va avoir comme conséquence un processus de surévaluation du dollar et l'augmentation du déficit de la balance commerciale de ce pays. Comme nous venons de le souligner, cette surévaluation va disparaître avec la mise en pratique des Accords du 22 septembre 1985.

En ce qui concerne le déficit de la balance commerciale américaine, il est essentiel, pour la compréhension de la crise actuelle, de souligner son importance pendant la décennie des années quatre-vingts. Nous assistons en effet, pendant cette période à une montée de ce déficit et ce jusqu'à 1987. Nous constatons par la suite une diminution de ce déficit, comme conséquence de la dépréciation du dollar, à la suite des Accords de New York. Nous notons, toutefois, que pendant cette décennie les USA ont accumulé un déficit de la balance commerciale considérable s'élevant à 931 milliards de \$. Pendant cette même période il est important de signaler que l'excédent du Japon fut de 533 milliards de dollars, tandis que celui de la RFA s'est élevé à 396 milliards de \$⁹⁷.

Cela étant dit, et avant de parler des zones monétaires, il convient de souligner que la dépréciation du USD, dont nous venons de faire mention, a eu comme conséquence d'un côté, la réactivation des économies de la zone dollar et particulièrement des économies latino-américaines, et de l'autre, une relance des exportations " made in U.S.A ". En ce qui concerne le premier point, il est nécessaire de réfléchir à cette problématique à partir des économies latino-américaines. Ces économies ont connu, en effet, l'endettement pendant la période qui va de 1974 à 1982. Par la suite et ce jusqu'à 1988 c'est la période de la restructuration de la dette. Depuis lors, ces pays connaissent, pour leur grande majorité, une époque de reconstitution économique qui s'est surtout consolidé à partir de 1990.

C'est ainsi qu'en 1992 le Chili a connu un taux de croissance de 9,5%, tandis que des pays comme l'Argentine, l'Uruguay, la Colombie et le Mexique ont connu un taux moyen de

⁹⁷ De sorte que le déficit des USA fut pendant la décennie des années quatre-vingts, à peu de chose près, équivalent – 931 contre 929 milliards de dollars – à l'excédent du Japon et de la RFA.

croissance de 7%. Le Brésil, de son côté, a vu les excédents de ses exportations passer de 12 milliards de dollars en 1991, à 15,6 milliards en 1992.

Comment expliquer cette incontestable réussite ? Cela d'autant plus que nous connaissons pendant cette période une stagnation, voire une récession dans la plupart des pays de l'Europe occidentale. Il y a, en effet, deux phénomènes qui sont à la base de cette manifestation contradictoire : d'un côté, la dépréciation du USD, comme conséquence des Accords de New York, de septembre 1985, et de l'autre, la réunification allemande.

En ce qui concerne les Accords de New York, il convient de remarquer qu'il s'agit d'une modification au sein de l'ordre monétaire international. En effet, le dollar cède un peu de son pouvoir, en échange de sa dépréciation et de sa régulation au niveau international.

Pour ce qui est de cette dépréciation, il est important de remarquer qu'elle a impliqué, à contrario, comme nous venons de le souligner l'appréciation du DM et du Yen. C'est ainsi que le Yen est passé, en un an et demi, de 244 pour 1 USD, à 122 pour 1 USD. La dépréciation du dollar par rapport au DM, fut aussi du même ordre. Mais, ce mouvement provoqua, en même temps, l'appréciation des autres monnaies liées directement au DM, comme le FF, le FB., la Lire, etc., ainsi que celles qui le sont indirectement, comme le F-CFA. Par conséquent, en principe, les Accords de New York devaient uniquement provoquer l'appréciation des monnaies de deux puissances excédentaires, mais pour cause de SME ce phénomène se répercute sur d'autres monnaies.

Cette appréciation des monnaies faibles du SME, fut en partie compensée par la dépréciation du USD, car elle provoqua une relance du marché international. Mais cette relance va surtout bénéficier aux pays de la zone dollar. Ceci pour deux raisons : d'un côté, augmentation en dollar de la valeur de leurs exportations, et de l'autre, diminution de la valeur réelle de l'endettement extérieur de ces pays.

En ce qui concerne la relance du marché international, après 1985 - donc, comme conséquence de la dépréciation du USD -, il convient de retenir les données suivantes : le fait que la valeur du commerce international fut en 1985 de 2 000 milliards de \$, et en 1989 cette

valeur fut de 3 070 milliards de \$. Cela veut dire, par conséquent, que quatre années plus tard cette valeur va augmenter d'un peu plus de 50%. Nous avons, ainsi, affaire à un phénomène de toute première importance. Remarquons que ce mouvement va se ralentir à partir de 1991. En effet, en 1990 la valeur de ces échanges fut de 3 470 milliards de dollars, tandis qu'en 1991 il ne fut que de 3 600 milliards. Nous constatons, ainsi, qu'en 1990 la valeur des échanges au niveau international augmente de 400 milliards de dollars, tandis qu'en 1991 cette augmentation n'est que de 130 milliards.

A partir de ces données, le " boom " économique que nous constatons dans les pays dont la monnaie est liée au USD nous semble tout à fait compréhensible. En effet, nous parlons de liaison plus ou moins étroite et non pas d'appartenance à une zone monétaire. Car, il y a des monnaies qui appartiennent à une zone monétaire mais n'ont pas de rapport de parité plus ou moins fixe, avec la devise dominante. C'est ainsi pour ce qui est des monnaies asiatiques⁹⁸. Elles sont dans l'espace Yen, mais suivent le mouvement du USD.

Dans le cas, par contre, de la zone dollar il convient de faire la différence entre les monnaies qui ont une relation de parité fixe, que ces gouvernements s'imposent eux-mêmes et ceux qui tendent plutôt à flotter librement par rapport à l'USD. Si nous prenons l'année 1993 comme référence, nous pouvons dire que le peso argentin se trouve dans la première situation, tandis que la monnaie brésilienne se trouve dans la deuxième.

Quoiqu'il en soit, il est clair que la dépréciation du dollar va avoir une incidence positive dans l'économie des pays dont leur monnaie est liée à cette devise. Par contre, les monnaies qui se trouvent liées, malgré elles, au phénomène de l'appréciation, à la suite des Accords de New York, ne vont pas bénéficier entièrement de la dépréciation du dollar. Nous disons entièrement, car la relance internationale, que nous venons de constater, va permettre aux puissances industrialisées de profiter de ce " boom " économique, cas de la France, par exemple. Par contre, ce développement des échanges au niveau du marché international, ne bénéficiera pas aux pays économiquement faibles qui sont " de facto " dans la zone mark. C'est le cas notamment des pays de la zone F-CFA.

⁹⁸ Ce fut aussi le cas de la Peseta espagnole et de l'Escudo portugais, avant leur entrée dans le SME en juin 1989.

Cela dit, le phénomène qui va avoir l'incidence la plus négative dans le cas de la CEE en particulier et de l'Europe occidentale dans son ensemble, c'est sans nul doute le problème de la réunification allemande. Il ne s'agit pas de minimiser la surévaluation artificielle des monnaies faibles, comme conséquence des Accords de New York du 22 septembre 1985, mais il est clair que la réunification allemande va avoir une incidence négative plus significative dans cet espace.

Il est important de souligner que normalement cette réunification n'aurait pas dû avoir une telle incidence sur les économies européennes. Tout au contraire, la sur demande de biens et services, comme conséquence de cette intégration, aurait dû permettre aux autres membres de la communauté de réactiver leurs économies. En tout état de cause, cet événement, en lui-même, n'aurait pas dû jouer un rôle de frein dans cet espace économique.

Nous constatons, en effet, que la réunification allemande a permis aux autres membres de la Communauté d'augmenter leurs exportations vers ce pays et, donc, de réduire, voire faire disparaître le déficit structurel par rapport à cette puissance. Le cas de la France est, à ce niveau-là, particulièrement significatif. Déjà en 1990 le déficit structurel vis-à-vis de l'Allemagne va régresser. C'est ainsi que ce déficit qui a atteint son maximum en 1989, avec 58,6 milliards de FF, est passé à 41,8 milliards de FF en 1990⁹⁹. En 1991 ce déficit fut de 12,1 milliards de FF, tandis qu'en 1992, il est de 20,61 milliards de FF¹⁰⁰.

Il est, par conséquent clair que la réunification allemande va permettre de relancer l'exportation de ses partenaires. Ces intégrations des allemands de l'ancienne RDA, ainsi que des allemands arrivant des pays de l'est¹⁰¹, va créer, comme on vient de le signaler, des besoins de consommation très importants. Ce qui sera enregistré dans la diminution considérable des excédents de la balance commerciale de ce pays. Les données suivantes nous semblent particulièrement significatives, pour ce qui est, justement, de la balance commerciale de ce pays.

⁹⁹ Voir, à ce propos, Compte Rendu, de la Banque de France, Exercice 1990, p. 15.

¹⁰⁰ Voir Compte Rendu, Banque de France, exercice, 1992, p.130

¹⁰¹ Il est question, pour cet ensemble, de 20 millions de personnes.

Années	Milliards de DM
1988	128
1989	134,7
1990	107,3
1991	21,9
1992	32,8 ¹⁰²

Ces statistiques nous permettent de comprendre les immenses besoins de consommation secrétés par la réunification. Elles nous indiquent de plus - comme nous l'ont montré les statistiques sur le déficit de la France vis-à-vis de l'Allemagne - que 1991 est l'année la plus difficile et que 1992 annonce une petite récupération. Le problème qui se pose, à présent, est celui de savoir pourquoi cette réunification de l'Allemagne a pu avoir une incidence aussi négatives. Tous les spécialistes s'accordent à dire que la cause principale du marasme économique que connaît actuellement (1994) l'Union européenne et les autres pays qui lui sont proches, est la montée des taux d'intérêts. Pour être plus précis, nous devons parler de renchérissement du crédit et, cela, à un moment où l'économie internationale connaît une période particulièrement difficile. A partir de ce qui vient d'être dit, on peut se poser la question de savoir quel est le rapport avec la réalité. Plus justement, pourquoi la réunification a-t-elle provoqué la montée des taux d'intérêt dans la presque totalité des pays de l'Europe occidentale ? Comme on le sait, la cause de cette augmentation du loyer de l'argent est, précisément, la montée des taux d'intérêts en Allemagne.

On peut, à présent, se poser les questions suivantes : Premièrement, pourquoi les taux d'intérêt ont-ils monté en Allemagne ? Et deuxièmement, pourquoi les autres pays ont-ils été obligés de suivre cette politique monétaire ? En ce qui concerne la première question, nous savons que cette augmentation des taux monétaires est la conséquence, précisément, de la réunification. On sait, à ce propos, que les autorités responsables de ce pays ont justifié cette politique avec l'augmentation des agrégats monétaires M3. Mais, cette justification s'avère particulièrement problématique car l'expérience montre que l'évolution de ces agrégats ne peut pas conditionner rationnellement une politique monétaire. Ce n'est d'ailleurs, pas un hasard si aux Etats-Unis la " F.E.D. " a abandonné toute référence à ces agrégats. C'est ce qui est en

¹⁰² « Le Monde. » 13-2-93, p.26

train de se produire aussi dans les autres pays importants du monde. En effet, ces instruments de la théorie monétaristes s'avèrent de plus en plus inadéquats pour fonder une politique monétaire.

Pour cette raison, nous pensons qu'il convient de chercher ailleurs la cause de cette politique. Tout indique, en effet, que le désir de consommation des nouveaux citoyens allemands était surdimensionné par l'état de nécessité qu'ils avaient connu sous le règne du socialisme réel. Avec le passage à l'ordre économique de ce qui avait été la première puissance économique du monde, et devenait la deuxième par la valeur des exportations¹⁰³, ces nouveaux citoyens pensaient pouvoir accéder au maximum des biens dans le temps le plus court. En effet, avec les DM de l'ouest et les mécanismes des facilités de crédit, cette population a cru pouvoir réaliser très rapidement son rêve de consommation et de possession de biens durables. Pour eux, tout était à la portée de la main, il ne s'agissait que de signer pour avoir une télévision dernier cri, une nouvelle voiture et ainsi de suite. Car, il faut se rappeler que cette population ne connaissait pas le mécanisme du crédit à la consommation. Ils venaient d'un monde où l'argent n'avait, pour ainsi dire, pas de valeur, et voilà qu'ils se trouvent transposés dans un autre monde, où non seulement l'argent est la valeur marchande en tant que telle, mais où il y a, en plus, de grandes possibilités de crédit. De sorte que la possibilité d'acheter aujourd'hui et de payer dans un temps plus ou moins long, constituait pour eux le moyen le plus adéquat pour accéder à tout ce dont ils rêvaient.

Il convient de remarquer que nous avons affaire ici à une expérience, à un phénomène totalement inconnu jusqu'à présent dans l'histoire de l'économie. En effet, l'émigrant, la main d'œuvre émigrée, ne cherche pas la surconsommation, mais plutôt l'épargne. Se trouvant dans un monde qui n'est pas le sien, il cherche à épargner, soit pour envoyer de l'argent à ceux qu'il a laissé derrière lui, soit pour pouvoir un jour retourner et montrer sa réussite. L'histoire de la vie fait que très souvent les choses se passent autrement. Mais, il est clair que l'émigré ne cherche pas, comme on le dit, à avoir tout, tout de suite. Dans le cas de la réunification allemande, nous avons affaire à une expérience totalement différente. Les nouveaux citoyens sont des citoyens à part entière, et cela, d'ailleurs, dans un ordre qui se considère lui-même comme la communauté

¹⁰³ En effet, en 1989 les Etats-Unis ont repris la première place. Cette année-là, la valeur des exportations américaines fut de 11,8% du total. Vient ensuite la RFA avec 11%, le Japon avec 8,9%, la France avec 5,7% et le Royaume-Uni avec 4,9%.

même de l'être germanique. Le nouveau citoyen se trouve ainsi en plénitude de ses droits. Il ne peut pas être traité comme citoyen de deuxième ordre auquel on applique des règles différentes. Il a autant droit au crédit à la consommation, que ses concitoyens de l'Ouest.

Comme on peut aisément le comprendre, la réunification va dévoiler un problème très important que les autorités de la RFA n'ont pas su prévoir. Car, il faut être conscient que les nouveaux citoyens n'étaient pas un ensemble d'« homo-economicus », mais plutôt une communauté de mineurs en ce qui concerne le sens et la logique des économies modernes. A ce niveau-là, il est incontestable qu'un centrafricain, un nicaraguayen, ou un sri-lankais, est plus proche de ce sens et de cette logique que ne l'était la population dont nous sommes en train de parler.

Le problème dont il est question est, précisément, celui du passage du règne de la négation de l'économie, à celui du royaume de l'économie se manifestant dans sa plénitude. Or, ce passage impliquait une période de transition. Remarquons que cette période de transition fut prévue pour les salaires, mais pas pour le crédit. Le fait est qu'il ne resta aux autorités allemandes que la solution de ne résoudre les problèmes qu'au fur et à mesure de leur manifestation effective. Car, il faut être conscient que le manque de maturité économique des nouveaux citoyens ne pouvait conduire qu'au surendettement généralisé.

C'est, précisément, pour éviter un tel problème que les autorités ont décidé d'augmenter le loyer de l'argent. Ainsi, l'écart entre les taux de crédit américains et allemands est passé de février 1991 à janvier 1992, de 1,75% à 5,5% en faveur des taux américains. Cela veut dire, concrètement, qu'en janvier 1992, le taux de crédit du marché monétaire américain était de 3,80%, tandis que le taux allemand de ce même marché s'élevait à 9,30%.

En d'autres termes, l'élévation du taux de crédit fut considérée par les autorités monétaires allemandes comme le moyen le plus adéquat pour éviter le surendettement et réduire la contraction brutale des excédents de la balance commerciale. Ce n'est, d'ailleurs, pas un hasard si cette politique monétaire de taux d'intérêts élevés atteint son maximum en janvier 1992 et se maintient à un niveau très haut pendant, toute cette année. Ce n'est qu'à partir de

septembre 1992 que nous allons assister à un lent reflux de ces taux. Et cela, pour cause de crise monétaire des monnaies faibles européennes.

Pour ce qui nous intéresse ici, la question est de savoir s'il n'y avait pas d'autre solution pour faire face à la situation dont nous venons de parler. Mais, avant de nous interroger sur cette possibilité, il convient de souligner que cette problématique est du domaine purement allemand, donc, de politique économique nationale. En effet, il n'est pas difficile de signaler que devant une telle situation, l'élévation des taux d'intérêts n'est pas le seul moyen pour affronter les difficultés qui se présentaient.

Les autorités monétaires allemandes avaient, par exemple, la possibilité d'encadrer le crédit dans les " Lander " de l'Est. Ce qui veut dire, plus précisément, limiter le crédit dans ces Etats. Cet encadrement, aurait pu de plus, être sélectif, de façon à garder le niveau précédent dans le domaine de la production et dans celui de l'immobilier - achat et rénovation - ; par contre, il s'agissait avant tout, de raréfier le crédit pour la consommation des biens durables. Cette politique de crédit a, de plus, la possibilité de pouvoir évoluer plus ou moins lentement.

Quoi qu'il en soit, tout laisse à penser que, le principe même de l'égalité de droit de tous les citoyens, a pu être la cause principale ayant empêché les autorités allemandes de réaliser une telle politique. Mais, la différence dans la politique salariale montre jusqu'à quel point il était problématique d'appliquer ce principe dans tous les domaines du droit. C'est la raison pour laquelle l'exception juridique de la transition vers l'intégration totale aurait pu éviter ce genre de difficulté.

Cela dit, il se peut aussi que les autorités monétaires allemandes ne se soient pas posées la possibilité de cette alternative de l'encadrement du crédit. Il se peut que leur démarche ait été conditionnée par l'augmentation de l'inflation, suite à la réunification. En effet, il convient de rappeler que le taux d'inflation en 1991 fut en Allemagne de 4,8%¹⁰⁴, de telle sorte que ces autorités ont, pu penser qu'elles avaient, à cause de ce phénomène, des marges de manœuvre très importantes. Car, comme nous le savons¹⁰⁵, l'augmentation du taux d'inflation

¹⁰⁴ "Le Monde". 21-4-92.

¹⁰⁵ Voir à ce propos : « Le Monde » 12 et 13 janvier 1992. Il est question, alors, de l'écart " historique " entre les taux allemands par rapport aux taux américains.

permet de réduire le coût réel du crédit. Cela, à cause du fait que le taux réel est égal au taux nominal déflaté du taux d'inflation.

Ainsi avec un taux nominal à 9,3% et un taux d'inflation à 4,8%, nous avons un taux réel à 4,5%. Or, comme le taux de base auquel nous faisons allusion est inférieure à celui du taux à l'investissement, on peut penser que ce taux est à peine supérieur à 5%, toujours en termes réels. De sorte que pour les entreprises ce n'est pas un taux particulièrement excessif. Cela, d'autant plus, que les entreprises de l'Ouest avaient, comme on le sait, un taux d'autofinancement particulièrement élevé. En tout état de cause, l'accumulation d'excédents, pendant de nombreuses années, avait fait que le niveau d'endettement des entreprises en RFA était particulièrement bas, au moment de la réunification. On peut, ainsi, en déduire que la politique monétaire conduite par la " Buba " pendant cette période n'était pas, du point de vue allemand, très restrictive. Le problème est que cette politique va avoir une incidence désastreuse dans les autres pays de la CEE, ainsi que dans les pays qui, pour une raison ou une autre, sont contraints de suivre la politique monétaire dictée par la Bundesbank .

C'est, à présent, qu'on peut se poser la question de savoir pourquoi cette politique monétaire de la " Buba " a une incidence aussi contraignante dans les autres pays de la zone mark. La réponse à cette question peut paraître aller d'elle-même. On peut, en effet, d'une manière générale dire que la puissance dominante a toujours une incidence sur celles qui sont sous sa dépendance. Donc, de même que la politique monétaire des Etats-Unis a une incidence sur la politique monétaire des autres pays, il en est de même en ce qui concerne le DM sur sa propre zone et du Yen sur la sienne. Mais, ce que nous constatons par-dessus cette généralité c'est le fait que dans le cas de la zone mark cette incidence est plus forte. Il s'agit, dès lors, de connaître ces raisons.

Tout indique qu'il convient de lier cette rigidité à la logique du SME. Plus précisément, à la logique du SME modifiée par les Accords de Nyborg, du 13 septembre 1987, concernant la gestion concertée des taux d'intérêt. Ces Accords, réalisés sous l'initiative de la Commission européenne, ont pour but de dépasser la logique de la réajustabilité des taux de change, pour retrouver la logique de la convergence entre les monnaies européennes.

Ainsi, le retour à la logique de la convergence, grâce à l'utilisation des taux d'intérêt va provoquer des différences très importantes dans ces taux. De sorte que les pays à monnaie forte devront avoir des taux moins élevés que ceux des monnaies faibles. En d'autres termes, la convergence qui doit mener à la monnaie unique, oblige les monnaies faibles à avoir des taux d'intérêt supérieurs à ceux des monnaies fortes. Cette exigence va donner " de facto " à la " Buba " le pouvoir de dicter la politique monétaire aux pays liés à sa monnaie par des mécanismes de taux de change (SME), ou par une décision unilatérale de parité fixe, cas de la Suède, de la Finlande et de l'Autriche notamment.

Plusieurs spécialistes ont déjà souligné cette dépendance des membres de la Communauté à l'égard de la politique monétaire de la " Buba ", qui va se faire sentir d'une manière particulièrement contraignante lors de la montée des taux allemands, pour cause de réunification. C'est le cas, par exemple, de Michel Anglietta. Selon lui, en effet, « les taux d'intérêt en France sont fixés en fonction de ceux de la Bundesbank, dont la politique dépend de considérations internes à l'Allemagne »¹⁰⁶.

François Renard, pour sa part a expliqué cette problématique de la façon suivante : " si les taux français, néerlandais et belges sont au niveau actuel, un record en réel, c'est-à-dire hors inflation, c'est bien parce qu'ils doivent s'aligner sur les taux allemands. A Paris, si le marché était libre de se décrocher de celui de Francfort, le taux de l'argent à court terme devrait être compris entre 5% et 6% contre 10% actuellement. Un suicide, avons-nous dit ".¹⁰⁷

Avant de passer au problème du taux réel, il convient de faire remarquer - pour éclaircir cette problématique de la politique monétaire, au sein de la zone mark -, qu'à partir du moment où les taux d'intérêt sont en rapport inverse à la puissance de la monnaie, le pays à monnaie forte est celui qui conditionne nécessairement le niveau des taux de ces partenaires. De plus, il faut se rappeler que ce n'est pas l'Allemagne qui a imposé cette politique aux autres membres de la communauté. Ce sont plutôt les Accords de Nyborg qui lui ont accordé ce pouvoir. Quoique la logique de cet ordre ne se soit dévoilée qu'avec, justement, le problème de la réunification.

¹⁰⁶ « Le Monde », 30-10-1991.

¹⁰⁷ « Le Monde », 26-27 juillet 1992, p.19

Cela dit, passons maintenant au problème des taux réels. Nous venons de donner, un peu plus haut, la définition de ce concept. En ce qui concerne cette problématique, nous devons retenir d'un côté, le simple fait de la montée de l'inflation en Allemagne (pour cause de réunification), et de l'autre, la baisse significative du taux d'inflation dans tous les autres pays membres de la communauté. Ceci, à cause de la perspective de l'union monétaire, qui va se concrétiser dans le Traité de Maastricht, adopté le 10 décembre 1991.

C'est ainsi qu'au sein de la CEE et particulièrement de la France va s'imposer l'idée selon laquelle la réduction de l'inflation est la condition même d'une part, de l'assainissement économique interne, et de l'autre, de la convergence des monnaies faibles avec les monnaies fortes. Donc, en ce qui concerne cette dernière problématique, il est important de souligner que pour cette forme de pensée la désinflation est la condition indispensable à la montée en puissance du franc. Plus précisément, de la politique du franc fort.

C'est, justement, cette inversion dans le processus inflationniste, entre l'Allemagne d'un côté et ses partenaires de l'autre, qui va favoriser, en terme de taux réels, la première par rapport à ces derniers. De sorte que l'Allemagne va être favorisée aussi bien en terme de taux nominaux, qu'en termes de taux réels. Entre-temps, par contre, " les autorités françaises s'appuient sur l'inversion des écarts d'inflation avec l'Allemagne pour justifier avec force leur politique de maintien de la parité Franc/Deutsch Mark au sein du SME " ¹⁰⁸.

Mais cet écart en terme de taux nominaux et de taux réels ne pouvait que provoquer des distorsions très graves dans les économies des pays à monnaie faible. En effet nous connaissons les résultats de cette distorsion : augmentation brutale du chômage, augmentation des déficits publics, perte des réserves de change, voire endettement à l'égard de la Bundesbank. En ce qui concerne les réserves de change de la France voilà comment la journaliste Françoise Lazare du Monde, nous explique la situation : " La crise de septembre 1992 a mis en jeu 160 milliards de francs (...). Fin juillet ce sont plus de 300 milliards de francs qui ont été jetés dans la bataille pour tenter de sauver le franc (...). Dans la seule journée noire du

¹⁰⁸ « Le Monde », 9-02-93, p.31.

vendredi 30 juillet, la Banque de France aurait emprunté 150 milliards de francs environ pour défendre le cours de 3,4305, plancher d'alors du franc à l'égard du mark¹⁰⁹. "

Pour ce qui est de l'Espagne, nous savons qu'avant la première crise monétaire de septembre 1992, ce pays détenait la quatrième réserve en devises du monde, après le Japon, Taiwan et l'Allemagne. Nous savons aussi que fin août 1992 le niveau des réserves se situait autour de 65 milliards de dollars. Or, depuis ce moment-là, la pesette s'est dévaluée une première fois le 17 septembre et a connu depuis lors deux dévaluations. La dernière secousse¹¹⁰ s'étant produite le 2 août 1993. Tout indique que l'essentiel des réserves¹¹¹, dont nous venons de faire mention, a été dépensé lors de ces crises de change. Il est à remarquer que pendant toute cette période le taux d'escompte en Espagne est resté plus souvent plus près de 12% que de 11%.

En ce qui concerne la Grande-Bretagne et l'Italie, nous savons que les monnaies de ces pays ont quitté le SME le 17 septembre 1992. Pour sa part la Grande-Bretagne, après avoir dépensé l'équivalent de 95 milliards de francs, a décidé de réduire le taux d'intérêt du marché monétaire, en vue de relancer l'activité économique. Cette baisse tout en étant importante, n'a pas atteint le niveau du USD et du Yen, qui se situe depuis la mi-1992 autour de 3%, mais a permis de relancer l'activité économique. Ce taux est passé depuis janvier 1993 de 6% à 5,5% en Grande Bretagne.

L'Italie, par contre, a gardé des taux d'intérêts très élevés, supérieurs à ceux du DM et du FF. Ce qui explique la stagnation de cette économie et cela indépendamment du fait que la lire flotte par rapport aux monnaies du SME. Donc, que les autorités monétaires italiennes ne sont pas contraintes de maintenir une parité artificielle de la lire par rapport au DM.

Cela dit le constat de cette expérience européenne nous mène à dire que les Accords de Nyborg ont, dans la pratique, permis à l'Allemagne de freiner l'activité économique de ses

¹⁰⁹ « Le Monde », 14-08-1993, p.14.

¹¹⁰ Nous écrivons ces lignes fin décembre 1993.

¹¹¹ Il est question aussi d'un endettement à l'égard de la " Buba ". Pour le moment la Banque d'Espagne évite de donner des chiffres précis. Tout comme la Banque de France.

partenaires au moment où elle était la plus fragilisée. En tout état de cause, il est clair que si ce mécanisme n'avait pas existé - donc, si les partenaires de l'Allemagne avaient été en condition de dicter leur politique monétaire, en fonction de l'exigence de la raison et de leurs propres intérêts -, il est clair, disons-nous, que l'Allemagne n'aurait pas pu garder, avec la réunification, son rôle dominant au sein de la CEE.

Nous soulignons cette problématique, non pas pour attiser des antagonismes, comme certains pourraient le croire, mais pour rappeler que la crise actuelle n'est pas le résultat d'une quelconque crise structurelle. Il s'agit, bien plutôt, d'une crise produite par l'inadéquation de son ordre institutionnel. Il est essentiel de comprendre que le commerce entre les nations doit se réaliser selon le principe de l'égalité proportionnelle ; car, seul ce principe est susceptible de sauvegarder et de consolider la logique de cet ordre, qui correspond, ne l'oublions pas, à la nécessité de l'existence de la communauté des nations. En d'autres termes, il ne peut pas y avoir communauté des nations sans échange proportionnel, sans la sauvegarde du principe de l'égalité des chances des membres de la dite communauté.

On peut aussi exprimer cette problématique en disant que le marché international est un espace où les membres de la dite communauté sont en concurrence, luttent pour leur bien être. Mais cette lutte n'est pas conforme à sa propre logique si tous les membres ne sont pas en condition de se battre à armes égales. Ceci, de la même manière qu'un jeu n'est pas juste et viable si tous les sujets qu'y participent ne se trouvent pas en égalité de chances. En effet, si nous observons bien, nous nous rendons compte que le but même des règles du jeu est d'assurer cette égalité des chances. Or, dans le cas de ce qui est devenu l'union économique européenne, nous constatons que la différence des taux d'intérêt crée des situations d'inégalité considérable. Car, comme on peut le comprendre aisément, ce n'est pas la même chose pour les entreprises de travailler avec du crédit à 5%, que de travailler avec du crédit à 10%...

En ce qui concerne le marché international, nous avons affaire, comme nous l'avons à maintes reprises soulignées, à un état d'inégalité qui a pris de proportions alarmantes, car il a conduit non seulement à la marginalisation et à la paupérisation d'une partie importante de l'humanité, mais à une tension de plus en plus grande dans le rapport commercial entre les

nations. C'est, précisément, ce glissement dans cet état de choses que l'on appelle la crise actuelle.

Or, comme nous l'avons déjà indiqué, cette crise a sa source non pas dans les mécanismes économiques proprement dits - comme le rapport entre l'offre et la demande -, mais dans l'ordre institutionnel au sein duquel se manifeste l'échange international : le SMI. En tout état de cause, le règne du USD n'a pas été entamé par les Accords de septembre 1985. Nous constatons, en effet, que depuis lors la position dominante des Etats-Unis s'est plutôt consolidée. On peut saisir aisément ce phénomène à partir des constatations suivantes :

- 1) *Les Etats-Unis sont redevenus à partir de 1989 la première puissance exportatrice du monde.*
- 2) *Le USD est toujours, et de loin, la première monnaie de réserve du monde. Autour de 60% depuis 1987.*
- 3) *Les Etats-Unis sont le premier centre d'investissement au niveau international. Par exemple, pendant les décades des années quatre-vingts, les deux tiers des investissements japonais à l'extérieur ont été réalisés aux Etats-Unis.*
- 4) *Les Etats-Unis continuent à être la première puissance déficitaire du monde. En 1987 ce déficit de la balance commerciale avait atteint son moment le plus élevé avec 152 milliards de dollars. En 1991 c'est le moment le plus bas de ce déficit avec 64,8 milliards de dollars. Le déficit de 1993 devra dépasser les 100 milliards de dollars.*
- 5) *La quantité de Bons du Trésor américain contrôlé par les banques centrales excédentaires a augmenté considérablement. " Depuis 1971, le montant des dites réserves a été multiplié environ par 14¹¹².*
- 6) *Depuis les Accords du Louvre, du 22 février 1987, sur la stabilisation du dollar, les Etats-Unis ne s'occupent pas de réguler sa fluctuation. Comme nous l'avons souligné, cette régulation concerne les autres puissances. Ce qui fait que la Réserve Fédérale des Etats-Unis se trouve dans la situation de n'avoir pas besoin de la monnaie des autres puissances pour garantir la valeur de sa monnaie.*

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant de noter l'état des choses que nous observons au niveau international : le processus de déstructuration de cette économie. Cela dit, il convient

¹¹² Paul Fabra, Le Monde, 20-11-1990. – Rappelons que le déficit de la balance des comptes courant fut en 1998 de 288 milliards de \$. De plus, le déficit du troisième trimestre de 1999 est de 90mds de dollars. Ce qui veut dire que la tendance annuelle de ce déficit est de 360 milliards de dollars. « Last but not least », on prévoit un déficit de 400 milliards pour l'année 2000.

de retenir que la reprise que nous enregistrons dans l'économie américaine depuis 1992, n'est pas uniquement dû à l'ensemble de ces facteurs. La baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis, plus précisément, le fait que le taux réel de base soit nul, a joué incontestablement un rôle de premier ordre dans cette reprise. Car, à un moment où le niveau d'endettement des nations, des entreprises et des ménages sont si élevées, il est particulièrement absurde et dangereux de rendre le crédit rare et cher. Ce qui a été le cas en Europe occidentale, pour les raisons que nous avons vues.

Quoiqu'il en soit, il s'avère clairement que la sortie de la crise présuppose au niveau des nations une conscience claire du rôle de la politique monétaire. Plus précisément, des mécanismes quantitatifs - rythme d'émission monétaire - et qualitatifs : taux de crédit. Par contre, au niveau international il s'agit de prendre conscience du fait que le dépassement de la crise que nous connaissons ne peut être que le résultat de la négation du règne du dollar. Le retour à Bretton Woods, comme on dit symboliquement, en vue de négocier un nouvel ordre monétaire international, est la condition même de ce dépassement. Car, il est grand temps que la raison théorique devienne, raison pratique, donc que le savoir puisse commencer à réfléchir non pas en termes de rapport de forces, mais en fonction de la lutte pour la justice.

Car en dernière instance se pose le problème de savoir comment sortir de cet état de choses absurde et injuste dans lequel se trouve l'économie internationale, à savoir le fait que la nation la plus riche du monde est celle qui bénéficie le plus du rapport d'échange entre les nations. Dépasser l'ordre institutionnel qui conditionne et garantit cet état des choses, voilà l'exigence fondamentale, par le temps qui court, de la raison théorique et de la raison pratique.

5 – LA CRISE DU MONDE SOUS-DEVELOPPE

On considère généralement le sous-développement comme un moment du développement, ou en voie de développement.

La société en sous-développement se trouverait donc à un stade retardataire du processus historique et plus précisément du développement des forces productives. On dit ainsi, très souvent, que ces sociétés sont en train de dépasser le Moyen âge, ou bien qu'elles se trouvent au début de la révolution industrielle, etc...

Le concept même de sous développement est donc en rapport avec l'historicité du monde occidental et plus exactement avec son modèle idéal. L'histoire est ainsi conçue comme un processus qui va de la barbarie à la civilisation; le moteur de ce mouvement étant le développement des forces productives. En d'autres termes, l'histoire est censée devoir parcourir différents moments, aussi nécessaires les uns que les autres, pour arriver à un stade où l'être du social sera effectivement accompli, dans l'abondance et la liberté.

Cette perception du monde a son modèle achevé dans la philosophie de K.Marx. Pour l'auteur du Manifeste Communiste, l'histoire de l'occident est non seulement le paradigme de toute histoire possible, mais aussi le chemin nécessaire de l'accomplissement de la matière. Ceci, à tel point que, par son développement, la nature se dépasse dans la culture.

Donc, l'histoire doit parcourir les moments nécessaires qui sont, à partir de la communauté primitive, l'esclavagisme, la féodalité et le capitalisme, pour arriver à la communauté accomplie en elle-même où les individus ne sont plus des produits de la nature, mais de l'histoire.

Dans ce sens, la société développée est celle où l'universalité de l'étrangérisation (Entfremdung) vis-à-vis de soi-même et des autres est plus importante, ainsi que celle où se réalise l'universalité des rapports et des aptitudes. Bref, dans le sens de K.Marx, seules les sociétés capitalistes modernes sont des réalités vraiment développées, donc en condition de dépasser la nature. Mais, ces sociétés sont en même temps le modèle de celles qui se trouvent

à un stade inférieur du développement, car leur histoire montre aux nations en retard le chemin qui reste à parcourir.

Le concept de sous-développement est, par conséquent, intimement lié à cette vision historiciste du monde occidental qui conçoit la forme de son histoire comme le modèle de toute histoire possible. Toutefois, cette vision n'est pas uniquement produite par le marxisme, quoi qu'elle soit exprimée par lui de la manière la plus cohérente.

Tout se passe donc comme si chaque société était un organisme qui suivrait une seule logique universelle. De sorte que chacun de ces organismes se trouverait à un stade différent de la croissance ; les plus développés montrant aux autres le chemin qui leur reste à parcourir.

Dans ce sens, le savoir historique effectivement vrai, est celui qui connaît les lois qui gouvernent ce mouvement et peut montrer aux sociétés les raccourcis et les accélérations nécessaires pour atteindre le plus rapidement le but et à éliminer les affres de l'errance.

Bien évidemment, cette vision occidentalocentriste de l'histoire est particulièrement problématique. Et ce, principalement, parce que l'histoire des autres civilisations s'est manifestée d'une manière différente. Le modèle occidental ne peut donc avoir un caractère universel. Par exemple, l'esclavagisme classique et la féodalité n'ont pas existé dans les civilisations non européennes si ce n'est que d'une manière marginale.

Les civilisations non européennes ont surtout connu le mode d'organisation tribale et ce que Marx a appelé le mode de production asiatique. En tout état de cause, ces univers ont peu connu le principe de la propriété privée de la terre avant la pénétration européenne.

On peut considérer comme absurde l'idée selon laquelle l'histoire est un processus de croissance économique plus ou moins continu, ou, en tout cas, selon le mode d'être de chacun de ses moments. L'expérience des pays socialistes nous montre, d'une manière tragique, que la croissance économique n'est pas un phénomène lié à une quelconque téléologie historique. La théorie économique, en effet, nous enseigne que la croissance économique est un phénomène d'ordre structurel, lié à l'accumulation élargie.

Le sous-développement ne doit donc pas être conçu comme un moment du développement. Au sens le plus strict du terme, le sous-développement est une déformation en économie de marché. Ceci veut dire que les sociétés dites sous-développées sont conditionnées par la loi de l'offre et de la demande et sont soumises aux exigences des automatismes du marché¹¹³.

Or, indépendamment de l'existence de ces mécanismes, ces sociétés ne connaissent pas la dimension de la croissance, si ce n'est d'une manière inadéquate et, plus précisément, d'une façon marginale par rapport aux pays développés. Dans ce sens, on peut dire que pour ces réalités la capitalisation est en relation avec le marché international.

Aristote nous a appris que l'économie est le savoir de l'accumulation des richesses. C'est par rapport à cette problématique que nous devons comprendre la différence entre la croissance et la non croissance en économie de marché. Car l'économie se réfère aux sociétés fonctionnant en production pour l'échange. De sorte que la monnaie y joue un rôle très important, car elle implique la dépense différée ; ce qui donne la possibilité de l'accumulation.

Mais, l'accumulation a deux dimensions : celle qui est simple accumulation de numéraire, et celle qui donne lieu à la capitalisation¹¹⁴. Or, les sociétés dites sous-développées, sont, pour l'essentiel, celles qui sont entrées dans la dimension de la production pour l'échange à la suite de la pénétration occidentale. De sorte que c'est cette pénétration qui va donner naissance à l'accumulation. Mais, à l'époque coloniale, l'accumulation était simple ; elle impliquait la création de fortunes : le gonflement des réserves monétaires.

¹¹³ En d'autres termes, il s'agit bien de sociétés monétarisées, tout comme la civilisation dite esclavagiste, la structure bourgeoise classique et le capitalisme. Mais, nous avons affaire ici à des réalités où les déterminations économiques se manifestent d'une manière différente. Nous devons, par conséquent, souligner la différence structurelle pour éviter de tomber dans la perception généralisante, où tout semble identique.

¹¹⁴ La distinction entre l'accumulation simple et l'accumulation élargie nous permet précisément d'introduire une différence dans les structures marchandes. En effet, aussi bien l'une que l'autre sont des formes d'accumulation de richesses. Mais leur manifestation n'est pas identique. D'un côté, nous avons affaire à la formation des fortunes, tandis que de l'autre, il s'agit de la capitalisation.

L'accumulation élargie va naître en Europe occidentale, et plus précisément en Angleterre, pendant la deuxième moitié du dix-septième siècle. A cette époque, l'Amérique Latine était soumise au régime colonial ; de même qu'une partie de l'Afrique et de l'Asie.

Pour les sociétés coloniales, on ne peut pas parler de sous-développement. De même qu'il est absurde de voir dans l'expansion coloniale la source même de la croissance économique. – A ce propos là, il ne faut pas oublier que pillage et occupation du territoire des autres, ne sont pas synonymes de capitalisation. En effet, si cela est le cas, la croissance économique – ou l'accumulation élargie – aurait existé depuis la nuit des temps. De plus, quelques grands empires de l'époque dite moderne, comme l'Espagne, le Portugal, la Russie et la Turquie, n'ont pas connu la croissance économique, à l'époque où ce phénomène s'est produit. De même que, a contrario, parmi les sociétés qui ont connu ce processus nous trouvons d'anciennes colonies, comme le Canada, les Etats-Unis et l'Australie. Nous trouvons aussi, parmi ces structures développées, certains pays qui n'ont pas eu de colonies ou qui les ont eu pendant peu de temps, comme le Japon, l'Allemagne, la Suède et la Suisse¹¹⁵.

Le but essentiel de la politique impériale n'est pas l'accumulation de capital. Du point de vue immédiat, nous pouvons constater que le pillage est une pratique inhérente à l'occupation du territoire des autres communautés. Mais ce « gain » peut être considéré, du point de vue comptable, comme devant équilibrer les dépenses impliquées par la politique coloniale. A ce propos, il ne faut pas oublier, en ce qui concerne l'histoire coloniale de l'Espagne – qui a été très bien étudiée -, qu'à l'époque de Charles Quint et de Philippe II¹¹⁶, la métropole était toujours endettée par rapport aux colons. Ceci, à tel point que la Couronne était obligée d'emprunter par la force les envois d'or des colons. En d'autres termes, la Couronne saisissait les envois de métal précieux, donnait en échange des garanties de remboursement et accordait des privilèges, particulièrement pour l'entrée d'esclaves noirs, dans les colonies.

André Gunder Frank, qui s'est penché sur cette période pour expliquer sa thèse de la croissance économique comme étant liée au pillage des colonies, essaie de nous montrer que si l'Espagne ne s'est pas enrichie pendant cette période, c'est parce qu'elle se faisait exploiter

¹¹⁵ Pour l'Allemagne et le Japon, nous devons plutôt parler de tentative impériale. Ceci est vrai aussi pour l'Italie.

¹¹⁶ Donc, au XVIème siècle.

par les Provinces Unies. Or, ceci est faux du point de vue historique, puisque ces réalités étaient, à cette époque, sous la domination de l'empire espagnol¹¹⁷.

Si nous regardons de près l'expérience historique des colonisations¹¹⁸, nous nous rendons compte que l'occupation du territoire des autres communautés a des finalités autres que celles de l'accumulation du territoire des autres communautés a des finalités autres que celles de l'accumulation du capital. Ces finalités sont : 1) l'affirmation de la communauté conquérante en elle-même, 2) les perspectives d'action pour l'élite dominante et 3) la construction d'espace vital.

Parmi ces finalités, celle qui semble être la plus importante est sans nul doute l'élargissement de l'espace vital. Si ceci n'était pas le cas, il est évident que le continent américain serait composé de nations indiennes et que l'Australie et la Nouvelle-Zélande ne seraient pas des nations blanches. Si nous prenons le cas de l'histoire de la Russie, est ce qu'on peut soutenir que la conquête de la Sibérie en tant que telle lui a apporté des richesses, c'est-à-dire donné lieu à la capitalisation ? Bien évidemment, nous ne pouvons pas soutenir une telle thèse. Par contre, nous pouvons dire que la Sibérie, en tant qu'élargissement de l'espace vital russe, est un acquis de première importance. Soljénitsyne reconnaît ce fait dans sa *Lettre aux dirigeants de l'Union Soviétique*.

Le problème du sous-développement peut paraître complexe car il n'est pas, en tant que tel, lié au colonialisme, ni à la production de matières premières, ni au manque de capitaux, comme certains économistes cherchent à le montrer.

¹¹⁷ Il convient de rappeler à ce propos, que les Pays-Bas faisaient partie de l'Empire de Charles V. Puis, ces pays font partie de l'héritage de Philippe II, par conséquent de la couronne espagnole. Les Pays-Bas déclarent leur indépendance, après une guerre dure et longue contre l'Espagne en 1581. L'Espagne, quant à elle, ne reconnaît la nouvelle république qu'en 1648.

¹¹⁸ Pour ce qui est de la perception que Marx avait du phénomène colonial, il y a depuis quelques années une discussion très importante. C'est ainsi que L. Kolakowski nous dit que "Marx, pas très éloigné d'Engels sur ce point, croyait aux privilèges historiques des civilisations les plus développées et soulignait le caractère historiquement progressiste du processus de colonisation". *L'Esprit Révolutionnaire*, Médiations-Denoël, p.33. A vrai dire, Marx s'est exprimé là-dessus sans aucune ambiguïté. Dans sa lettre à Engels du 14.7.1853, il résume une des thèses qu'il exprime "dans un premier article sur l'Inde, où la destruction de l'industrie indigène par l'Angleterre est présentée comme *révolutionnaire*". *Correspondance*. ES., T.III, p. 392.

En ce qui concerne le problème des capitaux, nous constatons que dans les pays sous-développés il y a de grandes fortunes. C'est le cas particulièrement des pays latino-américains. Bien entendu, ces fortunes participent au développement du capital international. En effet, elles sont généralement déposées dans les banques internationales ou investies dans l'immobilier, les actions et les obligations des pays hautement développés¹¹⁹.

En restant toujours dans cette même dimension, nous constatons que le sous-développement n'est pas le résultat de l'exportation des capitaux des pays riches vers les pays pauvres, comme le pensaient Hobson, Hilsenrath et Lénine. Le grand capital circule surtout dans l'espace des nations industrialisées. C'est aussi le cas des multinationales. Elles investissent à l'intérieur des pays capitalistes : là où, la rentabilité du capital est suffisante et où sa mobilité n'est pas entravée par des phénomènes d'ordre politique. Il y a, par exemple, plus de branches des multinationales américaines en Allemagne que dans l'ensemble de l'Afrique.

De sorte que la célèbre exportation des capitaux du centre vers la périphérie, dont parlait Lénine, est un mythe. Nous constatons plutôt le mouvement inverse, c'est-à-dire des placements de capitaux privés venant de la périphérie et allant vers le centre¹²⁰.

Donc, l'impérialisme en tant que tel ne veut pas dire exportation de capitaux. D'un côté, une telle hypothèse ne coïncide pas avec l'effectivité, et de l'autre, elle tend à voiler l'essentiel. En effet, impérialisme veut dire occupation du territoire des autres. Pris dans un autre sens, le concept d'impérialisme ne sert qu'à obscurcir le réel et à donner libre cours aux puissances qui sont guidées par la seule raison de la force.

¹¹⁹ Depuis peu de temps, les spécialistes et les institutions internationales commencent à parler de ce phénomène. La fuite des quelques dictateurs cambrioleurs – comme les Somoza et les Marcos entre autres – a permis de saisir l'étendue de ce problème, qui avait été éludé par les thèses qui voyaient le mal à l'extérieur. Dédouanant, par-là même, les pilleurs de ces peuples.

¹²⁰ Paul Fabra remarque à ce propos : "Un sujet particulièrement troublant est celui de la fuite des capitaux hors d'Amérique Latine. Faute d'informations de la part des hommes politiques et hauts fonctionnaires sud-américains, c'est le gouverneur de la Banque d'Angleterre, M. Robin Leigh-Pemberton, qui devait sur ce point apporter quelques précisions : selon les études effectuées par l'Institut d'émission britannique, les fuites de capitaux hors de l'Amérique Latine se seraient élevées, pour la période allant de 1981 à 1984, à quelques 80 milliards de dollars. Ce chiffre représente presque le quart de l'endettement total de ces pays". "Le Monde", 29-1-86.

Pour ce qui est de la production des matières premières, nous savons que la plupart des spécialistes divisent le monde en deux parties : d'un côté, le nord, producteur de biens finis, et de l'autre, le sud, producteur de matières premières. Or selon ces spécialistes, les pays producteurs de matières premières sont sous-développés car ces produits valent de moins en moins cher par rapport aux biens finis. C'est ce qu'on nomme la dégradation des termes de l'échange. Depuis un certain temps, il est vrai, on parle aussi de la thèse opposée : du renversement des termes de l'échange, qui veut dire que les matières premières tendent à valoir plus cher que les produits finis.

Nous n'allons pas nous poser ici la question de savoir qu'elle est la thèse la plus conforme au réel : celle de la dégradation ou celle du renversement des termes de l'échange¹²¹. Nous allons plutôt nous interroger sur le fondement de ces thèses, à savoir si le monde est, du point de vue économique, divisé en deux parties : le nord, producteur des biens finis ; et le sud, producteur de matières premières.

En ce qui concerne le nord, que constatons-nous dans la réalité ? Nous constatons qu'il y a parmi ce groupe de nations, des pays qui sont parmi les premiers producteurs et exportateurs de matières de base du monde ; c'est le cas des Etats-Unis, du Canada et de l'Australie. Nous remarquons aussi que parmi ces pays, certains sont extrêmement pauvres en produits du sous-sol, comme le Japon, la Belgique et l'Italie.

Pour ce qui est des pays dits du sud, nous remarquons que parmi eux, certains produisent beaucoup de matières premières avec un poids démographique très faible, comme le Venezuela, le Brésil et le Zaïre. Nous remarquons aussi que parmi les nations du sud, il y en a qui exportent peu de produits du sol et du sous-sol et qui ont un poids démographique considérable, comme l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh et l'Egypte.

La constatation la plus sommaire nous montre clairement que la célèbre division nord-sud, pour ce qui est du rapport produits finis - matières premières, est plus de l'ordre du mythe que de la réalité. Cette division est si arbitraire qu'aucun de ses présupposés correspond à la réalité effective. C'est ainsi que si la hausse du prix du brut et des matières premières, en

¹²¹ Nous étudions ces thèses elles-mêmes au chapitre III.1, du premier volume de cette *Introduction*.

général, était la cause de la crise dans les pays industrialisés, on devrait constater la misère au Japon et la santé économique au Canada et aux Etats-Unis. Or, nous remarquons que le Japon est le pays à avoir accumulé le plus grand excédent financier depuis le début de la crise, tandis que le Canada et les Etats-Unis sont déficitaires.

Il est de plus en plus évident, à ceux qui s'intéressent au phénomène de la croissance économique, que les théories sur le sous-développement ne sont pas adéquates pour expliquer ces réalités. Nous nous trouvons ainsi devant un phénomène qui semble échapper à toute explication.

De sorte que pour arriver à y voir tant soit peu clair, nous sommes obligés de déblayer le terrain, en éliminant l'ensemble des représentations qui obscurcissent son effectivité et qui tendent à rendre problématique son appréhension. C'est précisément ce que nous avons brièvement essayé de faire.

Nous avons vu que la thèse de l'exportation des capitaux ainsi que celle de la production des matières de base sont particulièrement problématiques. Avant d'aller plus loin dans cette réflexion, essayons d'éclaircir la nature de ces thèses. Pour ce qui est de la théorie de l'exportation des capitaux, c'est Hobson, dans son étude sur l'impérialisme publiée en 1902, qui a développé cette thèse. Pour Hobson, le problème était d'expliquer la raison pour laquelle la théorie de Marx sur la tendance à la baisse du taux de profit n'avait pas pu se dérouler selon son exigence. Car, selon Marx, le développement du capital doit conduire à l'accroissement du machinisme d'un côté, et à l'augmentation de l'armée de réserve, de l'autre. Or, c'est précisément cette rupture au niveau du réel qui conduit à l'effondrement du système.

En d'autres termes, pour Marx, la capitalisation est le résultat de l'augmentation du taux de profit et conduit nécessairement, par les mécanismes de la concurrence, à l'accroissement du machinisme et, donc, de la surproduction. De sorte que l'effondrement du système ne peut se produire que s'il y a concentration du capital.

Or, pour Hobson, la crise finale ne s'est pas produite car le système capitaliste a trouvé une soupape de sécurité dans l'exportation des capitaux – vers les colonies, ou ce qu'on appelle

actuellement la périphérie. L'exportation de capitaux réduirait la tendance à la concentration et au développement du capital fixe. Le système aurait ainsi trouvé, avec ce phénomène, un frein à l'élévation de la composition technique du capital et, par conséquent, un écart – temporel – avec la chute généralisée du taux de profit et de l'effondrement de la structure capitaliste.

Cette hypothèse de travail va être reprise, un peu plus tard, par Hilferding, et notamment par Lénine. Pour l'auteur *L'impérialisme, le stade suprême du Capitalisme*, le phénomène de l'exportation de capitaux est très tardif. C'est la raison pour laquelle Marx ne l'a pas constaté. En tout cas, ce phénomène conduit à l'extension du capital à l'échelle internationale et prépare les conditions planétaires de la révolution prolétarienne.

Depuis que ce discours a été exposé, les circonstances du système, et plus précisément son mode d'être, ont beaucoup changé. Quand Hobson a exposé sa thèse, le capitalisme classique était en train de vivre son apogée. A cette époque, le phénomène colonial était encore une réalité effective. De plus, le capital en tant que tel avait encore un caractère national.

Actuellement, en capitalisme dit keynésien, nous avons assisté à la réalisation et à la consolidation de deux phénomènes essentiels : la libération coloniale et l'internationalisation du capital. Mais, indépendamment de ces changements structurels, le mouvement des capitaux, en ce qui concerne le rapport général du centre et de la périphérie, ne s'opère pas dans le sens signalé par Hobson et par Lénine. Nous continuons plutôt à constater un afflux des capitaux de la périphérie vers le centre. Ceci était tout à fait normal dans la réalité coloniale. Le colon cherchait avant tout à s'enrichir pour pouvoir retourner à sa terre d'origine. Très souvent, le colon s'enracinait dans le monde vers lequel il était parti à l'aventure, mais ses liens familiaux le poussaient à envoyer une partie de ses richesses à sa patrie d'origine. Parfois, ces envois étaient destinés à assurer la formation des héritiers, qui devait avoir lieu, en cas de réussite sociale, dans la métropole elle-même.

A présent, nous constatons la même forme dans l'afflux des richesses. Ce ne sont pas les Européens, par exemple, qui achètent des actions, des obligations ou des biens immeubles dans les pays africains. Le contraire est plutôt vrai, ce sont les riches de ces pays qui investissent et déposent leur argent dans les pays de l'Occident capitaliste. La circulation du

capital – dans le sens le plus précis de l'exportation du capital financier, tel que l'entend Hilferding – se réalise surtout entre les pays développés eux-mêmes. La relation entre les valeurs nationales et les valeurs étrangères dans les bourses est la manifestation de ce phénomène.

De plus, si l'exportation des capitaux du centre vers la périphérie – pour reprendre des concepts qui sont à la mode actuellement – était une réalité, les pays dits sous-développés ne se trouveraient pas dans la situation de déficit et d'endettement que nous connaissons. Cette thèse de l'exportation des capitaux est si contraire à la réalité que des penseurs modernes qui se réclament de l'héritage de Lénine, comme Gunder-Frank, Ch. Bethelheim, P. Sweesy, S. Amin, etc... ne la revendiquent pas. Ils savent très bien que les pays sous-développés ont des difficultés considérables pour attirer le capital international. C'est la raison pour laquelle ils préfèrent parler de dégradation des termes de l'échange ou d'échange inégal.

Comme nous l'avons signalé plus haut, le concept de dégradation des termes de l'échange part de la thèse selon laquelle le monde économique est actuellement divisé en deux parties. D'un côté, le nord, producteur de biens finis, et de l'autre, le sud, producteur de matières de base. A l'intérieur de cette structure s'introduit le rapport de domination international qui fait que les pays du nord imposent aux pays du sud des prix très élevés pour leurs marchandises, tandis qu'ils payent peu cher les produits de base venant du sud. En d'autres termes, dans cet échange inégal, les matières premières valent de moins en moins cher par rapport aux produits finis. Dans ces conditions, les pays du nord tendent à s'enrichir de plus en plus, tandis que les nations du sud s'appauvrissent constamment.

Les théoriciens qui défendent cette thèse de l'échange inégal, nous disent que ce rapport est inhérent à ce qu'on appelle le néo-colonialisme, car en époque coloniale l'exploitation était immédiate, directe.

Par conséquent, à l'exploitation immédiate succède une forme d'exploitation médiatisée par le marché¹²².

¹²² Nous avons ainsi affaire à une thèse qui est en opposition totale avec les fondements classiques de l'économie. En l'occurrence, la théorie de l'échange marchand comme échange proportionnel et celle selon laquelle le mécanisme régulateur du système à une cohérence englobante. Il s'agit d'un système moniste et non pas dualiste. En d'autres termes, toutes les

Nous avons vu plus haut que le fondement de cette thèse ne coïncide pas avec le réel : qu'il y a dans le nord de grands producteurs de matières premières, comme les U.S.A., le Canada et l'Australie. De même qu'il y a dans le sud des pays qui sont très pauvres en produits du sol et du sous-sol, comme l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh. Ce qui nous intéresse ici, ce n'est pas d'insister sur la fausseté d'une telle hypothèse, mais de se poser la question de savoir si le concept même de l'échange inégal est conforme à la réalité. Il est faux de dire que les pays industrialisés sont ceux qui n'ont pas de matières premières et ne font que les transformer. Cela impliquerait, en effet, que là où il y a des matières premières, les gens sont sous-développés, tandis que là où ces produits de base manquent, les populations sont industrieuses. Nous avons, dès lors, affaire à un déterminisme géographique pour expliquer le phénomène de la croissance économique¹²³.

Cela dit, si les pays non industrialisés ont quelque chose à échanger, cette chose est généralement une matière de base ou un produit dont la valeur ajoutée est particulièrement faible. De plus, ce qui est à échanger n'est pas diversifié ; c'est un objet plutôt simple, c'est à dire un ou deux produits de base. S'il n'est pas vrai que seuls les pays sous-développés exportent des produits de base, il est tout à fait exact que les exportations de ces pays sont constituées principalement par des matières premières. En d'autres termes, les produits du sol et du sous-sol ne sont pas uniquement issus des pays dits du Tiers monde.

Par conséquent, la thèse, selon laquelle les matières de base se vendent de moins en moins cher par rapport aux produits finis, impliquerait, par exemple, que les Etats-Unis vendent leur blé, leur riz, leur charbon, leur cuivre, etc... à perte. On peut aussi penser que les pays riches, vendent, eux, leurs produits de base à prix élevés, tandis qu'ils imposent des prix bas aux pays sous-développés.

Ceci voudrait dire que le marché international est une mécanique sélective. De sorte que les produits de base issus des pays sous-développés se vendraient moins cher que les mêmes

marchandises sont soumises à la même mesure. Il n'y a pas une mesure pour les matières premières et une autre pour les produits finis.

¹²³ Si un tel déterminisme naturaliste, voire théologique, était de l'ordre du réel, il est évident que les sciences humaines, en général, et l'économie en particulier, n'auraient aucun raison d'être.

produits venant des nations développées. Cette hypothèse est plausible au niveau de l'imaginaire, mais elle est problématique au niveau strictement théorique. Chez les classiques, par exemple, il n'y a que deux théories sur la formation des prix : celle de l'offre et la demande de Smith et Malthus, d'un côté, et celle de la valeur travail de Ricardo et Marx, de l'autre. En tout cas, ils ont bien compris que le système a ses mécanismes régulateurs et qu'ils sont, par cela même, englobants. Par conséquent, il ne peut pas y avoir pour cette forme de pensée, deux poids et deux mesures.

Du point de vue structurel, le sous-développement ne se présente pas comme ayant une cause unique. Chaque réalité sociale sous-développée contient dans sa propre historicité la cause de cette déformation en structure marchande.

Comme nous l'avons souligné plus haut, A. Smith, dans son chef-d'œuvre, nous dit – en parlant des conditions qui conduisent à l'accroissement des richesses des nations – que l'accumulation élargie présuppose, d'une part, un niveau d'individualisation très important, et de l'autre, le fait que l'Etat n'écrase pas la rentabilité du capital avec sa surcharge improductive. Ces deux conditions se constatent dans toutes les sociétés qui ont connu la croissance économique en tant que manifestation spontanée de leur réalité¹²⁴.

Par contre, nous ne trouvons pas ces conditions dans les pays dits sous-développés. Dans ces réalités, nous constatons, en effet, une absence du phénomène individualiste, et ceci dans le sens de la sécurité juridique. Cette absence est due à des raisons très différentes, selon l'histoire de chaque réalité. Tout indique que ce manque de croissance peut s'expliquer pour les raisons suivantes :

- 1) La domination raciale d'une minorité sur une majorité, qui est le cas de la plupart des pays de l'Amérique Latine où la majorité de la population est soit indienne, soit noire et mélangée. Le pouvoir étant dans les mains d'une minorité issue de la conquête et de la colonisation où

¹²⁴ En d'autres termes, le développement économique d'une nation se manifeste dans et par l'auto-reproduction interne de l'accumulation élargie. Le rapport au marché international se concrétise à partir de cette logique. De sorte que cette identité secrète l'osmose entre les nations "capitalistiques" et la capitalisation internationale. De ce point de vue, la croissance séparée et l'autarcie sont une simple vue de l'esprit, non encore parvenue à la perception concrète de ce phénomène.

seuls les membres de cette minorité sont sujets. La masse, elle, étant considérée et tenue comme un troupeau taillable et corvéable à merci¹²⁵.

- 2) La résistance des structures traditionnelles qui empêche une concurrence et une mobilité sociale adéquates au processus de capitalisation. C'est le cas de la plupart des pays musulmans et d'une nation comme l'Inde. La tradition culturelle et la pratique sociale y conduisent plutôt à l'affirmation des liens communautaires, donc à l'effacement de toute trace individualiste qui est plutôt considérée comme une manifestation de la perversion occidentale¹²⁶.
- 3) La non domination du principe de l'individualisation dans un ensemble social. C'est le cas des pays de l'Afrique noire, où une partie très importante de la population vit à l'intérieur des structures communautaires.

Au delà de ces phénomènes socio-historiques, nous constatons dans les pays dits sous-développés l'existence d'un Etat hypertrophié et d'une minorité dominante qui vit dans l'opulence et consomme d'une manière ostentatoire des biens provenant du marché international¹²⁷. Dans ces conditions, le poids de la structure du pouvoir est si considérable que ses membres sont contraints à pratiquer le bakchich, ce qui est une forme de pillage quotidien.

Le social se transforme donc en une machine à exporter des produits simples, en vue d'importer les biens indispensables à la consommation de la minorité dominante et au prestige de son Etat. De plus, dans ces réalités le manque d'auto-reproduction interne du capital, fait que le marché international joue un rôle énergétique dans ce processus. En d'autres termes, dans ces structures la capitalisation est en rapport avec le marché international. Ceci explique, à première vue, ce phénomène paradoxal : des sociétés à dominante agricole s'enfonçant dans

¹²⁵ Aristote nous dit dans *La Politique*, à ce propos, que le citoyen est le sujet du pouvoir, tandis que le non-citoyen est l'être frappé d'indignité. Or, il ne faut pas oublier que dans certaines réalités cette indignité est d'ordre racial.

¹²⁶ Comme on le sait, l'interdiction du prêt avec intérêt joue un rôle très important dans les préceptes coraniques. Rappelons que par la réimposition de ce principe, l'Ayatollah Khomeiny réalisa en Iran une révolution dont la radicalité est attestée par tous les témoins.

¹²⁷ Il faut ajouter à ces phénomènes, l'exportation des capitaux dont nous avons parlé plus haut. Quoique cette pratique ne soit du domaine que des privilégiés de cette structure. Les privilégiés du secteur public ont très souvent des fortunes dans le secteur privé.

un déficit alimentaire de plus en plus grave. En effet, il est plus rentable d'y produire pour couvrir la demande du marché international, que pour satisfaire les besoins du marché interne.

Par conséquent, dans les pays dits sous-développés l'expansion productive et la capitalisation sont en rapport avec le marché international. Cette relation ne se manifeste pas seulement au niveau de l'auto reproduction du capital interne et de l'importation des biens destinés à la réalisation du prestige et des privilèges, mais aussi par l'intégration du capital interne au capital international.

Cette intégration n'est pas, répétons le, le résultat de l'exportation des capitaux des pays riches vers les pays pauvres, comme le croyait Lénine, mais bien plutôt le mouvement inverse. En effet, les riches des pays sous-développés préfèrent déposer leur argent dans les circuits financiers internationaux et investir dans les pays avancés car le taux de capitalisation y est plus important.

Par conséquent, les minorités dominantes de ces pays ont une attitude économique de plus en plus éloignée des intérêts les plus élémentaires de ceux qui subissent leur domination. Les seigneurs s'y occupent uniquement de leurs propres intérêts et abandonnent à l'insécurité et à la détresse ceux dont ils ont en principe la charge.

De ce point de vue comme de celui de la forme d'accumulation des richesses, les structures sous-développées sont très proches du mode de production esclavagiste. Ce qui explique, d'une certaine manière, la difficulté qu'a la théorie économique pour saisir la forme effective de ce phénomène.

Tout indique, par conséquent, que le phénomène dit du sous-développement, est le résultat de l'intégration des structures non capitalistes dans le marché international. Ce marché, comme on sait, est conditionné par la loi du capital. Or, cette loi pousse les secteurs qui connaissent une demande potentielle, à produire à une échelle de plus en plus importante.

De sorte que les ressources monétaires internes sont mobilisées en vue de développer les produits qui sont demandés par le marché international. En période d'expansion, toute

demande tend à se manifester ici d'une manière exponentielle. Un pays peut quasi se transformer, en peu de temps en producteur d'un seul bien. En tout état de cause, l'essentiel de ses ressources internes est mobilisé en vue de satisfaire une telle demande. Des apports extérieurs tendent aussi à se manifester. Ce qui explique l'endettement chronique de ces sociétés, si nous étudions le cas des pays latino-américains, par exemple.

C'est ainsi qu'en vue d'exporter des minerais et des produits agricoles, il faut non seulement acheter la technique nécessaire, mais aussi l'infrastructure indispensable pour acheminer ces biens vers les ports. Toute cette technologie est généralement achetée à crédit.

Nous prenons ici comme modèle de base les pays où l'investissement étranger est pour ainsi dire inexistant. Nous avons vu que c'est le cas, en général. Quoique pour l'Amérique latine, on se rappelle des célèbres concessions de la fin du dix-neuvième siècle et du début du vingtième. Actuellement, ces concessions ont disparu. Quelques-unes peuvent subsister, mais elles appartiennent au musée des antiquités historiques. Rappelons, à ce propos, que ces concessions furent accordées par les Etats aux capitalistes européens et nord-américains en échange des «royalties », lesquels devaient permettre de combler les déficits des finances publiques. Ceci à une époque – du capitalisme classique – ou la loi dominante de la politique des économies était celle de l'équilibre budgétaire. Toutefois, ces concessions ont été emportées par l'insécurité des investissements et par la montée des nationalistes. La révolution mexicaine est l'amorce de ce dernier phénomène.

Cela dit, revenons à la description de ce processus d'imbrication de ces structures non capitalistes dans le marché international. En effet, la production extensive et intensive pour le marché international à comme conséquence non seulement la mobilisation des ressources monétaires en vue de cette production, mais aussi le développement technique de ces unités économiques. De là que l'activité destinée à la satisfaction interne tend à devenir de moins en moins rentable et qu'on assiste au développement d'un chômage structurel de plus en plus important. L'émigration interne et la dépopulation de la campagne sont ainsi la conséquence de l'imbrication de ces sociétés dans le marché international.

A côté de ces phénomènes surgit l'abandon des activités traditionnelles, comme l'agriculture vivrière, par exemple. Ce processus sera accentué par les importations destinées à combler ce déficit. Car, par ce biais, l'agriculture vivrière se trouve en concurrence avec la production capitaliste sur le marché international. De plus, étant donné qu'on a affaire ici à des produits de consommation populaire – cas du riz, du maïs, des haricots, etc... -, les Etats subventionnent la vente de ces biens. De sorte que les activités vivrières tendent à périr très rapidement. L'accélération de ce processus va se manifester avec l'intégration effective de ces pays au marché international¹²⁸.

En effet, dans ce processus il s'agit tout d'abord d'un rapport marginal. Ce qui est le cas lorsque quelques secteurs sont imbriqués dans le marché international. Mais il arrive un moment où l'effort d'exportation va avoir comme conséquence d'orienter le pouvoir d'investissement interne vers les secteurs qui développent leur activité sur le marché international.

Rappelons que ces secteurs ont une capacité de développement exponentielle. Ceci, lorsque la demande se manifeste, car le marché à pourvoir est très important. Dès lors, les entreprises qui s'y manifestent dégagent un taux de rentabilité très important et disposent, par-là même, de très grandes possibilités de crédit.

Les sujets de ces pratiques – que ce soit les particuliers ou les technocrates – ont ainsi un rapport avec le grand capital international. Plus précisément, avec la grande finance et avec les possibilités de placement sur ce marché.

Cela explique l'importance de la fuite des capitaux dans ces pays. Cette fuite, remarquons le, se manifeste soit par l'investissement et les placements dans les pays développés, soit par les achats de monnaie forte, et particulièrement de dollars, donc par la convertibilité.

Pour ce qui est des placements dans les pays développés, on commence depuis peu de temps à en prendre conscience. Les célèbres scandales provoqués par des dictateurs

¹²⁸ Le cas du Mexique est, à ce niveau là, très significatif : "In 1974, when Mexico became an oil exporter, its debt stood at 12,8 billion and its exports were diversified ; up until the early 1970,s, it grew enough food to feed itself". "News Week", 3-17-86.

cambrioneurs, comme Duvalier Jr et Marcos, nous ont, en tout état de cause, permis de comprendre que le capital se déplace des nations sous-développées vers les pays riches. Que la thèse contraire de Lénine et Hobson est particulièrement problématique ! A présent, nous savons que les riches des pays sous-développés non seulement placent une partie de leur fortune dans les banques des nations développées, mais y investissent productivement et improductivement. Le cas contraire n'est pas, en tout cas, une pratique courante. On n'a jamais, par exemple, entendu dire que les capitalistes des pays riches déposent leur argent dans les banques des pays sous-développés¹²⁹ ou qu'ils achètent des actions et des obligations de ces réalités.

Nous constatons, en effet, que les nations développées exportent plutôt vers les pays sous-développés des biens et des services que des capitaux. La plupart des grands investissements qui se réalisent dans ces pays sont le résultat des emprunts garantis par leurs Etats. De sorte que les entreprises qui réalisent ces travaux et qui assurent leur fonctionnement ne courent aucun risque.

Cela dit, la fuite des capitaux n'est pas uniquement le résultat des placements et des investissements à l'extérieur, mais aussi de la convertibilité de la monnaie nationale en devise internationale. Cette forme de fuite des capitaux a été très souvent accélérée par la politique économique de ces pays. C'est ainsi que pour juguler l'inflation, voire les hyper inflations, certains gouvernements ont eu recours à un taux de change élevé. Paul Fabra, en commentant la politique économique des pays latino-américains pendant la décennie 1973-1983, nous dit : « L'une des plus novices erreurs a été de pratiquer un taux de change surévalué, sous prétexte de combattre l'inflation par des importations à bon marché, au même moment où on « libéralisait » le commerce extérieur »¹³⁰. Par conséquent, cette réévaluation de la monnaie – par rapport aux devises internationales, et particulièrement au dollar – a eu pour effet un affaiblissement structurel de ces sociétés¹³¹. Ce qui a consolidé le processus de déstructuration

¹²⁹ Signalons, à ce propos que le concept de pays en voie de développement nous semble comporter une charge illusoire, non conforme à la dimension opératoire qui doit être la sienne. Nous avons affaire ici, en général, à des réalités difformes qui se trouvent actuellement en processus de déstructuration accélérée. Pour cette raison, il est problématique de parler, en ce qui les concerne, de développement

¹³⁰ “*Le Monde*”, 4-2-86.

¹³¹ En parlant de la situation du Mexique, l'hebdomadaire américain “*News Week*” faisait les remarques suivantes : “Lopez Portillo's government allowed the plunder of billions of dollars of the national Wealth. Oil revenues were used to keep the

de ces sociétés, et dont nous commençons à percevoir les résultats en toute clarté. Plus précisément l'état d'insolvabilité, voire de banqueroute de ces nations.

Comme nous allons le voir un peu plus loin, ce mouvement de dégradation effectif s'est déclenché à partir d'un certain moment. En tout état de cause, rappelons que le phénomène du sous-développement est d'ordre structurel ; qu'il n'est pas conditionné par une sorte de puissance maléfique se situant à l'extérieur ; qu'il n'est pas, non plus, conditionné par le fait que la minorité dominante de ces pays se laisse tromper par ce que certains appellent le Grand Satan, ou un quelconque de ces anges gardiens. D'une manière générale, on a cherché à dédouaner ces élites par l'objectivation d'un mal extérieur, ou par simple infantilisation¹³² de ces élites.

Nous cherchons plutôt à démontrer que cette puissance pervertissante a un fondement interne, lequel se manifeste par le rapport au marché mondial. L'hémorragie financière dont nous sommes en train de parler est le résultat de cette orientation extravertie de l'intérêt privé des membres des minorités dominantes. Il se pose, dès lors, la question de savoir : quelle est la cause de cette orientation de l'intérêt privé ? En d'autres termes, nous constatons que dans ces sociétés – à la différence de ce qui se passe dans les pays développés – l'intérêt privé ne coïncide pas avec l'intérêt général. La réalisation de l'intérêt privé y conduit plutôt à l'appauvrissement des nations. C'est ainsi que les sujets de cet intérêt, les minorités dominantes préfèrent tout ce qui provient des pays développés au détriment des produits internes. De plus, ces personnes se protègent en exportant leurs fortunes ou en les plaçant sur le marché international. Il est évident que l'explication de ce phénomène ne peut pas être réduite aux seules structures de domination¹³³. La recherche de sécurité et la « mimesis » du mode de vie

peso artificially high, at 25 to 27 to the dollar. Many middle – and upper class Mexicans, knowing that inflation made a sharp devaluation inevitable, protected themselves by sending as much money as they could out of the country and into U.S. dollar accounts”. 3-17-86).

¹³² L'infantilisation dont il est question renvoie à ces jugements selon lesquels les dirigeants des pays sous-développés sont des être qui se font “rouler” par les affairistes des nations riches. Ceci implique, par conséquent, une sorte de responsabilité de ces dirigeants. Or, socio-politiquement parlant, le sujet du pouvoir est un être par définition responsable. La responsabilité est traditionnellement un privilège des seigneurs.

¹³³ Nous l'avons déjà signalé plus haut : ces sociétés ne sont pas entièrement individualisées. L'individualité – la catégorie de l'être qui est pour lui-même – y est un privilège des minorités dominantes. Ceci se manifeste dans le dualisme simple de ces sociétés. D'un côté, une minorité vivant dans l'ostentation et l'opulence, et de l'autre, une immense majorité vivant dans la misère à l'état pur. De plus, dans ces réalités tout est fait au bénéfice de la minorité dominante, pour qui le but existentiel est de suivre les référentiels culturels des pays développés.

des pays développés sont des facteurs très importants. En ce qui concerne le problème de la sécurité, on sait que dans ces sociétés le pouvoir est, pour paraphraser le Président Mao, au bout du fusil. Les coups d'Etat ou la perspective de ces changements violents font que les sujets du pouvoir se sécurisent en plaçant une partie de leur fortune à l'extérieur. Pour ce qui est de la « mimesis », on sait très bien que la minorité dominante de ces pays vit et consomme selon les goûts et les coutumes des pays développés. L'ostentation et l'opulence y sont même très souvent plus importantes que dans les nations avancées.

A partir de ces considérations, il paraît évident que dans ces sociétés l'intérêt privé est une manifestation perversissante. Les minorités dominantes ne cherchent qu'à réaliser des buts qui sont contraires aux intérêts de la communauté sociale. Les seigneurs dans ce monde ne s'occupent que de leurs intérêts, en délaissant ceux qui leur sont inconditionnellement soumis. Dans ces conditions, l'ouverture est une forme de perte et conduit, tôt ou tard, à l'appauvrissement de ces nations.

Mais avant de réfléchir sur le problème de la fermeture¹³⁴ nous allons essayer de saisir les conditions effectives de la crise du sous-développement. Au sens strict du terme, cette crise a commencé à se manifester à la suite du célèbre choc pétrolier d'octobre 1973. Cet événement a donné naissance à la célèbre thèse du renversement des termes de l'échange. Ce qui veut dire que les matières premières tendent à s'apprécier par rapport aux produits finis.

La thèse du renversement des termes de l'échange est une variante de la théorie tiers-mondiste des années cinquante. Selon cette thèse, en effet, l'écart entre les pays riches et les pays pauvres est dû au fait que les matières de base tendent à se déprécier par rapport aux biens finis. L'ensemble de ces thèses a comme fondement la fameuse division nord-sud selon laquelle les pays pauvres seraient les producteurs de matières de base, tandis que les pays riches seraient les producteurs de produits finis.

¹³⁴ ou, comme dirait S.Amin : "que la voie du capitalisme est fermée et que le socialisme est une nécessité objective dans les pays sous-développés". "présentation" au *Capitalisme difforme* ... de K. Vergopoulos, Maspero, P.11.

A partir de cette vision du monde, les événements d'octobre 1973 ont pris une coloration particulièrement alarmiste pour les pays occidentaux¹³⁵. On a cru, en effet, qu'à la suite de ce bouleversement les pays du Tiers monde allaient s'enrichir, tandis que les nations industrialisées allaient s'appauvrir¹³⁶. A l'époque, on disait – spécialistes et personnalités politiques de tous bords – que les pays producteurs de matières de base en général et de pétrole en particulier, allaient contrôler vers la fin de la décennie en question plus de la moitié de la masse monétaire circulant dans le monde¹³⁷.

De sorte que ces pays se croyant potentiellement riches vont emprunter des sommes fabuleuses. Nous connaissons actuellement le résultat : ces nations sont en état d'insolvabilité et de misère grandissante¹³⁸. En d'autres termes, la situation présente confirme ce qui est une loi universelle selon sa pratique et selon son principe. A savoir que le cuir contenu dans les chaussures (la matière première) ne peut pas coûter plus cher que le produit fini (la chaussure). Ou encore, que la partie (la M.P.) ne peut pas être plus grande que le tout (le P.F.).

Ce n'est donc pas un hasard si la plupart des nations sous-développées ainsi que les pays socialistes – les pays censés être producteurs de matières de base, selon cette conception géo-économique – sont actuellement en état de faillite virtuelle. Il faut savoir, à ce propos, que la relation valeur des exportations service de la dette¹³⁹ a été, en 1985, la suivante pour les pays les plus endettés de l'Amérique latine.

¹³⁵ Voici, par exemple, comment M. Alfred Sauvy a perçu cet événement : “Cependant, en 1973, comme une mine fixée à un long cordeau, se produisit la troisième explosion : Le saut des matières premières, et notamment de l'énergie, les cris : “Producteurs des matières premières de tous les pays, unissez-vous !” ont déchiré les voiles qui recouvraient l'artifice de la douceur de vivre. La nourrice allait-elle refuser son lait ?”. *La Fin des Riches*, Calmann-Lévy, 1975, p.25.

Les deux autres explosions, dont il est question dans ce texte, sont : la décolonisation et la démographie galopante du Tiers monde ...!

¹³⁶ Lisons encore M.A. Sauvy : “Il faut, par contre, souligner que l'échange pétrole entre produits fabriqués est un échange de capital contre produits du travail. Les pays riches sont paradoxalement ici en position de dépendance prolétarienne”. *Ibid.*, p. 104.

¹³⁷ Monsieur Sauvy résume la situation d'une manière lapidaire : “En dépit du “Coup d'Etat” arabe de 1973, l'Europe, et surtout la France, n'ont pas compris que le monde est en train de changer , que le suc de la nourrice n'est plus aussi assuré”. *Ibid.*, p. 282.

¹³⁸ Françoise Crouigneaux nous signale, à ce propos, que selon “la commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine (C.E.P.A.L.), les pays de la région auraient remboursé 30 milliards de dollars en quatre ans, soit plus de la totalité des flux nets de fonds dont la région a bénéficié durant les huit années précédentes”. “*Le Monde*”, 25-3-86.

¹³⁹ Tout indique que l'endettement des pays du Tiers-monde se situait, avant la célèbre crise du pétrole (octobre 1973), autour de 12% de la valeur de leurs exportations. Depuis lors, cette dette a connu une augmentation exponentielle.

	Exportations	Service de la dette
Brésil	23,9 milliards de \$	20,2 milliards de \$
Mexique	21,2 " "	14,0 " "
Venezuela	12,8 " "	7,4 " "
Argentine	7,6 " "	7,4 " "
Chili	3,8 " "	4,4 " "

News Week, 2-17-86

Il est aussi important de signaler, en ce qui concerne cette problématique de l'endettement que – contrairement à ce qui semble être une croyance générale – la totalité de cette dette n'est pas en faveur des banques américaines. Il semble que la part du capital américain – public et privé – ne correspond qu'à environ 25 % de la dette extérieure des pays de l'Amérique Latine. Cela veut dire que c'est l'ensemble du système financier international qui est derrière cette dette.

Nous n'allons pas étudier ici le développement de ce problème qui a conduit à l'endettement des pays dits du Tiers monde et des pays socialistes. La question essentielle serait de savoir comment on a pu se tromper au point de soutenir que les matières premières allaient se renchérir par rapport aux produits finis¹⁴⁰ ? Tout indique que le phénomène irrationnel du bouc émissaire a joué un rôle important¹⁴¹. Quoi qu'il en soit, il est important de comprendre que la thèse de renversement des termes de l'échange n'est pas la seule à avoir une incidence

¹⁴⁰ Christian Stofaes soutient, par exemple, en ce qui concerne ce problème du renchérissement des matières de base : "En fait, contrairement aux apparences que suggèrent les flambées spectaculaires de ses prix nominaux, le secteur primaire apparaît depuis une décennie en situation durable de surproduction à l'échelle mondiale, plutôt qu'en situation de pénurie". "Le Figaro-Economie", 17-3-86.

¹⁴¹ Certains croient que le concept et la pratique du renversement des termes de l'échange a été une production machiavélique en vue, d'une part, de faire fonctionner l'industrie occidentale, et de l'autre, d'endetter les pays dits du Tiers-monde pour restructurer la domination internationale. Nous pensons, pour notre part, que d'un côté, il ne peut pas y avoir d'action cohérente à partir de la mauvaise foi et que, de l'autre côté, si l'endettement avait été perçu, son effet boomerang l'aurait été aussi. Il faudrait plutôt croire à une sorte d'éclipse de la raison ; donc, de déchaînement de l'irrationnel dans le monde.

négative dans la situation des pays dits du Tiers-monde¹⁴². Il est évident que l'obsession anti-inflationniste et le monétarisme, en général ont joué un rôle très important. Dans l'ordre du développement de ce phénomène, c'est la thèse du renversement des termes de l'échange qui a la primauté. Par la suite, va se produire l'entrée en scène des politiques dont nous venons de parler.

Nous avons déjà vu jusqu'à quel point la lutte contre l'inflation dans ces pays va conduire à un certain moment à une réévaluation artificielle des monnaies nationales. Ce qui aura comme conséquence une sévère fuite des capitaux. Par la suite, ces pays vont connaître l'expérience de l'intervention du F.M.I., qui, avec une mentalité monétariste, va expliquer l'inflation et l'hyper inflation de ces pays comme la conséquence de la sur-demande. Car, pour cette forme de conscience l'inflation veut dire hausse des prix et cette hausse serait la conséquence de la sur-demande par rapport à l'offre. De là, la nécessité – toujours selon cette logique – d'introduire des mesures d'austérité, de restrictions à la consommation. Tout ceci comme si les affamés n'étaient déjà assez affamés. Ce n'est donc pas un accident si le F.M.I. est devenu, malgré lui, le plus formidable détonateur social des temps modernes.

Les circonstances poussent ainsi ces nations vers la fermeture. Plus précisément, vers la reconstitution du social. Le chemin de la nécessité s'appelle ici, par exemple, création des conditions structurelles suffisantes pour parvenir à l'autosuffisance alimentaire. L'expérience des temps modernes a montré que ces sociétés sont trop fragiles pour s'ouvrir, du jour au lendemain, au marché international. La tendance à une fermeture plus ou moins importante se présente comme le chemin du salut. Par conséquent, il s'agit pour ces nations de pratiquer le protectionnisme.

Toutefois, quelles que soient les conditions structurelles vers lesquelles tendent nécessairement ces réalités, elles devront respecter la logique même de la reproduction sociale. A savoir: que ce n'est pas l'Unité Supérieure (l'Etat) qui crée les richesses qui permettent de nourrir, habiller et loger le peuple, mais que c'est plutôt ce peuple qui doit être mis en conditions de se procurer les biens indispensables à son existence. Pour cela il faut que

¹⁴² Pour ce qui est de l'endettement, il faudrait inclure les pays du socialisme réel, mais nous étudions ces sociétés au chapitre suivant.

l'élite du pouvoir puisse, d'une part, surmonter sa prétention d'être source de richesses, et de l'autre, restreindre sa capacité de gaspillage et de consommation ostentatoire.

Le marxisme est, de par ses dimensions éthiques, incapable de freiner ces pulsions – de surconsommation et de domination à l'état pur – des seigneurs. Tout indique que ce rôle tend à être assumé par la religiosité, le paternalisme de la moralité domestique (Hegel)¹⁴³.

Mais soyons clairs, ce chemin n'est pas parsemé de fleurs. Le Grand Tournant aura nécessairement des incidences sur l'ensemble de l'économie mondiale. La cessation des paiements à laquelle vont être acculés ces pays ne pourra que provoquer une immense secousse sur le marché des capitaux. Il est évident que si un pays, comme le Mexique, arrête ses paiements, la secousse sera sentie à Wall Street, comme au palais Brongnard. Il faut, en effet, savoir que derrière cette dette il y a des obligations¹⁴⁴, qui se négocient, d'ailleurs très bien, car elles ont été émises à une époque où l'inflation était forte et où les taux d'intérêt nominaux étaient élevés. Rappelons, à ce propos, qu'entre Janvier 1980 et août 1980 le « Prime Rate » américain a oscillé autour de 20% !

¹⁴³ Nous étudierons cette problématique au Tome II, chapitre II,6.

¹⁴⁴ Il faut signaler, en ce qui concerne cette problématique, qu'en 1985, 80% des valeurs qui se sont négociées à Paris ont été des obligations. Le taux est de 75% pour la bourse de New-York. Il est donc clair que, pour le moment, ces valeurs se négocient très bien.

CHAPITRE II : De la négation de l'économie et du dépassement de cette négation.

1 – DE LA NEGATION DE L'ECONOMIE

Ce concept de la négation de l'économie peut paraître particulièrement vague, voire abstrait. Or, nous avons affaire à une notion qui est essentielle pour la théorie économique. Car, il ne s'agit pas uniquement d'exposer ce qui est un savoir en lui-même, mais d'en montrer les déterminations qui font qu'une telle dimension peut devenir son contraire. Or, ce devenir-autre comme négation, se présente comme le changement qui est dépassement, accomplissement de cette dimension en elle-même.

Nous pouvons aussi exprimer cette problématique en disant que la négation de l'économie est, précisément, cet ensemble de manifestations théoriques et pratiques qui empêche le développement de la dimension éthique de l'économie, c'est à dire son accomplissement. Car, il faut être conscient que nous étudions ici l'économie en fonction de sa perspective éthique, de la finalité éthique de l'humain. De plus, il convient de retenir que cette finalité n'est pas une simple abstraction, elle est cette dimension concrète que nous appelons l'égalité des chances entre les membres de la société et entre les membres de la communauté internationale. Or le droit, l'économie et la politique sont les moyens qui existent en vue de cette fin.

Par conséquent, l'économie existe en vue de l'accomplissement de la fin éthique de l'humain. Dès lors, sa finalité englobante n'est pas celle de permettre la satisfaction des besoins primaires de l'ensemble des membres de la société, mais plutôt celle de contribuer à la consolidation des conditions de l'égalité des chances entre les membres de la communauté politique. Ainsi, la satisfaction des besoins primaires, dont il est question, se situe à un niveau très inférieur par rapport à cette finalité englobante.

Cela dit il convient de remarquer que la négation de l'économie n'est pas toujours une pratique ni explicite, ni claire. Très souvent c'est au nom de l'économie que cette pratique se réalise. Quoique, pour être plus explicite, nous devons faire la différence entre la négation qui concerne son ordre institutionnel -le "nomos"- et la négation qui se rapporte à ses mécanismes

objectifs. De plus c'est au nom d'une finalité éthique que, d'une certaine manière, cette négation se réalise.

Mais pour éviter toute confusion entre la dimension de la négation elle-même et les valeurs à partir desquelles cette négation se réalise, nous allons exposer cette problématique selon les points suivants :

Premièrement, la négation de l'économie comme telle.

Deuxièmement, la négation de la pratique du prêt à intérêt.

Troisièmement, la négation des mécanismes objectifs, et

Quatrièmement, la négation des principes qui doivent conditionner son ordre institutionnel.

Pour ce qui est du premier point, la négation de l'économie comme telle, il s'avère clairement, depuis le début de ce traité, que pour nous le marxisme est la manifestation théorique et pratique la plus cohérente d'un tel phénomène. Cette thèse, exprimée déjà depuis de nombreuses années, a toujours paru plutôt fantaisiste aux partisans de cette doctrine. Pour eux, en effet, Marx est le plus grand théoricien de l'économie. De là qu'il serait plutôt problématique et absurde de le considérer comme le négateur de ce savoir, dont il est censé être le plus grand théoricien.

Or, ce qui paraît étonnant c'est, justement, le fait que plusieurs générations aient lu attentivement l'auteur du *Capital* et n'aient pas constaté cette dimension dans son œuvre. Elles n'ont pas, par exemple, remarqué que l'Introduction dite de 1957 porte précisément comme titre : *Introduction Générale à la Critique de l'Economie Politique*. Le texte connu sous le nom de la *Grundrisse* porte, quant à lui, le titre de *Fondements à la Critique de l'Economie Politique*. De plus, en ce qui concerne *Le Capital*, il porte comme sous-titre Critique de l'Economie Politique.

On peut, dès lors, se poser la question de savoir, pourquoi cette volonté de critiquer l'économie politique ? Plus précisément, avons nous affaire, par-là même, à une volonté de négation de l'économie comme telle ? Pour répondre à ces questions nous devons tout d'abord nous poser la question de savoir ce qui est pour Marx l'économie politique elle-même. La réponse, à cette interrogation, nous est donnée déjà dans les célèbres manuscrits d'économie

de 1844. Dans ce texte, en effet, il nous dit : «L'économie politique, cette science de la richesse, est donc en même temps la science du renoncement, de l'indigence et de l'épargne : il lui arrive réellement de vouloir épargner à l'homme le besoin d'air pur ou de mouvement physique. Cette science de la mirifique industrie est aussi la science de l'ascétisme et son véritable idéal est l'avare ascétique mais usurier et l'esclave ascétique mais producteur ». ¹⁴⁵

Il est clair, par conséquent, que pour Marx l'économie n'est pas un savoir capable de permettre l'accomplissement de l'humain. Il s'agit bien plutôt d'un savoir qui le maintient attaché à un état de disgrâce et d'abjection. Bien évidemment, cet état des choses est vécu réellement par la classe travailleuse. Ce qui permet à la classe capitaliste de vivre une existence plutôt différente. Mais, en fin de compte il y a une dimension qui identifie ces deux classes, c'est l'ascétisme et le renoncement. Quoique le capitaliste avare et usurier réalise cette existence volontairement, tandis que l'esclave producteur la vit dans la nécessité la plus radicale.

Pour ces raisons, Marx considère que l'économie politique est la science de la domination et de l'exploitation. Cela fait, par conséquent, que l'économiste lui-même ne peut pas être un théoricien neutre. Les économistes sont des "théoriciens bourgeois", ¹⁴⁶ car ils pratiquent ce savoir de l'exploitation capitaliste.

Ce n'est pas, ainsi, un hasard si Marx fait une différence entre l'économiste et le théoricien communiste. En effet, "de même que les économistes sont les représentants scientifiques de la classe bourgeoise, de même les socialistes et les communistes sont les théoriciens de la classe prolétarienne". ¹⁴⁷ Il y a ainsi, à la base, une différence fondamentale dans l'objet de la connaissance de la théorie économique d'une part, et de la théorie prolétarienne de l'autre. Cette différence trouve sa plus haute expression « dans la grande querelle entre l'aveugle loi de l'offre et de la demande, qui constitue l'économie politique de la bourgeoisie et la production sociale dirigée par la prévision sociale » qui constitue la théorie

¹⁴⁵ Marx, *Œuvres Economie*, Bibliothèque de la Pléiade, T. II, p.93 et s.

¹⁴⁶ *Capital III*, op. cit., p. 963

¹⁴⁷ *La Misère de la Philosophie*, op. cit., T.I, p.92

«de la classe ouvrière. »¹⁴⁸ De plus, cette dimension négative de la théorie économique fait que « richesse de la nation et misère du peuple, sont, par la nature des choses, inséparables »¹⁴⁹

Il s'agit, dès lors, pour Marx, non seulement de nier l'existence d'une théorie économique autonome, mais aussi de nier les catégories qui fondent ce savoir. En effet, « les catégories de l'économie bourgeoise sont des formes de l'intellect qui ont une vérité objective, en tant qu'elles reflètent des rapports sociaux réels, mais ces rapports n'appartiennent qu'à cette époque historique déterminée où la production marchande est le mode de production social ».¹⁵⁰

De ce point de vue, il s'avère clairement que l'économie politique est ce savoir produit par le mode de production capitaliste. Or, ce mode de production n'est, à son tour, qu'une manifestation de l'univers de la marchandise. Plus précisément, ce système est la réalité où la production marchande devient le mode de production dominante.

Bien évidemment, nous sommes d'accord sur le simple fait de constater que le système de la production marchande trouve, dans le mode de production dit capitaliste, une forme supérieure, mais de là à considérer que la négation de l'univers de la marchandise est la condition de l'accomplissement de l'humain, voilà ce qui nous semble extrêmement problématique, voire totalement erroné. Il s'agit, en effet, de comprendre que les catégories de l'économie ne sont pas, pour nous, des manifestations négatives de l'humain comme le croit Marx. Il s'agit bien plutôt, toujours pour nous, de déterminations nécessaires à la réalisation pleine et entière de la finalité éthique de l'humain.

Nous pensons ainsi qu'Aristote a raison quand il dit que la monnaie est un instrument de la justice corrective. Pour Marx, par contre, "l'argent est la perversion générale des individualités qu'il change en leur contraire, en leur attribuant des qualités qui ne sont pas le moins du monde les leurs. Il apparaît alors comme la puissance corruptrice de l'individu, des liens sociaux, etc., qui passent pour être essentiels. Il transforme la fidélité en infidélité, l'amour en haine, la haine en

¹⁴⁸ "Adresse Inaugurale", op. cit., p.466

¹⁴⁹ *Le Capital* I, op. cit., p.1233

¹⁵⁰ *Capital* III, cit., p.963

amour, la vertu en vice, le vice en vertu, le valet en maître, le maître en valet, la bêtise en intelligence, l'intelligence en bêtise.

Notion existante et agissante de la valeur, l'argent confond et échange toute chose; il est la confusion et la conversion générales. Il est le monde à l'envers, la confusion et la conversion de toutes les qualités naturelles et humaines."¹⁵¹

Il s'avère, donc, clairement que pour Marx non seulement l'accumulation élargie, la capitalisation, est une manifestation du mal en tant que tel, mais aussi la monnaie, le moyen terme de l'échange. Or, si ce moyen terme est négatif, il est évident que l'opération -l'échange- l'est aussi. Cela, de même que la loi – offre-demande - que gouverne ce rapport.

Cette dimension négative de l'échange élargi – donc, de manifestation de la valeur d'échange -, tend à s'extérioriser selon Marx dans les crises économiques et, d'une manière générale, dans la corruption et le parasitisme généralisé. C'est précisément ce qu'il nous fait comprendre dans le passage suivant : « La séparation de l'achat et de la vente dans le procès d'échange brise les antiques barrières locales du métabolisme social, qui étaient en harmonie avec une aimable et naïve piété ancestrale. Elle est en même temps la forme générale sous laquelle les moments unis de ce processus se rompent, se figent et s'opposent les unes aux autres. En un mot, elle crée la possibilité générale des crises commerciales, ne serait ce que parce que l'antagonisme entre la marchandise et l'argent est la forme abstraite et générale de tous les antagonismes qu'implique le travail bourgeois. La circulation monétaire peut donc s'effectuer sans crises, mais les crises ne peuvent avoir lieu sans circulation monétaire ».¹⁵²

Marx revient un peu plus loin sur cette même problématique, où il nous dit : « La séparation de la vente et de l'achat rend possible outre le commerce proprement dit, une foule de transactions fictives, avant que les producteurs et les consommateurs des marchandises ne fassent définitivement l'échange. Elle permet à une foule de parasites de s'introduire dans le procès de production et d'exploiter cette séparation. Qu'est-ce à dire ? Tout simplement qu'avec

¹⁵¹ *Economie et Philosophie*, Op. Cit., TII, p.118

¹⁵² *Critique de l'Economie Politique*, op.cit. p. 357 et s.

l'argent, forme générale du travail bourgeois, est donnée la possibilité d'un développement des contradictions. »¹⁵³

Ces textes que nous venons de citer nous semblent particulièrement clairs et explicites. Il n'est, donc, pas nécessaire de les commenter. En tout état de cause il ne nous paraît pas nécessaire de souligner la problématique de certains jugements, comme le fait de soutenir que dans l'échange élargi les intermédiaires ne sont pas nécessaires et que leurs transactions sont fictives.

Nous avons déjà souligné, à ce propos que l'échange élargi implique une série de moments, où les uns sont aussi nécessaires que les autres. En fait, lorsqu'un moment ne s'avère pas nécessaire, il est forcément gommé par la concurrence que se manifeste au sein de ce processus. Les transactions fictives peuvent bien se manifester à l'intérieur de l'économie administrée,¹⁵⁴ mais non pas au sein d'une structure marchande, d'un système concurrentiel.

Il est aussi problématique de soutenir – comme le fait le Père du socialisme dit scientifique, dans le passage que nous venons de citer – que l'argent est « la forme générale du travail bourgeois ». Nous savons, en effet, que pour Marx le système bourgeois est l'ordre du capitalisme. Or, comme il est généralement su, l'argent surgit avec le développement de la production pour l'échange. De telle sorte qu'il est non seulement, pour employer les termes de Marx, bourgeois, mais aussi pré-bourgeois. Il existe, par conséquent, en dehors de la logique capitaliste, car il se manifeste comme la substance de la production marchande.

Cela dit revenons au problème de la négation de l'économie, telle qu'elle est exprimée par la théorie marxiste. Dans cette doctrine nous n'avons pas affaire, comme nous venons de le souligner, à une négation particulière de ce savoir. Il s'agit, en effet, bien plutôt d'une négation totalisante. Son but n'est pas uniquement l'effacement de l'accumulation élargie, de la capitalisation, mais aussi la négation effective de la monnaie et de la production marchande comme telle. Pour cette raison, nous pouvons dire que la théorie marxiste n'est pas seulement une doctrine anticapitaliste, elle est aussi anti-marchande.

¹⁵³ Ibidem, p. 354

¹⁵⁴ Voir, à ce propos, le sous-chapitre suivant.

De ce point de vue là, le but de la théorie marxiste n'est pas de produire, par la négation de l'accumulation élargie – de la capitalisation -, un retour à un ordre pré-capitaliste. Il s'agit bien d'une négation plus radicale, laquelle implique nécessairement, au niveau pratique, l'effacement de la monnaie et de la production marchande comme telle.

Donc, il s'agit, dans cette perspective, de nier pratiquement la production des valeurs d'échange. Car, la source même de l'univers de la marchandise, se trouve précisément dans l'existence d'une production de valeurs destinées à l'échange. Plus précisément, de la production qui a pour but la réalisation de cette catégorie que nous appelons la valeur d'échange.

Bien évidemment, la négation de la production de ces valeurs n'implique pas la négation de la production comme telle. En effet, selon ce discours, la singularité doit nécessairement produire des biens en vue de satisfaire ses besoins. Elle ne doit pas, en tout cas, produire des catégories qui sont la manifestation de la vénalité et de la prostitution universelle, pour reprendre une expression de Marx lui-même ; elle doit plutôt produire des biens destinés à la satisfaction de ses propres besoins et ceux des siens.

En effet, le but de la réalisation pratique de la négation marxiste, est la création d'un monde où la singularité autonome produit ses propres valeurs. Le communisme est, ainsi, la formation sociale où le but principal des singularités autonomes est aussi bien la production de valeurs d'usage, comme la production de règles nécessaires à son existence et à sa coexistence. Cet être produit, par conséquent, tout ce dont il a besoin : des biens, comme des normes.

La singularité autonome projetée par la doctrine marxiste est ainsi telle Robinson Crusoe, avant l'arrivée de Vendredi, l'être qui est autosuffisance pure en lui et avec lui-même. Il se différencie, toutefois de ce personnage de Defoe par le fait même qu'il n'est pas dans son autosuffisance produit de la nécessité. Il est bien plutôt le produit de la liberté pure, car dans son autosuffisance, il n'est pas conditionné ni déterminé par une puissance quelconque. Pour ces

raisons, cet être ressemble étrangement à l'Unique de Max Stirne, voire à la monade sans fenêtres de Leibniz.

Quoi qu'il en soit, il est clair que chez Marx la réalisation du règne des individualités autonomes passe nécessairement par la négation de la production marchande, donc, de l'économie comme telle. Car c'est, justement, cette négation effective qui doit permettre à ces sujets, comme l'avait exprimé le jeune Marx, de pouvoir le matin s'occuper de la pêche, l'après-midi de la chasse et le soir de la philosophie.

Cela étant souligné, passons à présent au deuxième point : la négation de la pratique du prêt à intérêt. Il convient de souligner tout d'abord que la négation de cette catégorie est une négation particulière. Elle n'implique pas, par conséquent, la négation de l'économie comme telle, mais la négation de cette catégorie qui donne naissance à l'accumulation élargie : à la capitalisation. En effet, la négation du prêt à intérêt implique nécessairement la négation de l'accumulation élargie, donc, le retour à un ordre pré-capitaliste.

Nous savons que c'est le dépassement de cet interdit qui va permettre le passage de l'accumulation simple – la thésaurisation – à l'accumulation élargie. Du point de vue historique nous savons que le dépassement de cet interdit s'est produit en 1658. Alors, le gouvernement hollandais déclare ne plus être concerné par l'interdit du prêt à intérêt. Cela dit, a proprement parler le passage à l'accumulation élargie ne va pas se produire dans ce pays. C'est en Angleterre que cet événement va avoir lieu. Car, la réalisation effective de ce processus présuppose l'existence d'un ordre capable de garantir la sécurité juridique des individualités. Ce qui va se produire en Angleterre avec la promulgation de l' « Habeas Corpus Act », en 1679. Tout de suite après nous constatons, comme nous l'avons signalé plus haut, l'apparition des « County Banks ». Donc, l'émergence de la pratique de l'épargne, du crédit et de l'investissement à une échelle de plus en plus importante.

Il est, pour nous, important de comprendre l'importance de la manifestation du crédit, pour saisir l'incidence de la négation de cette catégorie. En effet, le dépassement de l'interdiction du prêt à intérêt va permettre le passage de l'accumulation simple à l'accumulation élargie. De sorte que ce processus va être consolidé par l'existence de la sécurité juridique. Cela dit, ce qui

nous intéresse ici c'est de signaler la raison pour laquelle ce mouvement mène nécessairement au développement de l'efficacité de la monnaie.

Pour comprendre ce processus, nous devons tenir compte du fait que la thésaurisation implique la stérilisation de l'essentiel du stock monétaire d'une société. La monnaie qui se repose dans les bas de laine n'a aucune efficacité. Elle a, certes, une fonction économique qui est celle d'être une réserve de valeurs. Mais, pour autant qu'elle reste dans cette condition, elle ne réalise pas les autres fonctions qui sont les siennes. La monnaie thésaurisée ne contribue pas à la création de richesses dans le social.

Le développement de cette fonction va se produire avec l'apparition de l'accumulation élargie. En effet, la monnaie stérilisée dans les réserves privées va commencer à jouer une fonction économique de premier ordre avec l'épargne et le crédit. Car l'épargne va permettre une augmentation considérable de la base monétaire des institutions bancaires. A ce propos, nous savons que la banque italienne de l'époque de la Renaissance et de la pré-renaissance employait le terme de "corpo" et "sopra-corpo", pour se référer à leur base monétaire. Le "corpo" étant la fortune du banquier lui-même, tandis que le "sopra-corpo" était constitué par le dépôt des autres personnes. Or, nous allons assister avec l'épargne, à cause de sa rémunération, à un développement très important du "sopra-corpo". D'une manière générale nous allons assister au fait qu'une partie de plus en plus importante des réserves monétaires du social va se trouver déposée dans les banques. Le crédit rémunéré et garanti va à son tour permettre de jouer un rôle multiplicateur par rapport à cette base monétaire. C'est, d'ailleurs, la raison pour laquelle dans ce type de société le volume des échanges est très supérieur à son stock monétaire. D'ailleurs cette différence est d'autant plus importante que le niveau d'efficacité de la monnaie est élevé. Nous pouvons exprimer cette problématique d'une autre manière en disant que le niveau d'efficacité de la monnaie est en rapport inverse au loyer de l'argent.

Dans le cas des sociétés pré-capitalistes le phénomène est tout à fait différent. Dans ce type de sociétés, en effet, l'essentiel du stock monétaire est thésaurisé. Car comme on le sait, dans ce système l'or circulait très peu. La circulation monétaire se limitait essentiellement aux autres métaux, l'argent métal, le cuivre, des alliages, etc., lesquels véhiculaient la valeur du métal jaune qui leur servait de garantie. Ce phénomène se manifestait ainsi en cas de

monométallisme. Le bimétallisme suivait la même loi, à part que dans ce dernier cas l'or et l'argent métal étaient thésaurisés indistinctement.

Cela étant dit nous ne savons pas si dans ce système le volume des échanges monétaires annuel était inférieur ou supérieur au stock monétaire. Nous ne connaissons pas d'étude concrète sur cette problématique. Nous savons, par contre, que dans les structures pré-capitalistes - aussi bien de la bourgeoisie classique que dans la civilisation gréco-romaine, pour ne prendre que ces exemples -, la circulation monétaire était très faible. Elle avait lieu essentiellement dans les villes. Dans les campagnes les échanges se réalisaient essentiellement par le biais du troc. De telle sorte que l'on peut considérer que dans ces conditions le volume des échanges annuels ne pouvait pas être très supérieur au stock monétaire des sociétés.

Le développement des échanges et de la vitesse de circulation de la monnaie est le résultat, comme nous l'avons signalé plus haut, de l'élévation de l'efficacité de la monnaie, donc, du crédit. De sorte que l'interdiction du prêt à intérêt ne peut que provoquer la disparition de l'accumulation élargie et un rétrécissement spectaculaire du volume des échanges. L'expérience de la révolution iranienne, dans sa phase la plus radicale, confirme précisément cette problématique.

Il est évident qu'à partir des circonstances qui sont les nôtres, l'interdiction du prêt avec intérêt ne peut être que le produit du retour du religieux, et particulièrement de l'islam et du christianisme. Le développement du fondamentalisme islamique de nos jours, nous montre jusqu'à quel point cette forme de négation de l'économie n'est pas une simple hypothèse d'école. De là, la nécessité de comprendre les raisons d'être historiques de ce phénomène.

Nous savons, en effet, que l'islam et le christianisme ont traditionnellement véhiculé cet interdit. Le prêt avec intérêt a été considéré par ces religions comme une usure. Donc, comme un mal, car considéré comme un vol déguisé. Jadis l'usure était ce qui était relatif aux intérêts. Actuellement nous parlons de taux usurier, dans le sens de taux excessif.

Il convient de rappeler à ce propos que s'il est vrai que ces deux religions ont véhiculé cet interdit, le christianisme fut, dans sa forme première, plus radical dans sa tendance antiéconomique. En effet, le christianisme considérait alors comme un mal non seulement le prêt avec intérêt, mais aussi la monnaie. Celle-ci fut considérée par les Pères de l'Eglise comme le crottin du diable. Nous trouvons à présent des manifestations de cette position dans certains courants de la théologie de la libération en Amérique Latine. Quoique ici nous avons affaire à une doctrine qui se veut produit d'une synthèse entre le marxisme et le christianisme. De sorte que dans cette doctrine il s'agit tantôt d'un discours antiéconomique marxiste, tantôt d'un discours anti-chrématistique chrétien.

Or comme nous nous trouvons actuellement devant un mouvement de retour du religieux, il est important d'éclaircir cette problématique de la négation du prêt avec intérêt. Car, soyons clair là-dessus, ce dont il s'agit, n'est pas un sujet "out of date". Une partie importante de l'humanité est agitée par cette tentation antiéconomique, de la négation de la rémunération du crédit. Car, ce qui est en question n'est pas le prêt en tant que tel, mais le prêt rémunéré, le loyer de l'argent.

En ce qui concerne l'histoire du prêt avec intérêt, nous savons qu'il a existé depuis la plus haute antiquité. Dans le cas de Rome, par exemple, nous savons que la réglementation du crédit et, plus précisément, du taux d'intérêt, va se faire avec la laïcisation du droit. Donc, à partir de la Loi des XII Tables, en moins 450. Mommsen nous signale à partir de ce moment une série de lois qui ont aussi participé à cette réglementation.

C'est le cas notamment de la loi Licinio-Sextas de moins 366.¹⁵⁵ Cette réglementation est, remarquons le, propre à toute société régulée par la juridicité. Ce qui fut le cas de Rome. Car, il s'agit d'éviter l'existence de taux qui sont très supérieurs au taux moyen pratiqué dans un marché donné. Les sociétés modernes ont gardé cette forme de réglementation. C'est ainsi que de nos jours le taux usurier se situe autour de trois fois le taux de base bancaire.

¹⁵⁵ Voilà comment Mommsen nous présente cette problématique. "Déjà les XII tables avaient réglementé l'intérêt; leurs prescriptions sont renouvelées et, peu à peu, renforcées; le maximum légal est successivement abaissé de 10 pour 100 (taux de l'an 397/357); à 5 pour 100 par année de douze mois (407/347); puis, enfin, il est défendu de prendre un intérêt, quel qu'en soit le chiffre (412/342). Cette dernière loi était insensée : elle ne demeura en vigueur que pour la forme : au fond, elle ne s'exécuta jamais, et, dans l'usage les capitaux rendirent 1 pour 100 par mois, ou 12 pour 100 par année civile", Histoire Romaine, Robert Laffont, Paris, 1985, p.224.

Donc, il est clair qu'il convient d'établir une différence entre la réglementation et l'interdiction du crédit. La pratique du crédit comme nous le montre le cas de Rome, dont nous venons de faire allusion, ne provoque pas un développement significatif du niveau d'efficacité de la monnaie. Dans ces conditions son existence est très marginale. Dans le cas de la civilisation chrétienne, cette pratique a existé malgré les interdictions. L'existence de la banque italienne de l'époque de la renaissance et de la pré-renaissance, montre jusqu'à quel point cette pratique a pu coexister avec ces interdictions.

Ainsi, l'existence même de la monnaie donne la possibilité du prêt à intérêt; car le loyer de l'argent est la manifestation même de sa valeur d'usage. L'interdiction de ce phénomène, va, dès lors, dans le sens de la négation d'une de ses tendances, des virtualités marchandes de cet instrument que nous appelons la monnaie. Pour cette raison, nous pouvons dire que la négation de cette pratique marchande ne peut qu'avoir des conséquences particulièrement négatives.

Pour ce qui est de la problématique qui nous intéresse, il s'avère clairement que le mal n'est pas le prêt avec intérêt en tant que tel, mais la pratique du taux d'intérêt usurier. Ce qui correspond, remarquons-le, en général à ce qui se fait actuellement, dans les pays les plus avancés, au niveau de la législation du crédit. Il est clair, toutefois, que cette législation est le produit du développement du droit et de l'ordre institutionnel dont il est l'objectivation. Il a fallu, en effet, attendre le développement de l'institution bancaire pour qu'un véritable marché monétaire puisse exister. Donc, pour pouvoir faire la différence - au sein du règne de l'or comme étalon - entre le taux conditionné par le marché monétaire lui-même et celui qui doit être tenu pour abusif, parce que très supérieur au précédent.

Or, ce développement institutionnel présuppose un ordre où chacun est pour lui-même. En effet, c'est la libre disposition de l'avoir de chacun, dans la sécurité juridique, qui a permis le dépassement de l'horizon de l'accumulation simple, donc, l'apparition de l'épargne. Ce qui n'est pas le cas de la réalité à partir de laquelle parle Aristote. Dans ce monde, en effet, les personnes qui prêtaient de l'argent, étaient des gens qui pouvaient disposer d'une fortune plus ou moins importante. De plus, dans un tel ordre les besoins de financement étaient très faibles, car l'investissement productif était très marginal.

En d'autres termes, les entrepreneurs au sens large du terme n'avaient pas besoin, dans ce système social, d'une masse salariale et encore moins de développer la capacité technique de leur unité de production. Ceci, à cause du fait que la main d'œuvre n'exigeait pas autre chose que la simple subsistance dans le cadre même de son esclavage.

Par conséquent, la quasi-absence de besoins de financement, empêchait l'apparition d'un véritable marché monétaire. De là que le crédit n'avait pas besoin d'un système bancaire tel, par exemple, celui qui s'est développé en Angleterre à partir de 1680. Le niveau de thésaurisation qui pouvait exister dans ces sociétés était à lui seul capable de faire face aux besoins courants. De sorte que ceux qui se trouvaient dans le besoin d'argent n'avaient pas d'autre solution que de s'adresser à ces personnes qui faisaient du prêt leur métier, qui elles, comme on peut aisément le comprendre, étaient obligées d'avoir un niveau de thésaurisation très élevé. Ce qui les poussait à pratiquer des taux conditionnés par ces besoins. Bien évidemment, l'insécurité juridique conditionnée essentiellement par l'arbitraire des seigneurs, ne pouvait qu'accroître ce phénomène de la pratique du taux de crédit très élevé.

Dans ces conditions il est clair que le crédit se manifestait comme un phénomène négatif pour deux raisons essentielles : la pratique des taux usuriers et l'augmentation du niveau de thésaurisation. Nous avons affaire ici, en réalité, à une relation très étroite entre ces phénomènes. En effet, l'absence d'un ordre bancaire et réglementaire adéquat faisait que les fortunés qui vivaient du prêt non seulement pratiquaient des taux très élevés, mais tendaient aussi à augmenter le niveau de thésaurisation.

Mommsen, le grand historien de la civilisation romaine que nous avons cité plus haut, nous indique précisément le fait que "les hommes d'Etat à Rome s'étaient étudiés à amoindrir le plus possible la classe redoutable à leurs yeux des enrichis non possessionnés". En effet, pour comprendre cette problématique soulignée par Mommsen, il faut tenir compte du fait que, d'une manière générale, les personnes fortunées investissaient leur argent dans la propriété foncière ; car seule celle-ci était accompagnée de droits politiques. Mais il y avait une certaine classe de personnes qu'il appel justement les enrichis non possessionnés, qui s'occupaient pour l'essentiel de travailler avec de l'argent." Les prêteurs d'argent, voilà le point de départ du système des finances. Nulle branche de l'industrie commerciale n'a autant excité la sollicitude de l'Etat, que

celle du prêteur de profession, du trafiquant d'argent ou banquier (argentarius) ... Il n'est pas seulement le caissier des riches, à Rome : partout il se mêle aux transactions de détail : on le voit à tout instant en opérations jusque dans les provinces et les Etats de la clientèle romaine.

Dans toute l'étendue de l'empire de la République, le Romain a déjà, pour ainsi dire, le monopole des avances faites en numéraire à quiconque le recherche".¹⁵⁶

Mais, ce prêteur est obligé non seulement d'avoir des réserves de plus en plus importantes, mais aussi d'assurer ses engagements. De sorte que le taux pratiqué était en rapport inverse à la solvabilité de la personne. Par conséquent, les personnes solvables avaient droit au taux le plus bas, tandis que ceux qui ne l'étaient pas, ne pouvaient qu'avoir des taux plus élevés.

Or, cela veut dire - si nous faisons référence au taux d'usage auquel fait mention Mommsen lui-même, dans le passage que nous avons cité plus haut - qu'avec un taux de base de 12%, il est clair qu'il devait y avoir des taux se situant autour du double de ce niveau. Donc, de vrais taux usuriers, capables d'étouffer, financièrement parlant, n'importe quel sujet. Cela, d'autant plus que le niveau de transactions, dans cette formation sociale, était particulièrement faible.

Dans ces conditions, il est évident que le développement de l'insécurité économique, ne pouvait que provoquer l'augmentation du taux moyen du crédit pratiqué. Ce qui est, en lui-même, un processus négatif, car la diminution de la vitesse de circulation de l'argent ne pouvait qu'accroître le niveau de thésaurisation et augmenter, par-là même, la rareté de monnaie.

Il s'avère clairement, dans ces conditions, que le prêt à intérêt va se manifester, au sein de ces formations sociales, comme une puissance négative. Cela d'autant plus qu'avec la raréfaction de la monnaie en circulation, les prêteurs vont prendre une importance considérable. Dans le cas de Rome, les prêteurs vont devenir des percepteurs d'impôts, car les besoins financiers de l'Etat romain vont conduire, précisément, à cette coïncidence. Mommsen explique cette problématique en disant : "Le commerce du numéraire, la perception des taxes organisée

¹⁵⁶ Op. cit., p.624

commerciallement, voilà le vrai domaine et la citadelle de l'économie romaine !".¹⁵⁷ Ces différentes considérations nous permettent de comprendre les raisons pour lesquelles la pratique du prêt à intérêt était considérée dans ce monde comme une manifestation négative.

Le prêteur est ainsi considéré, par la conscience générale, d'un côté, comme l'usurier, et de l'autre, comme l'avare. Donc d'une part, comme l'étouffeur des petites gens et comme machine à transformer des hommes libres en esclaves, et de l'autre, comme l'accumulateur à l'état pur : celui qui provoqué la raréfaction de la monnaie. En ce qui concerne cette dernière dimension, il convient de rappeler que le prêteur ne faisait pas partie de l'aristocratie, des praticiens romains. Ce personnage ne se réalisait pas dans la dépense et la consommation ostentatoire. Son but était la thésaurisation et la reproduction de sa base monétaire, par le biais de la spéculation et de l'usure.

Il n'est, dès lors, pas un hasard si ce personnage a pu atteindre, dans la perception et la représentation sociale, une dimension aussi négative, voire démoniaque. De là aussi la perception extrêmement négative du prêt avec intérêt. Il a fallu l'apparition de l'épargne et la formation d'un système bancaire se manifestant dans la concurrence, en vue de réaliser l'allocation la plus adéquate des ressources financières, pour que le crédit cesse d'être une pratique négative.

A l'époque moderne, par exemple, la plupart des économistes sont d'accord pour considérer que la politique monétaire est l'instrument le plus adéquat pour orienter l'activité économique des nations, même s'il y a encore des personnes qui pensent que le capital financier est le seul produit du crédit et que ce capital est en dehors de la sphère économique, en tant que puissance négative qui s'agite en vue de la détruire. De là la nécessité, toujours pour cette forme de conscience, de déstructurer cette puissance en s'attaquant à sa racine : le crédit.

En l'occurrence nous avons affaire à une doctrine anti-crédit, pour laquelle le capital est une sphère étrangère, surajouté, à la sphère marchande, à l'univers du marché en tant que tel. Les crises économiques étant le résultat de l'existence de cette dimension autre. Nous n'avons pas besoin ici d'approfondir la logique de cette thèse que nous devons à F. Braudel. Qu'il suffise

¹⁵⁷ Op. cit., p.631

ici de rappeler que le capital financier n'est pas en dehors de la sphère marchande et que le marché est la puissance englobante par excellence ! C'est la raison pour laquelle nous parlons non seulement de marché monétaire, mais aussi de marché de capitaux. De plus l'expérience la plus simple du monde économique nous montre que rien n'échappe à la loi de l'offre et de la demande, donc, au marché lui-même. Quoique, comme nous l'avons déjà souligné, la loi de l'offre et de la demande se réalise au sein d'un ordre institué.

Cela dit nous passons, à présent, à traiter la troisième problématique se rapportant à la négation de l'économie. Plus précisément, la négation qui implique le blocage des mécanismes de l'offre et de la demande, laquelle se manifeste à deux niveaux différents. D'un côté, l'offre-demande qui est en relation aux biens et services, et de l'autre, l'offre-demande qui se rapporte au marché monétaire.

D'une manière générale cette forme de négation de l'économie ne se réalise pas d'une manière explicite. Son but n'est pas, en principe, de perturber ou de paralyser les mécanismes de la formation des prix, en l'occurrence. Il s'agit plutôt d'une politique qui se donne pour but la correction même de ces mécanismes. Pour comprendre cette problématique, nous devons tenir compte du fait que la formation des prix est conditionnée, en relation inverse, par l'offre et la demande. De sorte que lorsqu'il y a dérapage du prix nominal, les pouvoirs politiques tendent à croire que ce phénomène est produit par l'inadéquation, dans son fonctionnement, du régulateur englobant. C'est, précisément, au niveau de cette intervention que se situe la pratique de négation des mécanismes régulateurs.

En effet, en cas d'inflation galopante et surtout d'hyper-inflation, les responsables politiques tendent, d'une manière générale, à chercher dans le blocage des prix une régulation plus adéquate. Ce qui a comme conséquence, une sorte d'invalidation du régulateur englobant. A l'époque moderne on tend aussi à raréfier le crédit pour éviter, comme on dit, la surchauffe.

Nous allons tout d'abord analyser la problématique du blocage des prix et pour ce faire, nous allons nous concentrer sur un cas historique très précis : l'expérience de l'assignat pendant la Révolution française. Ce n'est que par la suite que nous allons étudier le phénomène du renchérissement du crédit, comme réponse au dérapage inflationniste, car ce que nous

essayons de montrer ici, c'est que la négation, directe ou indirecte, des mécanismes régulateurs ne peut que provoquer la déstructuration de l'ensemble du système des besoins.

En ce qui concerne l'expérience des assignats pendant la Révolution française, il convient de rappeler qu'elle est particulièrement significative pour deux raisons : pour sa radicalité et pour la naïveté avec laquelle ses différentes déterminations ont été perçues. Cette dernière problématique nous semble significative, car elle permet d'introduire une transparence plus importante dans la perception du phénomène que nous essayons de comprendre.

Pour ce qui est de l'historicité même de l'assignat, il convient de rappeler les faits suivants :

Premièrement, qu'il est nécessaire de faire une différence entre l'assignat "première manière" et l'assignat "seconde manière".

Deuxièmement, la durée de l'expérience du papier monnaie pendant la Révolution, et

Troisièmement, l'incidence du cours forcé et du contrôle des prix dans l'ordre social créé par la Révolution.

Mais, avant de développer ces différents points, rappelons que les assignats sont des valeurs fiduciaires affectées au paiement d'une dette. Ils étaient garantis par les biens nationaux. Plus précisément, par les biens confisqués par la Révolution. Les biens de l'Eglise et de la couronne, dits de première origine, et les biens des exilés et des contre-révolutionnaires, dits de deuxième origine.

Comme on le sait la première confiscation, la plus importante, est celle des biens de l'Eglise. Cette mesure fut prise le 2 novembre 1789. Ce qui fait, comme il fut dit à l'époque, que tous les biens de l'Eglise furent mis à la disposition de la nation. L'ensemble de ces biens représentait, selon les spécialistes, autour d'un tiers des richesses de la nation. Par la suite, comme nous venons de l'indiquer, ces fonds vont augmenter avec l'expropriation de la couronne - fin 1792 - et celle des exilés et des contre-révolutionnaires.

En tout état de cause, c'est la confiscation des biens de l'Eglise qui va permettre l'apparition des assignats. Il fallait à l'époque non seulement indemniser la noblesse de robe - dont les offices furent abolis lors de la célèbre nuit du 4 août 1792 - et assurer un salaire au clergé dépossédé, mais aussi permettre le paiement de la charge de fonctionnement de l'Etat. Or, à l'époque la fiscalité de l'Ancien Régime avait été abolie et la nouvelle n'avait pas encore commencé à donner ses fruits. Cela veut dire, par conséquent, que l'Etat révolutionnaire n'avait alors que très peu de ressources. La surémission monétaire va être, dans ces conditions, la solution de facilité.

C'est, donc, en vue de résoudre cette anomalie que l'assignat "première manière" va être émis. Ce papier portait un intérêt de 5%. Il s'agissait, par conséquent, d'une obligation, tout comme l'étaient les billets de la ferme de l'Ancien Régime. La création de ces assignats "première manière" fut décidée le 19 décembre 1789. Ils seront remplacés par les assignats "seconde manière", en septembre 1790. Celui-ci va être considéré comme la monnaie fiduciaire de la nation et fut considéré, depuis le départ, comme une monnaie à cours forcé. La différence entre l'assignat premier et seconde manière étant, dès lors, le fait que le premier portait intérêt, tandis que le deuxième ne donnait aucun intérêt. Cela dit, l'assignat "première manière" va être employé comme monnaie, car il permettait d'acquérir des biens nationaux. Ce que les indemnisés, les officiers, ne manqueront de faire ; d'autant plus que ce papier était accepté au pair de sa valeur nominale dans l'achat des biens nationaux. Cela veut dire, par conséquent, que dans tout ce processus de la vente des biens nationaux la minorité fortunée - l'ancienne noblesse de robe et les notables du tiers état - va en profiter d'une manière évidente, au dépens du clergé et de la noblesse de cour. Michel Bruguière nous dit à ce propos : "On a prouvé que pour la plupart des achats réalisés en 1793 et 1794, la valeur finalement payée se situe entre 5 et 15% du prix apparent de l'adjudication, entre 10 et 25% du prix réel. Par de très nombreux textes contradictoires, pris sous la couleur d'accélérer les ventes, puis de freiner leurs excès, la Convention a aussi fourni aux habiles des occasions toujours nouvelles de réaliser, à peu de frais, leurs ambitions immobilières et foncières".¹⁵⁸

Rappelons que l'émission de l'assignat monnaie va durer de septembre 1790 au 19 janvier 1796. A cette dernière date se produit la destruction publique des planches aux

¹⁵⁸ *Dictionnaire Critique de la Révolution Française*, Flammarion, 1988, p.467

assignats. La monnaie fiduciaire de la République avait perdu, alors, la presque totalité de sa valeur. Mais, elle fut remplacée par le Mandat territorial, lequel arrive fin 1796 au centième de sa valeur.

Ce n'est qu'en février 1797 que fut prise, par le Directoire, la décision d'abandonner le papier-monnaie et de retourner à la monnaie métallique.

De sorte que pendant le temps d'existence du papier-monnaie, il y a eu - de la part des différents pouvoirs qui se sont succédés - la volonté de maintenir son cours forcé. L'Etat acceptait en paiement des biens nationaux, comme nous venons de le souligner, les assignats au pair de leur valeur nominale et lorsque la perte de leur valeur était trop importante,¹⁵⁹ à un cours supérieur.

De plus, à côté de cette politique s'est développé celle du contrôle des prix. Ce qui fut le cas surtout à l'époque de la terreur et du dirigisme économique. Cette période s'étend "grosso modo" de l'automne 1792 à l'hiver 1794. En effet, pendant cette période le pouvoir révolutionnaire va fixer les prix des biens de première nécessité, en vue de lutter contre l'hyper-inflation. Les responsables de ce pouvoir croyaient, en effet, que l'inflation était le résultat de la volonté de sabotage de la contre-révolution.

Pour eux, la valeur en échange de l'assignat ne pouvait être que le résultat de la volonté de la puissance révolutionnaire. Rien, donc, de plus normal à ce que cette valeur soit égale à la valeur nominale de chaque coupure. "Avilissons l'or et l'argent, traînons dans la boue les dieux de la monarchie !", s'écrie Fouché en octobre 1793.¹⁶⁰ En pleine période de la terreur les patriotes zélés contrôlaient les prix et imposaient l'échange forcé des métaux contre les assignats.

Cette politique ne pouvait qu'avoir comme résultat l'aggravation de la crise de subsistance et celle de la terreur. L'hyper-inflation était ainsi le résultat du fait qu'il y avait d'un

¹⁵⁹ Ce qui sera le cas après Thermidor : juillet 1794. C'est, d'ailleurs, après cet événement que la surémission monétaire va être la plus importante.

¹⁶⁰ Cité par Michel Bruguière, Op. cit., p.468.

côté réduction de la production, et de l'autre côté, l'augmentation du rythme d'émission monétaire. De sorte que dans ce rapport, il arriva un moment où le rythme de la production de la monnaie est supérieur à celui de la production des biens.

Ainsi, la politique du cours forcé de l'assignat et du contrôle des prix va avoir comme incidence immédiate la négation des mécanismes de l'offre et de la demande. Donc, du mécanisme de régulation englobant. En effet, l'analyse de l'historicité de l'assignat, nous a permis de comprendre la dimension problématique du système de valeurs qui a conditionné son existence

Ce qui mena d'un côté, à la consolidation et à l'accroissement des inégalités sociales, et de l'autre côté, à la crise de subsistance. La non-compréhension de la logique des mécanismes monétaires qui se sont développés en Angleterre avec la "Glorios Révolution", en est sans doute une des causes essentielles. Ce qui nous montre jusqu'à quel point le bien être de la cité, comme disait Aristote, n'est pas une affaire de bonnes intentions, mais bien de connaissance et de volonté réfléchie.

Il est, en tout cas, clair que la terreur et l'horreur produite par cette révolution, ne sont pas le résultat de la liberté, comme l'a cru Hegel. Cette dimension négative nous semble être, plutôt, le résultat d'une pratique monétaire particulièrement problématique et absurde. Car, il est très naïf de penser que l'émission monétaire n'a aucune incidence sur la valeur en échange de cet instrument. Il l'est encore plus de croire que la fixation des prix peut être le complément adéquat à la volonté d'un Etat d'assurer et garantir la valeur de l'unité de compte instituée par lui. En effet, il est évident que si tel était le cas, l'économie administrée serait la réponse la plus rationnelle aux problèmes posés à la politique monétaire. Car une chose est la valeur nominale d'une monnaie et une autre encore sa valeur réelle. Cela d'autant plus qu'à l'époque la valeur nominale de l'assignat-monnaie était libellée par rapport à l'étalon-or. De sorte qu'avec la surémission d'assignats, la valeur en échange de ce papier ne pouvait que s'écarter par rapport à son référentiel. Or en bloquant les prix les révolutionnaires croyaient pouvoir empêcher un tel écart, plus précisément, une telle dérive.

Nous avons vu que c'est, justement, cette fixation des prix qui va provoquer la contraction de la production et de l'activité économique en général. Par conséquent, la dérive dans la rareté et l'hyper-inflation. Cette distorsion dans la formation des prix est d'autant plus évidente que d'un côté, le contrôle des prix se réalisait très souvent sous une contrainte aveugle, et que de l'autre côté, pendant ce temps là l'Etat continuait à émettre de la monnaie. C'est pour cette raison que la rareté des subsistances a marché de pair avec l'hyper-inflation.

Cela dit, ce n'est pas tellement l'incompréhension de ces mécanismes monétaires qui étonne le plus, dans cette expérience de la Révolution française. Nous constatons, en effet, dans ce domaine, à l'époque moderne des erreurs semblables. Par contre, ce qui ne peut que surprendre le plus c'est la vente des biens nationaux au pair de la valeur nominale des assignats. De sorte que, comme nous l'avons souligné, l'Etat révolutionnaire d'un côté, indemnisait l'ancienne noblesse de robe avec son papier-monnaie, et de l'autre côté, lui permettait d'acquérir des terres et des bâtiments à un prix très inférieur à leur valeur réelle. Ce phénomène était rendu possible par le simple fait que l'Etat révolutionnaire, au nom du cours forcé, faisait comme si la dépréciation de sa monnaie n'avait pas eu lieu.

Comme nous l'avons vu le résultat pratique de cette politique ne pouvait être que l'accroissement des inégalités sociales au sein d'un ordre s'enfonçant dans une pénurie de plus en plus grave des subsistances. Dans ces conditions, il apparaît clairement que le développement réel de ce processus révolutionnaire n'est pas le produit d'une quelconque ruse de l'histoire, mais plutôt la conséquence nécessaire de sa propre pratique.

Pour ce qui nous intéresse ici, il est important de comprendre que le système monétaire de la Révolution française ne fut pas conforme aux exigences minimales de la raison qui doit présider l'objectivation d'un tel ordre. La pratique de ces pouvoirs a conduit plutôt, comme nous l'avons souligné, à la perversion des mécanismes régulateurs de l'économie et à celle de la finalité éthique de l'ordre politique lui-même.

Il est, en tout état de cause, curieux de constater que les dérapages inflationnistes, tendent à provoquer souvent des mesures qui vont plutôt dans le sens de la négation de l'économie. En effet mis à part ce phénomène du contrôle et de la fixation des prix, il y a la

pratique du renchérissement et raréfaction du crédit comme technique anti-inflationniste. A l'époque moderne nous trouvons comme support de cette pratique la théorie monétariste, selon laquelle l'inflation est le produit des facilités de crédit. De sorte que pour réduire la pression inflationniste, il est nécessaire de réduire le crédit, soit par le biais de son renchérissement, soit par celui de sa raréfaction, soit encore par l'addition de ces deux mesures.

L'expérience montre que si cette mesure est maintenue pendant une période importante, elle tend à provoquer une paralysie dans le processus de la reproduction et de la demande globale. Ce qui tend à produire une situation de pénurie généralisée, sans provoquer, pour autant, une quelconque réduction du phénomène inflationniste. L'expérience de certains pays latino-américains pendant la décennie des années quatre-vingts, nous montre que le processus hyper-inflationniste n'a pas pu être surmonté ni par le contrôle des prix, ni encore moins par celui d'une politique anti-crédit. Le blocage des régulateurs englobants, aussi bien au niveau du marché monétaire que dans celui des marchandises, ne fait que produire la pénurie généralisée et l'appauvrissement, voire la paupérisation des classes défavorisées.

L'expérience de l'assainissement économique que ces mêmes pays ont connue, depuis le début des années quatre-vingt-dix, nous montre - cas notamment de l'Argentine - que le dépassement de l'hyper-inflation, ne peut être que le résultat du contrôle du rythme d'émission monétaire et, donc, d'une réduction significative des dépenses publiques. Cela étant dit, nous passons maintenant à faire quelques remarques sur le dernier point que nous nous sommes proposés de traiter dans cette partie de notre Traité. Il s'agit, plus précisément, du problème de la négation des principes qui doivent conditionner l'existence de l'ordre institutionnel de l'économie.

Nous avons affaire ici non pas au marché lui-même, mais à l'ordre qui conditionne son existence et à l'intérieur duquel les mécanismes du marché se réalisent. Cet ordre, en tant que phénomène institué, est le produit de la convention. Il s'agit, dès lors, d'un ordre qui doit être conditionné par la raison. Son but est, par conséquent, celui d'assurer et garantir la justice dans l'échange : le principe de l'égalité proportionnelle. En ce qui concerne cette problématique de la justice dans l'échange, nous partons du principe selon lequel les sujets de l'échange sont sur un pied d'égalité. L'égalité numérique des sujets de l'échange est, pour ainsi dire, la condition

même de la viabilité et de la raison d'être de sa propre logique. Mais, l'égalité dont il est question ne peut être que proportionnelle à l'effort de chacun, lorsqu'il s'agit de partager les bénéfices.

De sorte que tout système économique se doit d'assurer le principe de l'égalité entre les sujets, de la même manière qu'il se doit de garantir le principe de la proportionnalité. En effet dans la logique de ces rapports il est clair qu'un sujet ne doit pas être avantagé par rapport aux autres. Ceci de la même manière qu'il est contraire à ces principes qu'un sujet puisse se trouver dans la situation privilégiée de tirer plus de bénéfices que les autres membres de la communauté.

Lorsque ces principes de l'égalité et de la proportionnalité ne sont pas respectés au niveau des communautés particulières, nous avons affaire à des cas d'injustice flagrants pouvant être réglés par la juridicité elle-même. Par contre, lorsque ces principes ne sont pas respectés par l'ordre institué au niveau général, nous avons affaire à des manifestations négatives qui ont une incidence nécessairement, et selon leur logique, au niveau du système lui-même. La négation de l'économie, dont il est question, se situe précisément au niveau de cette dernière manifestation. Dans le cas précédent, nous avons affaire plutôt à la négation de la justice corrective au sein d'un ordre social donné et non pas à la négation de l'économie comme telle.

Il convient, dès lors, de remarquer que la négation des principes, de l'égalité et de la proportionnalité, est un phénomène qui se situe au niveau englobant, car il est du domaine de l'ordonnement institutionnel qui conditionne le marché lui-même. Pour être plus précis, nous allons donner deux exemples se rapportant à l'économie actuelle. L'un se situe au niveau de l'union économique européenne, tandis que l'autre est du domaine du système monétaire international.

En ce qui concerne le premier exemple, nous allons faire référence au phénomène de la différence des taux du marché monétaire - dits taux à court terme - au sein des membres de la communauté économique européenne. Nous n'allons pas ici étudier les causes et le développement de ce phénomène, nous allons seulement y faire référence. Nous constatons, en effet, qu'au sein de cette communauté les pays à monnaie faible sont obligés d'avoir des taux

d'intérêt supérieurs aux pays à monnaie forte. Ceci en vue d'éviter la dépréciation des premières par rapport aux deuxièmes.

En effet, si nous prenons le cas de l'année 1992, cela nous a donné, suivant l'exemple de trois nations différentes, les taux moyens monétaires de base suivants :

Allemagne	9%
France	12%
Espagne	14%

Cela veut par conséquent que les entreprises françaises sont désavantagées par rapport à celles de l'Allemagne et que les entreprises espagnoles le sont encore davantage que les françaises. Nous nous trouvons, dès lors, dans un système qui crée des conditions d'inégalité dans la concurrence, car il oblige les unes à travailler avec de l'argent plus cher que les autres. Nous savons que ce phénomène est le résultat, non pas des mécanismes du marché monétaire comme tel, mais plutôt de l'ordre institutionnel qui conditionne son existence. Plus précisément, celui du SME déterminé par les Accords de Nyborg du 13 septembre 1987.

Il est évident que ce phénomène ne peut qu'avoir une incidence négative au sein de cette économie régionale et, étant donné son importance, à l'intérieur de l'économie internationale. Nous pouvons expliquer ceci autrement en disant que les mécanismes monétaires de l'espace mark¹⁶¹ obligent les pays à monnaie faible, à n'avoir comme but de leur politique monétaire que la parité stable avec la monnaie dominante. Donc, à suivre de près la politique monétaire de la Bundesbank.

Cela étant signalé, passons maintenant au problème de la proportionnalité dans l'échange. Nous avons signalé déjà que la proportionnalité dont il s'agit est celle du partage des bénéfices. Ce partage doit se faire en fonction des efforts de chacun. En ce qui concerne l'économie internationale, nous savons que tous les pays cherchent à tirer le profit maximal dans ce rapport. Il est, donc, nécessaire que cet ordre soit organisé de telle sorte qu'il n'y ait pas de

¹⁶¹ Il convient de rappeler que ce système a disparu en 1998, comme conséquence de l'affaiblissement du DM, et donc de la réunification de l'Allemagne. Nous développons cette problématique dans le troisième volume de cette *Introduction*.

pays qui puissent se trouver en conditions d'être avantagé plus que les autres. En tout état de cause l'injustice la plus grande à ce niveau-là, résiderait précisément dans le fait qu'un ordre institutionnel puisse garantir le privilège de l'un d'entre eux, dans la logique de ce partage. Or, c'est précisément ce qui se passe au niveau international depuis l'abandon de la garantie or du dollar par les Etats-Unis le 15 août 1971. En effet, depuis lors, comme nous avons eu l'occasion de le souligner, ce pays possède l'immense privilège d'acheter une partie des biens du monde qu'il consomme, sans aucune contrepartie réelle.

Cette rupture au sein des Accords de 1944, n'a pu qu'avoir une incidence négative à l'intérieur de l'économie internationale. Cette dislocation est la conséquence de ce que nous appelons la crise actuelle. Donc, le fait qu'une partie de plus en plus importante de l'humanité s'enfonce dans la marginalisation et la misère la plus grande. Car la crise actuelle, comme nous l'avons déjà souligné, n'est pas le résultat du dysfonctionnement des mécanismes économiques objectifs, mais plutôt de cette négation institutionnelle du principe de l'égalité des chances dans la concurrence internationale.

2 – THEORIE ET PRATIQUE ECONOMIQUE DU SOCIALISME REEL

La logique même de cette réflexion nous a mené à nous interroger sur les différentes structures et phénomènes qui conditionnent la crise actuelle. Cette crise est, comme on le sait, d'ordre international. Il est vrai que certaines nations sont moins touchées que d'autres. Curieusement, ces réalités sont des structures très concurrentielles. C'est le cas de la Suisse, du Japon, des Etats-Unis et de la R.F.A. Quoique ces sociétés seront atteintes de plein fouet s'il se produit une sorte de banqueroute généralisée, des nations qui sont actuellement très endettées. Un tel phénomène ne peut que conduire à la contradiction brutale des échanges au niveau international et à la dévaluation, non moins brutale, des grandes monnaies de réserve.

Mais les pays du socialisme réel sont aussi touchés par la crise. Ce problème se manifeste non seulement par l'endettement de ces nations, mais aussi par l'accroissement de la rareté des biens matériels. Ceci étant vrai aussi bien pour les pays qui se sont engagés plus récemment dans la voie marxiste léniniste pure¹⁶², que pour ceux qui construisent le socialisme depuis plusieurs décades¹⁶³.

Il est vrai que tous les pays socialistes ne se trouvent pas dans la même situation. Ce qui veut dire que la dimension économique n'est pas la même partout. On ne peut pas, par exemple, mettre au même niveau du point de vue structurel des sociétés comme la Hongrie, d'un côté, et l'Albanie, de l'autre. En effet, la Hongrie et la R.D.A. sont, parmi les sociétés socialistes, celles qui ont la dimension marchande la plus importante. Dans ces pays, les terres collectivisées se situent autour d'un quart de la surface cultivable. Par contre, dans ces pays comme l'Albanie, le Viêt-nam et la Corée du Nord, la terre a été entièrement collectivisée. En ce qui concerne la production et les services, le degré de collectivisation est, dans ces pays, plus ou moins

¹⁶² Cas, par exemple, de l'Ethiopie, de l'Angola et du Mozambique.

¹⁶³ Dans un entretien, que le Président du Conseil du Viêt-nam, Monsieur Pham Van Dong, a accordé au journal "Le Monde", il exprime les problèmes matériels de son pays de la façon suivante : "Quant à la situation des enfants, je tiens à vous dire qu'elle est grave. Nous n'avons pas tous les moyens qui seraient nécessaires, surtout du point de vue nutritionnel, mais également dans les domaines sanitaire et éducatif. Nous manquons de beaucoup de choses. Il m'arrive de faire des efforts surhumains pour obtenir un peu de lait, et ce pendant des semaines. Nous sommes très pauvres...". "Le Monde", 10-11-84.

important. C'est ainsi que dans les pays socialistes où la dimension économique est la plus importante, nous constatons un secteur privé très dynamique dans la production et les services.

Nous avons donc affaire ici soit à des réalités où la dimension économique est importante, soit à des nations où cette dimension est pour ainsi dire inexistante.

Pour pouvoir éclaircir cette différence, nous allons tout d'abord nous interroger sur les déterminations mêmes de l'économie. Car il s'avère de plus en plus évident que nous utilisons ce concept avec des connotations qui ne sont pas toujours les mêmes.

En effet, nous trouvons plusieurs thèses en ce qui concerne la dimension économique dans les pays socialistes. Tout d'abord, il y a ceux qui, comme Kostas Papaioannou, considèrent que dans ces réalités il n'y a pas d'économie parce qu'il n'y ni oikos, ni nomos. Puis il y a ceux qui, comme Alec Nove¹⁶⁴, pensent que le système socialiste possède sa propre rationalité économique.

Derrière ces deux écoles : il y a ceux qui, comme Lionel Robbins, considèrent que «c'est dans l'économie d'échange que l'analyse économique a sa plus grande utilité. Elle est inutile dans une économie isolée. Elle en est exclue – sauf pour les généralisations les plus simples – par la raison d'être même d'une société strictement communiste. Mais là où l'initiative indépendante dans les relations est permise à l'individu, l'analyse économique recouvre tous ses droits »¹⁶⁵. Nous trouvons aussi ceux qui, comme Richard v.Strigl, pensent que « l'économique des échanges, que nous connaissons aujourd'hui, a été précédée dans le passé d'une économie où l'on ne connaissait que peu ou point les échanges. Il se pourrait qu'on arrive (ce n'est pas probable, mais toujours possible) à une évolution créant une économie tout à fait dépourvue d'échanges. Pour deux raisons, la science économique a toujours attaché une certaine importance à envisager le cas d'une économie sans échanges, et elle a développé ce point de vue plus en détail dans l'étude sur la valeur économique. Premièrement, parce que, si on conçoit une économie sans échanges, la théorie la plus générale de l'économie devra comprendre toutes les formes de l'économie dans ces considérations, et par conséquent, outre

¹⁶⁴ Cette thèse est surtout défendue dans son étude *The Soviet Economic System*.

¹⁶⁵ *Essai sur la Nature et la signification de la Science Economique*, Librairie de Médecis, p. 32.

le domaine de l'économie des échanges, celui de l'économie sans échanges. Mais, aussi, pour une autre raison, parce que le développement de l'étude de la valeur permet de démontrer, de décrire, mieux que l'étude des prix, certains principes ayant trait à des phénomènes économiques »¹⁶⁶.

Nous avons là deux positions opposées. L'une soutenue par un des héritiers de l'Ecole de Cambridge, et l'autre, par un des épigones de l'Ecole de Vienne. Il s'agit de savoir, pour l'exprimer d'une façon plus précise, si les structures non marchandes sont économiques, ou s'il faut attribuer uniquement ce terme aux structures marchandes ? Nous partons ici de la thèse – dont l'origine se trouve chez Aristote – selon laquelle l'économie est une forme de reproduction matérielle, bien que toute forme de reproduction matérielle ne soit pas économique. Par conséquent, le règne de l'économique présuppose la tendance dominante de la production pour l'échange. Ceci implique, pour l'exprimer autrement, que dans le rapport production de valeurs d'usage et production de valeurs d'échange¹⁶⁷, cette dernière catégorie s'impose socialement, au point tel qu'elle donne naissance à cette marchandise universelle que nous appelons la monnaie.

De sorte qu'il y a à la base deux formations sociales différentes : les sociétés marchandes et celles qui ne le sont pas. Seules les structures marchandes se reproduisent d'une manière économique. Car, seules ces formations sociales connaissent la catégorie de la marchandise et ses dérivées : la monnaie, l'offre et la demande, le prix, etc... Mais, à l'intérieur du règne de l'économie, les manifestations structurelles ne sont pas les mêmes. Il convient de faire, notamment, la différence entre les sociétés où la monnaie est le simple instrument de circulation des marchandises et celle où existe le principe de la capitalisation.

Or, si nous essayons de comprendre les pays du socialisme réel à partir de ces catégories, nous nous rendons compte : 1) que certains ont un secteur assez important –

¹⁶⁶ *Introduction aux Principes fondamentaux de l'Economie Politique*, Librairie de Médecis, pp. 81-82.

¹⁶⁷ Nous avons affaire ici aux catégories limites de la production qui constituent les deux déterminations essentielles de son existence. En tant que telle, cette dualité est une manifestation de la loi des contraires : des limites du réel. Ceci veut dire qu'il ne peut pas y avoir d'existence sociale en dehors de ce rapport. Car, de la même manière que l'échange est consubstantiel à la vie en communauté, de la même manière, il ne peut pas y avoir existence singulière sans une activité destinée à la satisfaction de ces propres besoins. En effet, ou je prépare la nourriture pour moi et les miens (V.U.) ou je la prépare pour d'autres personnes (V.E.). Je peux produire un bien (table, bijoux, tableau, etc.etc.) pour moi et les miens (V.U.); je peux aussi le produire pour le vendre ou le troquer (V.E.).

comme la R.D.A. et la Hongrie -, car il ne s'agit pas simplement de sociétés monétarisées, mais de réalités dans lesquelles existe le prêt à l'investissement privé ; 2) que dans d'autres sociétés la monnaie, en tant qu'instrument permettant la satisfaction des besoins, joue un rôle de premier ordre, comme en U.R.S.S., en Roumanie et en Chine, et 3) qu'il y a, en plus, des communautés socialistes qui ont une attitude très anti-chrématistique.

L'expérience la plus importante, en ce qui concerne cette dernière dimension, est sans nul doute celle du Cambodge des Khmers rouges ; car ce mouvement va réaliser l'abolition définitive de la monnaie (qui fut rétablie, par la suite, par les Vietnamiens). De sorte qu'actuellement tous les pays du socialisme réel connaissent le phénomène monétaire ; mais pas au même niveau, car il y a ceux où la monnaie est un instrument de réserve – cas de la R.D.A., de la Hongrie, voire même de l'U.R.S.S. -, et ceux où elle n'est que simple instrument de l'échange, comme dans tous les pays socialistes où le secteur privé est pour ainsi dire inexistant, comme le Viêt-nam et l'Albanie.

Du point de vue strictement marxiste, il est clair que le socialisme doit se proposer comme but le dépassement du règne de la marchandise. Marx avait une position très anti-chrématistique, à l'instar des Pères de l'Eglise qui considéraient la monnaie comme le crottin du diable, comme le négatif du négatif¹⁶⁸.

Comme nous l'avons signalé, pour Marx, la raison d'être du socialisme est déterminée par le développement de l'histoire. La dimension évolutionniste qui conditionne sa vision du monde, fait que pour lui le but du système socialiste est non seulement la liberté (le règne de l'autonomie), mais aussi et, principalement, le développement des richesses sociales. Ces richesses doivent être secrétées par les automatismes de l'histoire. On connaît le désespoir de Lénine devant la non manifestation de ces forces. Il a fallu, comme il l'a dit, tout inventer ; car Marx n'avait pas parlé des nouvelles conditions de la reproduction matérielle.

¹⁶⁸ De ce point de vue, le marxisme est anti-économie pure. Certains épigones ont intuitionné cette dimension. C'est ainsi que Gramsci nous fait remarquer : "Economisme : mouvement théorique pour le libre échange, syndicalisme théorique. Il faut voir dans quelle mesure le syndicalisme théorique a tiré son origine de la philosophie de la praxis, dans quelle mesure il l'a tirée des doctrines économiques du libre échange, c'est à dire, en dernière analyse, du libéralisme. Aussi, faut-il voir si l'économisme, dans sa forme la plus achevée, n'est pas une filiation directe du libéralisme et s'il n'a pas eu, même à ses origines, bien peu de rapports avec la philosophie de la praxis, rapports qui seraient de toute façon extrinsèques et purement verbaux". *Textes*, E.S., p. 279.

A présent, nous savons que le sens de cette structure n'est pas de produire l'abondance, de rattraper et dépasser les économies capitalistes, comme l'avait dit N. Khrouchtchev. Nous sommes loin de cette époque où les discours des nomenklaturistes pouvaient tenir lieu de réalité¹⁶⁹. Il y a en tout cas deux arguments qui ont été invalidés par la pratique : 1) la thèse selon laquelle la révolution est l'instrument de l'accumulation, et 2) la thèse selon laquelle la nouvelle croissance économique ne peut se produire que dans un temps moins long que celui qu'elle a mis en Occident, mais qu'en aucun cas il ne faut s'attendre à ce qu'elle puisse se produire en quelques années. Cette dernière thèse permettait, précisément, de renvoyer à plus tard l'avènement du règne de l'abondance¹⁷⁰. L'exemple de la Corée du Sud et de Taiwan notamment, montre que lorsque les conditions sociologiques de la croissance se manifestent, ce mouvement peut se réaliser en quelques décades.

Pour cette raison, il faut s'interroger sur la première thèse. Celle de savoir si la révolution socialiste n'est que l'instrument de l'accumulation dite primitive. En d'autres termes, s'agit-il d'une structure permettant de sortir du sous-développement ? Donc, d'une expérience destinée aux seuls pays sous-développés, pour leur permettre d'accéder au démarrage de la croissance économique ?

Il se pose, par conséquent, la question de savoir quel est le sens du socialisme réel ? Comment, en l'occurrence, comprendre concrètement l'Union Soviétique ? Car, c'est précisément elle qui est le modèle par excellence.

Mais, avant d'analyser ces interrogations, soyons clairs sur un point très important : pour nous, le socialisme réel n'est pas une déformation du socialisme idéal. Il s'agit bien plutôt du pouvoir être de cette théorie. Ceci, dans le sens où la pratique d'un corps doctrinal représente le ce qui ne peut pas être autrement¹⁷¹.

¹⁶⁹ Staline parlait, par exemple, de développement impétueux des forces productives, d'essor ininterrompu des forces productives. Il avait même soutenu : que nul ne pouvait nier le développement prodigieux de l'industrie et de l'agriculture soviétiques.

¹⁷⁰ A l'instar, précisément, du célèbre cri du peuple tchécoslovaque devenu socialiste : le bonheur dans vingt ans !

¹⁷¹ Le résultat pratique est ainsi la concrétisation de la théorie.

Mais, cette dimension du pouvoir être se concrétise au niveau structurel. De sorte que chaque structure a ses variantes et ses virtualités communes. Si bien que nous pouvons dire que les pays capitalistes ont quelque chose en commun. Il est de même pour ce qui est des pays socialistes.

Ce qui choque le plus une certaine sensibilité – particulièrement celle qui se définit comme antiautoritaire, anarchisante et libertaire – est précisément la forme de la domination en socialisme réel. Le fait que la minorité dominante dispose des pouvoirs et privilèges qui la mettent hors du commun dans ces sociétés.

Edgar Morin, que nous venons de citer, décrit cette réalité de la façon suivante : La société soviétique "est une société hiérarchique et compartimentée. Au sommet, ceux qui ont à la fois pouvoir et privilège - les hauts apparatchiks -, puis, ceux qui ont des privilèges mais un pouvoir partiel - hauts fonctionnaires, directeurs d'entreprises, officiers supérieurs, hauts policiers -, à qui se joignent les privilégiés sans pouvoir - intellectuels, artistes, officiels, académiciens. De niveau en niveau, via fonctionnaires et bureaucrates, on descend aux ouvriers privés de droit de grève et d'autonomie syndicale, mais récompensés individuellement selon leurs rendements et performances. Enfin, dans les enfers, les millions de suspects révolutionnaires ou réactionnaires en puissance, déviants de toutes espèces, esclaves concentrationnaires"¹⁷². C'est bien cette société que nous allons essayer d'analyser du point de vue de sa reproduction matérielle. Toutefois, nous n'allons pas saisir cette réalité à partir des catégories capitalistes¹⁷³, mais des déterminations qui sont parfois plus proches de la sociologie que de l'économie.

Car, cette société - plus précisément, le modèle soviétique - s'est voulue antiéconomique, mais n'a pas pu l'être totalement. De sorte que dans le processus de sa reproduction, elle a

¹⁷² Op. cit, pp.34-35.

¹⁷³ Il nous semble, en effet, très problématique de percevoir cette réalité comme le fait Edgar Morin dans le passage que voici : "Tout se concentre à la tête, et, dans ce sens céphalique, le pouvoir totalitaire est totalement capitaliste et constitue le stade suprême du capitalisme monopoliste". Op. cit, p. 74. Morin prend ici le concept capitaliste comme synonyme de mal, de puissance satanique.

dégagé trois images¹⁷⁴ d'elle-même. Curieusement, ces images se veulent entièrement économiques, quoi que d'une manière très particulière. En tout état de cause, cette dimension économique n'a pour ainsi dire rien à voir avec la théorie économique en tant que telle.

Nous allons appeler ces images - qui ne sont pas de simples représentations - : 1) L'économie idéale, ou théorique ; 2) L'économie fiction, et 3) L'économie réelle. - Mais la production de ces trois images ne peut pas être clairement perçue si on ne tient pas compte de l'idée du Plan Central et de son rôle en tant qu'instrument de contrôle de la production matérielle.

Car, comme nous venons de le rappeler, Marx n'a pas laissé de "blue print" pour le fonctionnement de la nouvelle réalité, et pour cause : cette réalité était, pour son époque, un non-existant. Marx a tout délégué aux automatismes de l'histoire. En effet, ce processus était pour lui un mouvement téléologique, car sa finalité conditionnait la manifestation de son être. Dès lors, c'est plutôt la thèse engelsienne de l'anarchie du marché et de la nécessité de son dépassement qui va se présenter comme la voie du salut.

Engels pensait, en effet, que les structures contradictoires (pré-révolutionnaires) se caractérisaient par un niveau plus ou moins important d'anarchie dans la production sociale. Cette anarchie aurait atteint son niveau le plus haut avec le système capitaliste. De là, la nécessité de la "Révolution Prolétarienne". - Révolution des contradictions : le prolétariat s'empare du pouvoir public et, en vertu de ce pouvoir, transforme les moyens de production sociaux qui échappent aux mains de la bourgeoisie, en propriété publique. Par cet acte, il libère les moyens de production de leur qualité antérieure de capital et donne à leur caractère social pleine liberté de s'imposer. Une production sociale suivant un plan prédéterminé est désormais possible. (C'est moi qui souligne). Le développement de la production fait de l'existence ultérieure de classes sociales un anachronisme. Dans la mesure où l'anarchie de la production sociale disparaît, l'autorité politique de l'Etat entre en sommeil. Les hommes, enfin maîtres de leur propre mode de vie en société, deviennent aussi par-là même, maîtres de la nature, maîtres d'eux-mêmes, libres"¹⁷⁵.

¹⁷⁴ Nous prenons ce concept dans le sens de la théorie léniniste du reflet. Plus précisément, des reflets des niveaux différents de la totalité de ce réel. C'est, en l'occurrence, le reflet de l'idéologie, celui de son imaginaire social et celui de son effectivité.

¹⁷⁵ Anti-Dühring, E.S., p. 321.

De sorte qu'il s'agit pour Engels de comptabiliser les besoins, pour produire en fonction de ce que chacun a exprimé librement. Dans l'idée de l'ami et compagnon de Marx, il serait nécessaire que la société puisse recenser l'ensemble des besoins de ses membres. Lesquels besoins devraient être ordonnés pour pouvoir produire en fonction d'eux. Ainsi le plan est composé des besoins recensés ; ce qui devrait permettre une production en équilibre par rapport à la demande.

Il faut dire qu'en tant que telle, l'idée d'Engels n'a jamais été appliquée. Elle pose, en effet, plusieurs problèmes qui la rendent inapplicable. Tout d'abord, c'est le fait que la catégorie des besoins n'est pas une détermination fixe. Elle ne peut pas être prise comme mesure, car cette catégorie est changeante. Qui plus est, elle est en rapport au désir, c'est-à-dire le non déterminable par excellence. Il y a aussi le fait que les besoins sont inscrits dans la durée. De sorte que ce dont j'ai besoin, ici et maintenant, je peux ne plus en avoir besoin plus tard. Ceci est d'autant plus vrai que nous avons affaire à des sociétés dont les besoins individuels sont dissemblables. Dans ces conditions, il faudrait non seulement comptabiliser les besoins qui peuvent l'être, mais aussi prévoir ceux qui ne le sont pas. Or, comment prévoir des besoins qui ne sont pas, par définition, exprimés immédiatement ? Car, du point de vue d'Engels, le sujet des besoins n'est autre que la singularité, et non pas le pouvoir qui prétend déterminer les besoins des membres de la communauté. C'est la raison pour laquelle il considère qu'il est nécessaire d'interroger les singularités sur la nature et l'importance de leurs besoins.

A la base de cette idée d'Engels, il y a, par conséquent, deux perceptions problématiques. La première est celle de la rigidité des besoins. Car, seule cette dimension peut être l'objet de la comptabilité. Par delà se situe la prévision. Ce qui présente le problème de savoir qui prévoit et comment faire en sorte que ce qui est prévu corresponde aux besoins non encore exprimés¹⁷⁶.

¹⁷⁶ Il est évident que la technocratie se croit être non seulement plus juste que les mécanismes objectifs – qui dans le cas du marché sont d'ordre strictement quantitatifs –, mais plus omnisciente au niveau prévisionnel. Le texte que voilà, publié par le Cercle Denis Diderot – composé d'anciens élèves de l'École Polytechnique – est, à ce niveau là, extrêmement significatif. Selon ce texte le retour au Plan est nécessaire, car “il s'agit de passer de la liberté précaire d'entreprises vivant dans l'obscurité à la liberté constructive d'entreprises éclairées sur le devenir de l'économie et de la société dans laquelle elles vivent”. “Le Monde”, 4-1-86. En d'autres mots, la technocratie croit être “le chemin, la vérité et la lumière” ; en dehors de son savoir, point de salut.

Le deuxième problème est celle de la nature de la propriété commune, ou sociale. Pour les Pères du socialisme scientifique¹⁷⁷, le sens même de cette propriété est d'appartenir à tous les membres de la communauté. Ceci, dans le sens où chacun a droit à une partie de la propriété commune. Or, Aristote, dans sa critique de Platon, montre précisément l'inadéquation logique et pratique d'une telle définition. Pour Aristote, en effet, comme nous l'avons signalé plus haut, la propriété de tous est bien issue de la communauté, mais elle ne veut pas dire qu'elle appartient à tout un chacun. En effet, le tous (ou la communauté) subsume la singularité et est donc un sujet collectif. Aristote nous indique ainsi que la propriété commune (ou de tous) est l'ensemble de richesses mises à la disposition de ceux qui contrôlent le pouvoir.

La logique et la pratique nous montrent qu'Aristote a raison, que la propriété possède deux virtualités : celle d'être privée, ou celle d'être commune. De sorte que l'accroissement de l'une par rapport à l'autre donne des structures sociales très différentes. En effet, soit l'Etat a tout et la société civile n'a rien, soit c'est le cas inverse. En tout état de cause, pour l'auteur de *La Politique* – comme le confirme, d'ailleurs, l'expérience socio-historique – l'accroissement de la « res-publica » ne veut pas dire enrichissement des membres de la société civile, mais plutôt le contraire. Ce n'est donc pas un hasard si en système socialiste, par exemple, la société hongroise dispose de plus de biens matériels que la société albanaise. Ou si en système capitaliste le niveau de vie en Suisse est supérieur à celui de la France, et ainsi de suite. L'existence des privilèges de la Nomenklatura n'est donc pas un hasard, ni le résultat d'une quelconque perversion de son idéalité. D'ailleurs, comme on va le voir plus loin, la fonction effective du Plan est de subvenir aux besoins – d'ostentation et de puissance – de cette minorité qui tend à s'auto-reproduire suivant une logique horizontale. Il ne s'agit pas d'une classe sociale¹⁷⁸, car ce concept renvoie à une certaine mobilité sociale (verticale). La mobilité sociale – verticale et horizontale – est, comme nous l'explique K. Mannheim, le résultat de la circulation marchande. Ce qui n'est pas le cas en Union Soviétique, où la marchandise est une catégorie

¹⁷⁷ Mise à part l'ironie avec laquelle nous employons ici, le concept de science, il est nécessaire de souligner que pour nous la science est un savoir "a posteriori" et non pas un savoir "a priori". En d'autres termes, la dimension effective de ce savoir se manifeste dans son rapport à la pratique. L'expérience est pour ainsi dire le support de cette forme de la connaissance.

¹⁷⁸ Ceci est vrai non seulement du point de vue strictement sociologique, mais aussi du point de vue marxiste. Voilà ce que dit L. Trotsky à ce propos : "Nous n'avons pourtant jamais dit que la bureaucratie stalinienne incarnait la vertu. Nous lui avons seulement refusé la qualification de classe au sens que le marxisme donne à ce terme, c'est à dire par rapport à la propriété des moyens de production". *Défense du Marxisme*, E.D.I., p. 76.

marginale. Rappelons, à ce propos, que la révolution prolétarienne, ou le Grand Tournant, implique deux dimensions essentielles : 1) le dépassement du pluralisme et, plus précisément, du poly-élitisme (de la polyarchie) propre aux structures plus ou moins individualisées¹⁷⁹, et 2) la disparition du fondement de la société civile : le foyer (oikos) indépendant, se réalisant à partir de sa propre territorialité et par l'échange avec les autres.

Ainsi, l'absence de la mobilité verticale explique non seulement l'auto-reproduction simple de l'élite du pouvoir, mais aussi le fait que toute forme de mobilité dans cet espace ne peut être que le résultat des purges, plus ou moins violentes. En tout état de cause, dans cette réalité la destinée des membres de la Nomenklatura dépend de la volonté du Chef. De là, l'adhésion inconditionnelle de ceux là, et le caractère compact de cette structure. Il s'agit, par conséquent, d'une structure particulièrement stable. Ceci contrairement à l'opinion des premiers contestataires, comme Trotsky, par exemple, qui voyaient dans ce pouvoir une déformation bureaucratique contraire à la nature du système¹⁸⁰ et par-là éphémère.

Mais, cette critique n'a jamais fait douter l'avant-garde révolutionnaire de sa propre mission historique. Tout d'abord, il est vrai, elle va se confier aux automatismes de l'histoire, puis, devant la régression des forces productives¹⁸¹, elle va essayer d'expérimenter de nouvelles solutions¹⁸².

La conscience théorique va ainsi poser le problème de la reproduction matérielle en

¹⁷⁹ Alexandre Zinoviev explique ainsi cette dimension non-individualiste du socialisme réel : "La société communiste n'est pas constituée directement d'hommes, mais de communes. Ici ce n'est pas l'homme qui incarne le principe de la personne, mais la collectivité dans son intégralité. Seule la commune est une personne, l'homme, lui, n'est qu'un morceau de cette personne, une condition impersonnelle de la personne". *Le Communisme comme réalité*, Julliard, p.113.

¹⁸⁰ Rappelons, à ce propos, que du point de vue de Platon, la forme pyramidale de ce monde correspond à sa logique interne. La République tend non seulement à la castification de son être, mais elle est dirigée par une élite très fermée qui tire sa légitimité de sa capacité de saisir et d'exprimer le Vrai, le Bien et le Juste. La caste des Philosophes Rois – des Moines Philosophes chez Campanella – exprime ainsi ce que nous appelons l'utopie. C'est-à-dire « la conviction que la société ne peut remplir le but qui lui est prescrit par le droit naturel bourgeois (satisfaire les intérêts de tous) que si elle rejette comme base économique le mécanisme aveugle de la concurrence entre les multiples volontés individuelles et planifie son processus de vie dans l'intérêt de tous ». Max Horkheimer, *Les Débuts de la Philosophie Bourgeoise de l'Histoire*, P.B.P., p. 106.

¹⁸¹ Il va sans dire que "le processus de régression des forces productives se traduit par une destruction directe des éléments de la production". Nicolas Boukharine, *Economie de la Période de Transition*, E.D.I., p. 136.

¹⁸² En effet, selon Lénine : "ceux qui ont entrepris la formidable tâche de vaincre le capitalisme, doivent être prêts à essayer toutes les méthodes possibles, jusqu'à ce qu'ils trouvent celle qui correspond le mieux au but recherché". Cité par H.G. Wells, *La Russie dans l'Ombre*, Editions A.M. Métailié, p. 100.

général. Ce qui lui permettra d'accéder au schéma théorique de la reproduction. Lequel est composé de quatre moments essentiels, qui se rapportent les uns aux autres suivant un ordre pyramidal. De sorte qu'à la base se trouve le secteur IV l'agriculture, et au sommet l'industrie lourde, le secteur I. En effet, l'agriculture permet non seulement l'exploitation du sous-sol (secteur III), mais procure aussi la subsistance de ceux qui travaillent dans l'industrie légère (secteur II) et l'industrie lourde. La rétroversion de ce processus est aussi très importante dans la mesure où le secteur I ¹⁸³ permet de fabriquer non seulement les machines qui vont produire les biens finis, mais aussi les machines pour exploiter le sous-sol et celles qui conditionnent le développement de la capacité productive de la terre, comme les tracteurs et les moissonneuses-batteuses.

Il s'avère, dès lors, que c'est le secteur I qui détermine l'ensemble, car c'est lui qui permet le développement de la capacité productive des autres secteurs. C'est la raison pour laquelle le schéma théorique est présent dans l'ordre suivant : I – Industrie lourde. II – Industrie légère. III – Production du sous-sol. IV – Agriculture. Car l'ordre inverse – suivant une inspiration physiocratique – peut paraître aussi raisonnable et cohérent. Mais, un tel ordre ne peut que cacher le but même du nouveau mode de production : le développement ininterrompu des forces productives. De plus, selon ce schéma théorique, il y a correspondance entre la production et la consommation par le biais du Plan Central. Comme nous l'avons signalé plus haut, ce plan comptabilise les besoins des membres de la communauté sociale et fait en sorte que la production correspond à ces besoins librement exprimés.

Comme on peut le comprendre, cette production théorique se réalise au sein d'une période particulièrement misérable : celle qui va du communisme de guerre, en passant par la N.E.P., à celle de la collectivisation et de la « passeportisation », début des années trente. On peut même dire que la polémique autour du schéma théorique de la reproduction socialiste va prendre fin avec le désaveu public d'une des principales figures : Eugène Préobrajensky¹⁸⁴.

¹⁸³ Ce secteur est essentiellement composé de machines qui fabriquent des machines.

¹⁸⁴ C'est ainsi que le théoricien de l'accumulation socialiste primitive déclare à la tribune du XVII^e Congrès du parti, en 1934 : "Vous savez que mes ouvrages de théorie, y compris *La Nouvelle Economique*, ont servi d'arme dans la lutte contre le parti. Vous savez que mon importante erreur consistait à comparer de façon mécanique notre économie et le capitalisme, et à ériger une loi de l'accumulation socialiste primitive... Je me suis séparé du léninisme. Les événements ont complètement infirmé ce que j'avais affirmé et les prévisions de Lénine sont entrées triomphalement plus tard dans la réalité, sous la direction de Staline. La collectivisation, voilà le point essentiel. Avais-je prévu la collectivisation ? Je ne l'avais pas prévue..." Cité par Pierre Naville, dans sa Préface à *La Nouvelle Economique*. En tout état de cause, la Constitution soviétique stalinienne de 1936 proclame que le socialisme est réalisé ; il ne s'agit donc plus d'une transition vers ce régime.

Mais, en période de régression des forces productives, le problème était de savoir comment impulser les différents secteurs en général, et l'industrie lourde en particulier ? Car les lois immanentes du système n'arrivaient pas à se manifester, et encore moins les automatismes de l'Histoire. C'est à la solution de ce phénomène que Préobrajensky et Boukharine vont essayer d'apporter des éléments de réponse. Ceci tout en sauvegardant les éléments essentiels du schéma théorique de la reproduction socialiste.

En effet la célèbre thèse de Marx selon laquelle la contrainte est l'accoucheuse de toute vieille société lorsqu'elle est grosse d'une nouvelle société, va faire partie du discours de restructuration matérielle de l'économie de transition. Ainsi, pour l'auteur du *Capital*, la contrainte elle-même est une puissance économique. De sorte que pour sortir de l'état de léthargie dans lequel se trouvait la société soviétique, il fallait introduire des pratiques très sévères. Notamment, la ponction sans merci du secteur non socialisé. Car, Préobrajensky réfléchit la nécessité de l'accumulation socialiste à partir des conditions de la N.E.P.. Donc, de l'existence d'un vaste secteur non encore socialisé. Pour cette raison, il soutient : « la petite production sert de base nourricière aussi bien à l'accumulation capitaliste qu'à l'accumulation socialiste. La question est de savoir si la petite production en cours de désagrégation évoluera principalement dans une direction capitaliste en se scindant, d'un côté, en salariés, et de l'autre en système économique de type koulak, ou si elle se transformera de plus en plus en un élément périphérique de l'économie d'Etat, est une question d'énorme importance pour les destinées du socialisme dans un pays agricole »¹⁸⁵.

En d'autres termes, selon Préobrajensky, il s'agit pour les Soviétiques de suivre l'exemple du capitalisme, s'il est question de déclencher les lois immanentes de la nouvelle accumulation. L'accumulation socialiste – régulée consciemment, selon la démarche formelle du schéma théorique – doit être précédée d'une phase d'accumulation socialiste primitive. En effet, « nous qualifions d'accumulation socialiste primitive l'accumulation entre les mains de l'Etat de ressources matérielles tirées principalement ou simultanément de sources situées en dehors du complexe de l'économie d'Etat. Cette accumulation doit jouer, dans un pays agricole attardé, un rôle d'importance colossale, en accélérant à un degré immense l'arrivée du moment où

¹⁸⁵ *La Nouvelle Economique*, E.D.I., p. 126.

commencera la réédification de l'économie d'Etat et où cette économie recevra enfin la suprématie purement économique sur le capitalisme »¹⁸⁶.

Par conséquent, Préobrajensky préconise le pillage de l'économie non encore stabilisée. L'auteur de *La Nouvelle Economique* part ainsi de deux certitudes : premièrement, l'idée selon laquelle pillage et accumulation¹⁸⁷ sont une et même chose, et deuxièmement, que l'accroissement de la res-publica » implique nécessairement enrichissement de l'ensemble du social. Nous avons déjà signalé la problématique de cette dernière hypothèse. En tout état de cause, l'expérience stalinienne des années trente n'a pas prouvé le contraire.

Pour sa part, Nicolas Boukharine pense que la solution à la pénurie dans les villes et les moyens nécessaires à l'accumulation élargie, ne peuvent venir que de la militarisation de la population. En effet, cette militarisation « apparaît comme une méthode d'auto-organisation de la classe ouvrière, et par elle d'organisation des paysans. Lorsque la dictature prolétarienne et son type classique – la forme soviétique de l'Etat – se trouvent dans une situation critique, il est évident qu'elle doit prendre le caractère d'une dictature militaire prolétarienne »¹⁸⁸.

Il faut remarquer que *l'Economique de la Période de Transition* fut écrit par Boukharine en 1919-20, et il n'y est plus déjà question du processus rationnel et conscient qui doit guider la production dans la société socialiste ; c'est ainsi, en tout cas, qu'il fut exprimé quelques années plus tôt dans *L'Economie Politique du Rentier*. Dans cet ouvrage, en effet, il nous dit : « En société socialiste, l'économie politique perdra sa raison d'être : il ne restera qu'une 'géographie économique', - science de type monographique – ainsi qu'une politique économique, science normative ; car les rapports entre les hommes seront simples et clairs, la formulation fétichisée, chosifiée de ces rapports disparaîtra, et les lois propres à la vie élémentaire seront remplacées par les démarches consciences de la société »¹⁸⁹.

¹⁸⁶ Op. cit, p. 134.

¹⁸⁷ Nous avons développé cette problématique dans le chapitre V,5. Qu'il suffise ici de rappeler que, contrairement à ce que croit Préobrajensky, le pillage colonial n'a jamais permis la croissance économique. Car, si cela avait été le cas, l'accumulation élargie se serait produite depuis la nuit des temps. Les colonisations ibériques, anglaises et russes dont il parle, ont eu comme résultat essentiel la création d'espace vital (le "lebens-raum").

¹⁸⁸ *Economique de la Période de Transition*, E.D.I., p. 156.

¹⁸⁹ E.D.I., Paris, p. 59.

Or, c'est précisément le non-avènement de cette rationalité qui va donner naissance à ce qu'il est convenu d'appeler l'économie fiction du socialisme réel. Cette dimension de l'économie a son fondement dans les statistiques données par ces sociétés. Le cas des statistiques des pays socialistes est, en effet, particulièrement étonnant.

C'est ainsi que pour la production d'acier de 1985, au niveau international on donne les résultats suivants :

U.R.S.S.	155	millions de tonnes
Japon	105	millions de tonnes
U.S.A.	82	millions de tonnes
Chine	46,5	millions de tonnes
R.F.A.	40	millions de tonnes
Italie	24	millions de tonnes
France	18,8	millions de tonnes

En effet, il est invraisemblable que l'U.R.S.S. puisse produire presque deux fois plus d'acier que les Etats-Unis, ou, par exemple, surpasser la production d'acier du Japon et de la R.F.A., qui sont de loin les deux premières puissances exportatrices du monde.

Nous avons ainsi, d'un côté, des nations qui sont non seulement de grands producteurs et exportateurs de biens industriels, mais qui possèdent des infrastructures – consommatrices d'acier – très importante ; tandis que, de l'autre côté, nous avons affaire à une nation qui exporte essentiellement des matières premières du sous-sol¹⁹⁰, qui a une infrastructure¹⁹¹ très rudimentaire et produit peu de biens finis¹⁹².

¹⁹⁰ Depuis le début de la décade actuelle, les exportations de l'U.R.S.S. sont par ordre d'importance : le pétrole, le gaz, le charbon, l'or, les diamants et les armes. D'après Monsieur P. Kerneaval – "Figaro-Economique", 5-5-86 -, les exportations de pétrole procurent à elles seules de 55 à 65% des recettes en devises.

¹⁹¹ En effet, l'infrastructure routière est très peu étendue et son système est plus proche des routes départementales françaises que des nationales. Le système de chemins de fer, quant à lui, est plus proche de celui du Mexique que de celui de la France, par exemple.

¹⁹² L'industrie de la voiture soviétique est, pour ainsi dire, inexistante par rapport à celle de la R.F.A., par exemple. Tout indique que la production de voitures y est inférieure à celle de l'Espagne. Il faut aussi penser au fait que l'U.R.S.S. importe

Certains spécialistes soutiennent que c'est la production d'armements et de bateaux de guerre qui absorbe toute la production d'acier en U.R.S.S. et pourrait, en tout cas, expliquer les statistiques officielles. A cette argumentation, il faut faire remarquer que l'ensemble de la production d'armements soviétiques n'est pas supérieur – d'après tous les experts – à celle des Etats-Unis.

Que dire à présent des statistiques chinoises en ce qui concerne la production d'acier ? On peut développer les mêmes arguments que pour l'U.R.S.S.. Car, d'après ces statistiques, la Chine produirait plus d'acier que la R.F.A. et deux fois et demie plus que la France. Or, on sait que la Chine est surtout un pays exportateur de matières premières et que la valeur de ses exportations ne dépasse pas celle de Hongkong.

Mais les chiffres concernant la production d'acier ne sont pas les seuls à être mirobolants – Quoique, ce soit dans ce domaine que l'économie fiction semble avoir fait les efforts les plus importants. Car, il n'y a pas si longtemps encore on mesurait les richesses d'une nation en tonnes d'acier et de charbon.

Il y a, en effet, d'autres domaines dans lesquels elle a montré sa capacité d'être en dehors du réel. C'est, par exemple, le cas de la production de céréales. En effet, depuis la fin des années soixante, les statistiques officielles nous disent que l'U.R.S.S. est le premier producteur de céréales¹⁹³ du monde. Ceci, tout en étant – et de très loin le premier importateur. C'est ainsi qu'en 1985, l'U.R.S.S. a importé 51 millions de tonnes de céréales. C'est-à-dire l'équivalent de la production de la France, 4^{ème} exportateur – après les U.S.A, le Canada et l'Argentine.

non seulement des usines clefs en mains, mais a été ces dernières années – pour la construction du gazoduc vers l'Europe occidentale – un des principaux importateurs d'acier du monde.

¹⁹³ Rappelons que les exportations de céréales sont calculées sur la base de 8 céréales : blé, riz, maïs, orge, seigle, avoine, sarrasin et millet. Par conséquent, si un pays est déficitaire, par exemple, de tout autre céréale, sauf de blé, cela impliquerait que ses importations sont destinées à la nourriture des animaux. D'après certains spécialistes, ce serait le cas de l'U.R.S.S.. Dès lors, le problème est d'expliquer pourquoi l'Union Soviétique est le premier importateur de viande du monde ? – Pour ce qui est de la production de céréales, Kerblay et Lavigne, dans leur étude sur l'économie soviétique, nous disent que "l'U.R.S.S. est le principal producteur mondial de céréales (blé, avoine, seigle), hors maïs". *Les Soviétique des années 80*, Armand Colin, p. 106.

Monsieur Jean Radvanyi nous donne aussi, dans son étude sur l'économie soviétique, des statistiques qui vont précisément dans le sens de cette économie fiction. Nous prenons ces données du tableau de la production des principaux produits industriels, pour 1979 :

	U.R.S.S.	U.S.A.
Tracteurs (milliers)	557	253
Ciment (millions de t.)	123	78
Tissu de coton (milliards de m2)	7	3,9
Chaussures de cuir (millions de paires)	740	390 ¹⁹⁴

Ces statistiques sont suffisamment étonnantes pour avoir besoin d'être commentées. Il faut simplement rappeler que les Etats-Unis ont, d'un côté, l'agriculture la plus mécanisée du monde et que les tracteurs qui sont employés sont généralement américains ; de l'autre côté, il y a le fait que les plus grands producteurs et exportateurs de tracteurs du monde, l'International Harvester et John Deere, sont américains. Or, selon ces statistiques, l'Union Soviétique produit deux fois plus de tracteurs que les Etats-Unis ¹⁹⁵.

Nous pouvons continuer à donner des exemples du développement impétueux des chiffres se rapportant à l'économie soviétique, en particulier, et socialiste en général. Le problème est, toutefois, celui de savoir comment se construit cette économie fiction. Voici comment Alain Besançon décrit ce phénomène : « Dans un premier temps, les entreprises se voient assigner un objectif chiffré. Elles ne peuvent l'ignorer à cause de la responsabilité politico-pénale, parce que dirigé vers elles un flux de biens et de services qui doivent permettre la réalisation du plan. Ce flux est insuffisant en quantité et inadéquat en qualité. Ce qui oblige, c'est le second temps, à tricher sur la quantité et la qualité des résultats atteints. On procède à un montage comptable grâce auquel le plan est réalisé sur le papier, avec le dépassement du plan,

¹⁹⁴ *Le Géant aux Paradoxes*, Editions Sociales, p.152.

¹⁹⁵ Le texte suivant, paru dans "La Pravda" du 7-1-86 (traduction française), est, à ce propos, très significatif : "depuis 1974, notre pays occupe la première place mondiale dans le domaine des inventions brevetées par an. L'utilisation de ces inventions a eu pour effet économique d'augmenter vingt fois le capital investi dans une période de vingt ans, tandis que le nombre de licences vendues aux sociétés étrangères augmentait de quinze fois". Mais pour ce qui est la production des tracteurs eux-mêmes, voici ce que nous disent Kerblay et Lavigne : "bien que l'U.R.S.S. soit le premier producteur de tracteurs du monde, le niveau moyen de mécanisation par hectare est sensiblement inférieur au niveau moyen nord-américain". Op. cit, p. 109.

lui-même prévu par le plan. Dans un troisième temps, sur la base de cette réalisation falsifiée, les organismes confectionnent un nouveau plan, un peu plus irréalisable que le premier car les données sont falsifiées d'un degré de plus. La pente naturelle de la planification à mesure qu'elle se prolonge dans le temps et qu'elle se perfectionne ou s'étend, est donc de quitter progressivement sur le terrain de la réalité et de constituer une économie fiction qui s'autonomise par rapport à la production réelle »¹⁹⁶.

Cette analyse d'Alain Besançon est curieusement corroborée par la « Litteratournala Gazeta » du 9-10-85¹⁹⁷. Il s'agit, en effet, de l'affaire Kourouluk : l'histoire du procès d'un chef de Kolkhoze qui n'a pas su remplir le plan. Tout d'abord, la situation telle que nous la raconte le journaliste de la « Littera tournaia Gazeta » :

« Il n'y avait pas un mois qu'il (Kourouluk) travaillait comme président du kolkhoze lorsqu'on lui transmet la comptabilité de contrôle du plan. Mais comment remplir un plan irréalisable ? Il devait livrer à l'Etat 570 tonnes de viande pour être en conformité avec le plan ; or, le bétail sur pied du kolkhoze et de tout le village, en comptant même les poules, arrive juste à 70 tonnes... »

Il se décide, donc, d'exposer le problème aux autorités de la région, mais « dans tous les bureaux on lui répond :

- Remplis le plan !

Ou bien on essayait de le convaincre :

- Bien, admettons qu'on t'enlève 200-300 tonnes, mais qui devra les produire à ta place ?

Ou encore on l'avertissait :

¹⁹⁶ *Anatomie d'un Spectre*, Calmann-Lévy, pp. 42-43.

¹⁹⁷ Traduction faite par "Ici Moscou", N° 1, avril 1986, p.16.

- Nous t'avons confié un kolkhoze pour que tu y travailles, et non pour que tu te promènes ici de bureau en bureau ».

Le fait est que notre personnage se décide à suivre la pratique générale. Voici comment le journaliste nous explique cette pratique : « Il y a aussi dans l'affaire Kourouluk une histoire de lait. Comme la viande, le lait était acheté à la population. On lui achetait tout ce qu'on pouvait. Mais le plan n'était toujours pas rempli. Que faire ? Il trouvèrent à l'usine laitière de Byeltzy des chauffeurs de camion citerne volontaires, d'accord pour transporter le lait de leur ferme à l'usine sans le livrer, mais en le faisant enregistrer comme livré, après quoi, ils le ramenaient à la ferme du village, distante de 18 km, d'où ils repartaient avec un nouveau bulletin de livraison vers l'usine de Byeltzy.

Ainsi coulèrent des fleuves de lait fictif le long des rives du papier administratif où s'empilait un blé imaginaire, jusqu'à ce que l'on s'aperçoive de quelle manière le plan se remplissait ».

Ce texte de la « Litteratournaia Gazeta » est particulièrement significatif, car il nous permet de saisir le fonctionnement de l'économie fiction. En réalité, non seulement les objectifs du plan sont fictifs, mais aussi ce que l'Etat reçoit. Toutefois, l'Etat reçoit plus que ce que l'unité économique peut lui fournir, et ce plus provient des achats réalisés dans l'économie parallèle.

Le système de l'économie fiction se présente, par conséquent, comme beaucoup plus simple que le donne à penser la présentation faite par Alain Besançon, aussi bien dans *l'Anatomie d'un Spectre* que dans son *Précis de soviétologie*. Plus que d'une addition de montages fictifs, il s'agit d'une surimposition de la part du Plan pour obtenir le maximum de ce que peuvent se procurer les unités de base. Mais cette pratique se réalise selon un rituel dans lequel ni les tricheurs, ni les trichés ne sont dupes.

De plus, les résultats de l'économie fiction permettent de présenter cette réalité comme étant très productive. Ceci a comme conséquence que ceux qui prennent l'économie fiction pour l'économie réelle, considèrent que ce système est très productif et que pour surmonter la pénurie il s'agit de le rationaliser. On parle ainsi d'incohérence de la planification et de

gaspillages dans les transports et la distribution. Certains spécialistes soutiennent, en effet, pour expliquer le paradoxe selon lequel l'U.R.S.S. est le premier producteur de céréales du monde¹⁹⁸, tout en étant le plus grand importateur, que ce phénomène est dû aux gaspillages dans la récolte, le transport et le stockage. Pour certains, les pertes seraient supérieures à la moitié de la production !

Comme nous le montre le texte que nous citons sur l'affaire Kourouluk, il convient plutôt de voir cette non-coïncidence dans le développement impétueux de l'Economie fiction. Laquelle doit croître tous les ans en fonction des objectifs (nominaux) imposés par le pouvoir central¹⁹⁹. De sorte que les statistiques tendent à s'éloigner de plus en plus du réel.

Mais, pour saisir la nature effective de ce monde, il s'agit d'aller au-delà du discours officiel de l'économie fiction. Marx nous a appris, à ce propos, qu'il ne faut pas comprendre une réalité à partir du discours qu'elle tient d'elle-même. Il s'avère donc nécessaire d'aller au-delà de la parole illusoire pour saisir l'ordre matériel de ce monde.

L'économie réelle à laquelle nous allons faire référence est celle de sa reproduction matérielle ; laquelle n'est pas entièrement économique. Il est vrai qu'actuellement le dépérissement des catégories monétaires et marchandes n'est plus à l'ordre du jour. Nous assistons depuis plus d'une décade au renforcement du rôle de la monnaie. Ce qui se manifeste par sa raréfaction – par rapport à l'époque précédente – et par la reprise de sa dimension d'instrument de réserve. Toutefois, à la différence des pays capitalistes, la monnaie n'y est qu'un simple instrument de circulation marchande. En tout état de cause, c'est l'affirmation de cette dimension qui est à l'ordre du jour. Et ceci, dans des pays aussi différents que la Chine et l'U.R.S.S..

¹⁹⁸ Rappelons que les Etats-Unis – théoriquement deuxième producteur du monde après l'U.R.S.S. – produisent autour de 60% des céréales qui se vendent sur le marché international.

¹⁹⁹ Remarquons que ces objectifs tendent à diminuer. C'est ainsi que, lors du quinquennat 1966-1970, le taux de croissance était de 9% par an du Produit National Net. Tandis qu'il se situe actuellement autour de 4%. Mais, indépendamment de cette baisse, "la croissance reste largement positive et supérieure à celle des pays occidentaux" Jean Radvanyi, *op. cit.*, p.110. Il est de même en ce qui concerne la Chine qui a battu tous les records de croissance, dans le papier, lors du Grand Bond en avant. C'est, en tout cas, ce que nous disent les dirigeants actuels de la Chine.

Nous pouvons aussi exprimer cette problématique en disant que dans ces pays la monnaie ne possède que sa dimension base, car sa vitesse de circulation est très faible. Ce qui explique l'absence de chèques et de cartes de crédit, c'est-à-dire des instruments de circulation de la base monétaire papier. Ceci fait que la dimension économique de ces réalités est beaucoup plus proche de l'économie aristotélicienne que de la théorie qui va se développer à partir de Locke et Smith.

On peut donc dire que dans ces réalités la dimension strictement économique est complétée par une autre qui ne l'est pas. L'échange marchand trouve son complément dans le troc et dans les allocations en nature. Pour saisir le fonctionnement de cet ensemble, nous allons tout d'abord regarder le côté de la production, pour pouvoir ensuite étudier sa finalité : la consommation.

La production en U.R.S.S., en particulier, et dans les pays à socialisme centralisé provient des secteurs suivants :

Secteur I : Industrie de guerre, de prestige et d'exportation.

Secteur II : Production des biens de consommation du secteur socialisé.

Secteur III : Production individuelle.

Secteur IV : Travail forcé.

Le secteur I est de loin le plus moderne. C'est dans l'industrie de guerre et de prestige que se concentre essentiellement l'effort social. L'industrie d'exportation est en rapport au marché international et dépend de lui technologiquement. Ceci est vrai non seulement pour l'exploitation du pétrole, du gaz et du charbon, mais aussi pour la production de voitures.

Le secteur II est celui qui produit pour l'ensemble du social, aussi bien les privilégiés que pour ceux qui ne le sont pas. Il est impossible de connaître l'importance de cette production ; elle est, toutefois, complétée par les importations destinées à la consommation et par le secteur III. Lorsqu'on discute avec des Soviétiques, on se rend compte que cette production peut se diviser en trois parties différentes : 1) celle qui est destinée aux Magasins spéciaux ; 2) celle qui est contrôlée par les circuits de distribution, et 3) celle qui est destinée au peuple. En d'autres

termes, les circuits de distribution prélèvent une partie de ce qui est destiné aussi bien aux magasins spéciaux qu'aux magasins d'Etat. Les intermédiaires des circuits de distribution – depuis le camionneur jusqu'à la vendeuse – se servent avant de servir la clientèle.

Le secteur III correspond à la dimension économique, au sens strict du terme. Ce secteur est, tout d'abord, composé des célèbres lopins de terre des paysans. Il n'y a pas, à vrai dire, au niveau des spécialistes un consensus quant à leur importance. Pour Besançon, par exemple, « on estime qu'ils fournissent, sur 1% de la surface cultivée, un tiers de la consommation alimentaire ».²⁰⁰ Par contre, pour Kerblay et Lavigne « ces lopins personnels, avec 3% des surfaces cultivées, demeurent une source importante d'approvisionnement des marchés urbains. Ils assurent, en 1983, 40% des ventes totales de pommes de terre, 15% des légumes, 13% de la viande, 6% des œufs »²⁰¹.

A ces lopins des kolkhoziens, il faut ajouter les coopératives de jardiniers, « longtemps brimées par des règlements tatillons (on ne pouvait avoir sur son jardin qu'une cabane à outils, il était interdit de le clore), ont reçu des droits plus étendus en 1982. Les jardins ne sont pas seulement une distraction pour bricoleurs du dimanche. Il y en avait, en 1983, dans la seule république de Russie, cinq millions et demi qui avaient fourni plus d'un million de tonne de fruits et légumes... »²⁰².

Le secteur III inclus aussi les célèbres brigades de production. Elles fonctionnent aussi bien dans l'industrie, dans les services que dans l'agriculture. Ces brigades ont été légalisées en 1979²⁰³. Leur mode de fonctionnement est simple : « un groupe de travailleurs concourant à une tâche donnée (achèvement d'un chantier, sortie de la production d'un atelier) s'engage à

²⁰⁰ Op. cit, p.98.

²⁰¹ Op. cit., p.113. Il est à remarquer que ces mêmes auteurs donnent des chiffres différents quelques pages plus tôt. C'est ainsi qu'en décrivant l'historique de ces lopins de terre, ils nous disent : «les droits accordés, en 1935, aux Kolkhoziens dans le domaine de l'élevage étaient liés à la volonté de reconstituer le cheptel, fût-ce par des concessions. En 1940, les exploitations auxiliaires produisaient près des trois quarts de la viande, près de 80% du lait, la quasi totalité des œufs, en 1983, elles possédaient encore 30% de la viande produite en U.R.S.S., 25% du lait, 30% des œufs». (p.107). Cest statistiques sont, par contre, très proches de celles données par Alain Besançon.

²⁰² Kerblay et Lavigne, op. cit., p. 114.

²⁰³ Quoi que ce soit en 1970 que «N.Zlobine, chef d'équipe du bâtiment à Moscou, propose une rénovation des brigades, forme collective d'organisation du travail datant des années vingt». Jean Radvanyi, op. cit., p. 136. Il s'agit, par conséquent, d'une pratique des années de la N.E.P. Donc, de cette période où la régulation marchande était considérée comme nécessaire.

livrer son objectif à une date donnée (dans le cas de la brigade Zlobine, il s'agissait de livrer un immeuble de 14 étages), généralement antérieure au délai planifié 'normal', sans malfaçon, sans dépassement du coût. L'administration (du chantier, de l'entreprise) s'engage par contrat à assurer à la brigade les moyens matériels nécessaires à un fonctionnement normal. La brigade autogère son organisation du travail ; elle peut éliminer ses membres les moins productifs ; chaque travailleur est payé sur la base d'un 'coefficient de participation au travail' et court théoriquement le risque, s'il travaille mal, d'être payé en dessous du salaire garanti »²⁰⁴.

Il s'agit, par conséquent, de la sous-traitance, où le mandataire sont les grandes entreprises du secteur public et où le commandé est composé d'un groupe de personnes spécialisées dans tel ou tel domaine. En tout état de cause, la spécialisation est dans l'ordre des choses, de même que la formation de groupes de personnes liées entre elles, soit par le besoin de trouver un travail bien rémunéré, soit par la capacité de son chef²⁰⁵, plus ou moins capable d'assurer un emploi stable.

Dans le cas de l'agriculture, la configuration de la brigade de travail est la suivante : « un groupe restreint de paysans se voit attribuer la culture d'une certaine superficie dans l'exploitation collective pour la saison (ou la responsabilité d'une unité d'élevage). Les membres de ce groupe (qui peuvent aller de 4, hypothèse dans laquelle ils correspondent souvent à une famille, jusqu'à une vingtaine) sont payés pendant l'année sous forme d'avances fixes. A la fin de la campagne agricole, ils reçoivent une rémunération complémentaire en fonction du résultat, partiellement en nature, et le reste en monnaie »²⁰⁶.

On peut se poser la question de l'importance de ce secteur. Selon les auteurs des Soviétiques des années 80 : « fin 1983, on comptait 1,5 millions de brigades groupant 17 millions de travailleurs, soit près d'une douzaine de travailleurs par brigade (mais avec une forte dispersion autour de cette moyenne allant de 4-5 à 200). Quinze pour cent d'entre elles

²⁰⁴ Kerblay et Lavigne, op. cit., p. 93.

²⁰⁵ Le chef a donc non seulement la possibilité de licencier les travailleurs peu productifs, mais aussi de les rémunérer en-dessous du salaire garanti. Pour sa part, le chef de la brigade de travail doit être capable d'obtenir de bons contrats et d'assurer la présence de bons travailleurs. Les brigades de travailleurs tendent, par conséquent, de se constituer en entreprises de plus en plus autonomes, fonctionnant selon la loi de la concurrence.

²⁰⁶ Kerblay et Lavigne, op. cit., p.112.

fonctionnent sur la base d'un véritable contrat leur assurant une autonomie interne de gestion. Pour les autres, il s'agit surtout d'une rémunération associée à une normalisation des tâches »²⁰⁷.

Il s'agit, par conséquent, d'un phénomène très important, non seulement par la rapidité de sa formation, mais aussi par sa proportion à l'intérieur d'une société où la force de travail est de 125 millions de personnes²⁰⁷.

Ce qui implique un élargissement du secteur III ; donc, de la dimension économique de cette structure. L'importance de ce phénomène montre aussi ce que la langue de bois appelle le développement intensif ou l'élévation du coefficient d'intensité capitalistique²⁰⁸. Ceci implique d'ailleurs qu'au pays des Soviets les petites et moyennes entreprises n'existent pas. Pour eux, seul ce qui est grand mérite d'exister. Tandis que dans le monde concurrentiel on se rend compte, de plus en plus, que les grandes entreprises sont des géants aux pieds d'argile et que les petites entreprises sont à la fois la pépinière du capital et le substrat des grandes entreprises. En effet, celles-ci ne sont viables que si elles sont entourées d'une multiplicité de petites entreprises de sous-traitance, voire concurrentes. Car, comme dans la forêt les grands arbres sont entourés d'autres plus petits, qui doivent tôt ou tard les remplacer. En tout état de cause, les « brigades de travail »²⁰⁹ apportent aux grandes entreprises du secteur public l'entourage indispensable à son existence, ne serait ce que pour la sous-traitance.

²⁰⁷ Ibid.,p.93.

²⁰⁷ En Union Soviétique, toutes les personnes en âge de travailler doivent avoir un emploi. C'est ce que nous explique Alexandre Zinoviev. En effet, selon lui : « dans la société communiste le citoyen actif (en âge de travailler) ne dispose de moyens de subsistance indispensables pour lui et sa famille que par l'intermédiaire de la commune. Il est obligé de travailler dans une commune, d'y exécuter une tâche définie et d'y occuper une place déterminée. Cette nécessité économique est considérée comme une obligation sacrée au regard de la loi. Juridiquement, cela se traduit ainsi: si ce citoyen dispose de moyens de subsistance en dehors de la commune, il enfreint les normes les plus graves de la société. Il existe pour ces personnes un terme spécial, celui de 'parasite'. Le parasite est le premier ennemi de la société. Dans la majorité des cas, d'ailleurs, les parasites s'assurent leurs moyens de subsistance de façon illégale et tombent sous le coup de la loi. Mais ce n'est pas tant cela qui importe que le fait que l'homme soit capable de vivre dans la société, tout en étant indépendant des collectivités de base, représente une menace pour les fondements mêmes de cette société. Il est comme le soldat qui ne suit pas le reste de sa compagnie et avance pour son propre compte. Il irrite les autres ». Op. cit., p.113.

²⁰⁸ En effet, la littérature économique soviétique emploie le terme de coefficient d'intensivité capitalistique pour se référer à ce que Marx appelle la composition technique du capital.

²⁰⁹ Le terme militaire propre à ce que certains ont appelé l'esprit de caserne ne doit pas cacher le caractère même de ces structures. L'avenir dira si cette expérience n'est que le résultat d'un temps d'égarément capitalistique ou si elle est le point de départ de la société civile à l'intérieur d'un monde particulièrement étatisé.

Pour ce qui est du secteur IV, la vérité est que nous ne connaissons pas l'importance de son rôle économique. Tout indique – selon le récit d'auteurs aussi différents que Soljenitzyne et Gustave Herling – que ce rôle est très important, et qu'il le fut plus à l'époque de Staline qu'il ne l'est actuellement. Nous savons que les camps de travail produisent aussi bien pour l'intérieur que pour le marché international. Donc, aussi bien dans la production de bois de chauffage que de bois pour l'exportation, ou de charbon pour la consommation interne que pour celui qui va à l'exportation. Khrouchtchev, pour sa part, nous a dit – dans son célèbre rapport au 20^{ème} Congrès du P.C.U.S.²¹⁰ – que la population concentrationnaire n'était pas marginale. – Il n'y a pas de chiffres officiels pour ce qui est de l'importance de cette population, à telle ou telle époque. Mais, on peut supposer que, même à l'heure actuelle, elle n'est pas négligeable. Car nous avons affaire là à une société qui utilise une partie très importante de son énergie à surveiller et à punir.

Cela dit, après avoir passé en revue les secteurs de la production en socialisme réel, nous allons essayer de déterminer le but de ce processus. Car le but de toute production est la consommation. Or, la consommation sociale peut être divisée en deux moments essentiels²¹¹ : la consommation du pouvoir et celle des groupes composant la société.

Au sens strict du terme, la consommation du pouvoir est celle qui concerne son affirmation. Il s'agit, par conséquent, de tout ce qui se rapporte aux dépenses militaires et de prestige. On sait que ce chapitre est très important en U.R.S.S. A tel point qu'on peut dire que l'effort essentiel du social est destiné à l'affirmation de cette dimension. Par ceci nous ne voulons pas dire que la consolidation du pouvoir et de la force d'une société soit propre à cette structure. Cette pratique existe dans toute formation sociale, quelle qu'elle soit. Bien qu'elle soit

²¹⁰ Quoi que ce rapport eut été avant tout un chant funèbre pour les camarades victimes des purges.

²¹¹ Pour faciliter l'analyse, nous considérons cette société comme étant un tout, fonctionnant en autarcie ; les exportations étant substituées par les importations. Car l'essentiel est ici le but de l'activité sociale, par rapport à cette structure elle-même. De plus, cette manière de saisir la structure socialiste est conforme au sens même de son être socio-historique. En effet, selon son concept le socialisme (marxiste-léniniste) est une réalité dans laquelle la production pour l'échange doit être de plus en plus marginale. Ceci est vrai non seulement pour ce qui est de sa reproduction interne, mais aussi en ce qui concerne son rapport à l'extérieur. A ce niveau, le socialisme doit tendre non seulement à l'autarcie des structures de base, mais aussi à celle de l'ensemble. Cette forme de reproduction est incontestablement conforme à sa logique interne. Ce n'est donc pas un accident si l'ouverture (marchande) de ces sociétés sur le marché international, tend à provoquer, d'un côté, l'endettement, et de l'autre côté, le développement du secteur III.

exacerbée dans les sociétés où l'Etat représente tout. De sorte que ces structures tendent à se constituer en tant que communautés faites pour la guerre. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si dans ces réalités la caste militaire tend à jouer un rôle de plus en plus important, voire à devenir le centre même du pouvoir effectif²¹².

En ce qui concerne la partie de la production destinée à la consommation sociale, nous pouvons localiser ses débouchés dans trois espaces²¹³ différents :

- Le secteur A : les magasins spéciaux.
- Le secteur B : les magasins d'Etat et des entreprises.
- Le secteur C : le marché libre et le marché kolkhozien.

Comme on peut le comprendre, le secteur A concerne les membres de la Nomenklatura. Il a son origine dans la double ration accordée par Lénine aux membres du Parti, bien que ce soit Staline qui ait organisé ce réseau permettant aux membres de la Nomenklatura de s'approvisionner facilement ; mettant à leur disposition des biens – très souvent provenant du marché international – en abondance et bon marché. Michael Volinsky nous explique dans *La Nomenklatura* que les magasins spéciaux sont eux-mêmes hiérarchisés et que la monnaie utilisée par les privilégiés est certifiée : sa valeur dépend du niveau hiérarchique des sujets²¹⁴.

Pour ce qui est des privilèges liés au secteur A, Alain Besançon résume cette problématique de la façon suivante : « l'existence du secteur A tend, mais tend seulement, à donner au Parti et à ses associés au pouvoir (membres de la Nomenklatura : armée, police, artistes populaires, champions sportifs, hiérarques ecclésiastiques, etc.) le statut d'une caste privilégiée. Les privilèges ne se bornent pas aux biens matériels. Ils comportent l'accès aux meilleurs centres de soins, aux lieux de vacances les plus agréables et pour les enfants, aux écoles et aux instituts fermés. Ils comprennent des gratifications rares, comme le voyage à

²¹² Curieusement, cette dimension choque beaucoup une certaine forme de la sensibilité marxiste – la tendance dite anti-autoritaire et anarchisante. Or, on tend à oublier que les structures non marchandes sont non seulement doctrinaires, mais guerrières.

²¹³ Ces espaces sont en même temps des niveaux sociologiques.

²¹⁴ Rappelons, en ce qui concerne cette problématique de la hiérarchie, la stratification faite par Edgar Morin – que nous citons plus haut - : 1) ceux qui ont le pouvoir et les privilèges, 2) ceux qui ont des privilèges et peu de pouvoir, et 3) ceux qui ont des privilèges, mais aucun pouvoir.

l'étranger, l'accès à la littérature défendue, à la pornographie, voire même certaines libertés de langage et de comportement par rapport à ce qui est exigé du sujet ordinaire »²¹⁵.

Il est évident que ces avantages sont liés à la fonction et non à la personne. Mais, il n'est pas moins vrai, pour ce qui est du noyau dur de la Nomenklatura, que le manque de mobilité verticale – propre à une structure non concurrentielle – tend à provoquer une osmose entre l'une et l'autre, et que ce phénomène se concrétise dans et par la reproduction linéaire des élites : la castification du social²¹⁶.

A la question de savoir qu'elle est l'importance de ceux qui ont accès à l'essentiel des privilèges et des richesses, donc au secteur A, Alain Besançon nous dit : « il y a de 1% à 4% de la population qui accède à ce secteur »²¹⁷.

Le secteur A absorbe, par conséquent, une partie très importante de la production destinée à la consommation sociale. Ceci, pour ce qui est de la quantité comme de la qualité²¹⁸. Cette production provient aussi bien du secteur I que du secteur II.

Par contre, les biens destinés au secteur B ne proviennent que du secteur II ; donc, de ce qu'on peut appeler l'économie sociale. Cette production va aux magasins d'Etat et à ceux des entreprises. Nous avons déjà signalé plus haut qu'une partie de ces richesses est prélevée par les circuits intermédiaires. Cette partie, semble-t-il, n'est pas marginale. Le reste est destiné à

²¹⁵ Op. cit., pp. 42-43.

²¹⁶ La sociologie nous montre que les élites du pouvoir ne sont pas composées de simples individualités, que l'assise familiale joue un rôle de premier ordre. Cela explique la sédimentation de ces élites par delà les bouleversements socio-historiques. Mais, la sociologie nous montre aussi que cette sédimentation tend à être érodée par la mobilité verticale et qu'elle est consolidée par l'absence de cette mobilité. Ceci explique – pour ce qui est du socialisme réel – le phénomène de la transmission familiale du pouvoir, ainsi que le noyautage familial de cet espace. De plus, c'est cette absence de mobilité verticale qui explique la stabilité remarquable de la Nomenklatura, voire son vieillissement. La Nomenklatura tend non seulement à se considérer comme la propriétaire de la « res-publica », mais aussi à revendiquer de par son savoir – qui est en même temps sa légitimité doctrinale – la totalité du pouvoir.

²¹⁷ Ibid, p.86.

²¹⁸ Ce qui est, par ailleurs, tout à fait conforme à la logique même de la domination : la table des seigneurs est toujours bien servie, même quand le peuple souffre de faim !

ceux qui n'y ont pas accès²¹⁹. Pour cette couche sociale, qui est la majorité, il y a trois possibilités de satisfaire ses besoins : 1) soit, obtenir des allocations en nature de la part des entreprises où elle travaille, 2) soit, arriver à trouver des biens dans les magasins d'Etat, où les provisions sont rares et les arrivages imprévisibles, ou 3) soit encore, acheter dans le secteur C. De sorte que le secteur C est le complément des secteurs A et B. Les biens et services du secteur C proviennent, d'un côté, du marché kolkhozien, et de l'autre, du marché parallèle. Dans le marché kolkhozien les échanges sont strictement monétarisés. C'est là où la monnaie dévoile sa vraie valeur. Pour avoir accès aux biens, il faut disposer de monnaie. Ce qui est de plus en plus difficile pour les non privilégiés, étant donné la raréfaction de l'argent.

En ce qui concerne le marché parallèle – dit aussi marché informel ou marché noir -, il s'agit d'une dimension des rapports entre les sujets où l'échange n'est pas uniquement monétarisé. Le troc y occupe une place très importante, semble-t-il. En tout état de cause, le marché informel est condamné par le pouvoir. Sa pratique est considérée comme de la corruption. Mais, indépendamment du niveau de répression, le pouvoir soviétique n'a pas encore réussi à supprimer cette dimension du marché, et plus précisément du rapport entre les personnes. La vivacité de cette dimension montre jusqu'à quel point l'échange est consubstantiel à l'existence même de l'être social²²⁰.

Remarquons que les produits issus des secteurs I et II arrivent au marché parallèle par des voies détournées. Le vol de la chose publique paraît être une constante de la vie sociale de ce monde. Comme on peut le comprendre, cette pratique est constamment dénoncée par les autorités et très souvent sévèrement réprimée.

Cela dit, on peut à présent se poser la question de savoir : pourquoi l'élargissement de la chose publique conduit-il à l'appauvrissement de la société civile ou de la communauté sociale ? La réponse est, comme un fil rouge, présente dans cette recherche. Elle part de la thèse aristotélicienne selon laquelle la propriété de tous ne veut pas dire la propriété de tout un

²¹⁹ Pour le commun des mortels dans ce monde, le social est divisé en deux parties : ceux qui ont accès aux biens et ceux qui n'y ont pas accès. Pour cette raison, il est bien vu de faire partie de ceux, qui d'une manière ou d'une autre, ont accès ou ont une connaissance proche qui en a accès..

²²⁰ Tous ceux qui ont voyagé dans les pays du socialisme réel savent jusqu'à quel point les sujets de ces nations sont friands de produits et des monnaies des sociétés dites capitalistes. Les propositions d'échange ne se limitent pas uniquement à ce qu'on peut avoir en superflu, mais aussi ce qu'on porte sur soi.

chacun. De sorte que la propriété publique est l'ensemble des richesses et des privilèges mis à la disposition de ceux qui contrôlent le pouvoir. Or, l'élargissement de ce secteur est généralement accompagné de l'accroissement du clientélisme. De sorte que les structures à fort secteur public sont des réalités où le poids des improductifs est très important. Il s'agit, par conséquent, de sociétés sur-parasitées.

L'expérience du socialisme réel nous montre que l'élargissement maximal du secteur public peut conduire à la quasi-disparition de l'échange dans la communauté sociale. Dans ces conditions, l'Etat enlève aux membres de cette communauté sociale. Dans ces conditions, l'Etat enlève aux membres de cette communauté la possibilité de travailler pour leur bien-être ; le but de l'activité productrice est, dans ces conditions, uniquement destiné à couvrir les besoins de puissance, de prestige et d'ostentation des maîtres du peuple.

Par rapport à cette problématique, la théorie économique nous enseigne – ce qui nous semble être une loi valable pour toute formation sociale – que pour le pouvoir, quel qu'il soit, il s'agit de créer les conditions pour que le peuple puisse se nourrir et dégager un surplus pour l'entretien de ce pouvoir lui-même. En d'autres termes, la théorie économique nous montre que ce ne sont pas les dignitaires du pouvoir qui nourrissent le peuple, mais que c'est plutôt le peuple qui couvre les besoins de ceux qui contrôlent le pouvoir social.

Ce n'est donc pas un accident, ou le résultat des agissements de quelques êtres pervers, si l'élargissement de la chose publique secrète ce qu'il est convenu d'appeler l'économie de pénurie. La crise internationale a fait voler en éclats l'économie fiction²²¹, les slogans héroïco-productivistes ont cessé d'être crédibles. L'endettement des pays du socialisme réel a montré la fragilité de ces structures, lorsqu'elles cherchent à s'ouvrir sur le marché international. Cette dette nous a montré, en tout cas, que l'élévation du coefficient

²²¹ Quoi que cela n'ait pas empêché certains pays socialistes de continuer à donner des statistiques mirifiques. C'est ainsi que, selon un quotidien albanais : « la production de machines a, en 1985, été trois cent quatorze fois plus grande qu'en 1960 ». Cité par le « Bilan Economique et Social 1985 », « Le Monde », p. 77. La Roumanie, pour sa part, a donné pour 1985 un taux de croissance de la production industrielle de 6%. Donc, supérieure à la croissance japonaise, sud-coréenne et taïwanaise qui, elle, a été inférieure à 5%. De plus, le Président Ceausescu annonce pour 1986 une croissance « de 8 ou 9% » de la production industrielle et « de 6 à 7% » pour l'agriculture. Ibid., p. 81. – La Chine, pour sa part, donne un taux de croissance industrielle de 23,1% (!!!) et 7,4% pour l'agriculture. Ibid., p. 117.

d'intensité capitaliste, par le biais d'importations d'usines clés en main, ne peut pas provoquer les conditions d'une nouvelle croissance.

Pourtant, le problème est que le développement impétueux des forces productives – pour parler avec Staline – n'est pas le résultat des automatismes de l'histoire. En d'autres termes, que la révolution technique et scientifique – comme disent les hiérarques du socialisme réel – n'est pas la conséquence de la volonté de la puissance publique. Dès lors le développement intensif – pour parler le langage des technocrates – ne correspond pas à la logique interne de ces structures sociales.

Cela étant dit, il convient de tenir présent à l'esprit que la partie la plus frappante de l'économie fiction soviétique se manifeste dans les chiffres du produit intérieur brut (PIB). C'est ainsi que les étudiants depuis le lycée tendent à soutenir que l'URSS est la deuxième puissance économique du monde. Ceci semble d'autant plus évident que ces statistiques sont données par les organismes internationaux comme le FMI et Banque Mondiale.

Mais jusqu'à présent on n'a pas encore compris²²² que ces statistiques sont le produit d'une simple confusion entre la valeur officielle et la valeur réelle du rouble. En effet, officiellement un rouble est égal à 1,50 de USD, tandis que sur le marché noir ce même rouble vaut 0,05 de dollar²²³. De sorte que si le PIB de cette nation est de 100 roubles, cela donne officiellement 150 dollars. Par contre cette même somme, selon le taux de change du marché noir, ne peut donner que 5 dollars. De sorte que les chiffres officiels donnent, en USD, un résultat qui est de 30 fois supérieur à ce qui devrait être. Ceci car dans cet ordre des choses le marché noir est le marché réel. Exprime, en tout cas, la valeur marchande de la monnaie, comme de tout autre bien.

²²² En tout cas d'après nos connaissances et les recherches approfondies que nous avons réalisées.

²²³ Plus concrètement en février 1986 1 dollar s'échangeait contre 20 roubles sur la marché noir.

3 – LE SOCIALISME REEL DEVANT LA TRAGEDIE DE SON EFFECTIVITE ET LA NECESSITE DE SON DEPASSEMENT

I

A présent, les événements se précipitent. Voilà que ce qui fut tenu, hier encore, pour la manifestation axiologique et rationnelle du monde est en train de se dévoiler, dans toute sa nudité, comme un simple cauchemar : comme la concrétisation du mal dans l'histoire des temps modernes.

En effet, il y a encore quelques années, quelqu'un comme Sartre affirmait que le marxisme était l'horizon indépassable de la pensée de notre temps. Pour la génération de la post-guerre, le marxisme était la science en tant que telle. On parlait plus précisément de la science allemande. Pour la pensée dominante des années soixante, la praxis de cette philosophie de l'histoire ne pouvait être que l'incarnation de la justice et de la raison. Le socialisme réel devait marquer la fin de la préhistoire. Il était censé être le résultat, pour parler comme Engels, du saut du règne de la nécessité à celui de la liberté dans l'abondance.

Alors, la certitude dans cette forme du devenir était telle que la conscience dite progressive et humaniste se réjouissait chaque fois qu'une communauté sociale, de par le monde, prenait le chemin de l'utopie. Le culte de Staline, de Mao, de Castro et de Pol Pot – pour ne mentionner que quelques-uns unes des grandes figures de ce mouvement – ne fut pas l'œuvre de quelques paumés, mais celle d'une grande partie de la classe pensante de l'époque.

A parti des circonstances des temps présents²²⁴, cette attitude de la conscience pensante apparaît comme le résultat de la perte de la raison elle-même. Car, comment expliquer le fait que la raison pensante ait pu, sans entraves, applaudir et encourager l'oppression et le génocide ?

²²⁴ De la fin des années quatre-vingts.

Par delà la simple constatation de cette perte de la raison en elle-même, tout indique que cette dérive vers l'abjection, l'injustice et le mal a été une manifestation d'ordre organique. La dimension du phénomène nous indique, en effet, qu'il ne s'agissait pas de quelque chose de superficiel. L'importance du support intellectuel dans la concrétisation de ce processus nous montre que la cause n'est pas simplement sociologique, mais d'ordre ontologique.

Nous savons, en effet, que le vivant produit et reproduit non seulement la vie, mais aussi la mort. La dimension thanatique est une manifestation de la communauté sociale. Elle se manifeste dans le suicide des singularités et dans la volonté de mort des ensembles communautaires.

Cela dit, cette dérive s'enveloppe toujours du voile de l'illusion. Plus précisément, du rêve de réalisation du positif à l'état pur. C'est ainsi que, chez les Tupi-Nambas du monde précolombien, la recherche de la terre sans mal était la dimension qui permettait des suicides collectifs. Au moyen âge, la dérive thanatique se réalisait au nom du millénarisme du règne du Christ sur la terre. A notre époque, la forme non religieuse de cette dérive n'est autre que la perspective marxiste.

Cela est particulièrement vrai lorsque ce processus se manifeste sous une forme radicale. Ce fut notamment le cas des khmers rouges. Il s'agissait pour eux de supprimer la catégorie de l'échange dans le social. Car, pour l'auteur du *Capital*, cette catégorie est la manifestation de la vénalité et de la prostitution universelle. Le mal était donc, pour lui, le marché, la monnaie, le profit et le capital.

Par conséquent, pour Marx, le but de la transformation sociale est la création d'un monde où la singularité doit produire des valeurs d'usage et non des valeurs d'échange.

En d'autres termes, l'objectif de son activité doit être l'autosatisfaction de ses besoins. Ainsi, la disparition de la production de la valeur d'échange doit, selon l'idéalité marxiste, permettre de réaliser un monde où chaque singularité doit vivre repliée sur sa propre activité productrice.

Mais la réalisation de ce projet ne pouvait que provoquer la réalisation d'une communauté à l'image de celles qui ont précédé l'apparition du marché, avec les structures prémarchandes. En d'autres termes, des réalités avec un poids démographique très faible. Dès lors, ce n'est pas un accident si l'expérience « polpotiste », quoique de courte durée, a provoqué un effondrement démographique aussi important²²⁵.

Ce dont le socialisme dit scientifiquement n'a pas tenu compte, en ce qui concerne cette problématique, c'est, comme l'a souligné Aristote, que l'échange est consubstantiel à la vie sociale. L'être humain, disait le philosophe, n'est pas un animal destiné à vivre dans la solitude, mais à maintenir des rapports constants avec les autres. Ces relations sont essentiellement des rapports d'échanges des biens et des services.

De plus, la négation de la catégorie de l'échange marchande – donc de la valeur d'échange et de la monnaie – mène non seulement à la suppression de l'accumulation élargie (la capitalisation), mais aussi à la disparition de l'échange étendu (le marché). Ce qui implique nécessairement l'extrême appauvrissement du social. Lorsque ce processus est très radical, comme dans le cas du Cambodge, cet appauvrissement peut se manifester comme la négation du système des besoins, c'est-à-dire de la reproduction matérielle nécessaire pour assurer le minimum vital à une communauté sociale donnée.

²²⁵ On pense, en effet, que 30% de la population cambodgienne a disparu en presque quatre ans d'expérience polpotiste.

II

Le glissement vers la misère et la disgrâce produit par la pratique du socialisme dit scientifiquement tend à se manifester dans sa radicalité, comme nous venons de le signaler, par la négation pure et simple de la catégorie de l'échange. Sous une forme moins radicale, ce processus se concrétise par la destruction de la sphère privée au nom de la chose publique. Plus précisément par l'engloutissement de la sphère privée dans la sphère publique.

Ce mouvement est légitimé, notamment, par le principe de l'accroissement de la propriété commune et par celui de l'efficacité économique de l'Etat. De sorte que le processus de socialisation ne peut mener qu'à l'augmentation des richesses devant être redistribuées au niveau de la base sociale. Plus particulièrement parmi les couches les plus défavorisées.

Actuellement, nous constatons que ce phénomène n'a pas produit les résultats escomptés. Dans le cas du socialisme réel, l'échec de cette politique est plus que flagrant. En effet, elle a non seulement provoqué l'appauvrissement du social, mais a secrété des inégalités considérables. En d'autres termes, cette politique n'a pas permis le nivellement social qui se présentait comme le but de son action, mais elle a plutôt donné naissance à la caste des « nomenklaturistes », des seigneurs de la chose publique.

II

Le glissement vers la misère et la disgrâce produit par la pratique du socialisme dit scientifiquement tend à se manifester dans sa radicalité, comme nous venons de le signaler, par la négation pure et simple de la catégorie de l'échange. Sous une forme moins radicale, ce processus se concrétise par la destruction de la sphère privée au nom de la chose publique. Plus précisément par l'engloutissement de la sphère privée dans la sphère publique.

Ce mouvement est légitimé, notamment, par le principe de l'accroissement de la propriété commune et par celui de l'efficacité économique de l'Etat. De sorte que le processus de socialisation ne peut mener qu'à l'augmentation des richesses devant être redistribuées au niveau de la base sociale. Plus particulièrement parmi les couches les plus défavorisées.

Actuellement, nous constatons que ce phénomène n'a pas produit les résultats escomptés. Dans le cas du socialisme réel, l'échec de cette politique est plus que flagrant. En effet, elle a non seulement provoqué l'appauvrissement du social, mais a secrété des inégalités considérables. En d'autres termes, cette politique n'a pas permis le nivellement social qui se présentait comme le but de son action, mais elle a plutôt donné naissance à la caste des « nomenklaturistes », des seigneurs de la chose publique.

De sorte que le résultat de ce processus n'a pas été la réalisation d'un Etat redistributeur, mais plutôt d'un Etat dont le but de la gestion immédiate est la satisfaction des besoins ostentatoires et des privilèges des seigneurs de la chose publique. Les magasins spéciaux en sont, comme nous l'avons signalé, l'objectivation de ce phénomène. Plus précisément, d'un Etat davantage préoccupé par la satisfaction des besoins des gouvernants que par celle des gouvernés. Une visée ayant un contenu éthique s'est ainsi transformée dans son contraire : dans l'objectivation de l'immoralité sociale.

Comme nous venons de le signaler, les deux principes qui ont légitimé ce processus sont, d'un côté, celui de l'augmentation de la chose commune en vue de sa redistribution sociale et, de l'autre, celui de l'efficacité gestionnaire de l'Etat. Nous allons interroger ces principes pour comprendre les causes de la perversion que nous constatons. Il faut être conscient, à ce propos,

que les principes sont non seulement cause de l'action, mais aussi puissance légitimant son résultat. En d'autres termes, les principes sont, d'une part, ce en raison de quoi l'action se réalise et, de l'autre, ce qui légitime le résultat de cette action.

Le premier principe du processus socialisant est, par conséquent, celui selon lequel l'accroissement de la chose publique permet d'augmenter les ressources nécessaires à la redistribution sociale. De sorte que la justice sociale passe nécessairement par l'accroissement de la chose publique.

Dans sa critique de Platon, Aristote avait fait remarquer à ce propos, que la propriété publique, ou la propriété de tous, ne veut pas dire la propriété de tout un chacun. Nous avons affaire à un sujet collectif où les singularités le composant sont subsumées. De sorte que la propriété de tous est bien l'ensemble de richesses²²⁶ mises à la disposition de ceux qui contrôlent le pouvoir.

Le rôle éthique de ceux qui contrôlent le pouvoir est, précisément, celui de redistribuer cet ensemble de richesses, conformément aux principes de la moralité objective. Nous avons affaire, ici, au domaine de ce que le Stagirite a appelé la justice distributive. Cette catégorie comporte deux volets essentiels. Le premier est celui des dépenses nécessaires au fonctionnement de l'espace public et le second concerne la redistribution sociale dans le sens strict du terme.

Par conséquent, le phénomène de l'espace public pose le problème de la redistribution sociale et celui de la nature du pouvoir de l'attribution des fonctions et du statut de la fonction publique. C'est cette dimension de la nature du pouvoir qui est la plus complexe des deux. En effet, la redistribution sociale part du principe simple que cette partie de la chose commune doit être répartie parmi ceux qui sont dans le besoin. Ce n'est donc pas à partir du critère d'égalité que cette redistribution se réalise, mais à partir de celui de l'inégalité. En effet, l'Etat éthique ne redistribue pas à égalité aux pauvres et aux riches, mais à ceux qui sont dans le besoin.

²²⁶ Aristote parle de biens, d'honneurs et des facilités de vie en communauté.

Mais, pour que cette redistribution soit possible et efficace, il est nécessaire qu'il y ait des moyens suffisants en vue d'accomplir la tâche éthique qui est la sienne : le nivellement social. De sorte que, pour atteindre ce but, il faut soit une réduction des dépenses de fonctionnement, soit que les prélèvements soient plus importants.

Examinons, tout d'abord, cette dernière possibilité. Cela pose, par conséquent, le problème de savoir quelle doit être l'importance de la sphère publique par rapport à la sphère privée. Il faut rappeler, à ce propos, qu'Aristote s'était déjà posé cette question. Le fait est qu'il ne donne pas de réponse au problème de savoir quelle est la proportion adéquate. Il signale simplement qu'il ne peut y avoir existence sociale en dehors de ce rapport du public et du privé. Cela étant une résultante de la loi des contraires dans la logique de l'être social.

Adam Smith est le premier théoricien qui nous fait comprendre que l'élargissement de la chose publique ne peut que conduire à l'appauvrissement du social. Cela, à cause du fait que l'Etat est le secteur improductif. Par la suite, la philosophie du droit, notamment avec Ihering, Strammeler et Bobbio, nous permet de saisir que le rôle de l'Etat n'est pas la production des richesses, mais la production et l'administration du droit.

Ainsi, le social se dévoile comme la coïncidence de deux pyramides placées dans le même sens : celle du droit et celle de l'économie. La différence étant, dans cet ensemble, que la pyramide du droit possède sa puissance énergétique du sommet, tandis que, dans la pyramide économique, la puissance énergétique se trouve à la base.

Cela nous mène à comprendre : premièrement, qu'il doit y avoir un rapport proportionnel entre la sphère publique et la sphère privée, et, deuxièmement, que la sphère publique doit être moins importante que la sphère privée. A ce propos, il faut signaler que Adam Smith nous laisse entendre que la richesse d'une nation est en rapport inverse au poids de son Etat. En tout cas, c'est ce que nous confirme l'étude des différentes formations sociales existantes actuellement. Ce phénomène est particulièrement vrai lorsque nous analysons des sociétés ayant un niveau d'individuation généralisé, donc, plus ou moins nivelées juridiquement.

III

La limitation nécessaire du poids de la chose publique pose, comme on peut le comprendre aisément, la nature du pouvoir. Cela d'autant plus que, à l'intérieur de cette charge, il faut dégager une partie importante pour la redistribution sociale. De sorte que la partie qui devrait être destinée au fonctionnement de l'Etat doit être particulièrement limitée.

En ce qui concerne cette problématique, il doit être clair que la limitation dont il est question ne se situe pas uniquement au niveau des prélèvements, mais aussi au niveau de la propriété des biens immobiliers. En effet, le rôle de l'Etat, comme nous venons de le signaler, n'est pas de produire des richesses, mais, dans sa dimension axiologique, de produire et administrer le droit juste.

C'est précisément la logique de cette limitation qui fait dire à Aristote qu'il faut organiser les institutions de telle sorte que les fonctions publiques ne soient pas une source de profit. Pour atteindre ce but, il est nécessaire, bien évidemment, d'éviter que la chose publique puisse devenir le monopole d'une bande dont les liens agglutinants peuvent être tissés par l'idéologie ou l'amitié. En tout état de cause, il est hautement nécessaire, d'un point de vue axiologique, que la chose publique ne soit pas objet d'appropriation ou de quasi-appropriation privée. En d'autres termes, les principes de l'éthique publique veulent, précisément, que l'Etat ne soit pas une machine à produire des privilèges, des sinécures et du parasitisme.

Comme on peut le saisir aisément à partir de ce qui vient d'être explicité, le principal problème de la plus grande partie des sociétés actuellement existantes est celui de la régulation de l'espace public. Cela est particulièrement vrai dans le cas des sociétés qui cherchent à dépasser les conditions du socialisme réel et parvenir au développement.

Pour ce qui est du socialisme réel – phénomène qui est au centre de cette réflexion -, se pose aussi bien le problème de la régulation de l'espace public que celui du dépassement de la castification sociale produit par l'absence de mobilité verticale. Il est à remarquer, en effet, que la quasi-disparition du marché du travail et du principe de l'alternance a fait que, dans ces réalités, du haut en bas de l'échelle sociale, chacun est titulaire de sa place. De sorte que le

nomenklaturiste reste à vie nomenklaturiste et produit des êtres à son image, tandis que le travailleur connaît le même sort et se reproduit selon les mêmes paramètres.

C'est cette absence de concurrence et de mobilité verticale qui provoque le phénomène de la tendance à la castification du social. Cela de la même manière que dans *La République* de Platon. De ce point de vue, d'ailleurs, la Chine maoïste apparaît comme la plus simple continuation de la Chine des Mandchous.

Par conséquent, dans ces conditions, la régulation de l'Etat doit passer par la reconstitution de la société civile. Historiquement, la constitution de cette société s'est produite avec le libéralisme classique. Lequel implique concrètement la garantie juridique, pour la part de l'Etat, d'une part, de la liberté de l'individu, et, de l'autre, de la liberté du commerce. Il est évident que cette double dimension présuppose la reconstitution de la sphère privée. Plus précisément, le dépassement de ce qu'il est convenu d'appeler l'Etat propriétaire, gestionnaire et producteur. Donc, la réduction de l'Etat au rôle qui est le sien : producteur et administrateur du droit.

C'est seulement alors que peut se présenter la problématique de la régulation de l'espace public. Cela dit, pour saisir l'enchaînement de la réflexion qui suit, on doit tenir compte que nous parlons de l'Etat positif pour aller à l'Etat tel qu'il doit être, selon les principes axiologiques qui lui sont consubstantiels.

Dans ce sens, le régulateur par excellence de l'espace public, c'est la démocratie dans sa dimension universalisante. Elle présuppose autant la liberté et la suprématie de la majorité que le principe de l'alternance pure de l'élite du pouvoir. Cela veut dire que le suffrage universel doit avoir comme but non seulement l'alternance de l'élite politique, mais aussi celle de l'élite administrative.

De ce point de vue, la démocratie est le régulateur sociologique de l'espace du pouvoir. Elle permet, précisément, d'éviter le monopole de la chose publique par un groupe quelconque, tout en assurant l'alternance effective. Donc la possibilité, pour les citoyens, d'être à leur tour gouvernants et gouvernés. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de la Constitution de juin 1793, nous rappelle, à ce propos, que « tous les citoyens sont également admissibles

aux emplois publics » (art.5)²²⁷, puis que « les fonctions publiques sont essentiellement temporaires ; elles ne peuvent être considérées comme des distinctions ni comme des récompenses, mais comme des devoirs ». (art.30)

Cela veut dire, par conséquent, que le monopole de l'espace public par une élite donnée n'est pas un phénomène démocratique, mais plutôt un phénomène oligarchique à tendance plus ou moins despotique. Nous avons affaire à une manifestation despotique lorsque l'espace du pouvoir est monopolisé, dans son ensemble, par une seule élite. C'est ce que nous trouvons dans les sociétés du socialisme réel. Dans ce cas, le pouvoir tend à œuvrer en vue du bien être de ceux qui gouvernent. Donc, en violation de toute éthique sociale.

Il y a aussi le cas du système où seule une partie de l'élite du pouvoir est soumise à l'alternance, c'est-à-dire aux exigences des élections libres. C'est le cas des systèmes institutionnels tels que nous les trouvons en France, ou en Italie par exemple. Dans ces structures, en effet, l'élite administrative n'est pas soumise au principe de l'alternance.

Dans ce cas, nous ne pouvons pas parler de démocratie au sens strict du terme. Nous avons plutôt affaire à des républiques oligarchiques. En effet le caractère permanent de l'élite administrative lui permet de se transformer en élite politique. Il se traduit, par conséquent, un roulement à l'intérieur de l'élite du pouvoir elle-même. Dans ces conditions, les élections assurent la légitimation et non pas l'alternance effective.

Or du point de vue strictement démocratique, les élections procurent la légitimité et assurent l'alternance pure dans l'espace du pouvoir. Dans ce contexte, les citoyens sont des véritables sujets du pouvoir. Ce qui n'est pas le cas dans les républiques oligarchiques où les citoyens ne sont pas des sujets du pouvoir, mais de simples sujets de légitimation.

²²⁷ Ce principe se trouve aussi exprimé dans l'article 6 de la Déclaration de 1789.

IV

La régulation effective et efficace de l'espace du pouvoir passe, par conséquent, par le principe de l'alternance pure. Car, ce qui est à réguler n'est pas uniquement la circulation des élites, mais aussi la charge économique de l'Etat. L'expérience du changement social, dans les pays qui cherchent à dépasser les conditions du socialisme réel, nous montre jusqu'à quel point la régulation de l'espace du pouvoir et de la charge économique de l'Etat sont un problème de toute première importance.

L'expérience polonaise est, à ce niveau là, particulièrement significative. La rupture avec le socialisme réel s'est produite avec les élections. Plus précisément, avec l'alternance du pouvoir politique. Mais ce changement n'a pas modifié la structure administrative. Cette nomenklatura surdimensionnée reste toujours en place, car elle est composée de permanents. Donc de quasi-propriétaires de la chose publique.

Si ce statut se maintient, on peut même penser que cette créature du pouvoir communiste peut devenir soi-disant apolitique, voire partisane du pouvoir de solidarité. De plus, il est clair que le nouveau pouvoir est obligé de créer de nouveaux postes dans l'administration pour placer ses partisans. Ce qui est tout à fait logique. De sorte que, à l'ancienne nomenklatura, il va falloir en ajouter une nouvelle.

Cela implique, en termes comptables, l'accroissement de la charge de fonctionnement de l'Etat. Or, il faut être conscient que, dans les conditions que nous connaissons, une société comme la société polonaise ne produit pas assez de richesses pour subventionner un secteur improductif aussi vaste. Dans ce cas, l'Etat ne peut que recourir à l'émission monétaire pour subventionner une telle surcharge. Donc, à l'hyper-inflation.

Une telle perspective, comme on peut le comprendre aisément, est la conséquence du maintien des privilèges de la nomenklatura administrative. Cela veut dire, en d'autres termes, qu'une société sacrifie son avenir en vue de sauvegarder les privilèges d'une partie de l'élite du pouvoir.

Il est clair, dès lors, que l'assainissement de ces structures sociales doit passer par la régulation effective de l'espace du pouvoir. Cette régulation, comme nous venons de le souligner, implique la fin du monopole de la chose publique.

La démocratisation, au sens sociologique, est cette puissance régulatrice ; elle empêche le monopole de la chose publique et permet de réguler le niveau de prélèvements nécessaires au fonctionnement de l'Etat.

Dans les cas de pays sortant du socialisme réel, cette réduction des dépenses – résultant de la défonctionnarisation -, ne peut qu'être extrêmement importante. Une société en convalescence ne peut se permettre l'existence d'un secteur improductif surdimensionné. Cela n'est pas uniquement une affaire d'éthique sociale, mais de simple rationalité économique.

La réduction de cette charge implique aussi la redimension de l'Etat dans la sphère qui est la sienne. Comme nous l'avons déjà souligné, le rôle effectif de l'Etat n'est pas la gestion économique. L'intervention de l'Etat dans ce domaine a été, dans les temps modernes, le résultat d'une nouvelle offensive seigneuriale qui a débouché sur la formation de la nomenklatura : la caste des seigneurs de la chose publique. En effet, dans ce contexte, la direction des grandes entreprises devient la chasse gardée de cette élite du pouvoir.

C'est, comme on peut le constater, dans le socialisme réel que ce processus de nomenklaturisation de l'Etat trouve sa forme la plus accomplie. Le dépassement de la logique de ce système ne peut que conduire à la redimension de l'Etat vers son rôle éthique. Donc, vers la dénationalisation de l'économie et vers la réactivation de la société civile.

La défonctionnarisation de l'espace public et la dénationalisation de l'économie sont les conditions pour ces sociétés, de la restructuration sociologique. De plus, ce phénomène de l'assainissement social devra se manifester au niveau de la monnaie. En effet, la surcharge de l'Etat mène, dans les sociétés appauvries, à la surémission monétaire. De sorte que la régulation effective de cette charge devra se manifester dans la stabilité de la monnaie. Celle-ci devra, dans ces conditions, jouer le rôle qui est le sien²²⁸ et contribuer au bien-être social.

²²⁸ Plus précisément : instrument de mesure, de circulation, de réserve et d'accroissement des richesses sociales.

D'un point de vue théorique, ce processus de restructuration économique présuppose les changements institutionnels dont nous venons de parler, car l'économie est l'activité matérielle qui se réalise dans un cadre institué. Lequel cadre est l'objectivation du droit. Il s'agit, dès lors, de restructurer les institutions en vue de permettre un accroissement accéléré des richesses sociales.

Dans ces conditions, ce mouvement de restructuration économique doit passer par le rétablissement du marché et de la libre concurrence au sein de ces sociétés. Une période protectionniste s'avère nécessaire. Elle doit être stricte pendant la période de restructuration du marché et de stabilisation monétaire. Cette phase devra permettre, au sens strict du terme, le passage à une logique supérieure de la monnaie. Plus précisément, le développement du crédit et des moyens quasi monétaires permettant une élévation constante de l'efficacité de la monnaie.

L'entrave la plus importante, pour les anciens pays socialistes dans leur processus d'assainissement et de restructuration économique et sociale, ne peut venir que du problème de la dette internationale. Il est évident qu'une telle tâche ne peut être réalisée aisément dans les conditions de la contrainte qu'implique le phénomène de la dette extérieure et de la « dollarisation », voire de la « markisation ».

Il faut être conscient, en effet, que ces pays souffrent non seulement du poids du remboursement de la dette extérieure, mais aussi de la saignée qu'implique la spéculation sur les monnaies de réserves. Les pays dollarisés sont, par exemple ceux qui supportent de la façon la plus immédiate, le privilège de l'économie américaine²²⁹ : le fait qu'elle puisse acheter les biens du monde sans aucune contrepartie réelle, avec du simple papier.

Si nous disons les pays dollarisés²³⁰ sont ceux qui supportent le poids essentiel du privilège international de l'économie américaine, cela est dû aux raisons suivantes :

²²⁹ Nous développons la logique de ce phénomène au Tomme III de cette *Introduction*.

²³⁰ Donc essentiellement : les pays de l'Amérique latine, les pays socialistes et ceux de Moyen-Orient.

Premièrement, la surdemande de dollars par les institutions et les privés provoque, dans ces pays, la perte de valeur des monnaies nationales. Ce phénomène équivaut à un transfert de richesses vers les Etats-Unis. Cette pratique débouche, très souvent, sur la fuite des capitaux.

Deuxièmement, la thésaurisation de dollars provoque la diminution, la raréfaction de cette monnaie et, par conséquent, la consolidation de sa valeur.

Troisièmement, l'appréciation de la valeur du dollar implique, par conséquent, le maintien à un niveau très élevé de la dette extérieure et de son service.

De sorte que la dollarisation diminue la création de richesses internes, tout en rendant plus lourde la dette internationale, donc plus onéreux les dollars nécessaires pour servir ou couvrir cette dette. Dans ces circonstances, il paraît extrêmement difficile qu'un pays puisse s'assainir. Le retour à la solvabilité et le dépassement de la dollarisation se présentent, dès lors, comme les conditions nécessaires à la restructuration institutionnelle et économique.

Comme nous l'avons indiqué plus haut, ce chemin passe par le dépassement du règne du dollar. Celui-ci, comme nous le savons, fut institué par les Accords de Bretton Woods, en 1944. A l'époque, le dollar était garanti or, au niveau international. Cette garantie fut supprimée le 15 août 1971. Cela fait que, par-delà cette date, le dollar a continué à être la monnaie de référence et de compte international, mais sans aucune garantie réelle.

Ce privilège a provoqué la désindustrialisation et la perte de concurrence de l'économie américaine. De plus, ce phénomène se manifeste dans le déficit de la balance commerciale de ce pays.

La restructuration du Système Monétaire International impliquera dès lors, la sortie du règne du dollar. Ce dépassement ne pourra que provoquer le retour en force, vers les Etats-Unis, des dollars circulant au niveau international. Ce qui provoquera une surabondance de cette monnaie. Donc, sa dévaluation généralisée.

Par conséquent, ce phénomène devra permettre, en peu de temps, le retour à la solvabilité des nations dont la dette extérieure est libellée en dollars. Tout indique que c'est le cas de la presque totalité des pays dollarisés. Donc, aussi des sociétés post-communistes.

Le rétablissement de la proportionnalité de l'échange et l'objectivation de ce que Aristote appelait la justice corrective²³¹, au niveau international, ne peuvent que contribuer à la manifestation d'une dimension axiologique au niveau des nations elles-mêmes.

L'humanité semble à la veille d'un grand tournant. Tout laisse penser qu'elle est capable de dépasser les temps de l'injustice, du mensonge et de la cruauté dans lesquels elle s'est embourbée. Ce chemin passe nécessairement par l'assainissement de régulateurs objectifs et par l'affirmation des principes qui conditionnent la justice sociale.

²³¹ Plus précisément de l'égalité proportionnelle dans l'échange.

4 – SOUS DEVELOPPEMENT ET THEORIE ECONOMIQUE

La réflexion sur le sous-développement est un phénomène très récent. Les classiques et particulièrement A. Smith se sont posés la question de savoir pourquoi il y avait des nations qui tendaient à s'enrichir plus que les autres. Ils se sont, plus précisément, posés la question des conditions de la croissance économique. Il n'y avait pas pour eux, dès lors, cette différence, qui sera introduite à l'époque moderne, entre pays développés et pays sous-développés. Il s'agissait plutôt de faire la différence entre les pays qui connaissaient la croissance économique et ceux qui ne connaissaient pas cette dimension.

Par la suite est apparue avec Marx et le néo-marxisme en générale, la thèse selon laquelle la croissance économique est le résultat des automatismes de l'histoire. Ce processus connaît une série de moments qu'il est nécessaire de traverser pour arriver à la croissance capitaliste et s'acheminer vers son dépassement. Le problème est, toutefois, que l'accomplissement de ce processus ne se réalisait pas selon le même rythme dans les différents pays, car il y avait des pays qui se trouvaient à des différents stades du développement historique par rapport aux plus avancés. Ces pays là, comme on peut le comprendre aisément n'étaient pas des pays sous-développés au sens strict du terme, mais plutôt des sociétés qui étaient restées fixées, voire ankylosées à un stade donné du développement des forces productives.

Le dépassement d'un tel état de choses ne pouvait être que le résultat du raccourcissement du chemin devant être parcouru, ou restant à parcourir, et cela, grâce à la connaissance de la logique de ce processus, contenu, précisément, dans la théorie marxiste. Il fallait toutefois tenir compte que, selon Marx, aucun mode de production ne pouvait se dépasser sans qu'il ait auparavant épuisé les possibilités structurelles contenues en lui-même.

Cela dit, à côté de cette possibilité de dépassement, grâce à la pratique de la théorie marxiste, il restait pour Marx, en plus, la possibilité d'intervention, dans ces réalités en retard, des puissances plus avancées. Cette intervention, soyons clair, ne peut que prendre la forme de

l'occupation du territoire de ces sociétés par une puissance dominante. C'est ce que nous appelons le colonialisme²³².

Par conséquent, l'intervention de la puissance dominante a comme rôle historique, toujours selon Marx, de casser le mode de production pré-capitaliste dans lequel une société donnée est restée pétrifiée. Normalement ce rôle devait être joué par les sociétés avancées qui, par l'ordre des automatismes de l'Histoire, avaient réussi à dépasser le mode de production capitaliste. Bien évidemment, cette intervention, toujours selon Marx, ne peut qu'être purement altruiste, car les nouvelles réalités ne sont pas conditionnées par le principe de l'intérêt privé, mais par celui de l'humanité toute entière²³³.

Comme nous le savons, cette vision de l'histoire est devenue problématique avec l'effondrement du socialisme réel. Certes, cette philosophie de l'Histoire n'a pas joué, en tant que telle, un rôle dominant dans la théorie économique du sous-développement, elle est plutôt restée comme une sorte d'arrière-fond idéologique des théories néo-marxistes qui vont prendre une place importante dans le champ de cette théorie économique.

C'est avec la théorie du surplus économique de Paul Baran que nous trouvons le fondement d'une vision néo-marxiste du sous-développement. En effet, Baran part de la thèse selon laquelle toute communauté sociale produit non seulement une quantité de richesses indispensables à assurer sa propre existence, mais aussi un surplus qui dépasse, justement le niveau de ce qui est strictement nécessaire à l'auto-reproduction de l'ensemble. Ce surplus, toujours selon Baran, peut être employé à des fins différentes. Soit, d'une manière générale, à la production d'œuvres de prestige et du culte des valeurs, soit à fin économiquement rationnelle. Paul Baran ne nous explique pas les causes exactes de ce passage du mode d'utilisation irrationnel du surplus économique, au mode d'utilisation rationnel d'un tel surplus. Il convient, en effet, de comprendre que selon la théorie de l'économiste américain, c'est précisément dans ce passage que se réalise le décollage économique et le processus de la croissance.

²³² Voir à ce propos l'étude de Marx sur l'Inde.

²³³ Il convient de se rappeler, à ce propos, que c'est au nom des valeurs que la Chine est intervenue au Tibet et que l'URSS l'a fait en Afghanistan.

Quoi qu'il en soit, cette théorie va avoir un retentissement considérable. Elle va permettre le développement de la théorie du sous-développement telle que nous l'avons connue pendant les années soixante et soixante-dix. Mais, avant de passer à considérer la logique de cette thèse du sous-développement, il convient de rappeler, en ce qui concerne la théorie du surplus économique, que d'une part, elle brilla par sa simplicité, et que de l'autre elle n'est pas de souche proprement marxiste. Pour ce qui est du premier point, nous faisons allusion à cet aspect de la simplicité de cette théorie, car il joua alors un rôle de premier ordre. L'après guerre fut en effet, la période qui assista au développement de l'entrée en scène de nouvelles nations indépendantes, qui venaient de se libérer du colonialisme et qui n'avaient pas encore connu le processus de la croissance économique. C'est précisément dans ce contexte, de l'émergence de ce qu'on appela le tiers monde, que va surgir la théorie de Paul Baran. Cette théorie va, alors, remplir un vide théorique. Car, il n'y avait pas à l'époque une théorie sur l'économie du sous-développement. Or, la thèse de Baran semblait pouvoir expliquer, en toute simplicité le nouveau phénomène.

En effet, si nous réduisons cette thèse à sa simple expression, cela nous donne le phénomène suivant : toute société produit une quantité de richesses susceptibles non seulement de couvrir ses besoins, mais de dégager un surplus. Cela peut être représenté de la façon suivante : une société qui a un produit intérieur brut égal à 100, peut en réalité décomposer ce produit intérieur brut égal à 100, peut en réalité décomposer ce produit en deux parties d'une part, ce qui est nécessaire à son autosubsistance, mettons 80%, et de l'autre, son surplus qui serait en l'occurrence de 20%.

Ce qui va intéresser la nouvelle théorie, c'est justement ce surplus de 20%. La croissance économique de ces nouvelles nations devait dépendre, ainsi, de la capacité de mobiliser de la façon la plus rationnelle ce surplus en vue de l'investir productivement. Cela impliquait, par conséquent, que ces sociétés devaient abandonner les systèmes traditionnels de valeur, pour choisir une stratégie économique capable de les introduire dans le processus de la reproduction élargie. Comme nous allons le voir, cette problématique implique non seulement le problème du sujet de ce processus, mais aussi celui d'éviter toute main mise extérieure sur ce surplus.

Mais, avant de développer ces déterminations de la nouvelle stratégie proposée par les

partisans de la théorie du surplus économique, il convient de remarquer que cette thèse n'est pas marxiste, au sens strict du terme. Certes, les partisans de cette théorie vont aussi se réclamer du marxisme, mais cette revendication ne doit pas prêter à confusion. Il est, en effet, problématique de confondre le concept de plus value avec celui de surplus économique. Dans le cas de la plus value, nous avons affaire à une catégorie qui se développe au sein du processus de reproduction particulier : des unités économiques. Par contre, dans le cas du surplus économique, il s'agit plutôt d'une catégorie englobante. Elle concerne l'ensemble du social. Ce n'est, donc, pas le résultat du processus d'exploitation tel qu'il est perçu par Marx à partir de la théorie de la valeur travail. En d'autres termes, il n'y a pas de rapport de classes dans la théorie du surplus économique. Il s'agit bien plutôt d'un rapport entre les communautés particulières. Cela dit, les communautés dominées développaient au sein d'elles-mêmes, une minorité – la bourgeoisie compradore -, qui est censée être l'allié objectif de la puissance dominante. Ce qui donne une chaîne de dominations à l'échelle internationale qui forme une pyramide ayant à son sommet la puissance impériale dominante, et à sa base les nations surexploitées du tiers-monde. Cela étant signalé, nous passons maintenant au développement de la théorie du sous-développement qui s'est manifestée à partir de la thèse du surplus économique. Cette théorie du sous-développement, est essentiellement liée à deux noms : celui d'André Gunder-Franck qui s'est occupé d'étudier le cas de l'Amérique Latine, et celui de Samir Amin qui s'est intéressé particulièrement à l'Afrique noire. Bien évidemment, il y a d'autres personnalités qui ont participé à ce mouvement. Etant donné leur nombre, il nous est impossible de tous les mentionner. D'ailleurs, l'objet de ce texte n'est pas celui de faire un catalogue de tous les théoriciens du tiers-mondisme, il nous est impossible de tous les mentionner. D'ailleurs, l'objet de ce texte n'est pas celui de faire un catalogue de tous les théoriciens du tiers-mondisme des années soixante et soixante-dix. Qu'il suffise tout simplement de dire que ce mouvement a eu ces radicaux et ses modérés ! Que Gunder-Franck est parmi ses derniers, tandis que Amin, Sweezy et Bethelheim rentrent sans nul doute dans la catégorie des radicaux.

Nous allons essayer, dans ce qui suit, de donner une vision d'ensemble de ce mouvement. En effet, cette école part de la thèse selon laquelle le développement comme le sous-développement sont des manifestations qui sont en rapport avec le surplus économique à l'échelle internationale. Plus précisément que les pays développés sont ceux qui ont connu ce processus, car ils ont réussi à extorquer le surplus économique à d'autres. Dans le sens

contraire, les pays sous-développés sont ceux qui se sont fait extorquer par d'autres ce surplus. Cela dit, ces rapports d'exploitation ne sont pas simples, dans le sens où une puissance n'est pas uniquement exploiteuse. En effet, il y a des puissances qui sont à leur tour exploiteuses et exploitées. Ce fut le cas notamment, au niveau historique, de l'Espagne qui exploita une partie du continent américain, mais se fait, selon Gunder-Franck, exploiter, à cette époque, par la Hollande et puis par l'Angleterre. Au sommet de cette chaîne de l'exploitation il y a, toutefois, une puissance qui exploite toutes les autres, mais n'est pas elle-même exploitée par aucune autre puissance. En ce qui concerne l'exemple historique donné par Gunder-Franck, il convient de remarquer les Provinces Unies ont fait partie de l'empire espagnol pendant la phase la plus importante de la conquête américaine. C'est, en effet, en 1581 que les provinces du Nord – ont pris leur indépendance par rapport à l'empire espagnol. Cet exemple est donc particulièrement problématique, car une société ne peut pas être à son tour colonie et puissance dominante.

Pour ce qui est toujours de la problématique historique elle-même, il est important de signaler que pour Gunder-Franck le processus d'accumulation élargie commence avec la conquête du monde pré-américain. Nous avons pour notre part fait commencer ce processus, comme on le sait avec la Révolution anglaise. Il pense, en effet, comme Marx avant lui, que la croissance économique s'est produite en occident comme conséquence de l'entrée massive de l'or américain. L'histoire effective de l'époque nous montre la problématicité de cette thèse. Nous ne constatons pas alors – au XVIème – ce phénomène de l'accumulation élargie, ni dans la péninsule ibérique ni dans les autres parties de l'Europe occidentale, comme l'Italie, la France, les Pays-Bas ou l'Angleterre. Ce que nous constatons dans ce monde, c'est le phénomène de l'inflation des métaux précieux, qui va durer jusqu'à 1620, plus ou moins.

La problématicité de cette thèse, selon laquelle la croissance économique est le résultat de la conquête du monde préaméricain, vient justement de la confusion entre pillage et accumulation élargie. En effet, on dirait que beaucoup de théoriciens n'ont pas encore constaté le fait que le pillage a toujours existé, mais qu'il n'a jamais produit la croissance économique. Car, si cela avait été le cas, il est clair que ce phénomène se serait produit à l'époque de l'Empire romain, voire même avant.

Certes, le pillage des civilisations pré-américaines a dépassé en importance tout ce qui

s'était produit jusque là. Mais, indépendamment de cette démesure dans la capacité prédatrice, nous constatons que l'Espagne n'a pas connu, malgré les arrivées massives de métaux précieux, le phénomène de la croissance économique. Tout au contraire, nous allons assister alors non seulement à un appauvrissement de la société espagnol dont la première se manifeste justement en 1557, un an après l'abdication de Charles Quint.

Il est hautement problématique de penser, comme le fait Gunder-Franck, que cet état de chose fut le résultat de l'exploitation de l'Espagne par les Pays-Bas. Comme nous l'avons signalé un peu plus haut, c'est à ce moment que va commencer la répression du mouvement anabaptiste par les troupes de Philippe II.

Tout indique que la cause de cet appauvrissement de la puissance espagnole, se trouve plutôt d'une part, dans ce qu'on peut appeler l'idéologie hidalguiste²³⁴ de l'époque, et de l'autre, la désorganisation, pour cause de répression, du secteur productif qui était alors aux mains des maures. Cette population va être, en effet, terrorisée et expulsée massivement. Cette politique d'expulsion va durer, comme on le sait, jusqu'à 1609.

La nature de ce travail ne nous permet pas d'approfondir cette problématique. A partir de la hauteur de notre moment historique il apparaît, en tout cas, clairement que la croissance économique n'est pas liée au phénomène de la fonction impériale. Le cas de la Russie, de la Chine, de la Turquie, du Portugal et de l'Espagne avant une époque très récente²³⁵, sont là pour nous montrer le contraire.

Or, Gunder-Franck soutient que la croissance économique est le résultat de l'extorsion du surplus économique. Cette extorsion se réalise, généralement parlant, de deux manières : directe et indirecte. La soustraction directe est celle qui correspond au système impérial au sens classique du terme : la métropole exploite ses colonies. Le système d'exploitation indirecte est, par contre, celui qui correspond, à ce qu'il appelle, le néocolonialisme.

²³⁴ L'idalgua est le sentiment de supériorité des vieux chrétiens. Ce qui donnerait le concept de VIP (very important personne) actuel. De sorte que ces personnes considéraient le travail manuel comme une activité dégradante.

²³⁵ Donc, avant le décollage économique qui s'est produit à partir des années soixante de notre siècle.

En ce qui concerne le problème de l'exploitation directe, pour l'ensemble de cette école dite tiers-mondiste, le colonialisme est réduit au phénomène de l'extorsion du surplus économique. On semble ignorer que dans le cas de l'Amérique nous n'avons pas affaire à une simple occupation du territoire des autres, avec exploitation de sa population. Dans ce monde nous avons affaire – comme toutes les personnes qui connaissent un tant soit peu son histoire le savent – à la création essentiellement de colonies de peuplement. L'objectif premier fut, non pas l'exploitation directe, mais bien plutôt le simple pillage, l'extermination de la population de base et la vandalisation de sa production culturelle objectivée : architecture, sculpture, peinture et écriture. Certes, dans certaines régions la destruction de la population indigène ne fut pas totale. En effet, au sein de ce processus de négation pure et simple du monde préaméricain, les colonisateurs eux-mêmes se sont rendus compte que le seigneur ne peut pas exister sans l'esclave, sans le serviteur. De là le fait que dans certaines régions l'extermination fut arrêtée et qu'il y a eu repeuplement des espaces vides avec des esclaves amenés de l'Afrique.

Par conséquent, le terme d'extorsion directe du surplus économique comme manifestation essentielle du colonialisme, est un concept « soft » qui cache une histoire particulièrement atroce et incommensurablement inhumaine. De plus, dans le cas de l'Amérique Latine, cette histoire va produire un ordre social racialement hiérarchisé²³⁶. Ce qui conditionne la structure du sous-développement dans ces réalités. Donc, la déformation structurelle au sein d'une économie se reproduisant d'une manière élargie. En d'autres termes, cet ordre économique participant de la modernité et où les inégalités sociales sont les plus extrêmes. Nous reviendrons plus loin sur cette problématique.

Qu'il suffise ici de noter que le concept employé par cette école pour rendre compte du phénomène colonial américain cache plus de choses qu'il n'en dévoile ! Cela étant signalé, passons maintenant à l'analyse de la thèse de la soustraction indirecte du surplus économique. Comme nous l'avons souligné plus haut, il est question, en l'occurrence, pour cette école, d'un ordre néo-colonial. Ceci veut dire, par conséquent, qu'au sein de cet ordre nous avons affaire à un mode particulier de soustraction du surplus économique qui se réalise, toujours selon cette école, par le biais du marché.

²³⁶ Pour cette raison Pierre Chaunu dit que l'Amérique Latine est "le pays le plus aristocratique de la terre". Histoire de l'Amérique Latine, Que sais-je ?, N° 361, p.59.

Alors se pose la question de savoir comment une telle soustraction est possible par le biais du marché. Car, du point de vue théorique – et en l'occurrence selon son concept et sa réalité – l'échange par le biais du marché ne peut être que l'échange de valeurs équivalentes. En effet, aucun vendeur accepte en échange de ce qu'il vend une valeur inférieure à celle du marché, qui est, comme nous le savons, un mécanisme régulateur d'ordre objectif ; car, il est le résultat de la mise en rapport des quantités offertes avec les quantités demandées.

C'est précisément l'obstacle posé par cette théorie que cette école va contourner, avec le concept de la dégradation des termes de l'échange. Ce qui veut dire concrètement que l'échange international se réalise au sein d'un ordre bipolaire qui est la manifestation du rapport dominant – dominé. En d'autres termes, toujours selon cette école, le monde est divisé en deux parties. D'un côté, les pays développés producteurs de produits finis, et de l'autre côté, les pays sous-développés producteurs de matières premières.

De sorte que, dans l'échange entre ces deux blocs, nous assistons à une dégradation des termes de l'échange. Plus précisément, au fait que les matières premières coûtent de moins en moins cher par rapport aux produits finis, qui eux augmentent constamment de prix. L'écart entre le développement et le sous-développement est ainsi le produit de cette différence, entre les prix des matières premières et celui des produits finis. Ainsi, par le biais de cet écart les pays développés extorquent le surplus économique des pays sous-développés. L'échange inégal est, dès lors, à la fois la cause de cette dualité et le moyen par lequel le centre exploite la périphérie. Nous avons, par conséquent, affaire au niveau international à une sorte de fixation arbitraire des prix qui ne laisse aucune chance aux pays de la périphérie.

Pour les tenants de cette école, cette manipulation dans la formation des prix est la conséquence du fait que les prix des matières premières sont fixés par les pays développés. Plus précisément, dans les Bourses de ces pays. De sorte que la fixation de ces prix est décidée par les pays consommateurs. Les producteurs n'y interviennent d'aucune façon. Or, il résulte évident à partir de cette logique que les pays du centre ont tout intérêt à payer les matières premières qu'ils consomment au prix le moins cher. Par contre, ils ont tout intérêt à vendre les biens et services qu'ils produisent au prix le plus cher.

Voilà, donc, comment le tour est joué. Car, selon les tenants de cette école, les pays du centre ne cherchent pas à extorquer le surplus économique des pays de la périphérie. En réalité, ils ne cherchent qu'à consommer leurs matières premières au prix le moins cher. Mais, c'est justement, comme nous venons de le signaler, par ce biais là qu'ils extorquent le surplus économique des pays de la périphérie.

Voilà, donc, la logique du néocolonialisme. Le marché international est, pour ainsi dire, le piège que ce système tend au pays du tiers-monde. A la question de savoir comment échapper à cette logique perverse, les tenants de la tendance radicale²³⁷ n'ont qu'une réponse : rompre avec le marché international.

De sorte que si les pays de la périphérie veulent connaître le développement économique, ils sont obligés de vivre en autarcie. Cela, en vue de pouvoir mobiliser leur surplus économique d'une manière rationnelle. En d'autres termes la stratégie de la croissance économique passe, pour ces théoriciens, non seulement par l'autarcie, mais aussi par la suppression de la bourgeoisie compradore. Car, comme nous l'avons signalé, cette bourgeoisie est l'alliée objective de l'impérialisme. Ces sociétés doivent, par conséquent, rompre avec l'initiative privée et concentrer les ressources économiques nationales aux mains de l'Etat, seule puissance susceptible de mobiliser le surplus économique d'une manière rationnelle, tout en assurant l'intérêt de tous.

Ce n'est, donc, pas un hasard si pour les radicaux de cette école l'Albanie d'Enver Hodxa et le Cambodge de Pol Pot furent considérés comme des modèles pour les pays dits du tiers-monde. Nous connaissons maintenant l'issue tragique de ces expériences. Nous n'avons pas besoin de montrer l'absurdité de cette perspective. Il convient toutefois de souligner le fait que tous ces mouvements anti-marché ont tendance à oublier que l'échange est consubstantiel à la vie sociale. Les nations ont besoin du rapport avec les autres. En fait, l'accomplissement des sociétés ne peut se réaliser que dans l'universalité des rapports au sein de la communauté des nations. De plus, l'expérience tragique et malheureuse du socialisme réel nous montre que la perspective de l'autarcie ne peut que conduire à la barbarie et à l'autodestruction de ces

²³⁷ Donc, Amin, Sweezy et Bethelheim, pour ne citer que les plus connus.

sociétés en elles-mêmes. Pour cette raison cette théorie tiers-mondiste a pu participer d'une manière significative au processus thanatique qu'a connu le monde moderne. Plus précisément, cette théorie a été, dans ce qu'il est convenu d'appeler le tiers-monde, l'instrument idéologique qui a conduit à l'autodestruction de certaines de ces sociétés en elles-mêmes. Tout s'est passé comme si ces sociétés n'avaient pas déjà connu la disgrâce et le malheur absolu. Il a fallu encore qu'elles mettent en pratique les théories dites scientifiques d'une pensée perverse et déboussolée.

Cela dit, nous allons à présent réfléchir sur la logique de cette pensée. La vérité d'une idée, nous dit déjà Marx, dans sa deuxième thèse sur Feuerbach, ne se trouve dans l'idée elle-même, mais dans sa pratique. C'est donc, dans la réalité qu'une théorie doit montrer la logique même de son propre contenu. Il se pose, dès lors, le problème de savoir si la logique d'une théorie correspond avec celle de la réalité qu'elle cherche à expliquer. Car, il ne s'agit pas de tomber dans la naïveté de croire que parce qu'une théorie est formellement cohérente qu'elle est vraie.

Si nous regardons de près la théorie de la dégradation des termes de l'échange, nous constatons qu'elle est formellement cohérente. Rappelons que le point de départ de cette théorie est la thèse selon laquelle le monde se trouve divisé en deux parties. D'un côté les pays du Nord producteurs de biens finis, et de l'autre côté, les pays du sud producteurs de matières premières. C'est donc à partir de ce présupposé que la théorie qui nous intéresse trouve sa propre cohérence.

Il s'agit, dès lors, de se poser la question de savoir : si tel est l'ordre effectif du monde ? En d'autres termes, est-il vrai que les pays du Nord ne produisent que des biens finis, tandis que les pays du sud ne produisent que des matières de base ? Nous constatons, en effet, qu'au niveau de la réalité les choses se passent autrement. En d'autres termes, qu'au niveau de la réalité le développement comme le sous-développement ne sont pas le résultat d'un phénomène naturel. Plus précisément, que là où il y a des richesses naturelles, les gens sont forcément produits du sous-développement, tandis que dans le cas contraire les communautés sociales connaîtraient le phénomène de la croissance économique. Car, il faut être conscient que si cela était le cas, nous avons affaire – pour ce qui est de cette dimension de la croissance et de son

contraire – à une déterminante d'ordre purement naturaliste. Auquel cas, comme on peut le comprendre aisément, la théorie économique et les sciences sociales comme telles, n'ont aucune raison d'être.

Le fait est que dans la réalité effective nous constatons que les choses se passent autrement. Nous constatons, en effet, qu'il y a des pays développés qui ont beaucoup de matières de base tandis qu'il y a d'autres qui n'en ont pas. Par contre, il y a des pays dits sous-développés qui n'ont pas de matières premières et d'autres qui en sont pourvus d'une manière abondante. De sorte que cette division qu'on peut appeler physiocratie du monde, est une pure invention de l'esprit. En effet, la distorsion de cette thèse par rapport à la réalité est telle que dans le monde qui est l'objet de notre connaissance, nous constatons que les trois principaux producteurs de matières premières du monde du sol, comme du sous-sol sont trois pays développés : les Etats-Unis, le Canada et l'Australie. Par contre, les trois principaux pays du tiers-monde par le poids démographique de l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh sont des pays qui disposent de peu de matières premières au sol, comme au sous-sol

Il s'avère, par conséquent que la célèbre division du monde, dont il est question, selon cette école est du domaine de l'imaginaire et non pas de la réalité elle-même. On peut, toutefois considérer que la non-existence de cette division du monde n'empêche pas l'existence effective de l'échange inégal comme conséquence du marché international lui-même. Certains théoriciens de cette vision tiers-mondiste considèrent, par exemple, qu'une des causes essentielles de cet échange inégal est le fait que les pays consommateurs fixent le prix des matières premières de telle sorte à payer celles qui sont produites par les pays sous-développés à un prix très en dessous de leur valeur.

Cela veut dire, par conséquent, soit que toutes les matières premières produites par le tiers-monde sont frappées de dépréciation, soit encore que cette dépréciation ne concerne que les seuls produits de base propres de ces pays. Dans le premier cas, nous avons affaire aux matières premières en général, ce qui donnerait le phénomène suivant. Supposons une matière première qui soit produite d'un côté et de l'autre, comme le cas du cuivre, du coton, du riz, des arachides ou du sucre. Nous savons, en effet, dans le cas du cuivre, par exemple, que ce métal est produit par des pays aussi différents que les Etats-Unis, le Zaïre et le Chili, la thèse en

question impliquerait, en l'occurrence, que le cuivre produit par les Etats-Unis serait vendu plus cher que celui des deux autres pays. Donc, que le marché international est un système dual où les produits de base ne sont pas vendus selon leur qualité, mais selon leur provenance.

Comme on peut le constater aisément cette argumentation ne coïncide pas avec les mécanismes du marché lui-même ! On ne peut pas soutenir par exemple que le riz produit aux Etats-Unis est vendu plus cher que celui produit en Thaïlande ou en Inde qui est en général d'une qualité supérieure. En effet, la constatation la plus simple des prix sur le marché international nous montre que cette thèse de la dualité est totalement problématique. Les classiques nous ont montré, d'ailleurs, que ce mécanisme régulateur est d'ordre englobant. Que la loi qui régule la formation des prix des biens est une et la même, et qu'elle régule non seulement le prix des marchandises, mais aussi celui de la valeur du travail et de la monnaie²³⁸.

Cela dit, il est aussi problématique de soutenir, comme le font les partisans de cette école, que les produits propres au pays du tiers-monde²³⁹ sont les seuls à échapper à la loi générale de la formation des prix. Lorsqu'on pose la question de savoir qu'elle est la cause de cette exception, l'argument avancé est toujours le même : ce sont les pays consommateurs qui fixent les prix de ces biens et ils ne tiennent pas compte de l'intérêt des producteurs. Or, cette argumentation ne tient pas compte du fait que la consommation n'est pas le seul paramètre à incider dans la formation des prix. Il est, en effet, hautement problématique de penser que la production n'a aucune incidence dans la formation de ce phénomène. La théorie et la pratique du marché nous montrent que ce mécanisme est à la base le résultat de l'incidence des contraires qui sont l'offre et la demande, la production et la consommation.

Lorsque nous réfléchissons à l'ensemble de cette théorie, nous nous rendons compte que pour elle le mal se manifeste à partir du marché international lui-même. En effet, les pays sous-développés sont ce qu'ils sont parce que le marché international crée les conditions de l'échange inégal et, par la même, de la soustraction du surplus économique. C'est la raison pour laquelle, comme nous l'avons souligné un peu plus haut, les radicaux de cette école considéraient que la voie du salut passe nécessairement par la rupture avec le marché

²³⁸ Voir à ce propos le chapitre III, 1.

²³⁹ Comme le cacao et le café, par exemple.

international et par la socialisation de leur économie.

Cela fait, par conséquent, que pour cette école les conditions sociales internes ne sont pas la cause de cette déformation structurelle qu'on appelle le sous-développement. Dans ces conditions internes, les déterminations négatives ne peuvent être que le produit de la logique du marché comme la bourgeoisie compradore et l'ouverture sur le marché international. Ce que l'ont dénomme l'extraversion de ces économies. Nous avons déjà fait remarquer cette diabolisation du marché, pour devoir y insister encore. Ce qu'il convient de souligner à présent, c'est le fait que des phénomènes aussi essentiels que les rapports de domination ethnique en Amérique Latine, le surparasitisme de certaines structures étatiques comme en Afrique et dans certains pays de l'Asie, ainsi que le rôle de la dollarisation, etc., etc., n'ont jamais été mis en cause par les défenseurs de cette théorie.

Or, c'est précisément sous le règne de cette théorie - en tant que théorie explicative du sous-développement – que la crise de ces réalités va se produire. C'est, en effet, pendant la deuxième moitié des années soixante-dix et les premières années de la décade des quatre-vingts que la crise de ces réalités va dévoiler d'une manière transparente la nature perverse de l'ordre social de ces pays. Cela d'autant plus que pendant ce temps certains pays, faisant partie précisément du tiers-monde, vont s'engager dans la voie du développement du commerce et de leur capacité productive. Ces réalités sont celles qu'on va appeler par la suite les nouveaux pays industrialisés (N.P.I.).

Ces pays, comme on le sait, vont connaître une croissance économique particulièrement accélérée. De sorte qu'en quelques années ils vont devenir de véritables puissances industrielles. C'est le cas notamment des célèbres quatre dragons : Taïwan, la Corée du Sud, Singapour et Hongkong. Actuellement²⁴⁰ nous assistons à l'émergence très rapide d'autres pays comme la Thaïlande et la Malaisie.

L'expérience de ces réalités nous démontre que la croissance économique est un phénomène qui dépend essentiellement des conditions internes de chaque société. De sorte qu'une fois données ces conditions, la croissance économique tend à se produire d'une

²⁴⁰ 1994.

manière très rapide. Cette rapidité est le produit de la globalisation de l'économie internationale. En effet, à présent la croissance économique d'un pays n'est plus le seul résultat de l'accumulation élargie interne, comme à l'époque classique. Les circuits de la capitalisation internationale sont actuellement faits de telle sorte que lorsque les conditions de la croissance économique sont données, on assiste rapidement à un afflux du capital international.

Le problème essentiel ne se situe, donc, plus au niveau de l'accumulation du capital devant être investi ; il se situe plutôt au niveau de la création des conditions institutionnelles et socio-économiques capables de permettre un tel phénomène. L'expérience de ces pays nous montre, en tout cas, que toute communauté sociale est capable de connaître la croissance économique.

En d'autres termes, cette croyance invalide les idées que nous avons héritées d'un passé pas très lointain, et selon lesquelles la croissance économique ne peut être que le produit de l'éthique protestante, comme le croyait Max Weber, ou encore que ce phénomène ne peut être connu que par des sociétés à dominante européenne. C'est, donc, justement ces thèses racistes et européocentristes qui sont invalidées par l'expérience comme celle du Japon, de la Corée du Sud et de Taiwan.

Ceci de la même manière que le « miracle économique », comme on disait pendant les années soixante, de la France, de l'Italie et de l'Espagne a invalidé la thèse Weberienne à laquelle nous venons de faire allusion. Il se dévoile, dès lors, clairement que de la même manière que tous les êtres humains, quelle que soit leur couleur ou leur race, sont en puissance des animaux politiques (Aristote), de la même manière que tous les êtres humains sont en puissance des animaux économiques. Et ceci, quel que soit le niveau de complexité et de développement de cette manifestation. L'expérience, à l'époque actuelle, de la main d'œuvre émigrée dans les pays développés, montre jusqu'à quel point cette population, quelle que soit son origine, est capable de s'intégrer dans les formes les plus complexes de l'économie moderne. Ce phénomène de l'intégration économique est encore plus cohérent dans le cas des nouvelles générations.

Par conséquent, l'entrave au développement n'est pas le résultat de la nature de telle ou

telle manifestation de l'humain²⁴¹ donc, d'un phénomène racial. Il convient de rappeler que c'est cette idéologie qui va conditionner l'extermination des indiens et des noirs en Argentine. Elle va de plus pousser les pays de cette partie de l'Amérique Latine à subventionner l'émigration européenne, car elle était considérée comme la condition de l'accès à la civilisation et au progrès. De sorte que nous pouvons dire qu'il y a des systèmes institutionnels et culturels qui permettent la croissance économique et d'autres qui l'en empêchent. Cela fait qu'à proprement parlé il ne peut pas y avoir de théorie économique du sous-développement. Les conditions de la croissance économique sont généralement parlant une et la même pour toutes les sociétés humaines. Ce phénomène présuppose, comme l'avait déjà vu Adam Smith, d'un côté, un niveau d'individualisation généralisé, et de l'autre côté, un Etat susceptible de ne pas écraser avec son surpoids la capacité productive du social.

Avant de rentrer dans l'analyse de cette problématique smithienne, qui nous semble être totalement actuelle, il convient de souligner que la conceptualisation de la division tripartite du monde²⁴² que nous avons connu à l'époque moderne est devenue totalement problématique. Ceci essentiellement dans la mesure où, comme nous l'avons suffisamment remarqué, le marxisme n'est pas la voie de la croissance économique. Il s'agit bien plutôt du contraire, comme nous le montre l'expérience des sociétés qui ont connu cette pratique. De sorte que ces pays font actuellement partie de ce qu'on appelait hier encore le tiers-monde²⁴³. Il s'avère, par conséquent, nécessaire d'introduire de nouvelles différences. Plus précisément, d'introduire une nouvelle conceptualisation pour signifier ces différences. Car, il est clair que nous avons toujours affaire :

- 1) à des réalités qui sont plus ou moins développées comme le Japon d'un côté et le Portugal de l'autre ;

²⁴¹ La thèse raciale de la croissance économique et de l'accès à la civilisation, fut surtout très à la mode en Amérique Latine, à partir du deuxième tiers du dix-neuvième. Cette théorie fut surtout défendue par des personnalités comme D.F. Sarmiento et J.B. Alberdi. Ce dernier disait, par exemple, dans une publication de 1852 : « la liberté est une machine qui, comme le vapeur, a besoin pour être conduite de machiniste d'origine anglaise. Sans la coopération de cette race il est impossible d'acclimater la liberté et le progrès matériel dans n'importe quelle partie du monde ». Bases, Editorial Plus Ultra, Buenos Aires, 1991, p. 242. – C'est nous qui traduisons.

²⁴² Donc, premier monde, pays développé ; deuxième monde, pays socialiste ou en voie de développement, et troisième monde, pays sous-développés.

²⁴³ Rappelons que ce concept fut introduit par Alfred Sauvy en 1952. Il a voulu signifier l'existence de sociétés qui ne sont pas engagées, pour des raisons d'exploitation extérieure, dans le processus de la croissance économique.

2) à des pays qui sont en voie de développement, comme le Chili et la Thaïlande, et

3) à des sociétés qui restent dans un état de misère avancé et d'autres qui sont en voie de paupérisation, comme la Russie d'une part, et le Nicaragua de l'autre.

Nous nous intéressons ici principalement au problème, justement, de ces réalités qui sont en état de pauvreté plus ou moins avancé. Nous devons, par conséquent, nous poser la question de savoir quelles sont les causes d'un tel état des choses. Tout indique, en effet, que ce phénomène n'est pas le produit d'une cause unique. En tout cas, ce mal n'est pas conditionné par le marché comme l'ont cru les dégradationnistes et les marxistes. Il n'est pas non plus le résultat d'un phénomène racial, comme l'ont cru ceux qui ont pris la résolution de dégrader et mépriser tout ce qui n'est pas d'origine européenne.

Cela dit, tout indique que les causes du sous-développement et de la misère de l'immense majorité d'une société sont essentiellement de deux ordres : internes et externes à ces sociétés elles-mêmes. Pour ce qui est de cette dernière dimension, il apparaît clairement que le système monétaire international (S.M.I.) joue un rôle de premier ordre. Le système dollar, tel qu'il s'est manifesté après la suppression de la garantie-or, tend, en effet, à provoquer la dislocation des sociétés les plus fragiles. Plus précisément, celles qui ont moins de cohérence en tant que telles.

Car, il faut comprendre que le marché international met en rapport des sociétés dont le niveau d'objectivation juridique n'est pas le même. Il y a, en effet, parmi ces sujets du droit international, ceux dont l'ordre institutionnel interne est au niveau de la modernité, et ceux qui ne sont pas encore à cette hauteur. En ce qui concerne cette dimension du sujet du droit international, il convient de saisir que l'objectivation maximale du droit est celle où les mécanismes de régulation interne sont d'ordre purement objectif. De sorte que l'arbitraire du chef, ou des maîtres du social, ne perturbe pas l'autorégulation de cette totalité en elle-même.

Il s'agit, en effet, de faire la différence entre, d'une part un ordre institutionnel ou l'ordonnancement juridique et la pratique sociale sont faites en vue de garantir le bien-être de

celui ou de ceux qui gouvernent, et de l'autre celui où la dimension normative existe en vue d'assurer un minimum de sécurité et de bien-être dans l'existence collective. Or, le développement de l'objectivation du droit, mène comme on le sait, à l'apparition, justement, de mécanismes de régulation englobant. Nous avons, par conséquent, affaire au niveau international, via le marché des capitaux par exemple, à la mise en rapport entre des structures despotiques et aristocratiques d'un côté, et des sociétés où les mécanismes de régulation objective sont plus ou moins contraignants pour tous.

On peut, dès lors, constater aisément que les sociétés les plus fragiles sont celles où, précisément, les mécanismes de régulation objective sont les moins efficaces. En effet, ces sociétés sont non seulement pillées par leurs propres dirigeants, mais elles sont, en plus, vidées de leurs propres richesses par l'élite du pouvoir. On peut dire, par conséquent, que ces structures non encore accomplies en tant que sociétés, sont des réalités surparasitées, et surexploitées par leur minorité dominante. Cela fait, par conséquent, que cette minorité contrôle son monde, mais n'est pas contrôlée par lui.

La fuite des capitaux est, précisément, la manifestation de cette problématique, de la même manière que l'est l'inégalité extrême de ces sociétés. Bien évidemment, cette inégalité extrême est, dans ces réalités, un fondement sociologique, tandis que la fuite des capitaux en est une manifestation phénoménale. En effet, la fuite des capitaux va se manifester comme une dimension essentielle à la suite de la dislocation du S.M.I.. Plus précisément, à la suite de la suppression de la garantie or du dollar. En d'autres termes, la dislocation du S.M.I., va dévoiler l'ordre inaccompli de ces structures par la fuite des capitaux et par la perte d'efficacité des monnaies des pays en question, ce qu'on appelle la « dollarisation ».

Nous avons ainsi, dans la crise du sous-développement, l'interaction de deux dimensions bien distinctes : d'un côté, la déterminante extérieure, et de l'autre côté, celle qui est le résultat des conditions internes. On peut dire que dans ces phénomènes de la crise, la déterminante extérieure va jouer, en quelque sorte, un rôle de révélateur. Ce qui nous permet de souligner une problématique qui est aisément constatable, à savoir : que la structure du sous-développement est antérieure à la dislocation du S.M.I.. De sorte que cette structure possède en elle-même la cause ou les causes principales de sa propre manifestation.

Il convient dès lors de saisir la nature de cette structure par elle-même. Nous sommes, par conséquent, obligés de laisser de côté la déterminante extérieure pour comprendre la logique même de ce phénomène. Mais, avant de continuer l'analyse de cette dimension, nous allons faire quelques remarques sur cette déterminante extérieure.

Nous avons vu, en effet, que la dislocation du S.M.I. va avoir une incidence particulièrement négative dans les structures les plus fragiles. Plus précisément, dans celles qui n'ont pas encore atteint la cohérence suffisante d'un ordre social. La crise du sous-développement nous montre jusqu'à quel point le marché international était composé de maillons très faibles. Ces maillons comme, on le sait, vont se disloquer en eux-mêmes. Ce qui va provoquer leur marginalisation au niveau du marché international.

De plus, cette marginalisation, comme nous l'avons vu, est la conséquence essentiellement de deux phénomènes. D'un côté, la fuite des capitaux et de l'autre, la préférence pour la monnaie dominante, ce qui est convenu d'appeler la « dollarisation ».

De telle sorte que ces pays vont se trouver, très vite, dans une situation d'isolement sur le marché international. Par conséquent, sans pouvoir d'une part, importer par manque de devises, et de l'autre, d'exporter par manque de crédits à très court terme. La première dimension se comprend aisément, car l'appauvrissement résultant essentiellement de la fuite des capitaux, de la baisse des exportations et de l'endettement en général fait que ces pays se trouvent dans l'incapacité de pouvoir se procurer sur le marché international, le minimum nécessaire à l'existence normale de leur population.

Cet état d'appauvrissement et de paupérisation tend à s'aggraver lorsque les possibilités de crédit à très court terme tendent à disparaître. En effet, l'état de surendettement de certains de ces pays²⁴⁴ est tel, que leur situation d'insolvabilité fait qu'ils ne peuvent pas se procurer, très souvent, le crédit nécessaire à financer leurs exportations. De sorte que ces réalités tendent à se trouver « de facto » dans une situation d'isolationnisme par rapport au marché

²⁴⁴ Cas notamment des pays de l'Afrique noire.

international²⁴⁵. Cet état de choses, comme on peut aisément le comprendre, ressemble étrangement à celui qui avait été projeté par le « dégradationniste ». En effet, comme nous l'avons montré plus haut, les partisans de cette théorie croient que la rupture avec le marché international est, pour les pays dits sous-développés, la condition même de la croissance économique. Or, l'ironie de cette histoire veut que cet état des choses soit le produit non pas du choix délibéré de ces pays, mais plutôt celui de leur propre perversion. Plus précisément, de l'existence, dans ces réalités, d'une minorité dominante qui ne pense qu'en terme de son propre intérêt ; sans tenir compte de l'intérêt de l'ensemble de leur propre communauté. Car, il faut en être conscient, ce n'est pas la soi disante dégradation des termes de l'échange qui a provoqué ce processus de paupérisation. Ce phénomène, comme nous venons de le montrer, fut plutôt le résultat de l'intérêt pervers de la minorité dominante de ces pays.

Cela fait, par conséquent, que pendant que cette théorie exposait « Urbi et Orbi » le contenu de son savoir, la minorité dominante des pays dits du tiers-monde, plaçait une partie très importante de sa fortune dans les pays développés, vidant ainsi ces réalités de l'essentiel de ces richesses²⁴⁶. De telle sorte que la théorie « dégradationniste » joue, en quelque sorte le rôle de bouclier de la clèptocratie de l'ainsi dénommé tiers-monde. Elle a, en effet, non seulement prêché une finalité hautement problématique, mais aussi brûlé les cartes et empêché, par-là même, de percevoir cette réalité d'une manière adéquate.

Cela étant dit, il est clair, comme nous l'avons déjà souligné, que le privilège du USD constitue un frein très important pour la restructuration de l'économie internationale. Généralement parlant, la sortie de l'état de nécessité et de misère dans lequel se trouvent les pays dits du tiers monde passe par le dépassement du règne du dollar. Il est évident que la dissymétrie créée par ce privilège ne peut que provoquer la fragilisation des sociétés les plus faibles. On peut exprimer cette problématique d'une façon plus précise, en disant que la fin du règne du dollar est la condition du retour à la solvabilité des nations surendettées, mais ce dépassement n'est pas, en tant que tel, la condition de la sortie générale du sous-développement. En dernière instance, le développement de ce processus passe

²⁴⁵ Il convient de rappeler que la plupart des pays de l'Amérique Latine se sont trouvés dans cette situation de 1983 à 1988.

²⁴⁶ Le cas du Venezuela est à ce niveau là particulièrement significatif. En effet, la dette extérieure de ce pays était au début des années quatre-vingt-dix de 32 milliards de USD, tandis que la fuite des capitaux atteignait alors 60 milliards USD.

nécessairement par la négation des ordres institutionnels non conformes aux exigences de la pratique de la raison dans ces sociétés.

Par conséquent, l'ordre monétaire international que nous connaissons ne peut qu'incider globalement, d'une manière négative, dans l'ensemble des sociétés sous-développées. Mais, la cause essentielle de ce phénomène est le résultat des conditions institutionnelles de ces sociétés. En effet, pour prendre un exemple plus précis, nous pouvons dire que le système du F-CFA est pour les pays de l'Afrique francophone une cause d'appauvrissement, mais à aucun moment on peut soutenir que ce système est la cause du sous-développement de ces réalités. C'est, donc, plutôt dans l'ordre de ces sociétés qu'il convient de chercher les causes mêmes de ce sous-développement.

Nous avons, par conséquent, affaire ici à un rapport dans lequel les conditions intérieures sont, en dernière instance le facteur dominant et déterminant. Ceci ne veut pas dire que pour nous les conditions extérieures soient secondaires et de peu d'importance. En tout état de cause, il convient surtout de retenir que les conditions extérieures auxquelles nous faisons mention sont le résultat d'une pratique conventionnelle. Elles sont donc le résultat de l'ordre monétaire au sein duquel se réalisent les échanges effectifs.

Cela étant éclairci passons maintenant au problème des conditions internes du sous-développement. Nous avons, à ce propos, fait mention plus haut, de la thèse d'Adam Smith, selon laquelle il y a deux conditions pour accéder à la croissance économique. D'un côté, un niveau d'individualisation suffisant, et de l'autre, le fait que le secteur improductif n'écrase avec son surpoids la capacité productive du social. Il convient de signaler, en ce qui concerne ces thèses, qu'elles ne sont pas explicitées comme telles par Smith. A vrai dire, ces thèses sont contenues, comme des fils conducteurs dans son œuvre fondamentale.

En ce qui concerne le phénomène de l'individuation généralisée, rappelons qu'il est le produit du droit ; donc, du développement de l'objectivation de la moralité sociale. Le but de ce processus est la sécurité juridique dans l'égalité. Car, selon son concept et sa réalité, toute singularité est, au même niveau, une manifestation de son universalité générique. En d'autres termes, tout être humain synthétise en lui-même la condition même du genre, dont il est la

manifestation. En d'autres termes il n'y a pas des être humains qui sont plus humains que les autres.

Au niveau social le droit, dans sa production de l'individualisme, ne fait que reconnaître et garantir cette dimension. L'égalité devant le droit civil, apparaît ainsi comme une des conditions pour permettre l'accès au développement économique. Il convient toutefois, de souligner que cette égalité n'implique pas dans sa forme première, l'égalité en droit dans toutes ses manifestations. L'expérience anglaise de l' « Habeas Corpus Act » de 1679, par exemple, nous montre que la sécurité juridique dont il s'agit, est celle qui se manifeste au niveau de l'avoir et de l'échange. Cela dit, le développement économique mène nécessairement à l'élargissement de cette dimension de l'égalité.

Il ne s'agit pas ici de signaler la logique de ce développement du principe de l'égalité qui mène précisément à l'égalité devant le droit, dans toutes ses manifestations, et à l'égalité devant le pouvoir. Il est important ici, toutefois, de souligner la nécessité d'un minimum d'égalité et de sécurité, pour que le processus de la croissance puisse se réaliser. Certes, ce phénomène ne peut pas être viable s'il est du domaine d'une toute petite minorité. Rappelons que les seigneurs n'ont pas besoin de liberté ni de sécurité juridique. Dans les structures purement despotiques et aristocratiques leur position rend ces dimensions inessentiels pour leur propre accomplissement. En effet, les seigneurs n'ont pas besoin, par exemple, de sécurité, car ils se trouvent en condition de pouvoir assumer la leur.

En ce qui concerne le poids de l'Etat, il est évident qu'une société surparasitée ne peut pas connaître la croissance économique. Qui plus est, si cette dimension se développe au sein du processus de la croissance, il est évident que ce phénomène ne peut que s'arrêter. De telle sorte que la surcharge économique de l'Etat ne peut que réduire la capacité productive du social. Par conséquent, empêcher le démarrage de la croissance économique ou interrompre son processus.

Cela dit, le problème de la surcharge économique de l'Etat est souvent lié à un niveau d'individualisation très faible au sein de la société civile. Dans les pays dits sous-développés nous avons, par exemple, à faire en général à des ordres sociaux où les seigneurs sont tout et

où le peuple n'est rien. Cette dimension aristocratique de l'ordre de ces pouvoirs, peut être la conséquence, soit de la logique traditionnelle au sein des structures ethniquement homogènes, soit du phénomène de la domination raciale, comme la plupart des pays de l'Amérique Latine.

Quelle qu'en soit la cause, il est clair que dans ces sociétés non seulement le mode de prélèvement donne une supériorité écrasante aux impôts indirects sur les impôts directs, mais aussi que la distribution de la chose publique est faite de telle sorte à sauvegarder et consolider les privilèges de la minorité dominante. En ce qui concerne cette dernière problématique, il convient de remarquer que dans ces sociétés nous constatons, d'une manière générale, l'absence de dépenses sociales. Ce qui veut dire que l'essentiel des prélèvements est destiné aux dépenses de fonctionnement ; et, dans ces dépenses, la partie la plus importante est consacrée à consolider les privilèges de la minorité dominante. De plus, dans ces sociétés la puissance publique est au service de cette minorité et favorise par tous les moyens ses propres intérêts, comme l'appropriation et le contrôle des secteurs rentables au sein de la société civile.

Nous avons, par conséquent, affaire dans le cas des pays dits sous-développés à l'existence d'ordres particulièrement injustes, produits de l'immoralité objectivée. Ceci ne veut pas dire que les pays développés soient la manifestation de la moralité en tant que telle. Il s'agit, en effet, de comprendre qu'au sein de la communauté des nations, telle qu'elle est, les pays développés sont ceux qui s'approchent le plus des exigences axiologiques de l'existence sociale. Le but éthique est, comme nous l'avons déjà souligné, la création d'une communauté où l'égalité des chances soit assurée et garantie pour tous les membres de la communauté sociale. Or, comme nous venons de le constater les pays dits sous-développés sont ceux qui s'éloignent le plus de cette finalité.

Cela étant souligné, il s'agit de comprendre que la manifestation des exigences éthiques a une fonction économique. En effet, la capacité productive d'une communauté de citoyens²⁴⁷ est de loin plus importante que celle d'une société où l'immense majorité est constituée de non personnes. Dans le premier cas nous avons affaire à des systèmes où tout un chacun a la possibilité d'exposer et de développer ses propres capacités. Ce qui n'est pas le cas dans le

²⁴⁷ Nous appelons citoyens les sujets du pouvoir

modèle opposé. Dans cet ordre, en effet, ceux d'en bas n'ont d'autre possibilité que de manifester leur capacité au sein de la logique de la servitude.

Pour ces raisons, nous pensons que le dépassement du sous-développement et du règne de l'inégalité en tant que telle, ne peut se réaliser que dans et par la réalisation accomplissante de la moralité objective au sein du social. Or, les sociétés où les seigneurs sont tout et le peuple n'est rien, sont celles où la négation de cette moralité s'avère être un phénomène plus ou moins radical.

En effet, nous avons affaire au sein de cet ensemble à des structures où le but de l'activité pratique de l'Etat est: soit celui de garantir les intérêts de celui qui domine, soit celui de sauvegarder les privilèges de ceux qui gouvernent. Il s'agit, par conséquent, des structures qui oscillent entre le despotisme et l'oligarchie. Ce qui est particulièrement éloigné de la dimension pratique des sociétés les plus nivelées du monde moderne. De plus, dans ces sociétés, nous pouvons constater non seulement la négation de la moralité publique minimale. Plus précisément, d'une sorte de notion du devoir envers leur communauté comme telle. En effet, très souvent la minorité dominante se sent étrangère par rapport à la société qu'elle a en charge. De là que le but pratique de chacun de ses membres n'est pas uniquement celui de piller la chose publique, mais celui de placer dans les sociétés, qu'ils tiennent pour supérieures, le maximum de richesses.

Il s'avère, dès lors, que le dépassement des conditions du sous-développement ne passe pas nécessairement par une réduction du poids de l'Etat et par l'imposition du principe de l'équilibre budgétaire. En effet, cette réduction et cet équilibre ne peuvent mener, du point de vue de l'ordre institutionnel, qu'à une réduction encore plus grande de la minorité qui contrôle le pouvoir. Ce qui n'est pas, comme on peut le comprendre aisément, une transformation institutionnelle de l'ordre de ces sociétés.

Pour ces différentes raisons, le dépassement du sous-développement et de la misère dans le monde, ne peut être que le résultat de la réalisation accomplissante de la moralité objective au sein des nations inégalitaires, ainsi que de la réalisation d'un ordre international capable d'assurer l'égalité des chances dans la concurrence internationale. Le but éthique du

monde – la constitution d’une communauté des nations – nous montre que la réalisation de cette finalité passe nécessairement par l’interaction axiologique du général avec le particulier et inversement. De sorte que, dans la lutte pour la justice, la communauté des nations doit incider sur les communautés particulières. De même que celles-ci doivent non seulement réaliser cette finalité au sein d’elles-mêmes, mais aussi la projeter au sein de cet ensemble lui-même. Ainsi, la logique du développement accomplissant de cette interaction pourra permettre de surmonter l’antagonisme entre l’économie nationale et l’économie internationale. Car, c’est justement au sein de cette interaction que la dimension cosmopolite de l’humain²⁴⁸ pourra se réaliser pleinement dans l’universalité des rapports.

²⁴⁸ L’être humain est, en effet, en puissance un animal cosmopolite.

5 - ECONOMIE MIXTE ET ECONOMIE DE CONSOMMATION

La réflexion sur les réponses à la crise des années trente nous permet de comprendre non seulement les causes de cette crise, mais aussi la nature de l'économie moderne. car, on ne peut pas saisir la réalité actuelle, si on ne tient pas compte des changements opérés pour surmonter la Grande Crise. Notre monde est le résultat de ces changements, qui font que certaines variables du système classique fonctionnent, dans cette réalité, d'une manière différente.

Mais il faut être conscient que ces changements ne sont pas, d'une manière évidente, le résultat d'un projet clair et net. La preuve la plus importante concernant cette problématique, est le projet que Keynes présente à Bretton Woods. En effet, Keynes présenta le projet du Bancor, ce qui veut dire qu'à l'époque il se situe encore à l'intérieur de l'étalon or.

En fait, nous nous rendons compte que la conscience théorique de l'époque de la Grande Crise n'était pas préparée à affronter une telle échéance. La fin du dix-neuvième siècle avait été polarisée par le problème de la valeur, ainsi que la nécessité de saisir la réalité en dehors de ses différentes variantes. C'est ainsi que l'on constate, d'un côté, l'affrontement entre le ricardisme et le marginalisme - dans l'école de Vienne particulièrement -, et de l'autre, les spéculations sur la méthode statique et la fiction de l'état stationnaire. Cette dernière problématique sera l'oeuvre de Léon Walras, et particulièrement d'Alfred Marshall, le théoricien de l'école de Cambridge.

Pour Marshall, en effet, l'état stationnaire "est ainsi nommé parce que les conditions générales de production et de consommation, de distribution et d'échange, y restent invariables ; cependant, cet état est plein de mouvement puisqu'il est un mode de vie. L'âge moyen de la population peut y être stationnaire, bien que chaque individu s'avance de la jeunesse à l'âge mûr et celui-ci à la vieillesse. La même quantité de choses par tête d'habitant y aura été produite de la façon similaire par les mêmes classes de gens pendant bien des générations et, par conséquent, l'offre des moyens de production aura eu tout le temps nécessaire pour s'adapter à

une demande invariable"²⁴⁹.

Il s'agit, par conséquent, d'une réflexion tout à fait abstraite, en dehors du réel. Ceci, même s'il considère qu'il faut par la suite relâcher les différentes variables. "Ce relâchement des limites rigides d'un pur état stationnaire nous fait faire un pas de plus vers les conditions réelles de la vie ; et si nous les relâchons encore davantage, nous nous en rapprochons encore plus"²⁵⁰. De sorte que, pour cette forme de pensée, il s'agit de produire des modèles dans lesquels on introduit des variantes au fur et à mesure de l'expérience, dans ses différentes variables. Mais, le formalisme de base fera que les modèles vont devenir plus réels que la réalité elle-même. C'est donc cette tendance qui va se développer dans la pensée formaliste moderne.

Pour ce qui est de l'Ecole de Vienne, elle a deux pôles d'attraction, la théorie de Menger sur l'échelle des besoins et la théorie marginaliste de la valeur. Pour ce qui est de la thèse mengérienne sur l'échelle des besoins, rappelons que selon cette théorie plus un besoin est satisfait, moins il est urgent. Ce qui - comme on peut le comprendre aisément - n'aurait pas étonné Monsieur de Lapalisse. Car, il y a bien un degré de saturation, mais ce n'est pas ce phénomène qui va arrêter la demande. C'est ainsi qu'un quidam quelconque peut se saturer le matin de pain, mais cela ne l'empêche pas d'en redemander le midi et le soir.

La discussion autour de la valeur est aussi particulièrement étonnante. Car pour cette école - et pas seulement pour elle - il s'agit de savoir si la valeur des marchandises est déterminée par le temps de travail, ou par son coût marginal de production. Or, cette école a voulu dépasser la théorie ricardienne et marxiste de la valeur travail, tout en s'enfermant dans une mesure encore plus étroite.

En effet, nous avons déjà signalé que la théorie de la valeur travail est problématique, non pas par son manque d'universalité, mais par son étroitesse par rapport au réel. Ce qui est encore plus vrai pour la théorie du coût marginal de production, telle qu'elle est exposée par

²⁴⁹ *Principe d'Economie Politique*, Publications Gamma, T. II, pp.55 et suiv.

²⁵⁰ *Ibid*, p.58.

deux personnalités aussi différentes que Fr. Von Wieser et Boehm-Bawerk²⁵¹. Toutefois, ce socialisme n' a pas empêché l'apparition d'une personnalité intellectuellement riche et séduisante comme Joseph A. Schumpeter.

Cela dit, à partir des circonstances qui sont les nôtres, la fin du dix-neuvième siècle et le début du vingtième se présentent comme une époque où la mécanique économique, avec ses régulateurs semblait tout à fait viable. Ce qui a permis, d'ailleurs, la perte dans les abstractions et les formalismes²⁵². Tout semblait, alors, garanti par l'évolutionnisme effectif – la perception d'une croissance économique, sans fin – et par la rationalité des régulateurs englobants. Il fallait laisser faire le cours des choses, car le processus du réel menait nécessairement à l'abondance dans la liberté. Ceci indépendamment du système. Ce n'est que lorsque ces forces ont cessé de se manifester, que la sensibilité progressiste de l'époque va fixer son regard sur le tableau évolutionniste de Marx. L'abondance dans la liberté semblait être pour cette sensibilité le résultat de la mécanique de l'évolution sociale ; seulement, il fallait intervenir pour accélérer le processus. Nous étudions plus loin la pratique de ce processus.

Pour le moment, ce qui nous intéresse ce sont les alternatives au capitalisme classique et, plus précisément, au dépassement de sa crise. Rappelons que, du point de vue théorique, ce système se caractérisait par un Etat très léger ; capable d'adapter son poids, ses dépenses de fonctionnement²⁵³ aux variations de ses recettes. Celles-ci tendaient à varier en fonction du niveau d'activité économique. De plus, l'Etat ne devait pas être propriétaire des moyens de production ; de même qu'il ne devait pas intervenir dans l'économie. Comme on le sait, l'Angleterre était le modèle de cette réalité.

Il est, toutefois, évident que ce modèle était plus ou moins suivi par les autres pays industrialisés. Les autres nations, quant à elles, se caractérisaient plutôt par un Etat bureaucraté. K. Vergopoulos constate ce problème dans une société comme la Grèce.

²⁵¹ Nous ne voulons pas soutenir ici, comme le fait Karl Popper, que la valeur est une notion métaphysique, dans le mauvais sens du terme. La réflexion sur la valeur nous semble être, au contraire, une problématique essentielle. Nous pensons, à ce propos, suivant Aristote, que tout ce dont nous avons besoin est une valeur. Car le besoin est la cause de la valeur, et parce que les besoins matériels se manifestent à l'intérieur du rapport abondance-rareté.

²⁵² Le délire, la délecture du réel, semble bien être un phénomène propre aux époques d'insouciance. Ce fut aussi le cas pour la période dite des trente glorieuses.

²⁵³ Les dépenses sociales étaient, à l'époque, pour ainsi dire inexistantes.

« L'omniprésence de la fonction publique, justifiée par le type particulier du compromis interbourgeois, constituait déjà en soi un phénomène 'déviant' par rapport au modèle classique du capitalisme anglais et, par ailleurs, une sérieuse restriction à long terme de la marge de manœuvre de la grande bourgeoisie par définition libérale. La machine étatique fut donc constituée très tôt en Grèce. Tout au moins, la construction de la machine étatique en Grèce a précédé celle de la machine sociale et servi de cadre de référence à cette dernière. Au surplus, les deux machines étatique et sociale ont sensiblement coïncidé sur la base de la première. A partir du milieu du XIX^{ème} siècle, rien n'était plus possible en Grèce sans passer d'abord par la machine étatique »²⁵⁴.

La réalité de la Grèce nous montre, par conséquent, que les thèses d'A. Smith sur les conditions de la croissance correspondent à une nécessité d'ordre structurel. Les sociétés non conformes à cette exigence sont des réalités où la puissance de la minorité dominante – le poids des seigneurs – est trop importante par rapport à la communauté sociale. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les sociétés pauvres sont celles où la puissance des seigneurs est très importante. Il s'agit des réalités où souvent les communautés sociales n'arrivent pas à assurer les besoins des seigneurs. Ces structures, remarquons le, ne sont pas le résultat d'une formation sociale donnée ; que ce soit le féodalisme, comme au Portugal, ou le mode de production dit asiatique, comme en Grèce, ou en Turquie. Toutefois, il est évident que le surpoids des seigneurs est important dans les sociétés où il y a domination ethnique, comme dans les pays d'Amérique Latine.

Cela dit, revenons à ce phénomène du dépassement du libéralisme classique. Nous allons tout d'abord nous arrêter sur l'économie mixte. Par la suite, nous étudierons l'économie de consommation, c'est à dire la structure dite keynésienne.

En ce qui concerne l'économie mixte, nous allons souligner les déterminations essentielles. Il faut, toutefois, signaler que ce mouvement se manifeste consciemment à partir de la sociologie²⁵⁵. La dimension économique tend à se réaliser pratiquement. En effet, la théorie

²⁵⁴ *Le Capitalisme Difforme et la Nouvelle Question Agraire*, Editions Masero, p.33.

²⁵⁵ Les principales œuvres qui conditionnent ce processus nous semblent être : *La Transformation de la Démocratie*, de Vilfredo Pareto, *La Classe Politica*, de Gaetano Mosca, et *La Rebellion de Las Masas*, de Ortega y Gasset.

qui prétend l'informer au niveau économique – comme celle de Carl Foehl ou de Vilfredo Pareto – reste très proche de la recherche traditionnelle. Schumpeter nous signale à ce propos :

« On ne doit pas oublier que le credo du national-socialisme n'était économique ni dans sa forme, ni dans son essence et que, de ce fait, il était compatible non seulement avec tout genre d'économie technique, mais encore avec des recommandations très diverses en matière de politique économique²⁵⁶ .

Ce jugement de Schumpeter nous semble devoir être nuancé. Le national-socialisme, en particulier, et le fascisme, en général, se présentent comme la troisième voie : ni socialisme, ni capitalisme. De sorte que le contenu économique se présente comme un mouvement essentiel. Le but étant une économie mixte, parce que dirigée, et parce que l'Etat y possède une partie très importante de l'industrie lourde et des grands services. Toutefois, le fascisme, à la différence du socialisme marxiste, ne se manifeste pas comme un mouvement antiéconomique. Il est pour l'intervention de l'Etat dans l'économie, mais non pas contre l'économie en tant que telle²⁵⁷ .

En effet, l'économie fasciste se prononce contre les trois grands interdits de l'économie libérale : l'impératif de l'équilibre budgétaire, la non-intervention de l'Etat dans les mécanismes du marché et la non-possession d'unités économiques par la puissance publique. Il est évident que depuis lors, ces pratiques ont été banalisées, parce que généralisées. Mais, il ne faut pas oublier que pour l'époque, l'économie fasciste a représenté une rupture très importante. Le but de cette rupture fut précisément le dépassement de la Grande Crise²⁵⁸ .

Mais le changement le plus important va se produire au niveau socio-politique. Nous mentionnons cet aspect du mouvement fasciste parce qu'il nous semble jouer un rôle de premier ordre à l'intérieur des économies mixtes. Ceci, d'autant plus que ces changements vont

²⁵⁶ *Histoire de l'Analyse Economique*, Gallimard, N.R.F., T.III, p. 524.

²⁵⁷ *La Politica economica dei grandi sistemi coercitivi*, de Giovanni Demarie, et surtout es *Principii di economica corporative*, sont à ce niveau là, des ouvrages particulièrement significatifs.

²⁵⁸ Parmi les grands acquis de l'économie fasciste, il faut rappeler : 1) les grands travaux architecturaux et d'infrastructure qui ont permis d'absorber le chômage, 2) la stabilisation monétaire, particulièrement celle de la monnaie allemande, et 3) le plein emploi. Tout ceci à l'intérieur d'une économie de pénurie relative.

subsister par-delà la disparition du mouvement qui lui a donné naissance.

Il s'agit de la dimension antidémocratique et, plus précisément, le mouvement contre la loi de l'alternance pure dans l'espace du pouvoir. Car la démocratie selon sa pratique, est le mécanisme par lequel la circulation des élites est assurée par le peuple arbitre ; lequel, lors des élections, donne le pouvoir soit à l'une, soit à l'autre des coalitions qui luttent pour contrôler la « respublica ». Selon la sensibilité antidémocratique – exprimée surtout par Pareto -, les crises économiques sont produites par la démagogie de tous ceux qui cherchent à contrôler le pouvoir. De sorte que les candidats font des promesses qui sont en dehors des possibilités des structures sociales.

Ce qui introduit des déséquilibres très importants et conduit aux crises. Pour Pareto, « de toute part les faits nous reconduisent à cette observation, que les historiens souvent ne voient ces événements qu'à travers le voile de leurs passions et de leurs préjugés, nous décrivant comme un combat pour la conquête de la liberté une simple lutte de deux élites concurrentes. Ils croient et veulent nous faire croire que l'élite, qui en réalité cherche à s'emparer du pouvoir pour en user et en abuser tout autant que celle qu'elle veut déposséder, n'est mue que par le pur amour du prochain, ou, si l'on veut faire usage de la phraséologie de notre époque, par le désir du bien des petits et des humbles »²⁵⁹.

La circulation des élites est un des centres d'intérêt de la sociologie parétienne. Selon lui, un simple retard dans la succession des élites ne peut qu'avoir une influence funeste sur la société. Cette circulation est assurée par les lois organiques du social. Mais, devant la décadence d'une élite, surgit celle qui prétend que le pouvoir doit se proposer comme but de l'occuper pleinement. Disons que Pareto est pour l'organisation aristocratique du pouvoir. La loi démocratique est pour lui une règle pervertissante ; débouchant sur la démagogie et le désordre social.

Il est évident que ces idées – dont Pareto n'est pas le seul producteur – vont inspirer le mouvement fasciste et poser la perspective de la prise totale du pouvoir. Dès lors, ce n'est plus

²⁵⁹ *Les Systèmes Socialistes*, librairie Droz, Genève, pp. 58 et suiv.

d'une simple dictature au sens classique du terme qu'il s'agit, mais d'un processus global, appuyé sur un parti ayant une idéologie nationaliste, ou tendant à la consolidation et l'affirmation d'une communauté en elle-même. Ce projet a impliqué la sédimentation et la stabilité de la structure du pouvoir, c'est-à-dire de la classe administrative et de la classe politique (Mosca).

L'économie mixte fasciste comporte, par conséquent, comme moment essentiel la fin de l'alternance – de l'élite du pouvoir : politique et administrative -, donc de la mobilité verticale dans la pyramide de l'Etat. Par rapport à la structure classique et du point de vue sociologique, le changement essentiel celui de la fin de l'alternance de la classe politique et de l'incidence de ce mouvement dans la classe administrative ; donc, de ce qu'il est convenu d'appeler le « spoil system », suivant la pratique américaine. On peut exprimer cette problématique autrement, en disant qu'à l'époque classique la fonctionnarisation, ou la titularisation, était un privilège accordé généralement en fin de carrière.

A partir de l'expérience du fascisme, on va assister à une généralisation de cette pratique dans la fonction publique. De ce point de vue, ce mouvement se présente comme une régression par rapport à la loi libérale classique, une sorte de retour aux structures bureaucratiques des réalités non encore capitalistes. En effet, du point de vue de la loi libérale, il ne peut pas y avoir fixation dans l'espace du pouvoir. Une telle fixation implique « nécessairement que tous les autres (citoyens) seront privés des droits civiques, écartés qu'ils sont de l'honneur d'exercer les charges publiques : car nous appelons honneurs les fonctions officielles, et quand ce sont toujours les mêmes qui sont au pouvoir, il en résulte forcément que le reste de la population est frappée d'indignité »²⁶⁰.

Cette problématique est précisément reprise par la première « Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen » de 1789, qui dans son article 6 dit : « Tous les citoyens étant égaux aux yeux de la loi, ils sont également admissibles à toutes les dignités, places et emplois publics selon leur capacité et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents »²⁶¹.

²⁶⁰ Aristote, *Politique*, III, 10.

²⁶¹ Ce rapport entre la citation d'Aristote et l'article 6 de cette Déclaration nous permet, précisément, de souligner le lien du phénomène individualiste, dans son processus d'extension. Car ces textes sont l'expression de deux moments de ce mouvement. Au début, les citoyens, ou les sujets du pouvoir, sont une minorité ; avec la Révolution française s'annonce – ce que la pensée critique du dix-huitième siècle avait formulé – la généralisation de ce phénomène. Ce qui constitue le fondement de l'univers individualiste moderne.

L'alternance dans l'espace du pouvoir est, comme nous le montre K. Mannheim dans *Idéologie et Utopie*, une manifestation essentielle de la société concurrentielle. En tout état de cause, la mobilité verticale exprime cette nécessité structurelle : qu'il n'y a pas de montée sans descente !

Cela dit, comme nous l'avons signalé plus haut, l'économie mixte va se maintenir par delà le mouvement sociopolitique qui lui a donné naissance. Seulement, les économies mixtes modernes rétabliront le principe de l'alternance de la classe politique, tout en gardant les deux autres dimensions qui sont : celle de l'Etat propriétaire et interventionniste et celle de la fixation de sa classe administrative. La permanence de la bureaucratie est considérée ici comme une garantie de neutralité par rapport au jeu partisan de l'alternance politique. Ce principe de la neutralité donnera naissance à une perception non partisane de cette classe ; capable, par-là même, d'atteindre l'universalité²⁶² par son savoir et sa pratique. La bureaucratie devient technocratie, c'est-à-dire cette élite qui se croit être composée de spécialistes du bonheur du peuple. De sorte que la classe administrative va devenir classe politique. Le pouvoir énarque est en France la manifestation de ce phénomène²⁶³.

Comme nous l'avons souligné – au sous chapitre sur « La crise économique actuelle » -, la structure de l'économie mixte peut bien fonctionner en époque d'expansion. Par contre, elle est très fragile en période de récession, car sa charge de fonctionnement est particulièrement rigide et elle tend à bloquer la mobilité verticale : l'accès des nouvelles élites à l'espace public.

Nous allons, à présent, regarder de près la deuxième perspective pratique ouverte par la

²⁶² Hegel croyait, pour sa part, que la bureaucratie – de l'Etat prussien de son temps – possédait cette dimension. C'est le sens du passage suivant : "La classe universelle, plus précisément celle qui se consacre au service du gouvernement, a dans son destin d'avoir l'universel comme but de son activité essentielle". *Principe de la Philosophie du Droit*, paragraphe 303.

²⁶³ De ce point de vue, l'E.N.A. n'est pas une simple institution destinée à produire des seigneurs de la chose publique, mais elle reproduit aussi le pouvoir technocratique.- Signalons que ce n'est pas un accident si cette institution est particulièrement bien considérée dans les pays sous-développés. En effet, cette institution correspond à la nature bureaucratique de ces réalités, car en elle la classe administrative est la pépinière de la classe politique et en assure son roulement -. Monsieur Paul Fabra nous explique, en ce qui concerne cette problématique des castes bureaucratiques : « Sait-on, par exemple, qu'un projet, pourtant remarquable, de création à Lausanne d'une école supérieure de gestion des affaires publiques et privées, présenté par un grand diplomate, M. Olivier Long (ancien directeur général du G.A.T.T.), a été longtemps repoussé parce que son auteur avait eu l'imprudence, à l'origine, de l'appeler 'école d'administration', malgré de notables différences d'organisation et de recrutement avec l'E.N.A. ? ». « Le Monde », 22-4-86.

Grande Crise : la solution dite keynésienne. L'économie moderne peut être perçue comme le résultat de deux changements essentiels ; l'un se situerait au niveau international : les Accords de 1944, tandis que l'autre se rapporte à la politique économique de l'Etat. Nous avons ainsi, d'un côté, le système monétaire international, et de l'autre côté, le phénomène de l'Etat Providence.

Ces deux déterminations essentielles ne sont pas le résultat de la mise en pratique du projet de Keynes. Il s'agit plutôt, d'un mouvement conditionné par les circonstances, plus que par la projection théorique. Il y a, toutefois, des idées chez Keynes qui vont dans le sens du changement dont il est question.

C'est ainsi qu'en ce qui concerne le problème de la monnaie, Keynes nous dit dans un essai intitulé «La Fin du Laissez faire » de 1926 : « Bon nombre des plus grands fléaux économiques de notre époque sont les fruits du risque, de l'incertitude et de l'ignorance. C'est parce que certains individus, favorisés par le sort en matière de situation ou de talent, sont à même de tirer avantage de l'incertitude et de l'ignorance, et c'est aussi parce que les grosses affaires sont souvent une loterie, que de grandes inégalités de fortune voient le jour. Et ces mêmes facteurs sont également causes de chômage, de mécompte pour tous ceux qui misent raisonnablement sur le mouvement futur des affaires, et de déclin de l'efficacité de la production. Pourtant le remède se trouve en dehors de la sphère d'action individuelle ; il se peut même qu'il soit dans l'intérêt de certains individus d'aggraver le mal. Je crois qu'il faut rechercher le remède à tout cela, en partie dans le contrôle délibéré de la monnaie et du crédit par une institution centrale et en partie dans le rassemblement et la diffusion sur une vaste échelle des informations concernant la situation des affaires »²⁶⁴.

Par conséquent, Keynes est ici conscient que le remède aux maux de l'époque «se trouve en dehors de la sphère de l'action individuelle ». Il préconise, dès lors, « le contrôle de la monnaie et du crédit par une institution centrale ». Keynes a eu d'autres idées qui sont incontestablement en avance sur son temps. C'est ainsi que dans son essai sur « *L'Economie en 1931* », il nous dit : « il y a aujourd'hui beaucoup de gens qui voulant du bien à leur pays,

²⁶⁴ *Essais sur la Monnaie et l'Economie*, P.3P., pp. 122-123.

s'imaginent qu'épargner plus qu'à l'ordinaire est la meilleure chose que leur prochain et eux-mêmes puissent faire pour améliorer la situation générale. S'ils s'abstiennent de dépenser une proportion de leurs revenus plus forte que d'habitude, ils auront aidé les chômeurs, croient-ils...

Or, en certaines circonstances tout cela serait parfaitement juste, mais dans la situation actuelle c'est malheureusement faux de point en point. Rien ne peut être plus nuisible ni malavisé. C'est une croyance qui est aux antipodes de la vérité. En effet, la fonction de l'épargne est de rendre une certaine quantité de travail disponible pour la production de biens d'équipement, tels que maisons, usines, routes, machines, etc.. Mais si un surplus important de chômeurs est déjà disponible pour des emplois de ce genre, le fait d'épargner aura seulement pour conséquence d'ajouter à ce surplus et donc d'accroître le nombre des chômeurs. En outre, tout homme mis en chômage de cette manière ou pour toute autre raison verra s'amenuiser son pouvoir d'achat et provoquera, à son tour, un chômage accru parmi les travailleurs qui auraient produit ce qu'il n'a plus les moyens d'acheter. Et c'est ainsi que la situation ne cesse d'empirer en un cercle vicieux »²⁶⁵.

Mais curieusement, dans son œuvre fondamentale – *La Théorie Générale* – Keynes revient à une position traditionnelle. Il y soutient, par exemple, en ce qui concerne ce problème du rapport entre l'épargne et l'investissement, une thèse différente : « De la définition donnée au chapitre précédent, il résulte que l'Epargne et l'Investissement sont forcément d'un montant égal puisque pour la communauté considérée dans son ensemble, ils ne sont que deux aspects différents de la même chose. Plusieurs auteurs contemporains (et nous-mêmes dans *Treatise on Money*) ont cependant donné de ces grandeurs des définitions spéciales qui n'impliquent pas nécessairement leur égalité. D'autres ont fondé leurs travaux sur l'hypothèse qu'elles pouvaient ne pas être égales, sans mêmes commencer par les définir. Il sera donc utile, afin de rattacher ce qui précède aux autres études dont ces termes ont été l'objet, de classer quelques-unes de leurs diverses acceptions qui paraissent courantes.

A notre connaissance, tout le monde s'accorde à désigner par Epargne l'excès de revenu sur ce qui est dépensé pour la consommation. Adopter un sens différent serait fort incommode,

²⁶⁵ Ibid, pp. 52 et 53

et, au surplus, trompeur²⁶⁶.

Comme on peut le constater par ce passage, Keynes n'avait pas, à l'époque, une vision claire sur la nature des transformations à opérer. Il y régnait plutôt – de la part de la sensibilité libérale – l'idée selon laquelle les mécanismes monétaires ne pouvaient pas être modifiés. Que, par exemple, pour suivre la thèse exprimée par Keynes, l'épargne est la condition de l'investissement, car l'épargne est ce qui excède la consommation. Il faut signaler qu'au sens strict du terme, cette thèse est particulièrement problématique, car elle ne tient pas compte du niveau de la thésaurisation. Il faudrait, dans ce sens, plutôt dire que le surplus de la consommation est non seulement l'épargne, mais aussi la thésaurisation. Et que la thésaurisation est en rapport inverse au niveau de l'épargne. De sorte qu'en période de récession – comme nous l'avons déjà signalé – le surplus tend à être thésaurisé. Ceci étant particulièrement vrai sous le règne de l'or comme étalon.

La nouvelle politique économique sera plutôt le résultat des circonstances. En tout état de cause, elle n'est pas sortie toute prête du cerveau de Keynes. Il y a dans son œuvre des éléments théoriques, comme nous venons de le souligner. C'est ainsi que dans le *Tract on Monetary Reform* – de 1923, avant la réinstauration de l'étalon or – il se prononce pour une politique de régulation monétaire. Mais surtout il est évident que la *Théorie Générale* fut, dès son apparition, perçue comme la nouvelle économie politique de la dépense.

En tout cas, la possibilité d'une politique monétaire comme instrument de politique économique n'était pas à l'ordre du jour. Ceci pour deux raisons essentielles : premièrement, l'étalon or, et deuxièmement, la thèse libérale de non-interventionnisme de l'état.

Nous avons déjà vu les problèmes posés par l'or comme étalon. Plus précisément, le rapport entre, d'une part la thésaurisation et l'épargne, et de l'autre, la rigidité qu'il y a entre la quantité et son multiplicateur, c'est-à-dire la vitesse de circulation. Il nous reste donc à voir ce problème du principe du non-interventionnisme de l'état libéral. Nous en avons déjà signalé les moments essentiels. Qu'il suffise ici de dire que, d'une manière générale, on croyait que le système pouvait se réguler tout seul. On n'avait pas encore pris conscience de la différence

²⁶⁶ *Théorie Générale*, P.3.P., p. 95.

entre la dimension strictement marchande et la dimension institutionnelle de la monnaie. Ceci va se produire à partir de l'institution du règne du papier monnaie. C'est d'ailleurs, cette attitude non volontariste, disait-on déjà à l'époque, qui permettra l'apparition du concept de libéralisme sauvage. Car le non-interventionnisme en tant que tel provoquait le développement de la misère sociale ; dont le grand capital était censé tirer profit. Dès lors, le pouvoir d'Etat va apparaître comme la source du bien-être : le sujet du bonheur social.

En d'autres termes, on croyait à l'époque que, livré à lui-même, le système ne pouvait que conduire, d'un côté, à la concentration monopoliste²⁶⁷ du capital, et de l'autre côté, à la misère grandissante du social, à la paupérisation absolue, aurait dit Marx. Cette thèse est non seulement partagée par les néo-marxistes comme Hilferding, Luxemburg et Lénine, mais aussi par des personnalités libérales aussi différentes qu'Irving Fisher, Lionel Robins et Louis Baudin, sans parler de Thorstein Veblen. Nous trouvons l'incidence de cette pensée, par exemple, dans la loi antitrust américaine : Clayton Act de 1914.

Il apparaît, dès lors, que les changements qui vont s'opérer à la sortie de la deuxième guerre mondiale, n'ont pas été en tant que tels préconçus. Ceci explique, comme nous l'avons signalé plus haut, l'attitude de Keynes²⁶⁸ et son plan dit du Bancor, lors des négociations des Accords de Bretton Woods. Cette négociation a été décidée par Roosevelt et Churchill au début même de l'intervention américaine dans la conflagration internationale. La délégation américaine était dirigée Par Dexter White, tandis que Keynes était à la tête de la délégation anglaise.

Il s'agissait alors de réfléchir sur la possibilité d'un nouveau système monétaire international pouvant permettre le démarrage des échanges, une fois la guerre terminée. Du point de vue strictement économique, ce démarrage ne pouvait plus se faire à partir de l'étalon or. Les Américains, en effet, vont détenir à la fin du conflit autour des 2/3 du stock monétaire de

²⁶⁷ A ce propos, voici ce que nous dit Daniel Villay : "la concentration tue la concurrence. Elle détraque et fausse le système du marché". *A la Recherche d'une Doctrine Economique*, Editions Génin, p. 88.

²⁶⁸ Cette thèse, remarquons le, est en opposition avec celle qui a prévalu avant l'apparition de la crise actuelle. A l'époque, on a attribué à Keynes l'invention d'une technique anti-crise. Le passage suivant est à ce niveau très significatif : « Je crois bien que l'on peut aujourd'hui tenir pour certain que jamais nous ne revivons une expérience du type de la Grande dépression, parce que Keynes a découvert le sérum qui neutralise les contradictions économiques : le déficit budgétaire, les grands travaux publics, la politique des bas taux d'intérêt ». Villey, Op.cit, p. 94, - publié en 1967.

l'or international.

C'est donc cette situation qui a conditionné les résultats de la négociation. Lesquels résultats sont composés de trois volets : 1) Un système de parité fixe, dit système de l'étalon de change or, 2) un organisme international de surveillance possédant des fonds nécessaires à sa fonction : le Fonds Monétaire International, et 3) un accord antiprotectionniste de liberté commerciale : le G.A.T.T..

Nous avons ainsi, d'un côté, un système monétaire international avec ses règles, son institution de surveillance, et de l'autre côté, une doctrine économique destinée à permettre le plein emploi et l'augmentation de la consommation. Nous allons tout d'abord jeter un coup d'œil sur cette doctrine économique dite keynésienne. Par la suite, nous analyserons les mécanismes des Accords de 1944. La nouvelle politique économique se proposait comme but de réactiver le système par l'emploi du déficit budgétaire. L'Etat devait donc, d'une part, contribuer au plein emploi en créant des emplois dans le secteur public, et de l'autre, subventionner le social en vue de lutter contre la surproduction²⁶⁹.

Le but était alors de créer un pouvoir d'achat marginal en vue d'accroître la capacité de consommation. De dépasser, pour ainsi dire, l'inélasticité de la demande. L'instrument de cette politique n'était autre que le déficit budgétaire. Lequel déficit était couvert d'une manière quantitative²⁷⁰. Ce n'est que vers la fin des années cinquante, aux Etats-Unis, que va se développer la technique de réactivation qualitative. C'est-à-dire qu'on assiste à ce passage du prêt à l'investissement au prêt personnalisé, à la consommation. De sorte qu'il y aura, une extension du crédit. Ce qui produira une élévation considérable de l'efficacité de la monnaie²⁷¹.

Mais, à côté de ces facteurs monétaires, un phénomène sociologique va jouer un rôle de

²⁶⁹ Car le système capitaliste se caractérise par la tendance à la surproduction.

²⁷⁰ Il est évident que l'augmentation quantitative de la monnaie ne pouvait que provoquer l'érosion de sa valeur. Mais cette érosion, comme on le verra plus loin, va jouer un rôle régulateur. Ceci dans le sens de la célèbre loi de Philipps et selon laquelle, l'inflation est l'antidote au chômage.

²⁷¹ On peut dire, dès lors, que la pratique du prêt au pouvoir public correspond à une époque plutôt pré-capitaliste, tandis que le crédit à l'investissement coïncide avec le capitalisme classique. Par contre, le prêt personnalisé se rapporte à l'économie de consommation.

premier ordre dans cette lutte pour l'accroissement du pouvoir d'achat : la force syndicale. Les revendications salariales vont permettre précisément l'augmentation de la capacité de consommation. De même que les grèves vont réduire le sur-stockage et empêcher la surproduction²⁷². Car le problème du système capitaliste est celui de la surproduction. Cette surcapacité est particulièrement évidente en économie moderne. Il nous suffit de penser, à ce propos, au cas de l'agriculture américaine où 2,8% de la population active produit le surplus le plus extraordinaire des temps modernes.

Cela dit, revenons au problème du système monétaire international, plus précisément aux Accords du 22 juillet 1944. La base de ce système est le rapport entre le dollar et l'or. Ces valeurs vont se trouver en parité fixe de 35 dollars pour une once d'or. Ce qui voulait dire, que la « F.E.D. » se compromettrait à maintenir cette parité. Les Américains étaient, dès lors, obligés soit d'acheter toute quantité d'or leur étant offerte au prix fixé par la parité, soit de rembourser les excédents de papier américain à ce taux. Il faut signaler, en ce qui concerne cette problématique, que seules les banques centrales pouvaient obtenir cette forme de convertibilité, cette garantie.

C'est donc à partir de cette base que va se construire ce système. Les autres monnaies devaient annoncer une parité à l'égard du dollar et respecter ce niveau de rapport avec une possibilité de variation de 1% d'un côté et de l'autre de la parité. Mais, à l'époque, les nations – dont la monnaie était en parité au dollar – susceptibles de faire une certaine concurrence aux Etats-Unis, étaient pour la plupart très abîmées par la guerre. C'étaient des sociétés qui devaient se restructurer et reconstruire leur économie. En ce qui concerne l'ordre du développement économique avant la deuxième guerre mondiale, voilà ce que nous dit Daniel Vitry :

« Jusqu'en 1871, la France est la deuxième puissance commerciale et financière du monde, derrière l'Angleterre. A la veille du premier conflit, elle a régressé en quatrième position ; elle n'assure plus que 7,6% du commerce international, derrière l'Angleterre (17,6%), l'Allemagne (12,5%) et les Etats-Unis (7,7 %)...

²⁷² De ce point de vue, on peut dire que la force syndicale joua un rôle régulateur dans l'économie de consommation. Il s'agit sociologiquement d'un système où la lutte des classes – la révolte des travailleurs – est instituée.

En 1938, la France passe au cinquième rang du commerce mondial, le Canada l'ayant devancée ; elle a également perdu sa position financière dans la tourmente de la crise de 1929 »²⁷³.

Le fait est que parmi les grandes nations industrialisées, seuls les U.S.A. et le Canada n'avaient pas connu les destructions de la guerre. L'Amérique sortait économiquement renforcée de cette période conflictive. Elle était devenue la première puissance économique du monde : elle débordait, pour ainsi dire, de capitaux et de richesses. Pour cette raison, les autres nations étaient obligées de pratiquer le protectionnisme, et de se constituer en tant que structures exportatrices, principalement vers les Etats-Unis.

Ce phénomène explique le niveau d'extraversion qui va être atteint par ces structures²⁷⁴. A l'époque, la fin des années quarante et le début des années cinquante, les Américains n'exportaient que 6% de leur PIB. Les autres puissances industrielles vont très vite – particulièrement la RFA et le Japon – surmonter le niveau de l'avant guerre – autour de 12% pour l'Allemagne – pour dépasser 30% du PIB.

Le dollar a été jusqu'à la fin des années cinquante la seule monnaie internationale. La Livre Sterling devait en principe continuer à jouer un rôle, comme monnaie de réserve, mais le déclin économique de ce pays l'en a empêché. De sorte que les puissances industrielles liées au dollar avaient besoin de cette monnaie non seulement pour payer leurs importations, mais pour garantir la valeur de leur monnaie. Cela explique en grande partie la volonté exportatrice de ces nations.

Le protectionnisme de ces nations a été, quant à lui, surmonté, détourné – en quelque sorte – par les exportations de capitaux américains. C'est l'apparition des célèbres multinationales des U.S.A.. En ce qui concerne cette problématique, il faut signaler tout d'abord

²⁷³ “Le Monde”, 17-12-85.

²⁷⁴ Certains spécialistes soutiennent que la croissance économique de ces pays plus précisément leur restructuration, a été le résultat du Plan Marshall. D'autres pensent que ce plan a surtout permis aux Américains d'écouler leur surproduction. En tout état de cause, l'expérience nous montre que l'aide extérieure n'a jamais permis la croissance économique. Car, si tel fut le cas, il est évident qu'Israël serait actuellement un des pays les plus développés du monde. En effet, à côté de l'aide américaine qui est considérable, il faut y tenir compte aussi des afflux provenant de la diaspora.

que ce phénomène va contribuer à la diffusion de la nouvelle technologie – de l'automatisation -, et qu'il va permettre la fusion du capital national avec le capital international. En fait, la véritable multinationalisation du capital va se produire à cette époque. A l'époque classique, le capital était plutôt encore national. La multinationalisation a commencé à la fin de cette période – dans le cas particulièrement de l'exploitation et de la commercialisation du pétrole -, mais va se consolider et se développer avec le nouveau système monétaire international.

Le premier moment de ce système se caractérise, par conséquent, par l'extraversion des sociétés capitalistes détruites par la guerre et la multinationalisation du capital américain. Ce moment est, comme nous venons de le signaler, celui du règne du dollar, au sens strict du terme. Cette période va « grosso modo » de 1944 à la fin des années cinquante. Le deuxième moment du nouveau système va s'étendre de 1960 à la fin de la garantie or du dollar : le 15 août 1971.

Cette période se caractérise par :

- premièrement, l'émergence de nouvelles monnaies de réserve ;
- deuxièmement, la dépréciation du dollar par rapport à l'or ;
- et troisièmement, la multinationalisation du capital européen.

En ce qui concerne le premier point, il est la manifestation de l'émergence de nouvelles puissances monétaires, comme la RFA, la Suisse et la France, par exemple. De sorte que ces nations vont avoir de moins en moins besoin de dollars pour leurs importations. A la place du dollar, ces pays vont employer leur monnaie. Ce qui provoquera la suraccumulation de dollars dans les banques centrales de l'Europe ; qu'on appellera les eurodollars.

Ce phénomène a comme conséquence la demande de convertibilité de ces dollars en or. Ce qui va provoquer la redistribution de l'or américain. Donc, par-là même, la déstabilisation du système de 1944 , ceci indépendamment des différentes tentatives pour arrêter sa dégradation. Comme c'est le cas du Pool de l'or – de 1961 à 1968 -, du double marché de l'or – à partir de 1968 – et de la tentative de création d'une nouvelle monnaie devant remplacer le dollar : les

DTS.

La montée ne force des monnaies européennes donne lieu non seulement, comme nous venons de le signaler, à la dépréciation du dollar par rapport à l'or, mais est la manifestation de la puissance économique de ces nations. Ce qui se concrétise dans et par la multinationalisation du capital de ces pays. Or, ce mouvement commence avec le capital allemand et est suivi par les capitaux des autres puissances, comme la France, la Hollande, la Suisse, l'Angleterre, l'Italie, etc. etc.. Depuis les années soixante-dix, nous assistons à la multinationalisation du capital japonais, et récemment à l'entrée en scène du capital sud-coréen.

Mais, pour revenir à l'époque qui nous intéresse ici, rappelons que la suppression de la garantie or du dollar – le 15 août 1971 – met, pour ainsi dire²⁷⁵, fin aux Accords de Bretton Woods. Ce système était plutôt une structure de transition. La diminution brutale des réserves de l'or américain ne pouvait garantir sa continuité.

Ainsi, l'époque de la rareté de dollars est suivie de celle de son abondance et, par-là même, de sa dépréciation. Il faut, toutefois, que soit claire l'importance – en ce qui concerne ce mouvement – du rapport quantitatif entre la monnaie américaine et le métal jaune. La logique même de la nouvelle structure a fait qu'il s'agissait de deux masses qui évoluaient en relation inverse. De sorte qu'on peut dire que le système de 1944 reposait sur les réserves or américaines. En d'autres termes, à l'intérieur de ce système, la sortie de dollars des U.S.A. impliquait une contrepartie en or. Ce qui ne sera pas le cas après la suppression de la parité fixe. En effet, à partir du 15 août 1971, les Etats-Unis détiennent le privilège de pouvoir payer leurs déficits avec la seule émission monétaire. Les autres nations, par contre, ne peuvent rembourser leurs déficits qu'avec leurs excédents, ou grâce au crédit. Nous parlerons de cette problématique au Tome III et VI de cette Introduction.

Pour le moment, il faut souligner : 1) le caractère rationnel du système de 1944, et 2) le rôle régulateur de l'inflation. Pour ce qui est du premier point, il faut tenir compte des phénomènes que nous avons signalés plus haut, comme la diffusion de la nouvelle technique

²⁷⁵ Donc, en principe et non pas dans la réalité.

(l'automation) et la redistribution de l'or²⁷⁶ contrôlée par les Etats-Unis. A ce résultat, il faut ajouter la logique même de ce système de la parité fixe : sa dimension stable et ajustable²⁷⁷.

Plus précisément, le fait que les monnaies en parité au dollar avaient la possibilité de changer de parité, dès que le besoin s'en faisait sentir. Le gouvernement responsable décidait cette parité d'une manière autonome, seules les dévaluations supérieures à 10% avaient l'obligation d'obtenir le feu vert du FMI. A l'époque, en effet, on considérait que les dévaluations avaient un caractère compétitif. On croyait, plus justement, que les produits du pays dont la monnaie se dévalue, deviennent surconcurrentiels. L'expérience des dévaluations du FF par rapport au DM, nous montre que cette thèse est particulièrement problématique. Nous parlerons plus loin de ce phénomène.

En ce qui concerne le rôle régulateur de l'inflation, remarquons qu'elle a réactivé l'économie des sociétés pendant la période qu'il est convenu d'appeler les trente glorieuses. Mais, cette réactivation ne serait concevable que si on tient compte du fait que l'inflation supprime toute préférence pour la liquidité, donnant ainsi lieu à une haute propension pour les consommations. Nous voulons nous référer ici à une inflation modérée et non pas à l'inflation galopante ou à l'hyper-inflation.

C'est donc à cette absence de préférence pour la liquidité que nous voulons nous référer ici. En effet, l'érosion monétaire dissuade la thésaurisation de monnaie. De sorte que l'argent se trouve toujours dans les circuits financiers. Cela explique le fait que pendant cette période - qui prend fin avec la crise de ce système - l'épargne était rémunérée en termes réels, négativement. En 1970, par exemple, en pleine expansion de l'économie nationale, le taux d'inflation était de 8% et le taux de rémunération de l'épargne de 4%. Ceci s'explique par le fait qu'à l'époque le système n'avait, pour ainsi dire, pas besoin de l'épargne. Mais, indépendamment de cette rémunération négative de l'épargne, le taux d'expansion était un des plus élevés de l'époque

²⁷⁶ Rappelons que la France, grâce à De Gaulle et Rueff, fut une des principales bénéficiaires.

²⁷⁷ Il est à signaler que ce caractère d'ajustabilité est une des particularités du système de 1944. Certains spécialistes attribuent cette dimension aussi au SME (de 1979). C'est ainsi que Christian de Boissieu nous dit : « Comme dans les Accords de Bretton Woods, les taux de change sont dans le S.M.E. 'fixes, mais ajustables' ». « Le Monde », 22-4-86. Ce jugement nous semble problématique. En effet, dans le Système de 1944, la possibilité de changement de parité est en dernière instance du ressort des autorités responsables de la monnaie. Ce qui n'est pas le cas au sein du SME. Ici, il faut plutôt parler de réaligement, résultant d'une négociation entre partenaires. Nous discuterons cette problématique d'une manière plus approfondie au Tome III de cette Introduction à la Théorie Economique.

moderne. A présent (19865) que l'épargne est rémunérée positivement - autour de 2% - en France, il n'y a plus de croissance économique. Pour cette raison, nous disons que la thèse classique, selon laquelle le niveau de l'épargne conditionne celui de l'investissement, n'est pas valable en général. Il s'agit, dès lors, de tenir compte du niveau de la préférence pour la liquidité. Or cette préférence est importante, en déflation, et marginale en inflation. En d'autres termes, la déflation réduit l'efficacité de la monnaie, car elle élève le niveau de préférence pour la liquidité.

On peut dire, par conséquent, que l'érosion monétaire joue un rôle régulateur, car elle permet l'accroissement de l'efficacité de la monnaie. En effet, on ne peut saisir cette problématique si on ne tient pas compte du fait qu'une perte marginale de la valeur de la monnaie dissuade toute forme de thésaurisation. Il vaut mieux, dans ces conditions, placer l'argent à la banque - même si son taux de rémunération réel est négatif - que le garder chez soi. Le système financier, en état de sur-liquidité, ne peut qu'offrir la monnaie en abondance et à un taux très bas. Poussant ainsi l'efficacité de la monnaie à son niveau le plus haut.

Remarquons qu'une telle situation ne fait que confirmer la célèbre thèse de Hume, selon laquelle le taux d'intérêt est le vrai baromètre de la richesse sociale, car plus il est bas, plus la nation est prospère. Par conséquent, cette élévation de l'efficacité de la monnaie équivaut à l'utilisation maximale et optimale de l'appareil productif. Car, comme nous le dit Smith, toute augmentation dans l'efficacité de la monnaie a une incidence semblable, pour ce qui est de la production des richesses, à l'utilisation optimale des instruments de production.

Ce n'est donc pas un accident si l'époque inflationniste du système moderne a pu produire les niveaux de croissance que nous avons pu constater. Nous devons, toutefois, insister sur le fait que cette croissance n'est pas le simple résultat des techniques de relance keynésiennes, mais que le développement du crédit y a joué un rôle de premier ordre. C'est, en effet, plutôt à ce développement qu'il convient d'accorder la primauté. D'ailleurs, la différence essentielle entre les politiques économiques de certains pays mi-développés de l'époque actuelle - comme l'Argentine, le Chili et l'Uruguay -, d'une part, et les pays développés, de l'autre, se manifeste précisément au niveau du crédit. En effet, ces pays ont pratiqué des politiques de relance quantitative, mais le crédit personnalisé y est très marginal par rapport à des sociétés, comme l'économie américaine ou allemande, par exemple.

Dès lors, il apparaît clair que l'économie de consommation n'a pas sa source dans la relance quantitative, mais dans l'abondance et les facilités du crédit. L'expansion quantitative a, toutefois, joué un rôle très important, mais c'est à elle qu'il convient d'attribuer l'incidence inflationniste.

En tout état de cause, l'expansion quantitative de la monnaie est principalement conditionnée par la charge économique de l'Etat. Tandis que l'accroissement de l'efficacité de la monnaie est le résultat, en dernière instance, de la politique monétaire des Etats. Ce n'est donc pas un accident si le monétarisme, ou les politiques anti-crédit, ont eu jusqu'à présent une incidence aussi catastrophique pour l'économie de consommation.

Par contre, le ralentissement de l'expansion quantitative a eu des incidences particulièrement graves dans les pays à économie mixte. Dans ces réalités – comme nous l'avons déjà signalé – la charge économique des Etats est particulièrement rigide. Cela explique l'extrême fragilité de ces structures, qui, pour subventionner leur surcharge sont obligées – en époque de restriction quantitative – non seulement de s'endetter, mais de restreindre le crédit pour employer une partie des réserves bancaires.

Cette période de la grande croissance, dont nous avons parlé dans ce chapitre, a été par conséquent liée aux politiques d'expansion monétaire. Le danger de la surproduction généralisée a été ainsi écarté grâce à la surabondance de la monnaie et, particulièrement, au crédit abondant et bon marché. Ces richesses en pleine expansion ont aussi permis les politiques providentialistes des Etats, ou, si l'on veut, les transferts sociaux. Mais ces transferts ne semblent pas compatibles avec l'appauvrissement des sociétés. Tout indique, dès lors, que la fin de l'économie de consommation annonce la disparition des politiques providentialistes. Avec la diminution des richesses sociales, toutes les ressources sont employées pour subventionner la surcharge des Etats qui, elle, est en raison inverse à ces richesses²⁷⁸. Les pays dits sous-développés – qui sont des sociétés surparasitées – nous montrent la nature même de cette logique.

²⁷⁸ Nous nous trouvons donc ici devant un rapport qui est du même ordre que celui que Ricardo perçut entre le profit et le salaire. La richesse de la société civile n'est pas, toutefois, un impératif universel. Certains pensent que le contraire est plutôt nécessaire. Ils croient, comme Machiavel, que dans une société bien organisée, l'Etat doit être riche et les citoyens pauvres.

Appendices

NOTE PRELIMINAIRE

Le lecteur trouvera ici un ensemble de textes qui furent écrits à des époques différentes. Ces écrits peuvent être considérés comme des compléments au corpus de l'oeuvre elle-même. Ils sont toutefois datés par l'époque de leur écriture. C'est le cas notamment du texte sur la " markisation " de la CEE et celui sur le " Marché et le système monétaire international ".

Le premier fut écrit en 1988, tandis que le deuxième fut rédigé en 1991. Ces indications permettent d'un côté de situer ces textes dans leur contexte et de l'autre côté, de montrer au lecteur le cheminement de cette recherche.

Pour ce qui est de l'écrit sur la Zone Franc africaine, il convient d'apporter la remarque suivante. En effet ce texte tout en étant très récent - novembre 1992 -, est déjà, en quelque sorte, " out of date ". La décision française de supprimer la convertibilité du F - CFA, en août 1993, a mis fin à la logique même de ce système. De sorte qu'actuellement les pays de la Zone Franc africaine (ZFA), se trouvent dans une situation de transition, vers un nouvel ordre monétaire.

Pour le moment, - novembre 1993 - nous constatons que cette situation de transition tend à s'installer comme un provisoire qui dure. Le discours officiel pour expliquer cet état de choses, consiste à dire que la suppression de la convertibilité n'a qu'une seule finalité : arrêter la fuite des capitaux.

Dans le cas de ce système comme nous l'expliquons dans le texte auquel nous faisons référence - la fuite des capitaux se manifeste concrètement par la sortie physique de la monnaie. De sorte que ce phénomène tend à produire la rareté de la monnaie en circulation.

Comme on peut le comprendre, cet état de chose atteint actuellement, dans les pays de cette zone monétaire, des proportions particulièrement alarmante. Cela, étant donné l'état de rareté monétaire, a une incidence déflationniste, que nous constatons. Certains spécialistes pensent que cette période de transition doit déboucher, nécessairement, sur une dévaluation du F-CFA.

Il convient de signaler, à ce propos, que la dévaluation, quelle que soit son importance, ne peut pas résoudre le problème principal qui se pose à cette zone monétaire : celui de l'extrême rareté des signes valeurs. Dans la logique de ce système, le dépassement de cette rareté ne peut être que le résultat de l'augmentation des réserves en devises, permettant à ces pays d'acheter leur propre monnaie ; donc, d'augmenter la quantité de monnaie en circulation. Or, nous savons qu'un tel objectif ne peut être atteint par ces pays. Cela, précisément, à cause du manque de réserves. Ce qui est, essentiellement le résultat de la baisse considérable des revenus à l'exportation.

La dévaluation du F-CFA aurait été viable au milieu des années quatre-vingts. Elle aurait permis, notamment, une réduction des dépenses de fonctionnement. Ce qui aurait eu comme effet de retarder la fuite de capitaux que nous avons constatée par la suite.

A présent, le problème essentiel n'est plus seulement celui de réduire le poids de la fonction publique dans un ordre où le but du pouvoir est celui de sauvegarder les intérêts de ceux qui gouvernent, mais plutôt celui de dépasser la nature même de cet ordre. En effet, dans ce monde nous ne constatons pas uniquement la faillite d'un système monétaire, mais aussi l'échec des pouvoirs oligarchiques et despotiques. Le temps n'est plus où il pouvait être question de réformer le système monétaire pour sauvegarder l'ordre institutionnel.

L'expérience du système F-CFA doit, en tout cas, nous permettre de comprendre que le système de parité pure au sein d'une logique de change flottant, voire d'une logique de parité modifiable, est une simple observation. Ceci est d'autant plus vrai que la parité pure lie un ensemble de réalités sous-développées à une puissance centrale.

Nous pouvons exprimer cette problématique d'une autre manière en disant que sous le règne du papier monnaie, il est juste et rationnel que chaque nation soit capable d'assumer la pleine souveraineté dans le guidage et le contrôle de sa propre mesure, c'est-à-dire de sa monnaie. De plus cette expérience d'une monnaie unique régionale doit nous permettre de comprendre que l'unité monétaire ne mène pas nécessairement à l'élargissement des échanges et, encore moins, à l'union politique.

De plus, l'expérience du règne du papier monnaie, nous montre que cet instrument ne peut pas être produit d'une manière viable par un ordre négateur de l'économie et des règles les plus simples de l'existence sociale. Donc, en ce qui concerne cette dernière problématique, par un ordre fondé sur le parasitisme, la corruption et l'irresponsabilité.

Une monnaie (papier) capable de promouvoir les échanges et le bien-être général, ne peut être que le produit d'un ordre proche de la raison instituante. En effet, nous constatons que plus un pouvoir est la manifestation de cette raison, plus sa monnaie est solide et stable. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les pays qui ont les monnaies les plus fortes sont ceux qui se rapprochent le plus des exigences, justement, de cette raison instituante dont nous venons de faire mention. Or, cette raison veut précisément l'accomplissement du droit, de l'économie et du politique. La perversion de ces manifestations de la moralité s'objectivant dans l'état, ne peut que se répercuter au niveau de la monnaie et du système de reproduction matérielle dont elle est l'instrument essentiel.

Par conséquent, pour ce qui est des pays de la zone franc africaine, le dépassement de la logique du F-CFA et, plus précisément, de ses résidus, implique la reconstitution de l'ordre institutionnel tel qu'il est, et particulièrement, la négation de la logique parasitaire de ses Etats. Sans un tel changement, il est impossible de concevoir un ordre monétaire cohérent et un système économique capable de promouvoir et assurer le bien-être général.

Il convient, toutefois, de rappeler qu'un tel changement monétaire ne peut se faire qu'au niveau de chaque nation. Il résulte hautement problématique de croire que l'unité monétaire pourra être possible immédiatement dans l'ensemble de la zone, ou des sous-ensembles de celle-ci. L'unification monétaire ne peut être que le résultat d'un processus ultérieur. L'expérience européenne nous montre la difficulté d'une telle tâche.

En tout état de cause, la création d'une zone de stabilité monétaire passe nécessairement par l'autonomie monétaire de chaque nation. Ceci, car ce qui tend à converger au sein d'un tel système, c'est la politique monétaire de chaque nation. Laquelle politique, pour être viable, ne peut être que la manifestation de la volonté éclairée de chaque communauté sociale.

Pour ce qui est du problème de l'unité monétaire proprement dite, il est important de souligner qu'elle ne peut être cohérente et viable que si elle est le résultat d'une union politique. Ce qui implique, bien évidemment, l'effacement des élites nationales du pouvoir, en faveur d'une nouvelle élite produite par l'ensemble qui se constitue en tant que communauté politique.

Cela étant dit, revenons à l'objet même de cette note préliminaire : la présentation des textes contenus dans l'appendice de ce travail. A vrai dire, le texte sur Smith et celui des six propositions pour surmonter la crise actuelle, n'ont pas besoin d'être présentés. Les textes théoriques sont moins soumis à l'emprise du temps qui passe que ceux qui sont d'ordre empirique. Qu'il suffise donc simplement de signaler que le texte des six propositions fut écrit en janvier 1993 et que les suivants sont postérieurs.

APPENDICE I : Marché et système monétaire international.

I

Il n'est pas inutile de rappeler que le marché est la manifestation concrète des rapports d'échange. Les relations marchandes sont le résultat de l'activité destinée à satisfaire des besoins solvables. Les producteurs et les intermédiaires s'activent en vue d'un échange leur permettant d'obtenir une compensation suffisante des frais et des efforts engagés. L'ensemble de cette activité se concrétise, plus précisément, dans la relation entre l'offre et la demande, la circulation des biens et la formation des prix.

En plus de cette activité dans l'échange, il faut tenir compte qu'elle est réglementée, qu'elle se réalise au sein d'un contexte ou la convention produit un ordre très précis ! Cet ordre institutionnel se manifeste tout d'abord sous la forme du droit privé et du droit commercial, pour s'objectiver ensuite dans la politique économique de chaque nation.

C'est donc au sein d'un monde institué que les rapports d'échange se réalisent. La manifestation la plus ponctuelle de cet ordre étant la monnaie²⁷⁹; pur produit de l'ordre institué. Le caractère légal du marché se concrétise précisément dans la réglementation de l'ordre à l'intérieur duquel il se manifeste. Le contraire d'une telle pratique du marché, est ce qui est convenu d'appeler le marché noir.

Cela dit, il y a une différence fondamentale entre les marchés nationaux et le marché international. En effet, les marchés nationaux sont réglés par la normativité propre de chaque nation.

Cette normativité peut, soit faciliter la pratique marchande, soit la bloquer, ou en empêcher sa manifestation. Un tel ordre n'existe pas au niveau international et pour cause. Au niveau international le droit public est à proprement parlé, inexistant. A la place de ce droit public

²⁷⁹ En grec " nomisma " : de " nomos " loi.

il y a un ensemble de conventions tantôt coutumières, tantôt positivement instituées en vue de garantir le respect des contrats et les accords, ainsi que la proportionnalité dans l'échange. Pour ce qui est du respect des contrats, et des accords, nous avons affaire au droit international privé et au droit international commercial.

La partie qui nous intéresse ici fondamentalement est celle de la conventionnalité qui régule la proportionnalité de l'échange via la monnaie. Le système de poids et de mesures participe à cette régulation, quoi que d'une manière moins problématique dans la mesure où ceux qui sont efficaces²⁸⁰ sont universellement connus.

²⁸⁰ Le système anglais et français, pour l'essentiel.

II

La non-existence d'un droit public au niveau international, capable de régler les échanges, fait que le Système Monétaire International (SMI) y joue un rôle de premier ordre. C'est lui qui garantit la régularité et la proportionnalité dans les échanges entre les nations. Lesquelles sont égales en droit, et inégales pour ce qui est leur capacité économique. - Le niveau de concurrentialité de chaque nation détermine, en principe, son niveau d'ouverture sur le marché international, et ce niveau d'ouverture dépend en dernière instance des balances extérieures de chaque nation. La balance commerciale jouait avant un rôle indicateur de premier ordre. A présent c'est la balance des comptes courants qui joue ce rôle.

Cela dit, quel que soit le niveau d'ouverture et de concurrentialité des nations, il est très important de comprendre que pour elles l'égalité des chances, pour ce qui est la compétition économique, est très importante. De là, la nécessité d'instituer un SMI capable d'assurer une telle égalité.

Avec la consolidation du marché international et du développement des échanges entre les nations, est apparu le système de l'étalon or. Lequel fut l'extension des systèmes fondés sur la suprématie du métal jaune, par rapport à l'argent métal. La surabondance de l'argent métal pendant le XVIème et le XVIIème, va avoir précisément comme conséquence le fait que l'or va s'imposer comme l'étalon le plus stable des valeurs d'échanges. En d'autres termes, le système de l'étalon or ne fut pas le résultat d'un accord explicite entre les nations, mais bien plutôt la conséquence d'une pratique coutumière.

Pour ce qui est du marché international, il est très important de remarquer que c'est le développement du marché à longue distance qui va permettre sa constitution. Dans le sens strict du terme le marché international est le résultat d'une certaine ouverture des nations. La reconnaissance du libre échange²⁸¹, comme nécessaire aux rapports grandissant entre les nations, représente sans nul doute un moment fondamental dans la consolidation de ce marché.

²⁸¹ L'abolition de la " Cornlaw ", en 1848, en Angleterre - donc au protectionnisme agricole - est une manifestation essentielle de ce phénomène.

Mais, le libre échange ne peut pas être viable pour les nations qui n'ont pas une certaine capacité concurrentielle. Sous le règne de l'or comme l'étalon, l'échange entre les nations était réglé par ce qui est convenu d'appeler les automatismes du métal jaune. Cela faisait, par conséquent, que les nations excédentaires augmentaient leurs réserves d'or, tandis que les nations déficitaires épuisaient leurs réserves. Pour celles-ci, il était structurellement impossible d'aggraver ce phénomène d'une manière significative, car la quantité de monnaie en circulation interne dépendait précisément du niveau de ces réserves. La réduction de ces réserves ne pouvait que diminuer d'une manière importante le volume des échanges ; pouvant conduire, en cas d'aggravation, à l'appauvrissement total du pays.

Les nations déficitaires étaient aussi contraintes à prendre des mesures protectionnistes, en vue de supprimer les déficits extérieurs et retrouver des excédents. Ce mouvement de protectionnisme et de libre échange permettait précisément d'éviter la banqueroute des nations.

III

Le système de l'étalon or, non seulement permettait cette régulation entre les nations excédentaires et celles qui ne l'étaient pas, mais assurait aussi l'existence d'une monnaie internationale parce qu'identique pour toutes les nations. Mais, ces avantages n'allaient pas sans inconvénients. Ces inconvénients se situent à trois niveaux essentiellement : Premièrement, le fait que l'or puisse être objet d'une forte préférence pour la liquidité ; ce qui tend à réduire le niveau de l'investissement. Deuxièmement, l'or en tant qu'instrument de circulation des marchandises implique un coût d'entretien très important ; la déperdition due à la circulation exige une frappe régulière et coûteuse. Troisièmement, le niveau d'efficacité et donc de vitesse de circulation, de la monnaie or est très faible.

Pour ces raisons Smith, dans son œuvre fondamentale, signale la nécessité de remplacer l'or par le papier monnaie. Mais le passage du règne de l'or, au règne du papier monnaie n'a pas été le produit de la raison instituante. Il fut plutôt le résultat d'une nécessité qui ne fut pas analysée dans sa dimension effective.

En effet, ce qui est convenu d'appeler la crise du capitalisme classique, nous semble devoir être interprété plutôt comme la crise du système de l'or comme étalon. Il est important de comprendre que cette crise ne fut pas d'ordre structurel, comme on l'a cru à l'époque. Ceci dans le sens d'un système qui atteint ses limites et ne peut que s'enfoncer dans l'entropie. Dans la réalité nous avons affaire plutôt à un événement de l'histoire, dont les conséquences n'ont pas été perçues d'une manière rationnelle.

Ce qui cause la grande rupture au sein du système de l'étalon or furent les conditions géopolitiques de la première conflagration mondiale. Cette guerre a fait que les pays du théâtre des batailles, et principalement les alliés, ont eu recours à la capacité productive des Etats-Unis, laquelle pour des raisons géographiques n'a pas été touchée par le conflit lui-même. Pendant la durée de la guerre les Etats-Unis ont ainsi vendu des armes, des biens et des services aux pays du champ des batailles. Ceux-ci ont eu recours à leur réserve pour s'approvisionner. De sorte qu'après la guerre les Etats-Unis se sont trouvés avec les réserves les plus importantes du monde et avec une capacité productive très importante.

Il est essentiel de rappeler qu'avant cette guerre les Etats-Unis étaient la troisième puissance du monde par la valeur des exportations, après la Grande Bretagne et l'Allemagne. La France occupée la quatrième place. Le fait est qu'après cette guerre les Etats-Unis sont devenus la première puissance économique du monde. En 1938, par exemple ils produisaient un peu plus de 80% des moteurs d'explosion du monde.

Du point de vue monétaire il est important de signaler qu'en 1932 les Etats-Unis contrôlaient autour de 44% du stock d'or monétaire du monde. Devant un tel afflux métallique la Réserve Fédérale, par peur de l'inflation, a décidé de stériliser²⁸² une partie de ses réserves. Ce qui va provoquer une déflation brutale à l'échelle internationale. De plus, ce mouvement fut accompagné par une préférence pour la liquidité dans le reste du monde.

La crise financière de 1932 est ainsi une crise de déflation brutale, qui a sa source immédiate dans cette politique de démonétisation dont nous venons de parler. Ce problème des réserves mondiales du métal jaune, s'aggrave avec le deuxième conflit international. A la fin de cette guerre les Etats-Unis contrôlaient plus du 2/3 des réserves d'or du monde.

²⁸² Cette politique de stérilisation, d'après ce qu'il semble, commence à se produire en 1920 et atteint son niveau le plus élevé en 1932.

IV

Il est clair que dans ces conditions, le système de l'étalon or ne pouvait plus être viable. Les Accords de Bretton Woods de 1944 furent, sans nulle doute, l'alternative rationnelle par excellence. La convertibilité or du dollar pour les banques centrales, a pu permettre la redistribution des réserves américaines principalement parmi les nations les plus entreprenantes.

Ce phénomène a pu se réaliser grâce au déficit de la balance des comptes courants des Etats-Unis. De sorte que les dollars qui sortaient des USA, via ce déficit, se retrouvaient dans les banques centrales des pays excédentaires. Ces réserves servaient à garantir la valeur de ces monnaies. Puis, lorsqu'elles devenaient trop importantes, les banques centrales excédentaires demandaient à la Réserve Fédérale américaine de convertir les dollars en or.

Mais les réserves métalliques des Etats-Unis, aussi considérables qu'elles aient été, n'étaient pas inépuisables. Déjà en 1961, avec l'instauration du Pool de l'or, les banques centrales excédentaires vendaient de l'or sur le marché de Londres, en vue de soutenir le dollar. Mais, c'est en 1971 que les réserves métalliques américaines ont atteint le niveau le plus bas. De sorte que les Etats-Unis n'étaient plus en conditions de garantir sa monnaie.

Ainsi, avec la suppression de la garantie or du dollar le 15 août 1971, le système de redistribution mis sur pied en 1944 avait atteint son objectif. Il n'y a pas eu malheureusement à l'époque une conscience claire de cette finalité. C'est la raison pour laquelle il ne s'est pas produit, alors, une négociation en vue d'instituer un nouveau SMI²⁸³.

De sorte que la monnaie des Etats-Unis est restée, par delà cette rupture, la monnaie de référence internationale et le premier instrument de réserve. Cette dislocation du système de 1944 va avoir des incidences particulièrement négatives sur l'ordre économique international. Ce changement implique, en effet, le passage d'une monnaie nationale garantie par un instrument universel (l'or), à une monnaie strictement nationale servant en même temps

²⁸³ De Gaulle parle de cette nécessité, dans sa conférence de presse du 4 février 1965, mais sa réflexion est restée sans lendemain.

d'instrument international. Le marché international devient ainsi, en quelque sorte, une continuité du marché des Etats-Unis.

Ainsi à partir d'août 1971 les Etats-Unis vont se trouver dans la situation incroyablement privilégiée²⁸⁴ de pouvoir acheter les biens du monde avec du simple papier. Les bons du Trésor des Etats-Unis vont ainsi garantir la monnaie de ce pays. De sorte que le papier rémunéré garantie la monnaie de ce pays, et ce papier (les bons du Trésor) est à son tour payable avec cette monnaie. En d'autres termes, les dollars des banques centrales excédentaires sont des créances sur le Trésor des Etats-Unis ; lequel Trésor échange ces excédents contre des Bons rémunérés à un taux qui varie en fonction du marché obligataire américain. Ces Bons comme nous venons de le signaler sont à leur tour payables en dollars. De telle manière que le papier obligataire américain soutient et garantit son propre papier bancaire.

Les autres nations, par contre, sont obligées de couvrir leurs déficits avec des emprunts. Leurs importations, dans ce cas, sont obtenues grâce à leurs exportations. De plus si des nations riches sont capables de pouvoir payer une partie plus ou moins importante de leurs importations, avec leur propre monnaie, cela n'exclut pas le fait qu'à un moment ou à un autre elles peuvent se trouver dans l'obligation de racheter, avec d'autres devises, leur propre monnaie.

²⁸⁴ De Gaulle parla dans sa conférence de presse de privilège exorbitant du dollar.

V

La dislocation, en août 1971²⁸⁵, du système de Bretton Woods va donner naissance non seulement au grand privilège de l'économie des Etats-Unis que nous venons de voir, mais aussi à la déstabilisation des nations les plus fragiles, du point de vue de la concurrence internationale. Ces pays vont très vite tomber dans le cercle vicieux de l'endettement, la fuite des capitaux, la perte brutale de valeur de leur monnaie et la " dollarisation ".

L'insolvabilité de ces nations va créer le problème, en ce qui concerne leur concurrence sur le marché international, d'une réduction très forte de leurs exportations. Cela pour deux causes essentielles ; d'un côté, l'imposition des exportations, et de l'autre, du renchérissement du crédit commercial à court terme, c'est-à-dire du préfinancement de leurs exportations.

En ce qui concerne le premier de ces phénomènes, il est important de comprendre que cette aberration est la conséquence de la réduction brutale des possibilités de prélèvement interne. En d'autre terme, les nations surendettées tendent, par le biais de cette imposition, à réduire leur compétitivité sur le marché international. Donc, à accroître la misère dans laquelle ils s'enfoncent. Ce phénomène, comme nous venons de le signaler, est à son tour aggravé par le manque de crédit commercial à court terme. De sorte que les sociétés les plus paupérisées par la crise actuelle, tendent à se détacher du marché international : du nécessaire commerce avec les autres nations. Or, il faut être conscient, à ce propos, que, comme nous le montre la deuxième loi de la thermodynamique, tout système isolé tend à s'enfoncer dans l'entropie.

Cela ne veut pas dire que toute distance par rapport au marché international, est un phénomène négatif en lui-même. La négativité se produit concrètement dans et par l'incapacité à exporter. Le protectionnisme en vue de la restructuration de la capacité productive d'une nation, ne peut pas être perçu comme un phénomène négatif. Il est évident, à ce propos, que toutes les nations ne peuvent pas avoir le même niveau d'ouverture. Ce niveau doit être, plutôt, en rapport direct à la capacité concurrentielle des nations. De sorte que plus une nation est compétitive, plus elle peut s'ouvrir aux flux du marché international. - Cette thèse est contraire à l'idéologie qui est véhiculée par les organisations internationales. Selon cette façon de percevoir

²⁸⁵ Rappelons que cette rupture fut confirmée par les Accords de Washington du 18 décembre 1971.

la concurrence internationale, l'ouverture, la suppression des barrières protectionnistes, chez les pays faibles, est la condition nécessaire pour accéder à la croissance économique.

A la base de cette conception de la concurrence internationale, nous pouvons constater, une perception inadéquate des rapports marchands et des rapports monétaires. En effet, lorsque nous parlons de degré d'ouverture des nations, nous nous référons en premier lieu aux rapports marchands : à la circulation des biens et services. Pour ce qui est des flux monétaires les choses suivent une logique un peu différente. Dans ce domaine les nations riches peuvent atteindre un niveau d'ouverture, pour les entrées et les sorties de capitaux, qui ne peut être qu'en rapport direct à leur puissance. Par contre, pour les sociétés pauvres l'ouverture ne peut exister qu'au niveau des entrées de capitaux, mais non pas pour ce qui est des sorties des capitaux. Nous pouvons constater, à ce propos, que pour les nations puissantes les sorties de capitaux se traduisent en investissements rentables, tandis que pour les sociétés pauvres ce phénomène est négatif, car il s'agit généralement d'une fuite des capitaux.

VI

Par delà ce problème de la liberté d'échange et du change, il est nécessaire d'être conscient du fait que le marché international est conditionné par le marché monétaire. En effet, à la base de l'échange des biens et des services entre les nations il y a le phénomène du marché monétaire national et international. Mais, ce marché renvoie à l'ordre institutionnel qui le conditionne.

Le marché international est ainsi déterminé en dernière instance par cet ordre que nous appelons le Système Monétaire International, SMI. En d'autres termes, ce rapport est médiatisé par le marché monétaire, mais cette médiation est essentiellement conditionnée par le SMI. Lequel constitue le cadre englobant au sein duquel se réalise l'activité monétaire et l'activité marchande.

Par conséquent, le rôle déterminant du SMI - de cette institution internationale -, doit nous mener à nous poser la question de savoir, par rapport à son rôle, quelle doit être sa fonction ? Pour ce qui est de cette problématique, il n'est pas inadéquat de signaler que la fonction d'un tel système est d'assurer l'échange proportionnel, l'égalité de chances entre les nations. Le rôle de la rationalité instituante, est à ce niveau là, précisément d'objectiver une telle exigence.

Comme nous l'avons signalé, le système qui conditionne l'économie internationale de notre moment historique ne remplit pas cette fonction. Tout au contraire, il s'agit d'un système qui pervertit l'ensemble de l'économie internationale, car d'une part, il cimenter le privilège de la nation la plus riche du monde, et de l'autre, il conditionne l'appauvrissement radical des pays les plus faibles. Il s'agit, dès lors, d'un système qui possède une logique perversifiée et perversifiante.

Il est clair que la continuité dans cette logique ne peut qu'accélérer le processus de paupérisation des pays pauvres et accélérer la dégradation de l'ordre économique international. Certains théoriciens et spécialistes de l'économie internationale, ont déjà pris conscience de la logique négative de ce processus dans lequel se trouve engagé notre moment historique. Pour eux la raison de cette dérive peut être ramenée à des causes essentielles : Premièrement, le fait que la monnaie de réserve internationale doit être par définition stable, pour assurer sa fonction ;

ce qui n'est pas le cas du dollar depuis la suppression de sa garantie or. Deuxièmement, le fait qu'une monnaie nationale ne peut pas jouer le rôle d'instrument de réserve et de référence internationale. Nous avons déjà souligné la raison d'être et la logique de ce phénomène. Il nous reste, par conséquent, la question de savoir d'un côté, quelles seraient les conséquences du dépassement du règne du dollar, et de l'autre, par quel système le remplacer.

En ce qui concerne la première problématique, il est important de rappeler que pour beaucoup de spécialistes, le dépassement du dollar comme étalon international des échanges, ne peut que provoquer l'effondrement de l'économie internationale. En effet, certains tendent à concevoir ce système comme éternel ; hors de lui, ils ne voient que le chaos...

Par delà cette position idéologique, nous constatons d'ores et déjà un phénomène tout à fait différent. C'est ainsi que l'effondrement du dollar à la suite des Accords de New York, du 22 septembre 1985, par rapport au DM et au Yen: quelque 50% deux ans plus tard, n'a pas provoqué les désordres que cette thèse insinue. Tout au contraire nous constatons que cette baisse du dollar a permis : 1) la relance de l'économie internationale, 2) la diminution de la contrainte de l'endettement des pays surendettés, 3) la relance des exportations des Etats-Unis et 4) l'augmentation des investissements étrangers aux Etats-Unis.

Pour ce qui est précisément l'accroissement des échanges sur le marché international nous savons que la relance s'est produite à partir de 1986. 1988 est le moment culminant avec une expansion exceptionnelle de 9,2%. Depuis lors nous assistons à une diminution de ces échanges, car en 1989 l'augmentation fut de 7,5% et en 1990 de 6%. Il est aussi important de signaler que c'est pendant cette période - post Accord de New York - que se produit la globalisation de l'économie internationale. Le système de cotation continu, par exemple, fut inauguré, dans la bourse de Paris, en juin 1986.

En ce qui concerne le deuxième point - la diminution de la contrainte de l'endettement des pays surendettés -, il s'agit de le percevoir comme un phénomène important, quoi que d'une incidence à court terme. Pour comprendre cette problématique il faut tenir compte d'une part que l'essentielle de la dette internationale est libellée en dollar, et de l'autre, que le surendettement a provoqué à partir de 1983 sa restructuration. Les pays surendettés se trouvaient ainsi dans la

seule nécessité de servir leur dette. Avec la dévaluation du dollar - à la suite des Accords de septembre 1985 -, il est évident que ces pays se sont trouvés dans une situation plus favorable. Toutefois, la plupart de ces pays n'ont pas tiré profit de la nouvelle donne monétaire. Cela pour les raisons que nous avons signalées plus haut : 1) l'imposition des exportations, et 2) le renchérissement du crédit commercial à court terme, c'est-à-dire du préfinancement aux exportations.

Cela dit, indépendamment de ces phénomènes, il est clair que cette dépréciation du dollar a eu dans les pays surendettés une incidence positive de premier ordre. Sans cette dépréciation, il est incontestable que ces réalités se trouveraient dans une situation beaucoup plus grave de ce qu'elle est actuellement.

En tout cas, l'incidence la plus importante de cette dépréciation du dollar s'est produite dans l'économie américaine. Elle a permis : 1) une diminution significative du déficit de la balance commerciale américaine, et 2) une augmentation considérable de la valeur des exportations de ce pays.

Pour ce qui est du déficit de la balance commerciale américaine, nous savons que ce déficit a atteint son maximum en 1987. Fin de cette année il fut de 172 milliards de dollars. Les chiffres provisoires de 1990 donnent un déficit de 103 milliards de dollars. Ce renversement de tendance a été de plus consolidé par l'accroissement des investissements des non-résidents aux Etats-Unis. Il faut tenir compte aussi, dans ce chapitre, de la fuite des capitaux des pays du tiers monde et particulièrement de l'Amérique Latine vers les Etats-Unis.

Quoi qu'il en soit, il est très important de comprendre que cet afflux de capitaux va permettre une ré-industrialisation de cette économie. Le phénomène de la désindustrialisation a été le produit précisément du privilège du dollar. Il est en effet, dans ces conditions, plus facile, d'importer des biens que les produire sur place.

Nous ne pouvons pas parler de disparition de la désindustrialisation mais plutôt d'atténuation, grâce justement à cet afflux de capitaux dont nous venons de parler. Tout indique,

en effet, que cet afflux a été très important depuis 1986. Certains spécialistes pensent que les Etats-Unis ont absorbé, depuis lors, plus du 60% des investissements internationaux.

En tout état de cause, cet afflux et la baisse du dollar permettent d'expliquer le retour en force de l'économie des Etats-Unis. Plus précisément l'augmentation considérable de la valeur de ses exportations. Cela fait que depuis 1989 les Etats-Unis sont la première puissance exportatrice du monde.

VII

Les Accords de New York, du 22 septembre 1985, ont eu, comme on vient de le voir, des effets positifs dans l'économie américaine. Certes, le dollar des USA a partagé sa suprématie avec le mark et le yen. Mais, ce partage est moins important de ce qu'on croit généralement parmi les spécialistes. Quoique, ces deux puissances aient créé leur zone monétaire. C'est le cas particulièrement pour le D.M..

Cela dit, il est important de comprendre qu'en Allemagne et au Japon correspond la lourde charge de réguler la valeur de change du dollar. Il faut dire pour être plus exact que cette charge correspond en principe aux Sept grands (G7), selon les Accords du Louvre, du 18 février 1987. Mais, le problème est que les seuls pays capables d'accomplir une telle tâche, par l'importance de leurs réserves, sont précisément l'Allemagne et le Japon.

Il est nécessaire de signaler, à propos de cette régulation de la valeur du dollar, que les Etats-Unis y participent principalement avec leurs Bons du trésor. Ceci de deux manières différentes : l'une concerne le marché obligataire, et l'autre, les réserves des Banques centrales très excédentaires. Sur le premier marché, en effet, les Etats-Unis vendent des Bons du Trésor et obligations publiques en vue d'absorber les surabondances de liquidités dollar sur le marché international. - Nous savons, à ce propos, que la vente de ces valeurs sur le marché japonais a chuté d'une manière significative, " à 12,1 milliards de dollars en 1990, contre 28,8 milliards l'année précédente et 43,2 milliards en 1988. "²⁸⁶

Nous avons affaire, par conséquent, à une diminution des ventes des valeurs publiques américaines sur le marché international. Tout indique de plus que le volume des achats de ces valeurs par les institutions monétaires américaines, se trouve en augmentation. Ce double phénomène – diminution des ventes et l'augmentation des achats de ces valeurs – a comme conséquence une surabondance de dollars sur le marché international ; c'est ce qui explique la dépréciation du dollar, à laquelle nous avons assisté pendant l'année 1990 et le début de 1991.

²⁸⁶ " Le Monde ", 5-2-91.

La deuxième forme d'intervention des autorités monétaires américaines pour soutenir leur monnaie, se réalise lorsque les Banques centrales excédentaires²⁸⁷ retournent les surplus à la Réserve fédérale. Celle-ci rembourse sa monnaie avec des Bons du trésor. Ces bons sont, à leur tour rémunérés et remboursés en dollar. Cela fait, par conséquent, comme nous l'avons souligné, que le papier monnaie américain est garanti par sa quasi-monnaie et que celle-ci est payée par la précédente. De sorte que dans le cas des Etats-Unis son papier courant soutient son papier à moyen terme.

Cette garantie d'une sorte de papier monétaire par un autre, implique que, en dernière instance, les Etats-Unis ne payent qu'avec du papier. En d'autres termes, la planche à billets - l'imprimerie, pour employer un terme plus moderne -, permet aux Etats-Unis de pouvoir couvrir ces déficits extérieurs. - On peut à partir de cette argumentation se poser la question de savoir : pourquoi les banques centrales des autres nations acceptent les bons du trésor américain comme garantie²⁸⁸ de leur monnaie ? On peut donner deux réponses pour répondre à cette question. Premièrement, parce que les bons du trésor sont rémunérés. Deuxièmement parce que la rémunération et la reconnaissance de leur valeur est faite en monnaie internationale. Donc, dans la monnaie reconnue universellement comme telle.

Ce privilège des Etats-Unis implique, par conséquent, au niveau de la régulation de la valeur de change de sa monnaie, non seulement le fait qu'elle soit prise en charge par les banques centrales excédentaires, mais aussi qu'elle est peu coûteuse pour la nation américaine. Cela dit, par delà ces deux mécanismes de soutien de la valeur de l'USD, il convient de tenir compte précisément d'un autre facteur non institutionnel. En effet, la dimension de thésaurisation privée au niveau international y joue un rôle très important. Il est essentiel, à ce propos, de comprendre que la thésaurisation implique le fait qu'une monnaie sorte de la circulation, pour être caché dans les réserves privées. Ce phénomène a comme conséquence une certaine raréfaction de la monnaie en question. Donc, une diminution de sa quantité en circulation.

²⁸⁷ Paul Fabra explique à ce propos que ces " bons du trésor " en réserve dans les banques centrales sont des créances sur le trésor américain ". " Le Monde ", 20-11-90. Dans un autre papier, le journaliste économique du Monde nous indique : " Du fait que les pays du monde entier détiennent une part importante de leurs réserves en titres de la dette publique américaine, il résulte pour les Etats-Unis un privilège. " Le Monde ", 19-2-91.)

²⁸⁸ Il ne faut pas oublier, à ce propos, comme nous l'avons déjà souligné, qu'avant 1971 c'était le métal jaune que garantissait la monnaie américaine.

Dans sa dimension valeur, la thésaurisation d'une monnaie a comme conséquence la consolidation de sa valeur de change par rapport aux autres. De sorte que la thésaurisation des dollars au niveau international participe à la régulation de sa valeur. Et ceci, dans un rapport inverse. Ainsi, l'accroissement de la thésaurisation provoque l'appréciation de sa valeur, tandis que la diminution de ce phénomène à l'incidence contraire.

Par rapport à cette problématique il est nécessaire de comprendre d'une part, que cette thésaurisation est essentiellement le fait des économies dollarisées, et de l'autre, que l'importance de la thésaurisation y est en relation inverse au niveau de dollarisation. Cela fait, par conséquent, que paradoxalement, les pays les plus affaiblis, les plus exsangues, économiquement parlant, sont ceux qui participent de la manière la plus active à la consolidation du dollar.

En d'autres termes, la dollarisation est la conséquence de la désubstantialisation monétaire des pays qui connaissent ce phénomène. Mais, comme la dollarisation provoque la préférence pour cette monnaie, elle secrète nécessairement la thésaurisation. De sorte que la dollarisation non seulement implique une sur-demande de cette monnaie, mais aussi une thésaurisation : tendance à sa raréfaction.

De ce point de vue, il est clair que la dollarisation et la thésaurisation - que ce phénomène implique - jouent un rôle très important dans la régulation de la valeur de change de cette monnaie. Le soutien du dollar dépend ainsi, aussi, du degré de déstructuration, des économies fragiles. En effet, dans un premier temps la dollarisation est simple préférence, dans ces économies, pour la monnaie des Etats-Unis. Ce n'est que dans un deuxième moment que le niveau de thésaurisation tend à augmenter. Provoquant, dès lors, la sur-demande et la rareté de cette monnaie, dans un nombre de pays de plus en plus importants de par le monde.

VIII

Le dépassement du système dollar se présente ainsi comme une nécessité. En effet, du point de vue économique, le but principal du moment historique que nous traversons est la résolution de la crise que nous connaissons. Comme nous l'avons souligné plus haut, ce processus est strictement lié au dépassement du règne de l'étalon dollar.

Il est important de comprendre que ce mouvement est non seulement une exigence de la réalité, mais aussi un impératif d'ordre rationnel. Cela dit, la logique de ce dépassement peut se présenter : soit comme la conséquence de la déstructuration de ce système - du retour aux automatismes du métal jaune - soit encore comme le résultat d'une " praxis " rationnelle.

Tout indique clairement, en effet, que la continuité dans le système dollar ne peut qu'accélérer la déstructuration des nations les plus fragiles et l'accroissement des inégalités sociales. En effet le mouvement de dégradation et de crise universelle ne peut que provoquer le retour en force de l'or. Car le surendettement et le rétrécissement de la demande globale que ce phénomène implique, ne peut que conditionner un mouvement, plus ou moins accentué de faillite généralisée. C'est précisément cet état de choses qui peut conditionner l'invalidation du règne du papier monnaie et un retour en force de l'étalon or. - Il est, bien évidemment impossible de connaître le tempo d'un tel processus. Il se situe, en effet, par delà l'horizon prédictif. Nous pouvons, toutefois, en déduire la raison de son devenir à partir du fait que le métal jaune reste, en dépit de sa démonétisation internationale²⁸⁹, la réserve en dernière instance pour ce qui est l'avoir des nations.

Le dépassement rationnel du système dollar, ne peut être tout d'abord que le résultat d'un accord international en vue de créer un nouveau système monétaire. La rationalité d'une telle pratique dépend aussi de la logique de l'ordre devant remplacer le système dollar. En d'autres termes, ce mouvement de dépassement comporte deux moments essentiels : premièrement, la prise de conscience, au niveau international, de la nécessité d'instituer un nouvel ordre monétaire, et deuxièmement, l'objectivation d'un système capable d'assurer l'égalité des chances, dans la concurrence internationale.

²⁸⁹ Rappelons que la démonétisation du métal jaune fut décidé par les Accords Jamaïque du 8 février 1976.

Pour ce qui est du premier moment, il est très important de comprendre que ce système ne peut être, comme toute institution, que le produit d'une convention. Il dépend ainsi de la volonté instituante des sujets de ce système. Donc, en dernière instance des Etats, et, particulièrement, de ceux qui participent d'une manière significative à l'échange international. - Nous faisons cette différence pour rappeler qu'il y a bien d'un côté, des principes, et de l'autre, la réalité. Selon les principes, les sujets d'un ordre donné participent d'une manière égalitaire à la gestion du système et à la convention instituante. Par contre, dans la logique de l'ordre que nous connaissons, il y a des Etats qui sont plus sujets que les autres. C'est le cas notamment des membres du G7.

En tout état de cause, la décision d'une renégociation de ces Accords ne dépend pas de la volonté de celui qui tire le plus grand bénéfice de l'ordre existant. En l'occurrence des Etats-Unis. En effet, si tel était le cas, nous avons alors affaire à un système fondé sur la loi du plus fort et non pas sur les principes et la pratique de la raison instituante. Donc, du droit comme manifestation de la moralité universelle.

Cela dit, c'est dans le deuxième moment que la raison instituante doit exposer la plénitude de sa capacité. En effet, le problème n'est pas tant celui de la prise de décision d'une renégociation de l'ordre monétaire international. L'essentiel est plutôt l'objectivation d'un ordre institutionnel capable d'assurer l'égalité des chances dans la concurrence entre les nations.

Si nous disons que l'essentiel est la manifestation de la raison instituante, " qua " raison concrète, c'est parce que l'existence d'un nouvel ordre n'implique pas forcément l'objectivation de cette rationalité. En effet, on sait très bien, à ce propos, que tout changement institutionnel peut signifier : soit une progression - selon la dimension de la raison axiologique - par rapport à ce qui le précède, soit une régression par rapport à lui.

Il est, dès lors, très important de comprendre le côté essentiel de la logique d'un ordre objectivé. En d'autres termes, ce qui doit être mis à la place d'un système donné, est plus important que la simple décision de son dépassement. Nous avons affaire, en l'occurrence, à un mouvement unitaire, ayant sa propre cohérence. La prise de conscience de l'inadéquation d'un

état des choses, tend à être secondée par l'action. La décision de dépassement de ce qui est, est le commencement effectif de ce processus dont le but est le moteur de l'action.

Cependant, il est fondamental de comprendre, pour ce qui est la logique effective du processus de dépassement du SMI de notre temps, que sa seule invalidation ne peut qu'avoir une incidence de première importance dans l'ordre du monde. La fin du règne du dollar USA devra conduire nécessairement à l'effondrement de sa valeur. Ce mouvement devra être plus concrètement, le résultat de l'abandon généralisé de cette monnaie en tant qu'instrument de référence, de réserve et de thésaurisation internationale.

C'est donc cet afflux, ce dessaisissement généralisé de dollars qui devra provoquer une perte significative de sa valeur. Les Etats-Unis ne sont pas en condition de pouvoir faire face à un tel afflux, et cela parce qu'ils n'ont pas les réserves en devises suffisantes. Ces réserves - en Yen et en DM, depuis les Accords du 22 septembre 1985 -, sont extrêmement marginales par rapport à la quantité de dollars en circulation sur le marché international. Ce déséquilibre étant la conséquence du fait que la régulation institutionnelle du dollar sur le marché international n'est pas assurée par les Etats-Unis, mais, plutôt par les organismes responsables des deux autres grandes monnaies. - En effet, les Accords du Louvre de 18 février 1987 prévoient précisément cette régulation par les partenaires américains du G7. Or, comme on peut aisément le comprendre, ce sont les deux pays excédentaires - le Japon et l'Allemagne - qui réalisent cette fonction.

IX

La fin du règne du dollar devra, comme nous venons de le souligner, provoquer une perte radicale de sa valeur. C'est précisément ce phénomène qui permettra le retour à la solvabilité de la plus grande partie des pays sur-endettés. Ceci à cause du fait que la presque totalité de la dette internationale est libellée en dollars. La perte de valeur du dollar implique, par conséquent, la diminution de la valeur de cette dette.

Certains spécialistes croient qu'un tel effondrement de la valeur du dollar ne peut que provoquer la ruine de l'économie américaine et, par la même, celle du reste du monde. Cette perception du règne du dollar s'explique par le fait que pour elle, la positivité de l'ordre existant est la seule rationnelle. En d'autres termes, la suprématie américaine est, pour cette forme de conscience, la plus haute expression de la raison historique. Par delà cet ordre il ne peut exister que le chaos.

L'expérience des Accords de New York, du 22 septembre 1985, montre précisément le contraire, comme nous l'avons signalé plus haut. En effet, l'effondrement de la valeur du USD qui s'est produit comme conséquence de ces Accords, a montré précisément le contraire. Ce phénomène a eu plutôt une incidence très positive pour l'économie américaine et pour le niveau des échanges à l'échelle internationale. Pour ce qui est la valeur des exportations américaines, nous savons qu'elles sont passées de 250 milliards de dollars en 1987 à 394 milliards pour l'année 1990. Nous avons assisté aussi pendant cette époque, comme nous l'avons signalé plus haut, à une relance très significative des échanges sur le marché international.

Il est clair, par conséquent, qu'une dépréciation significative de la valeur du dollar ne peut pas avoir une incidence négative ni sur l'économie internationale, ni sur l'économie des Etats-Unis, à la lumière de l'expérience que nous venons de voir. Par ailleurs, pour ceux qui se soucient principalement du devenir de l'économie des Etats-Unis, il faut leur rappeler que ce pays possède un ordre institutionnel suffisamment souple et conforme aux exigences de la croissance, pour que l'abandon du privilège qui est le sien, puisse l'enfoncer dans la misère du sous-développement.

A partir de tout ce qui vient d'être dit, il s'en suit nécessairement que l'intérêt universel - celui de la communauté des nations - exige le dépassement du règne du USD et l'institutionnalisation d'un ordre capable d'assurer la proportionnalité des échanges entre les nations et l'égalité des chances de chacun dans la concurrence internationale. A partir de l'expérience des systèmes monétaires que nous avons connus jusqu'à présent, il est possible de présenter trois modèles différents :

Premièrement, le système de l'étalon-or.

Deuxièmement, un système à l'instar du SME, et

Troisièmement un système de parité stable et ajustable par rapport à un référentiel international.

Pour ce qui est du premier modèle, il est nécessaire de signaler sa dimension problématique. Adam Smith avait déjà souligné, dans son œuvre principale, l'inadéquation d'un tel instrument. L'argument principal de sa critique est le coût extrêmement élevé de production et d'entretien d'un tel instrument monétaire. C'est la raison pour laquelle il propose le passage au papier monnaie. Il nous signale, de plus, que toute amélioration dans le coût de production et d'entretien de cette partie du capital circulant, est aussi important que les progrès réalisés dans le développement technique de l'instrument de production : du capital fixe. Smith ne nous parle pas de la tendance à la thésaurisation qui joue un rôle particulièrement négatif au sein du système de l'or, comme étalon. En effet, ce phénomène réduit la base monétaire et, par la même, sa masse.

Mais indépendamment de cette problématique, il est évident que ce système serait beaucoup plus convenable au bien être de la communauté des nations que le système dollar. Et cela, par le seul fait qu'il est susceptible d'assurer la proportionnalité de l'échange entre les pays et de garantir l'égalité de chances. En d'autres termes, une mesure universelle est toujours plus adéquate au rôle d'instrument monétaire international, que ne peut l'être un instrument monétaire national. L'or peut avoir une efficacité inférieure, dans la vitesse de circulation que le papier monnaie, mais il est plus adéquat à une fonction monétaire internationale, qu'une monnaie nationale, car il assure l'égalité dans la concurrence entre les nations. Cela dit, il s'agit, pour nous, de réfléchir par rapport au principe de l'optimalité, dans la fonction d'un instrument monétaire. De ce point de vue, il est clair que l'or comme étalon ne peut pas être l'instrument le

plus optimal. Nous allons, alors, en fonction de ce but réfléchir au deuxième modèle. Plus précisément, celui du système monétaire européen.

Dans ce qui suit nous allons, par conséquent réfléchir à la logique de ce système, et cela dans ces deux variantes : le serpent économique de 1972 et le système monétaire européen de 1979.

La caractéristique essentielle de ces systèmes peut être résumé de la façon suivante :

Premièrement l'existence d'un référentiel issu d'un panier de monnaie pondérée.

Deuxièmement, des marges de fluctuation, plus ou moins importantes, par rapport au référentiel.

Troisièmement, un système de parité fixe non ajustable dans sa première version et qui est, dans la deuxième ajustable par négociation.

Quatrièmement, une stratégie de politique monétaire, plus ou moins affirmée de convergence en vue de créer une monnaie unique.

Ce système représente, du point de vue théorique, un progrès incontestable par rapport au système dollar et à celui de l'étalon-or. Mais, cette avance ne se manifeste pas par rapport à l'ensemble de ses déterminations. Pour être plus précis, il faut dire que le côté positif se concrétise dans les deux premières déterminations, tandis que sa dimension négative s'extériorise au niveau des deux dernières.

En d'autres termes, la possibilité de l'existence d'un référentiel abstrait est sans nul doute un des apports les plus importants, de l'époque moderne, à la théorie économique. En effet, ce référentiel est non seulement " cost-less ", mais est le résultat de la synthèse des différentes monnaies participant à l'accord. La mesure commune cesse ainsi d'être celle d'une société donnée, comme dans le cas du dollar, pour être le résultat d'une contribution communautaire.

L'autre côté positif se trouve aussi dans le fait que les marges de fluctuation, par rapport au référentiel, peuvent être plus ou moins importantes, selon les monnaies, sans provoquer des distorsions particulières. Les variations dans le marché monétaire n'ont une incidence dans le niveau des réserves des nations, qu'à partir du moment où les limites de fluctuation sont dépassées. Cela permet, par conséquent, aux monnaies faibles de participer dans un tel mécanisme à côté des monnaies fortes, sans trop de difficultés dans la régulation de leur valeur.

Par contre, le système de parité fixe, dans la dimension non-ajustable ou ajustable par négociation, est particulièrement problématique, car il favorise les monnaies fortes au détriment des monnaies faibles. C'est ce que nous constatons dans les deux versions du système monétaire européen. La suprématie du DM n'est pas un accident au sein du Marché Commun. L'ancien ministre de l'économie Ouest allemand, Otto Lamsdorf, a exprimé cette problématique au début des années quatre-vingt, en disant que le SME est le système le plus extraordinaire pour doper les exportations allemandes.

Cette dimension négative de la logique des systèmes monétaires européens se manifeste concrètement dans le fait :

Premièrement, de la dépendance des pays à monnaie faible par rapport à la politique économique allemande, et

Deuxièmement de l'élévation des taux d'intérêts des monnaies faibles en comparaison aux monnaies fortes.

A la base de ces facteurs négatifs il convient de placer la politique monétaire de la convergence. Le but de cette politique est, comme nous l'avons signalé, la création d'une monnaie unique. De sorte que c'est précisément cette politique de convergence qui va conditionner des mécanismes aussi rigides de régulation de la parité, comme celui de la parité stable et non-ajustable (dans le SM de 1972), comme celui de la parité stable et ajustable par négociation (de le SME de 1979). L'abandon du franc français et la lire italienne du système de 1972, montra précisément les difficultés qui ont les monnaies faibles pour faire face à cette politique de convergence. Ce qui est " *a priori* " tout à fait compréhensible, car la valeur de

change d'une monnaie ne dépend pas de la volonté de l'Etat, mais plutôt de l'offre et de la demande de cette monnaie sur le marché international.

La stabilité que nous constatons au sein du SME depuis 1987, est le résultat des Accords du Nyborg, du 13 septembre de cette année là. Selon ces Accords les taux d'intérêts doivent être employés comme instruments de régulation de la valeur de change des monnaies, à la place des mécanismes de changements de parité. Ceci veut dire concrètement que lorsqu'une monnaie s'affaiblit au point de se trouver au plancher du petit tunnel, l'organisme responsable doit augmenter les taux d'intérêt pour éviter une dépréciation trop importante et donc une dévaluation. Avec les monnaies fortes la situation est tout à fait inverse, comme on peut le comprendre aisément.

De sorte que les Accords de Nyborg poussent les monnaies faibles à avoir des taux d'intérêts supérieurs à ceux des monnaies fortes. Ce qui provoque, d'une part, la surévaluation artificielle des monnaies faibles, et de l'autre, l'étouffement de l'activité économique dans ces pays. Ce dernier phénomène est la conséquence du fait que la rentabilité des entreprises est en rapport inverse au loyer de l'argent qu'elles sont obligées de se procurer : soit pour assurer leur fonctionnement, soit pour se développer.

X

Les deux modèles du système monétaire européen que nous avons connu jusqu'à présent, s'avèrent être, par conséquent, des systèmes qui favorisent les monnaies fortes au détriment des monnaies faibles. La suprématie du DM au sein de la Communauté Européenne, en est la manifestation la plus concrète. Cela, de la même manière que le sont les excédents considérables de l'Allemagne et, dans une moindre mesure, de la Hollande, par rapport à leurs partenaires qui eux, sont pour la plupart très déficitaires.

Pour ces raisons, il serait hautement problématique de faire du SME le modèle d'un futur SML. Plus précisément, de plaquer tel quel un des modèles de l'expérience monétaire européenne au niveau international. En effet, la dimension négative des modèles européens ne doit pas être mise en pratique au niveau international.

Cette dimension négative, comme nous venons de le souligner, n'est autre que celle de la politique de la convergence. Or, il faut être conscient que celle-ci ne peut pas être le but du SMI. Son but rationnel est plutôt celui de réguler la parité des monnaies et non pas de parvenir à une monnaie unique. Mais comme ce n'est pas la raison qui guide l'Histoire, il s'avère nécessaire de souligner la problématique d'un tel but. En tout état de cause, de signaler que si une telle unité se présentait comme sa finalité, il serait plus simple et plus logique de retourner au système de l'étalon-or.

Ce sont, précisément, ces raisons qui poussent à penser qu'un système de parité stable et ajustable par rapport à un référentiel international, serait le plus adéquat et le plus à même de garantir la proportionnalité de l'échange entre les nations. Il s'avère, dès lors, nécessaire d'exclure toute forme de parité à une monnaie nationale donnée, ainsi que tout projet de convergence monétaire.

A présent, on doit se poser la question de savoir quelle doit être la composition de ce nouveau référentiel international, de cette nouvelle unité de compte internationale (UCI)²⁹⁰. Nous pouvons, à ce niveau là, nous représenter deux modèles différents :

²⁹⁰ Nous reprenons ici la conceptualité du système monétaire européen de 1972. Le référentiel y est bien perçu comme une unité de compte et non pas comme le premier stade d'une unité monétaire à réaliser. Ce qui est le cas de la conceptualité contenu dans la notion de l'Ecu.

Premièrement, un référentiel composé d'un panier des grandes monnaies internationales, plus l'or.

Deuxièmement, un référentiel composé d'un panier de référentiels régionaux, plus l'or.

Il n'est pas difficile de comprendre que c'est le premier modèle le plus viable immédiatement. En tout cas, le plus viable pour succéder à une époque de crise, de désordre et d'injustice universelle comme celle que nous connaissons actuellement. Mais, il serait hautement souhaitable de tendre vers le deuxième modèle, car le référentiel international, ne peut être axiologiquement conforme à son propre rôle, s'il n'est pas le résultat de la participation de la plupart des monnaies des membres de la communauté internationale.

Nous allons, par conséquent, tout d'abord présenter le premier modèle de référentiel, pour ensuite parler de ce qu'il conviendrait d'appeler, dans un sens axiologique, son devoir-être, ou le ce vers quoi il doit tendre. Ce n'est qu'une fois ces modèles explicités, que nous pourrons nous référer au mécanisme de régulation de la parité qu'il convient de retenir.

Si nous partons de la réalité monétaire internationale telle qu'elle est, il est évident qu'il est hautement problématique de penser qu'on pouvait passer immédiatement à un référentiel qui serait composé de la plupart²⁹¹ des monnaies existantes. A partir de ces conditions, on ne peut que penser comme viable qu'un référentiel qui soit composé de grandes devises internationales, des monnaies ayant cours et efficacité sur le marché international et de monnaies des pays excédentaires²⁹².

Il s'agit ensuite, quelle que soit l'importance du nombre de monnaies participant à l'accord, de trouver un mode de pondération entre les monnaies qui font partie du panier. Cependant, il est essentiel de comprendre que cet ensemble, plus ou moins élargi, ne doit pas

²⁹¹ Nous disons la plupart, car on peut toujours supposer l'existence de sociétés sans convertibilité monétaire et cela pour deux raisons. Soit à cause de l'hyper-inflation, soit encore à cause d'une tendance anti-chrématistique. La décomposition sociale et la négation de l'économie se manifestent nécessairement au niveau monétaire.

²⁹² Il serait donc souhaitable, à ce propos, d'inclure dans ce référentiel aussi bien de monnaies comme la peseta et du dollar australien, mais aussi des monnaies comme celles du dollar taïwanais et du dollar singapourien.

constituer la totalité du référentiel, de l'UCI. En effet, une partie significative de ce référentiel doit être composée par le métal jaune. Une participation de l'or, d'autour d'un 1/3 de la valeur du panier semble tout à fait raisonnable.

L'inclusion de l'or, dans le référentiel, devrait non seulement jouer un rôle stabilisateur, mais permettra aussi d'y introduire une dimension universalisante²⁹³. Ceci dans la mesure où l'or monétaire n'est pas produit par une nation, mais est plutôt le résultat d'une accumulation historique, à la source de laquelle se trouve l'activité passée de l'ensemble de l'humanité. De plus cette inclusion de l'or dans le référentiel, devra d'un côté empêcher qu'une puissance monétaire donnée puisse tirer un bénéfice indu de par sa position dominante, et de l'autre, permettre aux nations fragiles d'avoir uniquement recours, dans leurs transactions, aux monnaies dominantes. Cette participation de l'or dans le référentiel devra, en tout cas, jouer un rôle positif, de premier ordre, dans les pays économiquement faibles. Comme nous venons de le signaler, il devra permettre, tout d'abord, à ces nations de ne pas consolider la puissance monétaire des pays qui cherchent à le dominer. Puis, il y a le fait que la préférence pour l'or pourra permettre d'échapper à la perte d'efficacité des monnaies faibles au détriment d'une monnaie forte, comme c'est le cas actuellement avec le USD dans les pays dollarisés. En dernière instance, la possibilité de la thésaurisation du métal jaune devra empêcher toute forme de fuite des capitaux des pays faibles ou de ceux en voie de déstructuration.

Or, un tel référentiel ne pourra s'accomplir que s'il y a participation des plus grands nombres de monnaies de par le monde. En effet, comme nous l'avons signalé un peu plus haut, la vraie dimension axiologique et rationnelle, ne pourra être atteinte que si cette mesure internationale est la résultante du plus grand nombre de mesures particulières, plus le métal jaune. La participation de l'or à la formation de ce référentiel est aussi indispensable dans sa forme première, que dans sa dimension accomplie.

Le problème que pose le deuxième modèle est précisément celui du grand nombre de monnaies pouvant intervenir dans la formation du référentiel. Néanmoins, tout laisse penser que cette difficulté ne pourra être surmontée que si le phénomène de la régionalisation des

²⁹³ Tout en réactivant des réserves or, très importantes de par le monde.

économies tend à se développer, à l'instar de ce qui se passe en Europe et en Amérique du Nord²⁹⁴. Il est, dès lors, évident que si un tel processus tend à se développer et à se consolider à l'échelle universelle, il serait alors possible de concevoir un référentiel international comme étant la synthèse des référentiels régionaux plus l'or. L'intervention du métal jaune ne paraît pas nécessaire dans les référentiels régionaux.

En tout état de cause, il est important de signaler que l'apparition des référentiels régionaux ne peut être que la conséquence de la multiplicité des échanges et de l'universalité des rapports entre nations proches géographiquement et dont la parenté culturelle ethnique voir linguistique est souvent un fait. De plus, il apparaît clairement que ce processus de consolidation régionale ne pourra se développer que grâce au dépassement de la crise universelle que nous traversons. Par delà l'horizon de cet état de nécessité nécessaire se manifeste l'urgence de comprendre que le bien être des nations ne passe pas par la négation de la loi de l'échange marchand comme le croyait Marx, mais plutôt par son accomplissement.

Cela étant dit, il nous reste à montrer que la parité stable et ajustable est le mécanisme le plus adéquat, par rapport aux principes qui doivent précéder la réalisation d'un ordre monétaire international juste. Ce mécanisme est, en effet, le seul capable de concilier le système de la parité fixe et la nécessaire indépendance des nations. En tout cas, il est le seul capable d'assurer au sein d'une communauté de nations - se situant sur un pied d'égalité dans les rapports d'échange -, la formation de liens non conflictuels.

La logique de ce mécanisme veut, en effet, que chaque nation détermine, en toute indépendance, la valeur de change de sa monnaie. Certes, cette valeur ne dépend pas immédiatement de la volonté de son Etat, mais peut être conditionnée par le niveau de rationalité de sa politique économique.

En effet, selon la logique de la parité stable et ajustable, les Etats se compromettent à défendre la parité annoncée de leur monnaie. Ce n'est qu'en cas de nécessité, au vu des réserves, que l'organisme responsable peut annoncer un changement de parité et procéder à une dévaluation ou à une réévaluation. Ce mécanisme oblige l'Etat à assumer en toute

²⁹⁴ Il est aussi question d'un marché commun entre le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, et le Paraguay.

indépendance la valeur de sa propre monnaie. Ce qui n'est pas le cas lorsque cette valeur dépend de l'accord des partenaires.

La logique de cette responsabilité - donc de la charge interne et externe que doit assumer un Etat -, a besoin précisément de ce niveau d'autonomie. En tout état de cause, les mécanismes de la parité stable et ajustable s'avèrent être les plus conformes à un système de parité fixe au niveau universel. Le but axiologique de toute convention destinée à assurer l'échange entre les nations est, en effet, non seulement celui de garantir l'égalité de chances dans la concurrence internationale, mais aussi celui d'assurer la plénitude décisionnelle des sujets de la communauté des nations.

De sorte que cette plénitude décisionnelle, implique un niveau suffisant d'autonomie. Ce niveau d'indépendance est celui qui doit permettre à chaque nation d'assumer en toute responsabilité ses engagements monétaires et financiers. Tout sujet de droit et a plus forte raison un Etat, doit être capable d'assumer ses propres obligations, car dans le cas contraire le sujet cesse d'être crédible et cesse par la même d'être sujet de droit. Au niveau de la gestion monétaire, le degré de crédibilité dépend de la capacité d'un pouvoir étatique de maintenir et garantir la valeur de change de sa monnaie.

Comme nous l'avons montré tout au long de ce travail, cette capacité, dans la gestion monétaire, dépend aussi bien de la logique du (ou des), système (s) monétaire (s) dans lequel est inscrit le devoir en question, comme de sa capacité à maîtriser le poids de son Etat. - L'effondrement du socialisme réel doit, à ce propos, nous permettre de saisir pleinement - ce qu'Aristote et A. Smith ont cherché à nous montrer - que le rôle de l'Etat n'est pas de produire et de vendre des biens, mais plutôt de produire et d'administrer le droit juste. Or, le droit d'une part, s'objective dans les institutions nationales et internationales, et de l'autre, trouve dans la monnaie une de ses manifestations essentielles.

La gestion monétaire permet ainsi à la puissance étatique de se rapporter à la fois à son ordre interne, et à l'ordre qui conditionne les échanges sur le marché international. De telle manière qu'à travers la gestion de sa propre monnaie l'Etat se rapporte à la totalité de sa

fonction normative et peut percevoir, en toute transparence, la nécessité de l'objectivation de sa substance en tant que raison instituante.

XI

Il faut dire que tous les spécialistes et théoriciens de l'ordre monétaire international, parmi ceux qui ont de perspectives à proposer, ne seraient pas d'accord, bien évidemment avec ces propositions. Par exemple quelqu'un comme Monsieur Edouard Balladur nous dit à ce propos : " L'étalon mondial pourrait-il être composé, dans des propositions à déterminer, des grandes monnaies du monde et de l'or? Ce serait un système hybride - mais ce ne sont pas forcément les plus mauvais - et qui aurait le mérite de la souplesse, même s'il ne garantit pas la stabilité absolue de l'étalon ainsi défini "²⁹⁵

C'est précisément ce manque de « stabilité absolue » qui fait que Monsieur Balladur se prononce pour " Une monnaie immatérielle définie abstraitement et, au départ, par référence aux valeurs respectives des grandes monnaies du monde au moment où il serait institué. Quelles garanties cette monnaie immatérielle offrirait-elle par rapport à l'étalon panier de monnaies, sinon uniquement que sa valeur définie au départ devrait être défendue par l'autorité l'émettant, de sorte que grâce aux managements des taux d'intérêts elle demeure toujours la meilleure " ²⁹⁶

Par conséquent ce que Monsieur Balladur propose c'est l'existence d'une monnaie internationale définit, au départ, par référence à un panier composé des monnaies les plus importantes du monde. De sorte qu'à partir du moment où cet instrument serait institué, il devra garder une valeur constante.

Les différences entre la proposition de Monsieur Balladur et la notre, sont ainsi les suivantes :

Premièrement, pour nous il ne s'agit pas d'une monnaie, mais d'un référentiel, et

Deuxièmement, pour nous le référentiel n'est pas absolument stable, mais il suit les variations moyennes des instruments monétaires qui le composent.

²⁹⁵ " Le Monde ", 27 novembre 1990.

²⁹⁶ Ibidem.

Pour ce qui est du premier point, il est très important de comprendre que le référentiel est, en effet, une mesure immatérielle et abstraite, parce qu'il n'a pas une existence donnée. En d'autres termes, le référentiel n'est pas émis par un organisme quelconque. Il ne présuppose pas, par conséquent, l'existence d'une institution internationale - telle le FMI, par exemple -, disposant de réserves importantes et luttant pour maintenir la valeur constante de l'instrument en question.

De plus, à la différence de la monnaie, le référentiel ne pose pas le problème des ayants droits. Car c'est à ce niveau là que se pose la difficulté par excellence d'une monnaie supranationale. Ceci, à cause du fait que toute émission monétaire permet non seulement l'accès aux biens du monde, mais présuppose des ayant droits. Les Etats décident à partir de leur principe d'autorité ces ayant droits ; ce qui ne peut pas être le cas, comme on peut aisément le comprendre, d'une institution internationale. Car, à partir de quel critère va-t-il, cet organisme, attribuer la nouvelle monnaie à un Etat plutôt qu'à un autre ?

De sorte que l'existence d'un référentiel exclut tous ces problèmes, mais en plus il est, comme nous l'avons indiqué plus haut, tout à fait " cost-less ". Cela dit, l'immatérialité d'un tel référentiel, n'exclut pas le fait qu'il puisse être émis par les grandes institutions financières concurrentielles. Ceci de la même manière qu'un organisme comme American Express, par exemple, émet de chèques voyageurs en USD.

Toutefois, le but de ce référentiel n'est pas d'être un instrument de réserve. Comme nous l'avons expliqué plus haut, les réserves des banques centrales doivent être constituées en monnaies fortes et en or. Le rôle du référentiel, comme son concept même l'indique, est d'être l'indicateur par rapport auquel doivent se déterminer les instruments de mesure des nations.

Pour ce qui est de la deuxième différence, il est important de comprendre que le but de cette mesure universelle des besoins de l'humain, n'est pas d'être absolument stable comme le dit Monsieur Balladur, mais plutôt d'être simplement stable. Plus précisément, ce référentiel, tout en étant stable doit suivre les mouvements cycliques propres à tout système de reproduction élargie. Or, cette évolution ne peut être que le résultat de la dimension synthétique d'un tel référentiel.

Nous avons, en effet, posée l'UCI tout d'abord comme étant le résultat de la pondération d'un panier des monnaies les plus fortes, plus le métal jaune. Ce n'est que dans une phase ultérieure que ce référentiel pourra avoir un contenu plus universel, car il devra être le référentiel des référentiels régionaux, plus le métal jaune.

Quoi qu'il en soit, il est clair que pour nous la mesure universelle, doit non seulement déterminer les monnaies nationales, mais aussi doit trouver dans celles-ci sa propre détermination. Il y a, par conséquent, à l'intérieur de ce système une totalité de co-déterminations. Cela fait, par conséquent, que la mesure universelle n'est pas, à l'intérieur de ce projet, déterminée pour une clique de technocrates ; lesquels prétendent toujours agir à partir de valeurs axiologiques.

Le but de la raison instituante, est précisément de faire en sorte que les mécanismes qui règlent les systèmes monétaires régionaux ou mondiaux, ne soient pas déterminés par des volontés particulières, mais par des lois d'ordre objectif. Tout système de régulation général doit être la manifestation de l'universalité dont il est l'expression. En l'occurrence, nous avons affaire à la régulation de l'universalité des besoins, laquelle présuppose le respect du principe de l'égalité proportionnel dans l'échange.

L'objectivation d'une telle dimension axiologique ne peut que se constituer en tant que système non conflictuel, capable de se réguler objectivement tel un automate. De sorte que la réalisation de ce projet exclut l'existence d'une institution internationale comme le FMI, dont sa raison d'être est de sauvegarder l'ordre qui conditionne, dans les temps actuels, la suprématie du dollar des Etats-Unis.

C'est précisément cet ordre international - qui est le ciment de la misère et de la disgrâce dans lequel s'enfoncent la plus grande partie de l'humanité - qu'il s'agit de surmonter. Reste, toutefois, que le retour à la solvabilité de la plupart des nations surendettées, ne pourra pas empêcher par lui-même de glissements ultérieurs. Le problème de la misère des nations ne pourra pas être surmonté que le jour où l'humanité pensante aura pris conscience du fait que par delà la nécessité de la limitation juridique et économique de l'Etat, il s'agit précisément, comme

l'avait déjà signalé Aristote, d'organiser les institutions de telle sorte que les fonctions publiques ne soient pas une source de profit.

APPENDICE II : L'Horizon 1993 ou la « Markisation » de la CEE.

I

A la signature des Accords de Rome, en 1957, il s'agissait de construire un marché commun. Le but était alors la suppression des barrières douanières. Cet objectif a été atteint en 1969.

Depuis le début des années soixante-dix, il a été plutôt question de la convergence monétaire. La fin de la convertibilité du dollar avec le métal jaune en août 1971, va précisément donner l'occasion de poursuivre ce but. L'instrument de cette finalité a été la création d'un système monétaire européen.

Cet instrument – dont la première version fut le Serpent Monétaire Européen de 1972 - devait permettre, selon le discours de l'époque, d'une part de faire de la C.E.E., une zone de stabilité monétaire, et de l'autre, de réaliser une convergence monétaire devant conduire à l'apparition d'une monnaie européenne.

L'expérience du Serpent Monétaire (S.M.) ne fut pas très heureuse, comme on le sait. Ce système se caractérisait par le fait qu'il favorisait les monnaies fortes au détriment des monnaies faibles. Les deux monnaies faibles de l'époque – le FF et la Lire – en ont fait la triste expérience. Elles se sont retirées du système en janvier 1974. Le FF, quant à lui, va réintégrer ce système en juillet 1975, pour en ressortir à nouveau en mars 1976.

La logique même du S.M. faisait que les monnaies faibles étaient obligées de se surendetter pour pouvoir rester à l'intérieur de ce système. Cette logique était quant à elle, le résultat du fait que le S.E. était un système de parité stable et non ajustable. Ce mécanisme étant à son tour le résultat de cette finalité que nous venons de mentionner : l'union monétaire européenne.

C'est donc au nom de ce but que la CEE de l'époque va instituer un système qui oblige à la convergence des monnaies participant à l'Accord. Par conséquent, la création d'un système qui va consolider les monnaies fortes et produire l'affaiblissement des monnaies faibles. Ou, ce qui revient au même : privilégier les pays à monnaie solide et pénaliser ceux qui se trouvent dans la situation opposée.

La sortie définitive du FF du SM en mars 76, va permettre un « boom » économique très significatif de l'économie française²⁹⁷. Ceci indépendamment du fait que les Montants Compensatoires Monétaires – les tristement célèbres M.C.M. – continuaient à pénaliser l'agriculture française. Quoique pendant cette période ils aient eu une incidence négative très marginale. Leur impact étant important surtout aux époques de dévaluations.

C'est donc à un moment particulièrement privilégié de son économie que la France décide de revenir au système monétaire européen. Mais, en 1979 il ne s'agit pas d'un retour pur et simple au S.E.. Les responsables de l'économie nationale de l'époque ont compris que l'unité monétaire de la CEE, ne pouvait pas être le résultat de la convergence monétaire, coûte que coûte.

Il va s'agir alors de préparer la création d'une monnaie commune. De se donner le temps pour le faire. En attendant, il fallait maintenir une zone de stabilité monétaire. Mais pour réaliser un tel but, il fallait créer un nouveau système monétaire.

C'est ainsi qu'est né le SME. Or, ce système est le produit des modifications opérées sur la structure précédente. Ces changements reflètent l'altération produite au niveau de la stratégie devant conduire à l'union monétaire européenne.

Puisqu'il ne s'agit plus de provoquer la convergence monétaire, mais plutôt de créer une zone de stabilité monétaire, il fallait continuer à utiliser les éléments de base du SM. Cependant le référentiel de ce système – l'Unité de Compte Européenne (UCE), sous une dénomination

²⁹⁷ En effet, en 1979, la France est la troisième puissance pour la valeur des exportations. Cette année là, elle dépasse le Japon. A l'époque, les Etats-Unis étaient la première puissance et la R.F.A. la seconde.

différente, parce qu'anglicisé - va devenir le noyau de la nouvelle devise européenne. En d'autres termes, l'ECU, était appelé à devenir la nouvelle monnaie européenne.

Parmi les autres modifications importantes, il faut noter principalement que le SME est un système de parité stable et ajustable par négociation²⁹⁸. Cette dimension a comme but d'assurer la stabilité monétaire au sein du Marché Commun.

Cela dit, ce mécanisme de réajustement monétaire pose des problèmes très importants aux monnaies faibles, car il supprime l'autonomie des pays membres. En effet, à la différence du système de 1944 – dit des Accords de Bretton Woods – le SME n'est pas une structure où l'ajustement monétaire dépend de la politique économique du seul pouvoir responsable. Le réaligement monétaire est ici plutôt le résultat d'une négociation se déroulant généralement au vu et su de tout le monde²⁹⁹. En tout état de cause, aucune modification de la parité des monnaies faibles ne peut se faire sans l'accord de l'organisme responsable de la monnaie dominante. En l'occurrence, Banque Centrale allemande, « La Buba ».

Il faut rappeler, par ailleurs, que la mise en marche de ce système a impliqué la participation de la Lire italienne. Donc, d'une autre monnaie faible. L'Italie accepte cette participation, mais avec des marges de fluctuation supérieures aux autres. Par conséquent, des marges de 6% au lieu de 2,25 % d'un côté et de l'autre de la parité, pour ce qui est du grand tunnel.

Il ne s'agit pas ici de faire une digression sur le mode de fonctionnement du SME. Il s'agit tout simplement de constater, qu'à l'instar du S.E., nous avons affaire à un système qui favorise les monnaies fortes au détriment des monnaies faibles. Dans le SME la négociation publique est particulièrement punitive pour les monnaies faibles, comme nous venons de le signaler. La France a fait la triste expérience de ce phénomène lors des dévaluations qui ont suivi la grande fuite des capitaux de 1981³⁰⁰. Il faut remarquer, en ce qui concerne les problèmes du F.F., que

²⁹⁸ Les Spécialistes parlent de réaligement monétaire.

²⁹⁹ Une telle pratique comme on peut aisément le comprendre, ne peut que provoquer la spéculation contre les monnaies qui se dévaluent.

³⁰⁰ Plus précisément les dévaluations : d'octobre 1981 : 8,5% ; de juin 1982 : 10 % et de mars 83 : 8 % . Ces taux de dévaluation du F.F., le sont par rapport au D.M..

depuis la dévaluation de mars 1983 ce processus s'est ralenti³⁰¹. Ceci ne veut pas dire que depuis lors l'économie nationale se soit assainie. Ce ralentissement est plutôt le résultat du retrait du FF de l'euromarché. De sorte que depuis mars 1984 le FF n'est plus une monnaie prêtée sur le marché international³⁰². Ce qui empêche la surabondance de FF circulant sur le marché international et donc, la tendance à la dévaluation.

En d'autres termes, le retrait du FF de l'euromarché implique le fait qu'il n'est plus mesuré par le marché international. Cela explique l'apparente solidité du FF par rapport au DM. Ceci, indépendamment du fait que la RFA pour la seule année 1987 a eu un surplus des comptes courants de 540 milliards de FF, tandis que pour la même année le déficit de la France a été de 35 milliards de francs. Nous avons, par conséquent, affaire ici plutôt à un phénomène de surévaluation du FF.

Nous pouvons exprimer cette problématique d'une autre manière en disant que pour la France la politique d'alignement, coûte que coûte, du franc par rapport au DM a conduit à la surévaluation de sa monnaie, et donc au fait que ses produits sont calculés avec un instrument surévalué. Ceci explique le manque de concurrentialité de l'économie nationale.

Dans ces conditions, il apparaît clairement que le SME tend, de par sa logique, à asphyxier l'économie des pays à monnaies faibles. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le déficit structurel d'un pays comme la France par rapport à la RFA, tend à augmenter d'une manière significative. Ce déficit fut de 40 milliards de FF en 1986 et de 60 milliards en 1987.

Pendant cette période les effets négatifs, pour ce qui est de la France par exemple, n'ont pas été le seul résultat du SME. Il est évident que les MCM³⁰³ ont aussi eu, et continuent à avoir une incidence particulièrement négative. Quoi que le SME ait eu de loin les effets les plus dévastateurs. Cela parce que le SME se manifeste au niveau englobant.

³⁰¹ Depuis lors, seules deux petites dévaluations se sont produites : avril 1986, 6 % et janvier 1987, 3 %.

³⁰² Les quelques crédits qui se font annuellement depuis fin 1986, n'impliquent pas, comme on peut le comprendre aisément, un retour effectif du FF sur l'euromarché.

³⁰³ Les Montants Compensatoires Monétaires se déclenchent lorsqu'il y a des parités monétaires. De sorte que les pays à monnaie faible (dévaluée) payent une compensation aux pays à monnaie forte, au sein du Marché Commun.

II

Certains spécialistes et personnalités politiques croient que ces contraintes sont le prix à payer pour parvenir à l'union économique européenne. En d'autres termes que cette période difficile sera vite surmontée, le jour où la CEE pourra instituer sa propre monnaie.

Comme nous l'avons signalé plus haut, cette monnaie européenne n'est autre que l'Ecu. On peut à présent se poser la question de savoir : où en sommes nous avec l'Ecu ? Est-il en train de devenir la monnaie européenne ?

Or, curieusement on parle de moins en moins de l'Ecu et de plus en plus du Mark. Pourquoi ce changement ? En d'autres termes, comment se fait-il que le projet de l'Ecu comme monnaie européenne soit en train de tomber aux oubliettes ?

Il faut remarquer qu'il y a encore quelque temps le Fond Monétaire Européen (FECOM) était considéré comme l'institution capable d'assurer la gestion de cette monnaie unique. D'ailleurs, c'est ce que prévoit le règlement instaurant le SME. La question qu'on peut se poser est de savoir pourquoi cela n'a pas été réalisé ? Ceci d'autant plus qu'il est actuellement de plus en plus question d'une banque centrale européenne, comme l'organisme devant jouer ce rôle.

Ce changement ne nous semble pas le résultat du hasard, car le projet d'une monnaie européenne dont la gestion devait être assurée par le FECOM n'est pas un projet viable. Ceci, non pas à cause de la gestion de la monnaie en circulation, mais à cause du problème de l'émission monétaire. En effet, l'émission de nouvelle monnaie (papier) par un organisme autre que l'Etat, pose le problème des ayants droit.

Plus précisément, dans ces conditions se poserait la question de savoir à partir de quel critère doit se répartir la nouvelle monnaie émise. Car il ne faut pas oublier que dans ce projet nous avons affaire à une monnaie supranationale.

L'émission monétaire, comme on peut le comprendre permet dans les conditions de l'économie nationale de couvrir le déficit budgétaire et d'assurer de nouvelles dépenses. Ce qui

veut dire que l'Etat, à partir de son principe d'autorité et de légalité qui le conditionne, décide non seulement de l'importance de la nouvelle émission, mais aussi du (ou des) destinataire (s) du nouveau pouvoir de dépense ainsi créé.

Or, il faut être conscient qu'un organisme supranational ne possède, par définition et selon sa réalité, ni le pouvoir suffisant, ni la légalité adéquate lui permettant de réaliser de tels choix, la source du pouvoir et de la légalité se trouvant au niveau des Etats particuliers.

Par conséquent, un tel organisme supranational ne peut que butter devant le problème de savoir à qui donner la nouvelle monnaie émise car il ne possède pas les critères lui permettant de reconnaître les ayants droit: l'Etat ou les Etats devant recevoir un pouvoir de dépense supplémentaire.

Le problème pour un tel organisme se situe en somme au niveau de l'allocation des ressources monétaires nouvellement créées. Car on peut penser que les Etats membres peuvent se mettre d'accord sur le rythme d'émission, ou établir légalement une limite, comme cela est le cas dans toutes les sociétés avancées.

Depuis la signature au Luxembourg, le 17-2-86, de l'Acte Unique la perspective de l'Union monétaire tend à s'accélérer. Elle a cessé d'être un simple devoir être, pour devenir une perspective devant être organisée pratiquement. L'approche de l'horizon 1993 a incontestablement fait tomber pas mal d'illusions, pour ne laisser subsister que ce qui est pratiquement viable.

C'est ainsi, comme nous venons de le signaler, que l'Union monétaire via l'Ecu est en voie d'être reléguée au tiroir des illusions perdues. Depuis la signature de l'Acte Unique, les responsables de la CEE se trouvent non plus devant un idéal à construire, mais dans la réalité effective qui doit être nécessairement saisie et connue.

Jusqu'à ce moment, l'idéal européen conditionnait les discours et était l'objet de la rhétorique politicienne³⁰⁴. A présent, nous voilà devant le mur de la facilité qu'il faut sauter.

³⁰⁴ Plus forte dans certains pays que dans d'autres. En France beaucoup plus importante qu'en Allemagne, par exemple.

Nous sommes dès lors obligés de reconnaître que du point de vue monétaire, il y a actuellement en Europe une réalité incontestable qui s'appelle la suprématie du DM. D'ailleurs, c'est depuis les Accords du 22 septembre 1985 que le Mark est devenu du point de vue international la monnaie de réserve européenne. En effet, ces Accords de New York ont institué trois zones monétaires : celles du dollar, du yen et du mark. Le dollar des USA étant encore le « primus inter pares », car au niveau du marché international tout est libellé dans cette monnaie.

Dire que le DM est du point de vue international la monnaie européenne par excellence, ne veut pas signifier qu'elle l'est au niveau interne de la CEE et des nations qui la composent. Le devenir du DM monnaie interne des nations qui composent la CEE est précisément ce que nous appelons la « markisation »³⁰⁵ de l'Europe Communautaire.

En tant que telle la « markisation » de la CEE présuppose, 1) la libération des mouvements de capitaux et 2) la reconnaissance de la Bundesbank comme banque centrale dominante au niveau européen.

En ce qui concerne la libre circulation des capitaux, elle a été décidée par l'Acte Unique de février 1986. Dernièrement, en mai 1988, la commission européenne vient d'avancer les échéances pour la mise en pratique de ce processus à partir du 1^{er} juillet 1990.

Cela dit, quelle que soit l'échéance, il est important de comprendre que la libération des capitaux impliquera pour un pays comme la France par exemple :

- 1) Prêts en francs à de non-résidents.
- 2) 2) Détention de devises, par les résidents, dans les banques françaises.
- 3) Possibilité pour les résidents de constituer des actifs dans une banque étrangère.

³⁰⁵ Nous employons ce concept par référence à celui de la "dollarisation" tel qu'il se manifeste en Amérique Latine. Il implique la suprématie d'une monnaie extérieure, à dimension internationale, à l'intérieur des sociétés particulières. Ceci au point tel que cette monnaie devient le vrai instrument de réserve, aux dépens de la monnaie nationale.

En d'autres termes, les banques allemandes, anglaises, italiennes, etc. etc.. pourront s'installer en France et pratiquer du crédit avec leurs propres monnaies, selon leurs taux nationaux. Cela veut dire, par conséquent, fin du protectionniste monétaire.

Or, un tel état de choses impliquerait le fait que les banques allemandes – les plus fortes et les plus riches du Marché Commun – installées en France, pour suivre toujours notre exemple, pratiquent du crédit à des taux propres au DM. Partant plus bas que ceux qui sont pratiqués en France, pays à monnaie faible.

Comme on peut aisément le comprendre les particuliers et les entreprises dans chaque pays de la C.E.E. afin d'emprunter s'adresseront aux banques qui pratiqueront le taux le plus bas. Il n'est pas difficile de saisir que dans ces conditions les pays à monnaie faible ne pourront pas concurrencer les pays à monnaie forte.

En disant cela, nous n'émettons pas un jugement pessimiste. Il s'agit tout simplement de comprendre que seules les monnaies fortes peuvent se permettre un crédit abondant et peu cher³⁰⁶. Une telle politique ne peut que provoquer la perte de valeur des monnaies faibles. Cela est particulièrement vrai lorsqu'il s'agit du marché international. Or, la libération du mouvement des capitaux impliquera forcément la concurrence, entre les structures financières, au niveau de l'offre de monnaie – du crédit – à l'échelle de la CEE.

Pour des raisons, il n'est pas difficile de prévoir un processus de dévaluation plus ou moins important des monnaies faibles. Par conséquent, un mouvement de consolidation du D.M. par rapport aux autres monnaies de la CEE.

³⁰⁶ David Hume avait déjà signalé, à ce propos, que le taux de crédit est raison en inverse à la richesse d'une nation.

III

Mais l'efficacité et la validité de la « markisation » de la CEE, ne peut être que le résultat de la reconnaissance de la Bundesbank en tant que banque centrale dominante au niveau européen. Ceci n'est pas une provocation, mais plutôt une perspective pratique qui est plus avancée – dans la réflexion des spécialistes comme dans l'esprit des technstructures – qu'on peut le croire.

C'est précisément ce que nous propose Monsieur André Fourçans Député au Parlement européen (UDF), dans son papier publié par le « Monde » du 29 juin 1988. Monsieur Fourçans nous dit à propos du projet d'une banque centrale européenne : « il faut accepter de donner à la Banque centrale allemande un rôle particulier dans l'application de ce qui serait la politique monétaire de l'Europe.

J'entends d'ici les cris d'orfraie nationaliste vis à vis d'une telle suggestion ! Mais, si l'on veut l'Europe, il faut voir la réalité en face et reconnaître certains faits : la Bundesbank a la responsabilité principale et l'expérience de la gestion des principales monnaies du S.M.E. ; le deutsche mark est la principale monnaie de réserve européenne. Sachons nous appuyer sur les faits porteurs d'avenir plutôt que de se recroqueviller sur la défense des pouvoirs illusoires...

Monsieur Fourçans a le mérite de dire clairement ce que d'autres expriment d'une manière inadéquate. C'est le cas notamment de Jacques Delors Président de la Commission Européenne. En effet, dans l'interview donnée au « Monde » du 20-7-88, Monsieur Delors parle d'une banque européenne : « une banque à structure fédérale, ce qui entraînerait le maintien des instituts d'émission nationaux ».

Malheureusement Monsieur Delors n'est pas clair sur cette option, comme la majorité des spécialistes le pensent ; car il revient aux illusions de l'Ecu, la monnaie européenne. De ce point de vue André Fourçans est particulièrement clair. Il est, en tout état de cause, d'accord avec le Président de la Bundesbank, Monsieur Karl-Otto Poehl pour considérer que l'indépendance de la Bundesbank par rapport au pouvoir politique peut expliquer non seulement la réussite économique de la RFA, mais peut aussi servir d'assise au nouvel ordre monétaire européen. D'ailleurs, beaucoup de spécialistes et personnalités politiques considèrent cette réflexion

comme étant pertinente, ou en tout état de cause voient dans le mode de fonctionnement de la Bundesbank la cause de l'extraordinaire solidité du DM.

Le problème ici est qu'une manifestation structurelle est prise pour son fondement. Il nous paraît plus conforme à la logique de la réalité de voir dans l'indépendance de la « Buba », une manifestation du caractère concurrentiel³⁰⁷ de la structure socio-économique de la RFA. Cela dit, cette indépendance n'explique pas la réussite économique et monétaire de ce pays. En effet, la F.E.D. américaine est aussi indépendante, mais cela n'a pas réussi à empêcher la désindustrialisation des Etats-Unis, ni le haut taux d'inflation des années précédant la politique déflationniste du tandem Reagan-Volker.

En tout état de cause, le miracle³⁰⁸ allemand n'est pas uniquement le résultat du caractère concurrentiel de sa structure socio-économique. D'autres facteurs ont contribué à sa suprématie économique et monétaire.

En effet depuis 1969 l'agriculture de la RFA est subventionnée par les pays à monnaie faible. De plus, il y a surtout le fait que les systèmes monétaires européens lui ont permis de réduire la capacité concurrentielle de ses partenaires de la CEE. De sorte que le Marché Commun s'avère être non seulement un glacis protecteur pour l'économie allemande, mais aussi l'espace qui lui permet de s'enrichir. A ce propos déjà au début de cette décade M. Otto Lambsdorff, ancien ministre libéral ouest-allemand, avait remarqué que le S.M.E. constitue une merveilleuse machine à subventionner les exportations allemandes.

Comme nous l'avons signalé plus haut, l'efficacité et la validité de la « markisation » ne peuvent être que le résultat de l'institutionnalisation de la Buba comme principale banque européenne. La libre circulation des capitaux va, pour sa part, dans le sens de la consolidation de la suprématie du D.M..

³⁰⁷ Nous n'essayons pas ici de minimiser la grande différence qu'il y a entre une structure concurrentielle comme la R.F.A. et les économies mixtes comme la France, l'Italie, la Grande Bretagne et l'Espagne. Il est évident que la logique des structures concurrentielles comme la R.F.A. et le Japon est conforme aux contraintes de l'accumulation élargie. Par rapport à ses structures, les économies mixtes sont des réalités moins souples, car ayant un poids d'improductifs plus important.

³⁰⁸ La R.F.A. est à présent (1988) la première puissance industrielle, par la valeur de ses exportations.

Il s'agit à présent de savoir comment les spécialistes conçoivent l'institutionnalisation de la Buba comme principale banque européenne. L'article de André Fourçans, que nous venons de mentionner peut nous servir de guide.

En effet, pour Monsieur Fourçans, « si l'application de la politique monétaire européenne pouvait être confiée à la Banque centrale allemande, comme elle est confiée à la Banque centrale de New-York dans le cadre du système fédéral de réserve américain (F.E.D.), il est évident que la détermination et le choix de politique monétaire devraient être collégiaux ».

De sorte que pour Monsieur Fourçans la Banque centrale allemande devra jouer le même rôle que la Banque centrale de New York, dans le cadre du système monétaire américain. Le problème que pose cette proposition est: que ce qui est légitime à l'intérieur d'une république fédérale, comme les Etats-Unis, ne l'est pas au sein d'une structure comme celle de la CEE. Nous avons ici affaire, jusqu'à preuve du contraire, à une réalité composée de nations indépendantes. De sorte que Chaque Etat, comme chaque Banque centrale sont l'expression des intérêts particuliers de chaque communauté sociale. D'ailleurs, la monnaie n'est pas un simple instrument de circulation des marchandises, comme le pensait A. Smith, mais la mesure commune des besoins au sein d'une structure sociale. De sorte qu'en tant que telle la monnaie est le reflet de l'ordre social d'une communauté.

Pour cette raison, nous pouvons dire que la monnaie est l'expression de la substance matérielle d'une communauté sociale. Elle véhicule, par conséquent, non seulement l'ordre des intérêts au sein des sociétés, mais son intérêt même.

Monsieur Fourçans croit qu'il est possible de contourner le fait qu'une monnaie puisse cesser de véhiculer l'intérêt d'une communauté sociale, ceci en faisant participer des membres des autres pays au conseil de direction de l'organisme qui gère la dite monnaie.

Or, ces personnalités plus ou moins indépendantes des pouvoirs institués de leur pays d'origine vont avoir comme mission de gérer un instrument - le DM - dans sa dimension rationnelle et objective immédiate. Dans cette position, il est clair qu'ils ne peuvent pas défendre tel ou tel intérêt extérieur, car de tels intérêts n'y ont pas cours.

En d'autres termes, dans la pratique, les membres du Conseil de direction d'une Banque centrale très indépendante du pouvoir politique doivent décider de la hiérarchie des taux de base et du rythme d'émission monétaire. Or, ces choix ne sont pas faits dans l'abstrait, mais par rapport à un marché interne, à un ordre social et au rapport de cette communauté avec le marché international.

De sorte que les membres étrangers de ce Conseil de direction, tout comme les personnalités nationales, sont obligés de maintenir la valeur optimale de l'instrument dont ils ont la responsabilité. Cela veut dire tout simplement que les membres de ce Conseil, quelle que soit leur origine nationale, devront essayer de maintenir et sauvegarder la suprématie du deutsche mark.

A présent, nous pouvons nous poser la question de savoir quel sera, à l'intérieur de ce projet, le rôle des autres banques centrales. Pour Monsieur Fourçans c'est très simple : « celles-ci garderaient un rôle analogue à celui des banques centrales régionales aux Etats-Unis dans la mise en place cohérente et coordonnée des implications de la politique monétaire européenne pour ce qui concerne chaque Etat membre ».

Comme on peut le constater en lisant ces lignes, Monsieur Fourçans est trop obnubilé par le modèle américain. Il oublie qu'aux Etats-Unis les institutions de la réserve fédérale gèrent une seule et même monnaie, tandis que dans le cas qui nous intéresse, les banques centrales des autres nations doivent s'occuper de leur propre monnaie. Donc, du rapport entre chaque monnaie et le DM.

Mais, comme il s'agit de sociétés différentes et d'ordres sociaux dissemblables, la politique monétaire ne peut pas être partout la même. En d'autres termes, les taux d'intérêts et les rythmes d'émission ne peuvent pas être partout les mêmes. Il est problématique de penser, par exemple, que dans ces conditions, la monnaie du Portugal et celle de la Grèce vont avoir une stabilité aussi grande que le DM.

Le contraire est plutôt vrai, car la « markisation » devra provoquer, comme nous avons essayé de le montrer jusqu'ici, une dévaluation généralisée des monnaies faibles de la CEE. Ce qui veut dire que les banques centrales de ces pays devront gérer non une politique de consolidation, mais de dérive monétaire.

On peut, bien évidemment, concevoir une situation différente. Plus précisément, le fait que les banques centrales des autres pays puissent gérer une monnaie en parité pure au DM. Ceci, dans l'hypothèse où ces banques centrales achèteraient leur propre monnaie à la Buba, comme pour le Franc CFA, la monnaie circulant dans les anciennes colonies françaises d'Afrique. Dans ce cas là, les banques centrales en question deviendraient des organismes de gestion de la monnaie en circulation. La Buba détenant, elle, le droit d'émission, en contrepartie de DM et de devises extra-européennes.

IV

Comme nous l'avons signalé plus haut, la suprématie économique de la RFA, au sein de la CEE, n'est pas simplement le résultat du développement de sa capacité structurelle. Nous avons pu constater qu'une partie importante de cet acquis est le résultat du fait que la RFA - ainsi que la Hollande³⁰⁹, quoi que d'une manière moindre -, bénéficie de certains mécanismes communautaires, comme la MCM et le SME.

De sorte que ces mécanismes se manifestent comme des contraintes extérieures pour les pays à monnaie faible. On ne peut pas soutenir, toutefois, que ces mécanismes sont imposés par l'Allemagne aux autres pays du Marché Commun. L'ironie de cette histoire est que ces mécanismes n'ont pas été créés par la RFA. Ce pays a plutôt accepté des systèmes dont il bénéficie, tout en asphyxiant la capacité productive de ses partenaires³¹⁰.

Le projet d'une banque centrale européenne (BCE), comme on peut le constater est en train de s'imposer à la RFA. Les autorités responsables de ce pays ne veulent pas entendre parler de l'Ecu en tant que monnaie européenne. Ils semblent être conscients de la problématique d'un tel projet. Par contre, tout indique que le fait que la Buba puisse devenir la banque centrale européenne est une perspective qui n'est pas faite pour déplaire.

Tout indique que la plupart des nations de la CEE sont prêtes à faire cette expérience. La signature de l'Acte Unique en est la preuve la plus importante. Le projet de la BCE ne fait que renforcer ce mouvement.

Pour certaines personnalités, comme nous l'avons signalé, les problèmes présents et à venir, ne sont que le prix à payer pour atteindre le but de l'Union Européenne : la création d'une communauté supranationale capable d'assurer à l'ensemble de ses membres le bien-être le plus

³⁰⁹ Donc, les deux pays à monnaie forte de la CEE.

³¹⁰ Ceci permet d'expliquer non seulement le fait que la RFA soit de loin la première puissance économique de la CEE, mais aussi le fait qu'elle est le principal exportateur mondial. En effet, nous avons assisté dans les dernières années à une envolée des exportations allemandes. De 243 milliards de dollars en 1986, ses exportations sont passées à 294 milliards en 87, puis viennent les Etats-Unis avec 250 milliards et le Japon avec 231 milliards. Pour cette année, les exportations françaises ne sont que de 152 milliards de dollars. Comme on peut le constater les mécanismes européens sont en train de jouer un rôle d'accélérateur des exportations allemandes.

grand.

Cela dit, le problème est de savoir si une communauté garantissant l'égalité des chances à ses membres peut surgir d'une relation d'inégalité. Que la "markisation" de la CEE soit la condition du devenir de cette plénitude communautaire ; voilà ce qui jusqu'à présent n'a pas été démontrée d'une manière rationnelle.

Mais, poser une telle exigence c'est, nous en sommes conscients, présenter un dilemme qui ne rentre pas dans l'horizon intellectuel de la technocratie. Pour cette forme de conscience, seule compte la finalité qui légitime son action.

Que la fin justifie les moyens, voilà une évidence. En effet, le rôle du but est la légitimation. Mais, le problème est que les moyens ne conduisent pas nécessairement au but posé en tant que légitimité de l'action.

Il ne s'agit pas ici de nier la légitimité du but en question : la construction d'une communauté capable d'assurer et de promouvoir le bien être culturel et matériel de ses membres. Ce qui est après les discours, en effet, le contenu axiologique du projet européen. Nous ne cherchons pas à mettre en cause une telle dimension, ou à nier sa légitimité. Ce que nous soutenons, c'est que les moyens pour atteindre ce but sont particulièrement problématiques. En effet, ces moyens produisent des inégalités trop importantes pour pouvoir conduire au but en question.

Certains croient que la réalisation d'un but est une simple affaire de volonté. On se pose rarement la question de savoir si les moyens, sont les moyens de la fin dont il s'agit. L'action pose dans un premier temps, un impératif hypothétique qui peut être formulé de la façon suivante : si tu veux atteindre B, tu dois réaliser A. Par la suite, cet impératif hypothétique se transforme en impératif apodictique. Plus précisément, la réalisation de A mène nécessairement à B.

Or, dans le feu de l'action; pour ainsi dire, on ne se pose pas la question de savoir si, en effet, la réalisation de A conduit nécessairement à B. Pour notre part, nous essayons de signaler que la mise en pratique de A ne mène pas nécessairement à B.

Prenons par exemple, le cas du SME. Posons-nous la question : est-ce que ce système assure l'égalité proportionnelle entre ses membres ? Force est de constater que ce n'est pas le cas. Le SME est plutôt un système qui favorise les monnaies fortes au détriment des monnaies faibles. Cette perversion explique, pour prendre le cas de la France, non seulement la perte de compétitivité de ses produits, mais aussi le processus de désindustrialisation qui se manifeste clairement dans et par le déficit de sa balance industrielle.

Nous pouvons aussi nous poser cette question pour ce qui est des MCM, ou du projet de transformation de la Buba en banque centrale européenne. La réponse nous semble être toujours la même. Ces systèmes ne sont pas à même de permettre la réalisation de la dimension axiologique contenue dans la fin qui les légitime.

Cela dit, ce qui est en question, ce ne sont pas les Accords de Rome. La suppression des barrières douanières et l'accroissement des échanges vont incontestablement dans le sens de la modernité. Plus précisément de l'osmose des communautés sociales et de l'universalité des rapports.

Cet ensemble d'erreurs, de bévues et d'aberrations faites au niveau du Marché Commun – MCM, SME et à présent BCE – sont le résultat du manque et, par conséquent, de la recherche d'une mesure commune stable. En effet, l'ouverture des frontières et le développement des flux en circulation à l'intérieur de cette communauté ont fait apparaître la nécessité d'un référentiel stable.

Il ne faut pas oublier à ce propos que les MCM sont le résultat malheureux de la lutte contre les variations monétaires. En effet, à l'époque (1969) on croyait – et cette croyance est, malgré les faits, encore enracinée dans la conscience technocratique – que la dévaluation d'une monnaie a comme résultat la sur-concurrentialité des produits du pays dont la monnaie se dévalue. La réévaluation produirait, quant à elle, l'effet contraire. De là que les pays qui dévaluent payent dans le domaine agricole, une compensation aux pays dont la monnaie se réévalue. C'est ainsi que depuis lors la RFA et la Hollande sont devenues deux puissances agricoles de premier ordre.

La déstabilisation produite par l'absence d'un référentiel stable va se faire sentir d'une manière frappante à partir d'août 1971, date de la suppression de la garantie or du dollar, par conséquent, du dépassement du système de la parité stable instituée par les Accords de Bretton Woods.

Ce n'est donc pas un accident si déjà en 1972, le Marché Commun a créé la première expérience d'un système monétaire : le Serpent Economique Européen. Nous connaissons la suite et l'incidence négative des systèmes monétaires européens sur les économies des pays à monnaie faible.

De plus, c'est cette recherche d'une mesure commune qui pousse actuellement à l'union monétaire et au projet de la Buba, comme banque centrale européenne. Plus précisément, à la « markisation » de la CEE.

Le problème que pose cette expérience malheureuse et la connaissance de la nécessité qui la soutend, est celui de savoir s'il peut y avoir une solution rationnelle ; donc, un mécanisme capable de garantir la proportionnalité de l'échange et de surmonter les conditions d'inégalité ; le fait qu'il y ait des gagnants d'un côté, et des perdants de l'autre. Car, entre égaux, l'échange ne peut être que proportionnel, et c'est cette proportionnalité qui seule peut garantir l'existence communautaire.

Nous partons, par conséquent, du fait que les nations se situent sur un pied d'égalité. De sorte que lorsque nous parlons de communauté entre les nations, nous nous référons à une communauté d'égaux. Ainsi, nous réfléchissons sur un ensemble qui n'est pas une République Fédérale – le problème serait alors, tout à fait autre -, mais plutôt une communauté de nations indépendantes.

Chacune de ces nations, comme on le sait, est un fait social institué et présuppose, par conséquent, un ordre juridique et un ordre monétaire. De sorte que ces ordres sont consubstantiels à chacune de ces communautés.

Pour ce qui nous intéresse ici, il est évident que chacune de ces communautés dispose de son propre instrument de mesure de ses besoins : laquelle reflète son ordre social et matériel. De sorte que pour les mêmes raisons qu'il ne peut pas y avoir une monnaie papier internationale, pour les mêmes raisons il est indispensable que chaque communauté gère sa propre mesure en toute autonomie. En effet, l'acceptation de la mesure d'une autre nation, en tant que mesure interne, ne peut être que la preuve de la perte d'efficacité du pouvoir national.

Nous nous trouvons ainsi dans une situation, en apparence, inextricable. Car d'un côté, il ne peut pas y avoir de monnaie supranationale, et de l'autre, chaque nation doit maintenir la sienne comme expression de l'efficacité de son ordre : de la validité de son être même. Pourtant, il est nécessaire de trouver une commune mesure. Ce dilemme ne pouvait pas exister sur le règne de l'or, car la valeur de ce métal et son existence même n'émanent pas d'une puissance étatique quelconque.

Curieusement, l'expérience monétaire européenne contient la solution, dans la mesure où c'est au sein de ces systèmes que s'est manifestée la viabilité d'un référentiel abstrait. Nous nous référons à l'unité de compte européenne UCE du système de 1972, laquelle par le biais de l'anglais est devenue l'ECU, dans le système de 1979.

En effet, l'UCE est un référentiel monétaire particulièrement stable, car il est le résultat de la pondération d'un panier de monnaies. Par conséquent, il ne s'agit pas, à proprement parler, d'une monnaie, car il ne peut pas être moyen terme de l'échange. Pour le reste, il peut contenir les déterminations propres de la monnaie. Ce référentiel peut être, en effet, instrument de réserve et mesure commune des biens et des besoins que nous avons les uns des autres. En d'autres termes, rien n'empêche que les biens et les services au niveau européen soient calculés en UCE.

L'UCE est, en effet, le noyau rationnel à partir duquel il est possible de bâtir une communauté dans l'égalité et de surmonter les privilèges que détiennent les monnaies fortes et particulièrement le DM. L'expérience des systèmes monétaires européens a montré que ce référentiel est, en tant que tel, particulièrement stable.

Il est de par sa composition – panier de monnaies – le résultat de la mesure des besoins de chaque communauté qui participe à la formation de sa valeur. Ce qui veut dire que ce référentiel n'est pas une valeur particulière, mais une valeur tendant à l'universalité. Par conséquent, son objectivation en tant que référentiel supranational n'est pas la manifestation d'un ordre social particulier. Ce qui est le cas, comme nous l'avons signalé, des monnaies nationales qui s'imposent comme instrument de mesure et de réserve internationale.

A ce niveau là, l'exemple le plus extraordinaire est celui du dollar des USA. En effet, depuis la suppression de la garantie or de la monnaie américaine – le 15 août 1971 -, les Etats-Unis se trouvent dans la situation particulièrement privilégiée de pouvoir acheter avec du simple papier – donc sans contrepartie réelle – une partie très importante des richesses échangées sur le marché international.

Nous avons déjà parlé de cette problématique. Ce qui nous intéresse ici, c'est de montrer la possibilité de construire en Europe un ordre capable de surmonter les privilèges d'une nation par rapport aux autres. Donc de réguler les échanges selon les principes de l'égalité proportionnelle.

En effet, pour atteindre ce but il est indispensable de donner au référentiel – à l'UCE³¹¹ un rôle de premier ordre. Il faut non seulement que la valeur de chaque monnaie soit donnée en UCE, mais que l'ensemble des biens et services soit libellé dans cette unité de compte.

Mais, surtout, il est nécessaire que les monnaies nationales soient en rapport de parité stable et ajustable au référentiel. En d'autres termes, l'ajustement en cas de variation monétaire – ne doit pas être le résultat d'une négociation, comme au sein du SME. Chaque nation doit, en effet, décider de la valeur de sa monnaie, sans avoir à obtenir l'acquiescement de ses partenaires, ou de la puissance responsable de la monnaie la plus forte.

En tout état de cause, le principe de l'autonomie nationale, pour ce qui est de la décision de changement de parité, devra permettre la suppression des négociations sur la place publique et donc la spéculation contre les monnaies faibles. Dans ces conditions – comme ce fut le cas à

³¹¹ Nous gardons par clarté conceptuelle l'expression française de cet instrument et non pas sa dénomination anglaise : ECU.

l'époque de l'efficacité des Accords de 1944 – chaque banque centrale aura la possibilité d'adapter la valeur de sa monnaie à ses réserves.

Un tel système n'aura pas besoin de marges de fluctuation très importantes. Une marge d'un pour cent d'un côté et de l'autre de la parité peut être suffisante pour assurer la gestion des différentes monnaies.

Dans un tel système, il n'est pas nécessaire d'avoir recours à une banque centrale européenne, car le référentiel – le UCE – n'est pas un instrument devant circuler et ayant besoin d'émission. De plus, il ne serait pas nécessaire, dans un tel contexte, de recourir à la libre circulation des capitaux au sens prévu par l'Acte Unique. Car, à ce niveau là, il est très important de tenir compte du fait que toutes les monnaies ne peuvent pas circuler sans entraves sur les marchés extérieurs. Cette capacité n'est de l'ordre du possible que pour les monnaies fortes. Plus précisément, pour celles qui sont protégées par des réserves très importantes en devises. Comme on peut aisément le comprendre, l'escudo et la drachme ne peuvent pas avoir le même niveau de circulation extérieure que le DM, voire que la livre anglaise.

Il serait plus conforme à la diversité monétaire européenne d'avoir un marché d'eurodevises libellées en UCE et constituées en monnaies fortes. Ceci à côté d'un marché à devises fortes par elles-mêmes, qu'elles soient européennes ou non européenne.

Une telle réforme monétaire ne devra pas exclure, ce qui est prévu par l'Acte Unique, un nivellement de la fiscalité à l'échelle européenne. Toutefois, il faut être conscient que nous avons affaire à une diversité de structures sociales, où le poids de l'Etat n'est pas partout le même. Cela veut dire par conséquent, que ce nivellement, s'il prend comme étalon les nations les plus avancées, implique un bouleversement très important dans la mesure où il devra provoquer un changement des structures sociales dans les nations où le poids de l'Etat est trop important.

Par conséquent, dans sa propre cohérence, ce projet devra produire, dans certaines réalités, des changements structurels de premier ordre, jusqu'à présent, les spécialistes et les personnalités politiques ont peu parlé d'une telle perspective.

Il faut, en effet, être conscient qu'une réduction très importante de la fiscalité indirecte – comme la TVA, par exemple – ne peut qu'ébranler le support matériel des nomenklaturas des pays à économie mixte. Une telle perspective est, dès lors, particulièrement prometteuse dans la mesure où elle pourra enfin conduire à l'alternance effective dans les appareils d'Etat, donc, au niveau de l'élite administrative.

Hier encore on croyait que le bien-être du social ne pouvait être que le résultat de l'élargissement de la « respublica ». A présent, nous commençons à prendre conscience qu'un Etat non régulé par les principes de l'alternance pure, - donc, de la démocratie dans sa dimension universalisante – est une machine à sécréter des privilèges, du parasitisme et des sinécures. Le rôle de l'Etat ethnique n'est pas d'augmenter par sa production de privilèges les inégalités du social, mais celui de réduire précisément ces inégalités. Par delà le simple Etat de droit, se profile comme un devoir être du monde l'Etat de justice.

Une fois parvenu à la fin de cet essai, on ne peut que constater que le devenir de l'Europe monétaire n'a pas suivi le chemin analysé ici. La réunification allemande, en 1990, va expliquer ce changement de route. C'est la thèse que nous développons dans le Tome IV de cette introduction. Rappelons, en tout cas, que ce texte fut rédigé en 1988, comme il est indiqué dans la Note Préliminaire à ces Appendices.

APPENDICE III : Quel devenir pour la Zone Franc Africaine (ZFA) ?

I

Pour répondre à cette question, nous devons savoir, tout d'abord, que la ZFA fait partie du système franc. Ce système comporte comme pièce maîtresse le franc français et comme dimension surajoutée le F-CFA. Ce rapport se manifeste concrètement par le fait que le F-CFA est en parité pure au franc français.

Il convient aussi de savoir que la ZFA est composée de quatorze pays africains regroupés, depuis leur indépendance, en trois zones monétaires :

- 1) L'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), dont la monnaie commune est le franc de la Communauté Financière Africaine (F-CFA) : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal et Togo.

- 2) Les Etats d'Afrique centrale, dont la monnaie commune est le franc de la Coopération Financière en Afrique Centrale (F-CFA) : Cameroun, Centre Afrique, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale et Tchad.

- 3) Les Comores, dont la monnaie est le franc comorien.

Chacune de ces trois sous-zones dispose d'une Banque centrale unique :

- 1) La Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

- 2) La Banque des Etats d'Afrique centrale (BEAC).

- 3) La Banque centrale des Comores.

Ces monnaies, comme nous venons de l'indiquer, sont liées au franc français par un même taux de parité. De plus, les monnaies de chaque sous zones circulent librement à l'intérieur de l'ensemble de la zone franc.

Pour éviter toute confusion, nous allons faire référence, dans ce qui suit, aux deux monnaies F-CFA, et donc, laisser de côté le franc comorien. Le mécanisme est, bien évidemment, le même pour toutes les monnaies de la ZFA. Toutefois, il nous semble nécessaire d'expliquer le mode de fonctionnement du mécanisme de la parité pure, à partir de ses deux systèmes les plus complexes : les deux variantes du F-CFA.

En effet, ce mécanisme de la parité pure repose sur le mécanisme suivant :

Premièrement, les Etats africains des deux sous zones en question déposent leurs avoirs en devise dans la banque centrale qui est la leur.

Deuxièmement, chaque banque centrale est tenue de centraliser sur son compte d'opérations, auprès du Trésor français, au moins 65% de ses avoirs en devise.

Troisièmement, ces dépôts auprès du compte d'opérations permettent au Trésor français, d'une part de garantir la convertibilité illimitée du F-CFA, et, d'autre part, aux banques centrales (BCEAO et BEAC) d'émettre la monnaie F-CFA.

Pour ce qui est du compte d'opérations, auprès du Trésor français, il convient de retenir que les soldes créditeurs sont rémunérés, par celui-ci, au meilleur taux du marché. Les soldes débiteurs versent, en revanche, une rémunération du même ordre au Trésor français.

Il en résulte que les dépôts en devises permettent aux banques centrales des sous-zones d'émettre la monnaie nécessaire au fonctionnement de chaque pays client. En d'autres termes, le Trésor français est seul habilité à autoriser l'émission de la monnaie F-CFA. Bien évidemment, cette autorisation dépend en premier lieu des avoirs en devises et, en second lieu des autorisations de découvert données par le Trésor français.

Dans la pratique, ce système implique que les pays membres de la ZFA achètent leur monnaie au Trésor français. Cette valeur est constante et n'a pas varié depuis sa création, en 1948³¹².

La garantie d'une convertibilité illimitée à taux fixe du F-CFA par le Trésor français s'explique par le fait que ce dernier vend cette monnaie à une valeur donnée et se compromet à l'acheter à la même valeur. Cela dit, la monnaie achetée par cet organisme est retirée de la circulation. Ainsi, la fuite des capitaux de la ZFA implique nécessairement une diminution de la monnaie F-CFA en circulation.

³¹² La première et seule dévaluation va se faire le 11 janvier 1994.

II

Il convient de noter, en ce qui concerne la logique de ce système de la parité pure, que c'est non seulement la production monétaire qui échappe aux Etats, mais aussi la politique monétaire.

Pour ce qui est du premier point, nous venons de voir que les variations de la base monétaire de chaque pays dépendent en dernière instance de ses avoirs en devises. En effet, si le compte est créditeur, le pays peut augmenter la quantité de monnaie en circulation.

Dans le cas contraire, en cas de découvert prolongé des mesures de redressement sont prises par sa Banque centrale. Ces mesures vont de la centralisation des avoirs en devises par les organismes (banque, entreprises) au resserrement de la politique monétaire. Car le découvert auprès du Trésor français peut être comblé aussi bien avec des devises qu'avec des F-CFA. Ce qui nous amène à étudier le deuxième point : la conduite de la politique monétaire.

C'est en effet l'Institut d'émission commun qui détermine la politique monétaire. Cette institution donne les taux de base – comme les taux de rémunération de l'épargne, le taux d'escompte et le taux du marché monétaire – mais pour ce qui est des taux moyens du crédit à l'investissement et à la consommation, ils varient nécessairement d'un pays à l'autre, en fonction du niveau des liquidités. Le taux moyen du crédit pratiqué dans chaque pays est ainsi en rapport inverse à l'abondance et à la rareté de la monnaie en circulation.

En tout état de cause selon la doctrine officielle ce mécanisme de la parité pure doit – par la stabilité, la libre transférabilité et la libre convertibilité de la monnaie – être un facteur de croissance, d'intégration régionale et de stabilité des prix.

En ce qui concerne la croissance, tous ceux qui s'intéressent aux pays de la ZFA savent très bien que ces sociétés connaissent actuellement une situation économique particulièrement préoccupante. En tout cas plus que de développement économique, il y est question d'un processus d'appauvrissement, voire de paupérisation très avancée.

Pour ce qui est de l'intégration régionale, monsieur Alain Bécart souligne qu' « en 1991, il n'y avait pas plus de 12 % du commerce extérieur des pays de l'Afrique de l'Ouest qui se réalisent dans l'union et à peine 3 % en Afrique centrale »³¹³.

Certes, dans les pays de la ZFA, l'inflation a été un phénomène insignifiant. Nous avons plutôt affaire, à présent, à un processus de déflation très important. Quoique pour la sensibilité néo-mercantiliste de notre temps, ce qui prime avant tout, c'est d'avoir une monnaie forte – la richesse des nations dépendant précisément de cette puissance.

Comme nous venons de l'évoquer, la situation actuelle des pays de la ZFA est particulièrement préoccupante. Elle se caractérise non seulement par un endettement extérieur qui s'avère important, mais aussi, et surtout, par une déflation brutale.

L'endettement extérieur est estimé actuellement à plus de 30 milliards de dollars. Cette somme n'est pas en elle-même si considérable quand on la compare à l'endettement de certains pays de l'Amérique Latine. Elle est du même ordre que celle de la dette du Venezuela : pays qui n'a, pourtant que 17 millions d'habitants³¹⁴.

Pourquoi, dès lors, une telle paralysie des pays de la ZFA à cause de leur dette extérieure ? Ce phénomène se manifeste d'une manière immédiate dans la baisse de la valeur des exportations – service de la dette. De ce point de vue là, nous constatons une diminution très significative de la valeur des exportations de ces pays. Ce fut particulièrement le cas entre 1985 et 1989, période au cours de laquelle les pays de la ZFA ont eu beaucoup de difficultés pour écouler leur production sur le marché international.

Nous constatons le même problème en ce qui concerne la balance industrielle de la France. C'est ainsi que cette balance est passée d'un excédent en 1984, à un déficit pendant les années suivantes. Ce déficit a atteint son point culminant en 1991.

³¹³ Le Monde 13 octobre 1992 p.39.

³¹⁴ La dette extérieure de ce pays est actuellement d'un peu plus de 32 milliards de dollars.

Nous sommes donc en présence d'un problème commun à l'ensemble du système franc. Il convient, à ce niveau là, de mettre en rapport la surévaluation que le FF a connu pendant cette période avec le manque de compétitivité de l'ensemble du système. Nous allons, en effet, assister à une surévaluation artificielle du FF après la troisième dévaluation du gouvernement de la gauche unie, en mars 1983. Rappelons, à ce propos, que le marché de l'euro-franc sera fermé à la suite de cette dévaluation, et ne sera rouvert qu'en 1990 ; au moment où le Deutchmark commence à s'affaiblir pour cause de réunification. Le FF ne sera donc pas mesuré par le marché international entre 1984 et 1989, et les dévaluations de 1986 et 1987 ne feront qu'atténuer cette surévaluation³¹⁵.

La relation de la surévaluation du FF avec les difficultés compétitives de la ZFA, ne doit pas être perçue comme un phénomène arbitraire. Il s'agit de tenir compte davantage du fait que la totalité de la zone franc est un système où le FF est le pôle dominant : la puissance active par excellence. La politique monétaire française a donc bien une incidence directe sur celle des pays de la ZFA.

Cette surévaluation du F-CFA a comme conséquence, d'une part, la baisse de compétitivité des produits de ces pays, et, d'autre part, la fuite des capitaux. Nous avons déjà mis en évidence le premier phénomène. Il s'agit à présent, de saisir l'importance de la fuite des capitaux et d'étudier sous quelle forme elle se produit.

³¹⁵ Dans le *Compte Rendu* de la Banque de France exercice 1988, il est dit à ce propos : « les échanges industriels, matériel militaire inclus, se sont soldés par un déficit quatre fois plus élevé (42,1 milliards au lieu de 18,4 milliards). Hors matériel militaire, le solde négatif a atteint 66,1 Mds, soit l'équivalent de la facture énergétique contre 36,8 Mds en 1987. Ce résultat traduit un recul de près 128 Mds par rapport à 1985, dernière année excédentaire. P. 11. En 1989, le déficit de cette balance fut de 56,4 Mds. Voir *Compte Rendu* exercice 1990, p.15.

III

Rappelons pour mémoire que le stock monétaire des pays de la ZFA a connu une croissance rapide depuis l'indépendance jusqu'au tout début des années 1980.

La croissance du marché international pendant les années 1960 et la première moitié des années 1970, d'une part, et les grands emprunts de la période suivante, d'autre part, ont permis à ces pays de disposer de réserves en devises très importantes. Donc, de pouvoir accroître leurs stocks monétaires. A partir du début des années 1980, ces devises vont être employées pour servir la dette extérieure. Viendra ainsi un moment où vont s'accumuler les phénomènes négatifs :

- 1) manque de devises pour accroître le stock monétaire ;
- 2) réduction des exportations sur le marché international, et
- 3) fuite des capitaux

La fuite des capitaux de la ZFA se manifeste sous la forme d'une sortie matérielle de la monnaie. En revanche, dans les pays qui disposent de leur propre monnaie, la fuite des capitaux provoque la dévaluation des monnaies nationales.

Dans le cas de la ZFA, le principe de la convertibilité, en parité pure, fait, par conséquent, qu'avec la fuite des capitaux, il y a sortie physique de la monnaie. Selon les indications données par Monsieur Paul Fabra, dans le Monde du 28 mars 1990, l'ampleur de ce phénomène fut la suivante : en 1988, 30% des billets de l'Afrique de l'Ouest avaient été exportés. Dans les pays d'Afrique centrale, le pourcentage avait atteint 78%.

Si ces indications sont correctes, il est clair que nous pouvons constater dans ces pays un niveau de manque de liquidité extrêmement important. Ce qui doit provoquer nécessairement une déflation considérable et, partant, une tendance à la thésaurisation de la monnaie F-CFA.

Dans l'article sous-cité de Monsieur Alain Bécart, la globalité de ce phénomène de déstructuration économique est exposée de la façon suivante : « A partir de 1986, les

déséquilibres macro-économiques ont conduit, toujours par le simple jeu des règles de la ZFA, à une réduction progressive mais massive des crédits publics et de la demande interne. Les importations se sont ralenties, et avec elles les investissements et la croissance. Très vite, sont apparues les demandes de rééchelonnement des dettes internationales, qui, peu à peu, ont réduit la marge de manœuvre des pays sur les marchés financiers, par ailleurs beaucoup moins dynamiques, et les arriérés de paiement ainsi que les créances douteuses qui ont ruiné les systèmes bancaires de la ZFA ».

Ainsi, tout indique que cette zone fait actuellement face à une situation particulièrement préoccupante de manque de liquidité et de déflation qui tend à augmenter la propension à la thésaurisation de la monnaie.

Devant la gravité de cette situation, très particulière parmi les pays du tiers monde³¹⁶, certains spécialistes proposent, comme solution, la dévaluation du F-CFA. C'est le cas de Monsieur Alain Bécart qui intitule l'article que nous venons de citer : « L'inévitable dévaluation du franc CFA ». En ce qui concerne cette problématique de la dévaluation, il faut tenir compte de deux dimensions très différentes. D'une part, l'incidence de cette proposition sur l'ordre monétaire actuellement existant, de l'autre, sa viabilité.

Pour ce qui est du premier aspect, on sait très bien que cette proposition tend à accélérer la fuite des capitaux. En effet, ceux qui disposent de réserves en F-CFA veulent se prémunir contre une telle éventualité en échangeant leur monnaie contre des devises fortes. Bien évidemment, la crise du FF ne peut qu'accélérer un tel phénomène.

La problématique essentielle est de savoir si cette proposition est viable. Plus précisément, si elle est susceptible d'arrêter, voire de surmonter la crise monétaire que connaît la ZFA. En ce qui concerne cette problématique de la viabilité ou de la non viabilité d'une éventuelle dévaluation du F-CFA, il faut tenir compte de plusieurs paramètres.

³¹⁶ On sait, en effet que la plupart de ces nations connaissent plutôt le phénomène de l'hyper-inflation. Celle-ci est, toutefois, moins grave que la déflation. C'est ainsi que le Brésil – avec une inflation tournant autour de 1500% depuis deux ans – arrive à faire face à une dette de 120 Mds de USD et a connu en 1991 un excédent de sa balance commerciale de 10,6 Mds de USD. Cet excédent devra se situer cette année, selon les prévisions, autour de 12 Mds de USD. « *Le Monde* », 17-11-92. P. 48.

En premier lieu, le fait que ces pays ne disposent plus de réserves en devises³¹⁷ pour pouvoir acheter leur propre monnaie. Et cela, quelle que soit la valeur des unités monétaires. En effet, ce n'est pas parce que ces unités peuvent coûter moins cher que va être résolu le problème fondamental: le simple fait, comme nous venons de le souligner, que ces pays ne disposent plus de réserves en devises leur permettant d'accroître leurs stocks monétaires.

En deuxième instance, il convient de comprendre que dans un système de parité pure, la dévaluation ne peut être que nominale et non pas réelle. En effet, que la valeur de F-CFA puisse passer de 0,02 FF à 0,01 FF, ne peut avoir comme incidence que le doublement nominal du prix des marchandises et de la valeur d'achat de la monnaie en question. Dans le cas de parité pure, la surévaluation ou la dévaluation réelle d'une monnaie par rapport à son référentiel ne peut être que le résultat de sa pénurie dans le premier cas, et de sa surabondance dans le deuxième cas. C'est ainsi que dans la situation actuelle – de pénurie du F-CFA – il est question de surévaluation de cette monnaie par rapport au FF.

Mais, une telle variation de valeur ne peut se manifester qu'au niveau réel, car officiellement le taux de change est constant. En d'autres termes, le F-CFA peut varier par rapport au FF sur son marché réel, mais non pas dans son taux de convertibilité.

En troisième lieu, il est important de comprendre que la surévaluation du F-CFA ne dépend pas uniquement de sa dimension quantitative, mais aussi de la crise de son référentiel: le franc français.

³¹⁷ Le Gabon serait l'exception qui confirme la règle.

IV

Lorsque nous parlons de crise du FF, nous nous référons plus précisément au fait que cette monnaie connaît, depuis le début de la décennie des années 1980, un processus de fragilisation très important. Actuellement, ce phénomène se manifeste concrètement par le maintien de taux d'intérêt élevés pour soutenir sa valeur de change et par la perte des possibilités d'une politique monétaire autonome de la part des organes responsables.

Ces deux phénomènes sont en rapport étroit et peuvent être compris comme le résultat d'une dépendance à l'égard de la politique monétaire de la Bundesbank. Ce qui commence à se produire institutionnellement à partir des Accords européens de Nyborg du 13 septembre 1987.

Ces Accords vont, en effet, modifier la logique du SME. Plus précisément, le fait que la finalité de ce système était de maintenir la stabilité des monnaies. Avec les Accords de Nyborg, se produit le retour à l'idée de la convergence³¹⁸, en vue de la réalisation d'une monnaie unique. Pour se faire, il s'avère nécessaire de supprimer les réalignements monétaires. A partir de ces conditions, les taux d'intérêt vont devenir l'instrument le plus adéquat à la réalisation de la politique de convergence.

Ce qui signifie que les monnaies faibles sont obligées de maintenir des taux d'intérêts plus élevés que les monnaies fortes. Ainsi, dans la pratique, les partenaires de l'Allemagne ont des taux d'intérêt supérieurs aux siens³¹⁹. Ce qui signifie pour elle, comme on peut aisément le comprendre, un atout concurrentiel de premier ordre. A ce niveau là, le grand déséquilibre va se produire avec l'élévation des taux d'intérêt en Allemagne, pour cause de réunification.

En effet, cette politique va obliger les partenaires de l'Allemagne à avoir des taux propres à provoquer une paralysie progressive de leur économie. En tout cas à la mi-octobre 1991, la France va tenter de baisser ses taux à court terme en dessous de ceux de l'Allemagne. Cette

³¹⁸ Donc, à la logique du Serpent Economique Européen de 1972.

³¹⁹ Michel Anglietta disait à ce propos : "Les taux d'intérêt en France sont fixés en fonction de ceux de la Bundesbank, dont la politique dépend de considérations internes à l'Allemagne". Le Monde, 30,91.

initiative fut conditionnée par la croyance du fait que la valeur de change d'une monnaie est en rapport inverse à son taux d'inflation. De sorte que ce taux étant plus bas en France qu'en Allemagne, il sembla alors évident que le FF était plus fort que le Deutchmark.

Les autorités françaises ont dû, par la force du marché de change, ramener peu de temps après le taux d'intérêt au-dessus de ceux de l'Allemagne. Voilà comment le journal «Le Monde » du 3-4 novembre 1992 décrit la tentative française : « La tendance à la baisse du franc est presque continue depuis l'annonce de la diminution d'un quart de point des taux d'intérêt directeur, le 17 octobre. Les taux d'intérêt à court terme sont devenus plus élevés à Francfort qu'à Paris ».

De sorte que pour sauvegarder ses réserves, la Banque de France a été obligée de ramener, peu de temps après, ses taux au-dessus de ceux de l'Allemagne. Cette expérience montre jusqu'à quel point le FF, est une monnaie soutenue par des taux d'intérêt élevés et donc surévalués. De plus, elle montre clairement que la France n'a plus de politique monétaire autonome. En effet, cette dépendance tend à s'aggraver comme le montrent les événements lors de la tempête monétaire, au mois de septembre de l'année en cours (1992).

Tout indique, de plus, que le retour en force du Deutchmark – tel que nous le constatons³²⁰ – ne peut qu'aggraver la fragilisation des monnaies de ses partenaires. Il n'est pas difficile de prévoir dans un futur immédiat une tendance à la dévaluation et une perte d'efficacité des monnaies faibles du SME, - dont le FF. Bien évidemment, ce processus ne peut que conditionner le renforcement du rôle du Deutchmark au sein de la Communauté. En effet, cette monnaie est déjà l'instrument de réserve des pays de l'Espace Economique Européen³²¹, à l'exception de la Suisse.

De plus, pour ce qui est de la CEE, la libre circulation des services financiers – prévue par l'Acte Unique, et devant devenir effective à partir du 1^{er} janvier 1993 – ne pourra que développer la préférence pour le Deutchmark. Ce qui devra se traduire par la « markisation » de

³²⁰ Après la fragilisation pour cause de réunification.

³²¹ Les pays membres de la CEE, plus ceux qui appartiennent à l'AELE.

la Communauté. C'est à dire que le DM devra progressivement devenir l'instrument de réserve et de la capitalisation des personnes privées et des entreprises.

Ce processus, il faut en être conscient, est conditionné par cette série d'institutions qui déterminent la CEE, dans son effectivité présente, et qui sont : le SME de 1979 ; les Accords de New York du 22 septembre 1985 ; l'Acte Unique Européen de février 1986 ; les Accords de Nyborg du 13 septembre 1987 ; le Plan Delors de juin 1989, et enfin le Traité de Maastricht du 10 décembre 1992.

La dimension problématique de ce processus trouve sa cause dans l'idée de la convergence. Plus précisément, dans l'idée selon laquelle l'union monétaire est la condition de l'union politique. Cette idée, il faut le remarquer, fut critiquée récemment par deux documents très importants. Le premier est le « Manifeste sur l'union monétaire », rédigé par des économistes allemands. Dans ce texte, il est dit : « A vouloir aller trop vite, l'Europe risque d'accroître ses tensions internes, puis d'exploser »... . « Une union monétaire ne peut sans danger servir de forceps mais doit, plus logiquement, parachever un rapprochement économique et social qui peut prendre des années. La monnaie unique doit intervenir en fin de parcours en s'accompagnant d'une union politique. Maastricht a choisi un ordre inverse en donnant à la monnaie un rôle moteur »³²².

Pour sa part, la Banque des règlements internationaux (BRI)³²³, dans un document publié à Bâle, a souligné que « vouloir imposer une union monétaire avant une union politique est une erreur de méthode »³²⁴.

Nous voilà donc averti. En fait, ces jugements nous permettent de saisir les causes de la tourmente monétaire que connaissent actuellement le SME et les pays de la zone mark en général. De plus, comme on le constate, le FF est pris aussi dans cette crise, et cela malgré les interventions de la Bundesbank.

³²² Le Monde, 13 juin 1992.

³²³ La banque des banques.

³²⁴ Le Monde, 16 juin 1992.

V

Ce détour par le SME, dans la logique de son mouvement, est indispensable pour saisir l'historicité immédiate de la ZFA. La base de ce système est le FF. De sorte que la crise de ce fondement ne peut qu'avoir des répercussions particulièrement négatives sur les monnaies de la ZFA.

Ce qui se dévoile dans le processus présent du SME, c'est la perte d'efficacité des monnaies faibles. Les dévaluations de ces monnaies ne peuvent empêcher leur tendance à la surévaluation. Plus précisément, au fait que ces monnaies – dont le FF – seront obligées de maintenir des taux d'intérêt très élevés pour éviter les dévaluations successives, et remplir ainsi les exigences contenues dans le Plan Delors et le Traité de Maastricht. Nous avons ainsi affaire, dans la pratique, à une satellisation par le DM des monnaies faibles. Ce qui veut dire que la ZFA tend à devenir de plus en plus un appendice de la Zone Mark. En d'autres termes, ce qui se profile, selon les échéances européennes, ce n'est pas un rattachement du F-CFA à l'Ecu, via la garantie de convertibilité du Trésor français, mais plutôt sa dépendance à l'égard du DM via cette garantie de convertibilité.

Le projet de la monnaie unique se présente ainsi, dans son effectivité, comme la dimension illusoire qui permet la montée en puissance du DM et la « markisation » de la CEE. Cela dit, la compréhension de la logique de ce processus ne doit pas nous empêcher toutefois de nous interroger sur la possibilité d'un tel système. La question est bien de savoir : quelle peut être la place de la ZFA à l'intérieur du système de la monnaie unique européenne ?

Avant de répondre à cette question, il convient de constater que le Traité de Maastricht ne mentionne pas le problème de la ZFA. Dans le « Protocole sur la France » annexé au Traité instituant la Communauté européenne, il est dit : « La France conserve le privilège d'émettre des monnaies dans ses territoires d'Outre-mer selon les modalités établies par sa législation nationale et elle sera seule habilitée à déterminer la parité du franc CFP ».

Il s'agit ainsi, dans ce traité, du franc de la communauté française du pacifique, et non pas du FCFA. Cela dit, dans le « Protocole sur les statuts du Système européen des banques

centrales et de la Banque centrale européenne », il est souligné que : « les banques centrales nationales peuvent exercer d'autres fonctions que celles qui sont spécifiées dans les présents statuts, à moins que le conseil des gouverneurs ne décide, à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, que ces fonctions interfèrent avec les objectifs et les missions du SEBC.. Ces fonctions, que les banques centrales nationales exercent sous leur propre responsabilité et à leurs propres risques, ne sont pas considérées comme faisant partie des fonctions du SEBC. » (Article 14,4).

On peut donc concevoir que la Banque de France et le Trésor public puissent continuer à assurer les fonctions qui soient les leurs par rapport à la ZFA. Cela est d'autant plus plausible que le système de l'Ecu est conçu selon la logique du système FCFA. En effet, « la BCE est seule habilitée à autoriser l'émission de billets de banque dans la communauté » (Article 105 A).

Par conséquent, une fois la convertibilité réalisée – « le jour de l'entrée en vigueur de la Troisième phrase » (Article 109 L,4) -, chaque pays aura la possibilité d'augmenter son stock monétaire grâce aux nouvelles réserves en devises. Il va y avoir des nations qui auront surabondance de monnaie (comme le Gabon) et d'autres qui seront en pénurie (le Tchad et le Niger). Ainsi, dans ces conditions, l'abondance et la rareté de la monnaie dépendront de l'excédent ou du déficit de la balance des comptes courants de chaque pays. De plus, c'est l'abondance et la rareté de la monnaie qui vont conditionner la hiérarchie réelle des taux de crédit.

VI

Tout indique que les perspectives de bouleversement et de changement au sein du SME ne pourront pas permettre le maintien du « statu quo » du système F-CFA. Les Accords de Maastricht ne sont pas encore ratifiés que déjà le SME est en train d'exploser. On peut penser, dès lors, que la perspective de convergence des monnaies faibles avec des monnaies fortes tend à devenir problématique.

Dans la pratique, l'affaiblissement et la perte d'efficacité du FF ne peuvent qu'accélérer la fuite des capitaux de la ZFA ; conduisant ainsi à une déstructuration radicale de ce système. Se pose, par conséquent, l'urgente nécessité de réfléchir aux alternatives possibles et raisonnables, parce que conformes à l'exigence du bien-être des communautés sociales de ces pays. Plus précisément de réfléchir aux alternatives possibles et raisonnables, parce que conformes à l'exigence du bien-être des communautés sociales de ces nations.

Le chemin du dépassement du système monétaire actuel passe nécessairement par la prise en charge, de la part de chaque communauté nationale, de sa propre autonomie en matière monétaire. Mais ce processus ne peut pas être viable s'il n'est pas accompagné d'un assainissement institutionnel. Plus précisément, d'une redimension éthique du rôle de l'Etat.

Il faut, à ce propos, être conscient du fait que l'Etat peut avoir comme but de son activité : soit le bien-être de ceux qui contrôlent le pouvoir, soit le bien-être de l'ensemble de la communauté sociale. Comme on peut le comprendre aisément, le but éthique de la puissance publique se situe précisément dans cette deuxième dimension.

Un Etat surparasité ne peut être qu'une puissance pervertie et pervertissante. Sa surcharge ne peut, dans ces conditions, que corrompre sa propre production normative et, par conséquent, sa monnaie. Il s'agit, dès lors, de construire un ordre susceptible de promouvoir l'intérêt général et l'égalité des chances.

Le rôle éthique de la puissance publique n'est pas de produire des marchandises, mais de créer et appliquer des règles justes. Il est nécessaire, pour atteindre ce but, d'éviter que la

chose publique puisse être objet d'appropriation et de monopole par une minorité quelconque. Il s'agit, par conséquent, d'introduire des mécanismes de régulation objective susceptibles d'assurer les principes de l'alternance pure.

La démocratie, dans sa dimension effective, est une puissance régulatrice de l'espace du pouvoir. Sa finalité pratique est celle d'assurer le principe de l'alternance pure. Elle ne concerne pas uniquement l'élite politique, mais aussi l'élite administrative. Car, comme il est dit dans l'article 30 de la « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen », de la Constitution de juin 1793 : « Les fonctions publiques doivent être essentiellement temporaires ». Toute société est susceptible, en effet, d'avoir des institutions conformes aux exigences de l'axiologie. Dans ces conditions, la partie la plus importante des prélèvements doit être destinée à subventionner ceux qui sont dans le besoin et non pas à assurer des hauts salaires et des sinécures aux membres de l'élite du pouvoir.

Ainsi, l'assainissement monétaire passe par une structuration éthique du rôle de l'Etat. Ce processus n'empêche pas la nécessité de la formation de zones monétaires et du développement des échanges entre ses membres. Au niveau international, le but éthique se manifeste dans et par la constitution d'une communauté des nations se réalisant dans l'universalité des rapports.

En ce qui concerne les systèmes monétaires, il s'agit de créer les conditions de l'égalité proportionnelle et de l'égalité des chances entre les nations. Le libre échange (free trade) ne peut être viable que s'il est conditionné par un ordre juste et équitable (fair trade). Entre égaux, l'échange doit être nécessairement juste et équitable.

En d'autres termes, les institutions monétaires au niveau international doivent être ordonnées de telle manière qu'elles assurent l'égalité des chances entre les nations. Ce qui n'est pas le cas actuellement, car en ce qui concerne le SMI, les Etats-Unis ont le privilège d'émettre la monnaie internationale. Cela leur permet, comme nous l'avons déjà souligné, de fonctionner en déficit et de pouvoir se procurer une partie importante des biens du monde avec du simple papier ; donc, sans aucune contrepartie réelle.

Au sein du SME, nous avons vu que non seulement l'Allemagne conditionne la politique monétaire de ses partenaires, mais qu'elle dispose aussi des taux d'intérêts les plus bas. Ce qui lui assure une surconcurrentialité par rapport aux autres membres de la CEE.

Un système monétaire ne peut être conforme aux exigences de la raison pratique que s'il garantit l'égalité des chances entre ses membres. L'idée d'un panier de monnaies nous semble être la condition première d'un système monétaire. Cela, aussi bien au niveau international qu'au niveau régional (en Europe comme en Afrique, etc...).

Les monnaies qui doivent constituer le panier, ainsi que leur pondération, est, comme on le dit, une affaire de négociation entre les membres de l'accord. Il est clair que la pondération implique des critères objectifs comme la valeur des exportations et le niveau des balances extérieures.

Une fois le référentiel donné, il est convenable d'instituer des mécanismes de parité stable et ajustable, comme dans le système de Bretton Woods, pour laisser à chaque nation l'autonomie la plus totale³²⁵, de décider d'un éventuel changement de parité. En tout état de cause, il s'agit d'éviter un mécanisme de parité stable et ajustable par négociation sur la place publique, comme ce fut le cas dans première phase du SME. En effet, un tel mécanisme ne peut que favoriser la spéculation contre les monnaies devant dévaluer³²⁶.

Il est, en tout cas, nécessaire d'exclure toute idée de convergence monétaire, car elle favorise les monnaies fortes au détriment des monnaies faibles. C'est ce que nous montre, en toute transparence, l'expérience du SM de 1972 et la phase actuelle SME.

Comme nous l'avons souligné plus haut, l'union monétaire ne peut pas être à l'origine de l'union politique, mais plutôt sa conséquence. Vouloir bâtir un ordre monétaire en contradiction avec les règles de la raison pratique ne peut que conduire à la dislocation des sociétés les plus faibles. La négation de la raison s'objectivant dans l'économie et le droit tend à provoquer,

³²⁵ La souveraineté monétaire.

³²⁶ La France a connu cette dure expérience pendant les trois dévaluations du gouvernement de la gauche unie. En octobre 1981, juin 1983 et mars 1983.

comme le montre le résultat pratique du marxisme, l'enfoncement des nations dans la nuit des temps historiques : le retour à la barbarie du sang et du sol.

Il est urgent que la raison axiologique et la conscience pensante puissent enfin se ressaisir et annoncer au monde la nécessité d'une nouvelle ère de bien-être et de plénitude universelle. Cette dimension est contenue dans la substance éthique de l'humain et constitue la finalité de sa raison pratique et de la pratique de sa raison.

APPENDICE IV : Adam Smith et la formation de la théorie économique.

I

On ne connaît pas la date exacte de la naissance d'Adam Smith. Il serait né aux alentours du 5 juin 1723. Curieusement, cette incertitude règne aussi pour ce qui est de sa vie. En fait, on connaît peu de choses de son existence. Il semble qu'il ait vécu une vie plutôt austère et discrète.

Toutefois, on sait avec certitude qu'Adam Smith est né à Kirkaldy, près d'Edimbourg, et qu'il a fait ses études universitaires à Glasgow et à Oxford. De plus, on sait qu'il a commencé sa carrière universitaire à Glasgow en 1751. Il y a été tout d'abord professeur de logique et puis de philosophie morale. Entre 1766 et 1776 il prépare et rédige son chef d'œuvre - *La Richesse des Nations* -, après un voyage de deux ans en France. Il devient, à partir de 1777, Commissaire aux douanes de l'Ecosse et passe le reste de sa vie à Edimbourg, où il meurt le 17 juillet 1790. Il ne s'est jamais marié.

Nous avons hérité d'Adam Smith deux œuvres importantes : *la Théorie des Sentiments Moraux* (1759) et les *Recherches sur la Nature et les Causes de la Richesse des Nations* (1776), connu généralement sous le titre simplifié de *La Richesse des Nations*.³²⁷ Bien évidemment, c'est cette dernière qui est de loin son œuvre majeure.

Pour ce qui est d'autres données biographiques de A. Smith, il est important de savoir qu'il a été un ami du philosophe David Hume, lequel a publié en 1742 ses *Essais et Traités* sur plusieurs sujets (principalement d'économie et d'ordre institutionnel) et sa *Recherche concernant les Principes de la Morale*. Il y a entre ces deux penseurs, comme on peut le constater, un certain parallélisme au niveau de la réflexion.

En ce qui concerne l'époque de Smith, il est important de savoir qu'elle coïncide avec la période où l'Etat de droit et la formation du capital étaient deux phénomènes acquis au

Royaume Uni d'alors. En effet, il faut rappeler tout d'abord, pour ce qui est de l'Etat de droit que l'Habeas Corpus (1679) garantissait déjà la liberté de l'individu et que la Déclaration des droits³²⁸ (1689) reconnaît d'une part, la suprématie de la Loi sur le Roi et de l'autre, la responsabilité du gouvernement devant le parlement, le pouvoir législatif. Par ailleurs, en ce qui concerne la formation du capital, il faut mentionner les événements suivants :

- L'apparition de l'épargne et du crédit à l'investissement, par les "Country Banks", tout de suite après la promulgation de l'Habeas Corpus Act.
- La formulation de la théorie quantitative de la monnaie par John Locke, en 1692.
- La fondation de la Banque d'Angleterre, en 1694.
- La Révolution industrielle, le passage du "domestic system" au "fabric system", culmine en 1769 avec la machine à vapeur de Watt.

Pour ce qui est de la date de publication de la *RDN* - 1776 -, il nous semble nécessaire de retenir deux événements :

Premièrement, l'indépendance des Etats Unis d'Amérique.

Deuxièmement, la suppression par Turgot des privilèges commerciaux et des corporations en France.

Comme nous venons de le souligner la *RDN* ne peut pas être comprise si on ne tient pas compte de l'époque et des circonstances qui ont conditionné sa production. Ces phénomènes sont, comme on peu aisément le comprendre, médiatisés par cette destinée individuelle que fut la vie d'Adam Smith.

³²⁷ 1 En abrégé *RDN*.

³²⁸ Le " Bill of Rights ".

Le Royaume Uni de la Révolution industrielle, ainsi que la formation intellectuelle de Smith, peuvent être considérés comme les déterminations essentielles de sa production théorique. En effet, c'est à partir de ces phénomènes qu'elle trouve sa propre cohérence. Dans ces conditions, la *RDN* apparaît comme une œuvre de maturité par rapport à sa *Théorie des Sentiments Moraux*. Ceci ne veut pas dire que cet écrit soit inessentiel. Sa problématique fondamentale est, en tout cas, contenue et développée dans son chef d'œuvre.

En d'autres termes, en tant que Professeur de philosophie morale, Smith s'est non seulement interrogé sur la production de valeurs éthiques, mais aussi sur la production des valeurs matérielles.

En effet, dans son plan de cours de 1763, tel qu'il est rapporté par un de ses étudiants³²⁹ il est question aussi bien de la production axiologique que de la production matérielle. L'influence des grands théoriciens de l'éthique, de l'économie et du politique comme Aristote, Locke et Hume est tout à fait évidente, encore que Smith possède sa propre cohérence.

C'est à l'intérieur de la théorisation d'un système de besoins donné, qu'il convient de saisir le chef d'œuvre de Smith. Il s'agit pour lui de comprendre aussi bien la production et la reproduction matérielles, que celles des référentiels et des cadres normatifs à l'intérieur duquel se réalise ce processus. De là, la place que trouvent dans la *RDN* des phénomènes comme la formation des prix, les mécanismes régulateurs, la monnaie et les cadres institutionnels.

Malheureusement l'interprétation de cette œuvre s'est perdue dans la réflexion de certaines problématiques, comme la division du travail et de la valeur. Le cas de la théorie de la valeur est sûrement l'exemple le plus significatif de cette perte. Elle va occuper la pensée économique à partir de Ricardo et va la fourvoyer dans la célèbre théorie de la valeur travail que le marxisme a véhiculé de par le monde sous la forme d'un dogme.

A dire vrai, Smith ne reprend pas telle quelle la problématique de la valeur aristotélicienne. Il cherche plutôt à montrer que la monnaie n'est pas, à moyen terme, un instrument adéquat pour mesurer la valeur des biens et services. Cela à cause du fait que cet

³²⁹ Ce texte fut publié sous le titre *Lectures on Justice, Police, Revenue and Arms* par Edwin Cannan en 1896.

instrument varie constamment. Il faut tenir compte qu'à l'époque il était question de l'étalon-or. Donc, d'un instrument beaucoup plus stable que ne l'est le papier monnaie de nos jours... Pour cette raison, il considère que le temps de travail s'avère être un référentiel plus adéquat pour mesurer les richesses au-delà du court terme. Il faut savoir, à ce propos, qu'actuellement on emploie ce référentiel aussi bien pour déterminer la différence du niveau de vie entre les nations, que les différences du pouvoir d'achat d'une période à une autre au sein d'une même nation.

Quoi qu'il en soit, une chose est claire, c'est que le temps de travail nécessaire à la production n'a jamais déterminé chez Smith la valeur des biens au sein d'une société marchande. Ceci est vrai par contre, toujours selon lui, dans cet " état informe de la société ", état qui précède "l'appropriation du sol" et "l'accumulation des capitaux" ; dans un tel état, dit-il, "la seule circonstance qui puisse fournir quelque règle pour les échanges, c'est, à ce qu'il semble, la quantité de travail nécessaire pour acquérir les différents objets de l'échange".³³⁰

De sorte que cette confusion dans la théorie smithienne de la valeur, va conduire à obscurcir l'importance de son œuvre. Le dix-neuvième et le début du vingtième siècle, comme disait Keynes sous forme de boutade, ont été dominés par le ricardisme, comme le siècle d'or espagnol le fut par l'inquisition. A vrai dire la domination du ricardisme, via le marxisme, va durer beaucoup plus longtemps que ne le pensait Keynes. Ce n'est qu'à présent, avec l'effondrement de la praxis du marxisme qu'il semble possible de dépasser l'horizon de cette terrible confusion.

Cet obscurcissement de la pensée de Smith a été tel qu'un penseur aussi riche que Schumpeter a pu dire : "Mais, quoi qu'il en soit de ce qu'il a véritablement appris ou n'a pas su apprendre de ses prédécesseurs, le fait est que la *Richesse des Nations* ne contient pas une seule idée, principe ou méthode analytique qui fut entièrement nouvelle en 1776".³³¹

³³⁰ *RDN*, Livre I, chap. VI. C'est d'ailleurs à la suite de ce passage où Smith parle du peuple de chasseurs.

³³¹ *Histoire de l'Analyse Economique*, NRF, Gallimard, Paris, 1983, 1er vol. p.262.

II

A la différence de Marx qui projette un idéal social³³² Smith ne fait que constater l'existence d'un monde différent de celui de la tradition qui était en pleine consolidation à son époque. La caractéristique fondamentale de cette nouvelle réalité, était précisément le phénomène individualiste. Dans ce monde où chacun est pour soi, le bien-être de la communauté sociale, ne dépend pas de la volonté du Souverain, mais plutôt de la réalisation de l'intérêt privé. Voilà le grand paradoxe de cet univers, par rapport au mode d'être et aux valeurs de la société traditionnelle.

Dans un passage devenu célèbre de la *RDN*, Smith formule cette caractéristique, du chacun pour soi, de la façon suivante : "Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du marchand de bière ou du boulanger, que nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts. Nous ne nous adressons pas à leur humanité, mais à leur égoïsme ; et ce n'est jamais de nos besoins que nous leur parlons, c'est toujours de leur avantage." Et il continue ce fameux passage en disant : "Il n'y a qu'un mendiant qui puisse se résoudre à dépendre de la bienveillance d'autrui..."³³³

De plus nous signale Smith, c'est cette dimension du chacun pour soi qui assure le fonctionnement adéquat du système. En effet, d'une part, l'intérêt individuel porte chacun à rechercher les emplois avantageux et à négliger ceux qui ne le sont pas ; et d'autre part, cet intérêt fait que chaque individu met en œuvre sans cesse tous ses efforts pour chercher l'emploi le plus avantageux pour ses investissements.

De sorte que la libre concurrence dans laquelle se trouve placé l'individu, lui permet de réaliser l'allocation la plus optimale de ses ressources en travail et en investissement. Mais, nous dit Smith, cet individu "en dirigeant cette industrie de manière qu'elle ait le plus de valeur possible, ne pense qu'à son propre gain ; en cela comme dans beaucoup d'autre cas, il est conduit par une main invisible à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions."³³⁴

³³² Quoique non conforme à son but.

³³³ Livre I, chapitre II.

³³⁴ Livre IV, chapitre II.

Il est important de comprendre que cette main invisible n'implique pas, dans la théorie smithienne, l'existence d'une transcendance. Elle est la conséquence des mécanismes régulateurs, lorsqu'ils ne sont pas perturbés par les interventions de l'Etat.

C'est donc l'Etat, ou l'ordre institutionnel qui tend à être, généralement, pour Smith, la cause du mal. Il est question ici de réalités où la société civile est plus ou moins individualisée . Le fait est que dans les sociétés où les richesses sont concentrées en peu de mains, la misère généralisée dans laquelle se trouve le peuple tend à décourager toute forme d'industrie, comme l'avait signalé Hume dans ses *Essais*.

Ainsi le problème essentiel de l'économie politique est précisément celui de limiter le nombre d'improductifs. "Le souverain, par exemple, ainsi que tous les autres magistrats civils et militaires qui servent sous lui, toute l'armée, toute la flotte, sont autant de travailleurs non productifs. Ils sont les serviteurs de l'Etat, et ils sont entretenus avec une partie du produit annuel de l'industrie d'autrui. Leur service, tout honorable, tout utile, tout nécessaire qu'il soit, ne produit rien avec quoi on puisse ensuite se procurer une pareille quantité de service."³³⁵

De telle sorte que pour l'auteur de la *Richesse des Nations*, l'Etat fait partie du secteur non productif³³⁶ tout autant que les domestiques.³³⁷ La différence étant ici que les premiers sont payés avec les prélèvements opérés par l'Etat, tandis que les seconds sont rémunérés à partir des avoirs privés. De sorte que les premiers pèsent sur l'ensemble de la société, tandis que les seconds ne la concernent pas.

Nous touchons ici, sans nul doute, le thème clef de l'oeuvre de Smith. Quoi que cette problématique ait été escamotée par les commentateurs. Cela parce que contrairement à ce que pensait Smith, le développement du secteur public va être perçu comme la cause du bien

³³⁵ RDN, livre II, chapitre II.

³³⁶ Il emploie aussi le terme de stérile.

³³⁷ En anglais, le domestique est le "servant" tandis que le fonctionnaire est le "civil servant". Il est question d'un "un civil servant", lorsque le fonctionnaire se comporte d'une manière arbitraire et non conforme au droit et à ses principes.

être du social. Cette tendance va prendre une dimension paroxystique avec ce qu'il est convenu d'appeler le socialisme réel.

En effet, au dix neuvième siècle va se développer l'accroissement du secteur public au nom de l'affirmation d'une classe universelle (Hegel), d'une technocratie (Max Weber), d'une avant garde sociale (Lénine). Dans la pratique ce mouvement va déboucher sur la formation et la consolidation de la Nomenklatura : la nouvelle caste des seigneurs de la chose publique.

III

Les deux conditions de la croissance économique sont, par conséquent, pour Smith : la tendance à l'individuation généralisée et la réduction du poids de l'Etat. Ces deux dimensions, remarquons-le, dépendent de l'ordre institutionnel. En effet l'individualité est essentiellement capacité juridique et le poids de l'Etat dépend étroitement de l'ordre normatif public qu'une société se donne à elle-même.

Cela dit c'est déjà dans l'introduction à l'ensemble³³⁸ de son travail sur la richesse des sociétés que Smith nous dit que "Quel que soit, dans une nation, l'état actuel de son habileté, de sa dextérité et de son intelligence dans l'application du travail, tant que cet état reste le même, l'abondance ou la disette de sa provision annuelle dépendra nécessairement de la proportion entre le nombre d'individus employés à un travail utile, et le nombre de ceux qui ne le sont pas."

Ainsi pour Smith "Les grandes nations ne s'appauvrissent jamais par la prodigalité et la mauvaise conduite des particuliers, mais quelquefois bien par celles de leur gouvernement.

Dans la plupart des pays, la totalité ou la presque totalité du revenu public est employée à entretenir des gens non productifs. Tels sont les gens qui composent une cour nombreuse et brillante, un grand établissement ecclésiastique, de grandes flottes et de grandes armées qui ne produisent rien en temps de paix, et qui, en temps de guerre, ne gagnent rien qui puisse compenser la dépense que coûte leur entretien, même pendant la durée de la guerre. Les gens de cette espèce ne produisant rien par eux-mêmes, sont tous entretenus par le produit du travail d'autrui. Ainsi, quand ils sont multipliés au-delà du nombre nécessaire, ils peuvent, dans une année, consommer une si grande part de ce produit, qu'ils ne laissent pas assez de reste pour l'entretien des ouvriers productifs, qui devraient le reproduire pour l'année suivante.³³⁹"

C'est précisément ce problème du poids de l'État³⁴⁰ qui fait dire à Smith que l'économie politique est un discours adressé au souverain pour lui faire comprendre que ce n'est pas lui qui

³³⁸ Nous parlons d'Introduction à l'ensemble, car les livres II et IV comportent des introductions.

³³⁹ Livre II, chapitre III.

³⁴⁰ Donc, généralement parlant, de l'importance des prélèvements.

nourrit le peuple, mais que c'est plutôt le peuple qui procure son bien-être et sa puissance. Il faut, par conséquent, créer les conditions institutionnelles pour mettre le peuple " en état de se procurer lui-même ce revenu ou cette subsistance abondante "³⁴¹, ce qui devra assurer à l'Etat "un revenu suffisant pour le service public "³⁴²

Donc, contrairement à Machiavel qui pense que dans une société bien organisée l'Etat doit être riche et les citoyens pauvres, Smith considère que la puissance d'une communauté sociale dépend des richesses de son peuple. Cela dit, il est important de saisir que pour l'auteur de la *Richesse des Nations*, le bien-être matériel d'une communauté sociale ne peut pas dépendre de la bienveillance du Prince et des maîtres du social. En effet, les seigneurs disent agir au nom du bien être du peuple, mais leur but immédiat est plutôt différent. " Tout pour nous et rien pour les autres, voilà la vile maxime qui paraît avoir été, dans tous les âges, celle des maîtres de l'espèce humaine. "³⁴³

De plus, déjà dans la *Théorie des Sentiments Moraux*, Smith avait remarqué en ce qui concerne l'attitude des maîtres de l'espèce humaine que : " Ils ne doutent jamais de l'infaillibilité de leur jugement ; quand ces réformateurs couronnés s'abaissent à réfléchir un moment sur la constitution du pays qu'ils gouvernent, ils n'y voient guère d'autres vices que les obstacles qui s'y trouvent à l'exécution de leur volonté. "³⁴⁴

C'est donc, comme disent les philosophes du droit, l'ordonnancement juridique objectif qui est pour Smith la cause de la richesse ou de la misère des nations. Le marché lui-même s'autorégule à l'intérieur des cadres imposés par cet ordre institutionnalisé. Cette régulation a sa source dans la loi de l'offre et de la demande, plus précisément dans le rapport entre la capacité productive destinée à satisfaire les besoins et ces besoins exprimés monétairement.

³⁴¹ Livre IV, Introduction.

³⁴² Ibidem.

³⁴³ Livre III, chapitre IV.

³⁴⁴ Passage traduit par Jean Mathiot dans *Adam Smith, Philosophie et économie*. PUF, Paris, 1990.

En effet, pour A. Smith : "La quantité de chaque marchandise mise sur le marché, se proportionne naturellement d'elle-même à la demande effective."³⁴⁵ En d'autres termes, toujours selon l'auteur de la *Richesse des Nations* : "La somme totale d'industrie employée annuellement pour mettre au marché une marchandise, se proportionne ainsi naturellement à la demande effective. Elle tend naturellement à porter toujours au marché cette quantité précise qui peut suffire à la demande, et rien de plus."³⁴⁶

Fort bien ! peut-on se dire ; mais, quoi des crises économiques ? Pour répondre à cette question, il faut tenir compte :

Premièrement, du fait que Smith écrit à l'intérieur du système de l'étalon or, est régulé par ses propres automatismes.

Deuxièmement, qu'à la différence des néoclassiques qui proposent une théorie de l'équilibre, Smith parle d'un système d'autorégulation. Les prix réels gravitent autour du prix naturel. Ceci explique une tendance au processus cyclique puisque, structurellement parlant, la hausse des taux d'intérêt est suivie nécessairement d'une baisse très forte, et ainsi de suite.

Troisièmement, qu'il doit y avoir selon lui une amélioration - une rationalisation dirions-nous - dans "la formation et l'entretien de cette partie du capital circulant qui consiste en argent "³⁴⁷ Le but étant "la substitution du papier à la place de la monnaie d'or et d'argent", de manière à "remplacer un instrument de commerce extrêmement dispendieux par un autre qui coûte infiniment moins, et qui est quelquefois tout aussi commode."³⁴⁸

Ces points nous permettent précisément de comprendre qu'il devait y avoir pour Smith - en dehors des dysfonctionnements particuliers, liés aux ordres institutionnels -, un développement du processus économique. Lequel développement est lié au processus de

³⁴⁵ Livre I, chapitre VII.

³⁴⁶ Ibidem.

³⁴⁷ Livre II, chapitre II.

³⁴⁸ Ibidem.

capitalisation³⁴⁹ et à l'élargissement de ce qu'il appelle la grande roue de la circulation, c'est-à-dire de la masse monétaire.³⁵⁰

Dès lors, il est clair que la théorie de Smith ne permet pas de prévoir la crise des années trente, ni celle de notre temps. Et cela pour cause ! En effet, pour ce qui est la première de ces crises, l'auteur de la *Richesse des Nations* n'aurait jamais pu prévoir la stérilisation³⁵¹ des excédents du métal jaune - pendant les années vingt et le début des années trente - par les Etats-Unis. Ce phénomène comme on sait va provoquer la thésaurisation généralisée et par conséquent la diminution brutale du stock monétaire de l'époque. Ce qui a eu comme résultat la déflation brutale de la Grande crise.

Pour ce qui est de la crise actuelle, il est aussi clair que Smith n'aurait pu prévoir le grand déséquilibre qu'implique le règne d'une monnaie nationale - le USD -, et qui plus est non garantie-or. Smith - tout comme Locke et Aristote avant lui - pensait en termes de proportionnalité de l'échange, donc d'égalité proportionnelle dans l'échange. L'asymétrie des temps présents, pour ce qui est du marché international, est une dimension inconcevable du point de vue de cette pensée, pour laquelle les régulateurs quantitatifs étaient la garantie première de ce qu'Aristote appelle la justice corrective.

Seul l'éclipse de la raison théorique au sein de laquelle s'est manifestée la modernité, dont il est question, a pu permettre l'apparition de telles perversions. De là qu'au sein d'une époque de crise et de misère de plus en plus générale, la lecture et la réflexion approfondie de la *Richesse des Nations* ne peut-être que salutaire. Le retour au règne de la raison est la condition pour dépasser le mensonge, la disgrâce et l'horreur des temps qui courent.

³⁴⁹ Accroissements des investissements productifs.

³⁵⁰ Ce terme est employé ici dans le sens de la théorie quantitative de la monnaie, c'est-à-dire : quantité par vitesse de circulation ($Q \times VC$).

³⁵¹ Nous parlons aussi de démonétisation.

APPENDICE V : Six propositions pour surmonter la crise actuelle.

NOTE PRELIMINAIRE

Il n'est point nécessaire de rappeler la situation extrêmement préoccupante que nous traversons pour justifier ces propositions. Tout indique que ce processus de crise dans lequel nous sommes engagés tend à se renforcer. Il peut nous conduire à une nouvelle nuit des temps historiques : à l'enfoncement dans la barbarie du sang et du sol.

Il s'avère nécessaire, dès lors, d'élaborer une nouvelle perspective en vue de dépasser cette logique négative dans laquelle est prise notre moment historique.

Cette perspective implique un système de valeurs qui ne se propose pas comme but, au niveau national, le bien-être de ceux qui contrôlent l'espace sur les autres. Ainsi, la finalité contenue dans ce projet se veut l'accomplissement d'une dimension axiologique. Il ne s'agit pas, dès lors, d'une vision partisane ou partidiste, mais bien d'une perspective ayant comme fin la réalisation de l'intérêt général au niveau national et la création d'une véritable communauté des nations au niveau régional et international.

En ce qui concerne les nations, il s'agit de créer les conditions pour que l'égalité des chances puisse devenir une dimension concrète et que l'Etat assume enfin le rôle axiologique qui doit être le sien. Au niveau international, le but éthique ne peut être autre que la constitution d'une véritable communauté des nations, se réalisant dans l'universalité des relations.

Dans l'exposition de ces propositions, nous partons de la prise en compte de la réalité française pour nous projeter ensuite dans la dimension régionale, qui est celle de la Communauté Européenne, et, enfin, dans celle de la communauté internationale. L'ordre de ces six propositions est, en quelque sorte, conditionné par le simple fait qu'il y a toujours des mesures qui sont plus prioritaires que d'autres et dont les possibilités de réalisation sont plus simples, pour un pouvoir conscient de sa fonction première : la sauvegarde de l'intérêt général.

PREMIERE PROPOSITION

Retirer le franc du SME.

- a) - Cela, en vue de supprimer la surévaluation du franc et permettre une baisse rapide des taux d'intérêts dits à court terme.
- b) - La valeur de change d'une monnaie dépend immédiatement de l'offre et de la demande de la dite monnaie sur le marché international. Il convient, dès lors, de tenir compte de ces forces et de dépasser la thèse selon laquelle cette valeur dépend de la volonté de ceux qui gouvernent.
- c) - La politique monétaire d'un Etat doit avoir comme but, non pas le maintien d'un taux de change artificiellement fort, mais plutôt la constante réactivation de la production sociale.
- d) - Il est nécessaire de maintenir le taux nominal à l'investissement et à la consommation au niveau le plus bas possible. Un taux raisonnable d'inflation peut permettre de réduire les taux réels en dessous de 2%.
- e) - L'inflation modérée joue un rôle régulateur. Elle permet non seulement l'élévation de l'efficacité de la monnaie, mais aussi la suppression de toute tendance à la thésaurisation. On oublie, à ce propos, que la période dite des trente glorieuses fut une époque inflationniste.
- f) - Vouloir supprimer le financement monétaire du déficit budgétaire comme le propose le Traité de Maastricht dans son article 104 -, c'est créer les conditions de la déflation et s'enlever les avantages de la monnaie papier. Ce qui équivaut à rétablir la logique de l'étalon or et le problème de non élasticité de la demande.
- g) - Il est important de comprendre que la baisse du taux de crédit en termes nominaux, et surtout réels, est la condition de la réactivation économique. La relance la plus efficace est celle qui se réalise par le biais du crédit ou de l'offre de monnaie.

- h) - Contrairement à ce que pensent beaucoup de spécialistes et de personnalités politiques, le taux de crédit, ou de l'offre de la monnaie, n'a pas pour fin d'attirer les capitaux externes. L'offre, comme on peut le comprendre, est le contraire de la demande. Cette dernière ne se manifeste donc pas au niveau du taux du marché monétaire, mais par le taux du marché obligataire. Cela veut donc dire que ce sont les taux dits à long terme qui conditionnent cette demande.
- i) - Au sens strict du terme, l'afflux des capitaux externes est conditionné par le niveau d'activité existant dans une nation. En d'autres termes, c'est l'importance de la rentabilité du capital qui conditionne ces investissements.
- j) - Certains spécialistes et personnalités politiques considèrent que l'indépendance de la Banque centrale est la condition principale pour avoir une monnaie forte dans sa valeur de change. Le rigorisme radical qu'implique une telle position ne peut que conduire à la déflation et à l'étouffement de l'activité économique. Il s'agit, en effet, selon cette conception des mécanismes monétaires, d'assurer, d'une part, la valeur de change d'une monnaie, quitte à monter les taux de crédit à des niveaux suicidaires et, de l'autre, de supprimer tout financement monétaire³⁵² des déficits publics.
- k) - Selon la logique démocratique, le pouvoir réel est détenu par ceux qui ont la légitimité populaire. Vouloir instituer un pouvoir indépendant de cette exigence équivaut à vouloir créer une puissance institutionnelle qui échappe à cette logique. Dans la pratique des pays les plus avancés, l'indépendance pure de la Banque centrale, par rapport au pouvoir politique, est une dimension qui n'existe pas. Dans le cas de la Bundes Bank, l'article 12 de la loi 1957 indique en effet, que «la Banque fédérale allemande est tenue dans le respect de sa mission de soutenir la politique économique générale du gouvernement fédéral³⁵³ ».

³⁵² Ce concept de "financement monétaire" équivaut à l'expression "faire marcher la planche de billets".

³⁵³ "Organisation et fonctions de quelques grandes banques centrales". *Dossiers économiques et monétaires sur l'Etranger*, Banque de France, 1992, p. 32.

- l) - Le problème essentiel en ce qui concerne le rythme d'émission monétaire, n'est pas la plus ou moins grande indépendance de la BC, mais la surcharge économique de l'Etat. Ce rythme d'émission ne doit pas être conditionné par la politique budgétaire, mais plutôt par la politique monétaire. Et ce, en vue de réduire au maximum le taux réel du crédit.

DEUXIEME PROPOSITION

Modifier la logique du système monétaire européen.

- a) - La CEE a connu jusqu'à présent, dans son expérience de parité fixe, deux logiques différentes. D'une part, celle d'un système de parité stable et non ajustable et, de l'autre, celle d'un système de parité stable et ajustable par négociation. Le SEE de 1972 était un système de parité stable et non ajustable. Par contre, le SME de 1979 fut un système de parité stable et ajustable par négociation, et ce, jusqu'aux Accords de Nyborg du 13 septembre 1987. Depuis ces Accords, le SME est devenu en principe un système de parité stable et non ajustable. Cela en vue de provoquer la convergence monétaire et donner ainsi naissance à la monnaie unique.

- b) - Le Plan Delors – de juin 1989 – et le Traité de Maastricht, qui en est son accomplissement juridique, se donnent comme objectif la réalisation d'une convergence monétaire en vue de l'instauration d'une monnaie unique. De par cette exigence de la convergence monétaire, nous avons affaire à un retour à la logique du SEE de 1972. Les échecs d'alors n'ont pas encore permis de comprendre que ce système est particulièrement contraignant pour les monnaies faibles.

- c) - D'une manière générale, les systèmes monétaires européens se caractérisent par le fait qu'ils favorisent les monnaies fortes au détriment des monnaies faibles. Cette logique se manifeste d'une manière particulièrement puissante lorsqu'il s'agit de la parité stable et non ajustable. En tout état de cause, c'est cette logique qui a assuré la suprématie du DM en Europe. Les moments essentiels de cette montée en puissance étant : 1. Les Accords de New York, du 22 septembre 1985, qui font du DM la monnaie de réserve européenne et 2. Les Accords de Nyborg, déjà mentionnés, qui donnent à la Bundes Bank l'initiative dans la politique monétaire européenne.

- d) - La puissance du DM n'est pas simplement le résultat de la capacité productive de son économie et du niveau de ses réserves ; elle a, en effet, un fondement institutionnel : les Accords de New York de septembre 1985. Ces Accords font du DM la deuxième monnaie

de réserve du monde. Donc, après le USD et avant le yen. Cela dit, le DM est depuis lors, et avant tout, la monnaie de réserve européenne. Aussi bien des membres de la CEE que de la plupart des autres Etats du continent.

- e) - Le rôle de monnaie de réserve du DM fait, par conséquent, que la demande de cette monnaie est extrêmement importante. Par contre, la demande des autres monnaies des pays membres de la CEE est, par rapport à celle du DM, particulièrement marginale. Ainsi, du point de vue structurel, le DM tend à se faire rare sur le marché international, tandis que les autres monnaies tendent à se trouver en surabondance.
- f) - Dans la logique du SME, le seul moyen pour les monnaies faibles d'éviter leur surabondance sur le marché international, c'est d'augmenter les taux de crédit. Ces taux peuvent ainsi jouer un rôle de barrière protectionniste monétaire et éviter la dévaluation des monnaies faibles. Mais cette augmentation pénalise leur activité économique interne. Ce qui crée les conditions de la perte d'efficacité de ces monnaies et la tendance à la préférence généralisée du DM. Donc, de la « markisation » de la Communauté.
- g) - Généralement parlant, les Etats ont la possibilité d'avoir une politique monétaire depuis la création du règne du papier monnaie (1944). Sous le règne de l'étalon or, une telle politique n'était pas de l'ordre du possible, car les taux d'intérêts étaient donnés par le marché : l'offre et la demande des capitaux. L'abandon de la souveraineté monétaire équivaut, pour un Etat, à la perte de toute initiative dans l'orientation de l'ordre économique des sociétés. La reprise de cette initiative ne peut venir que de la sortie du SME.
- h) - Le dépassement de la logique négative des systèmes monétaires européens ne peut être que le résultat de la suppression des mécanismes de fixation de la parité. Le problème essentiel ne se trouve donc pas dans l'existence d'un référentiel, produit d'un panier de monnaies, mais dans le mode de régulation de la parité et, plus particulièrement, dans l'idée d'une union monétaire comme préalable d'une union politique.
- i) - Une véritable union monétaire ne peut être que le résultat d'une union politique. L'union monétaire, telle qu'elle est prévue par le Traité de Maastricht, est tout à fait viable, mais elle

ne peut apporter aucun bien-être aux membres de la communauté. Ce système est conforme à la logique du Franc de la Zone Franc Africaine. En effet, chaque pays est obligé d'acheter sa propre monnaie avec les réserves provenant de sa balance des comptes courants. De sorte que les pays excédentaires auront de la monnaie en abondance, tandis que les pays déficitaires se trouveront en pénurie de moyens monétaires. De plus, c'est cet état de choses qui devra déterminer le niveau des taux d'intérêts dans chaque pays. Ces niveaux sont, selon cette logique, conditionnés effectivement par l'abondance et la rareté de la monnaie en circulation dans une économie donnée.

- j) - Le dépassement de la logique inégalitaire des systèmes monétaires européens implique, d'une part, la transformation de l'unité de compte européenne (UCE) en référentiel et, de l'autre, l'instauration d'un mécanisme de parité stable et ajustable. De sorte que chaque pouvoir étatique soit capable de décider, par lui-même, du maintien ou de la modification de la parité.
- k) - Le but d'une politique rationnelle de taux de change est de permettre au marché international de mesurer la juste valeur de change d'une monnaie, qui joue un rôle optimal d'efficacité au sein de sa propre économie. Il s'avère nécessaire, dès lors, d'empêcher la surévaluation, comme la sous-évaluation.
- l) - Pour ce qui est du référentiel³⁵⁴, il convient de tenir compte de sa composition et de son rôle. La composition de cet instrument est celle du panier des monnaies des pays membres. Chaque monnaie est pondérée à partir de deux critères importants : le PNB et la valeur des exportations. Une fois que la part de chaque monnaie est donnée dans la composition globale, les variations de change conditionnent la valeur du référentiel³⁵⁵.

En ce qui concerne le rôle du référentiel, il est important de se poser la question de savoir si cet instrument doit être un simple référentiel, ou s'il doit jouer un rôle dans la compatibilité communautaire et dans la détermination des prix. Il est clair que le référentiel ne doit pas

³⁵⁴ En Français, nous disons Unité de Compte Européenne (UCE). Dans une certaine traduction en anglais, il est dit : European Currency Unit (ECU).

³⁵⁵ La participation du métal jaune dans la formation du référentiel sera analysée plus loin lorsqu'il sera question de la modification du Système Monétaire International.

uniquement jouer un rôle dans la régulation de la parité ; ce rôle doit se manifester au niveau de la comptabilité de la Communauté – comme c'est le cas à présent -, et s'étendre à la détermination des prix des biens et services au sein du marché communautaire. Tout doit être libellé en UCE.

TROISIEME PROPOSITION

Dénationaliser l'économie.

- a) - Le rôle d'un Etat ayant une finalité éthique n'est pas celui de produire des marchandises, mais bien celui de produire et administrer le droit juste. En politique, le juste n'est autre que l'intérêt général, c'est à dire ce qui contribue à la formation d'une communauté d'égaux.
- b) - Le but pratique d'un Etat ayant une finalité éthique n'est pas celui de chercher le seul bien-être de ceux qui gouvernent, mais de réaliser l'intérêt de l'ensemble de la communauté. Cet Etat ne doit donc pas augmenter les inégalités sociales, mais promouvoir et garantir l'égalité des chances.
- c) - La limitation du rôle économique de l'Etat ne veut pas dire la diminution des fonctions qui lui sont propres. Il s'agit plutôt de le ramener, d'un point de vue éthique, aux fonctions qui doivent être les siennes.
- d) - Aristote se posait déjà la question de savoir s'il vaut mieux – pour une cité appelée à être bien administrée – que le domaine de la propriété commune s'étende à tous les biens ou qu'il soit limité seulement à certains biens, à l'exclusion de certains autres³⁵⁶. Il faut se poser aussi la question de savoir quelles sont les unités économiques qui doivent être contrôlées par l'Etat et si ce contrôle doit être total ou partiel.
- e) - L'expérience générale trouve que le contrôle et l'administration d'entreprises produisant des biens et des services n'est pas à proprement parler du domaine de l'Etat. L'existence d'une caste de gestionnaires de la chose publique est contraire à la dimension éthique de l'Etat.
- f) - Au sens strict du terme, le domaine de la sphère économique privée s'étend de la production à la vente des biens et services. La sphère de l'économie publique, en revanche, se manifeste dans le rapport entre les prélèvements et les dépenses publiques et dans la

³⁵⁶ Voir à ce propos : *La Politique II*, 1.

politique monétaire. De sorte que la gestion des prélèvements publics et des budgets qui en résulte est au centre même du rôle économique et social de l'Etat.

- g) - Des raisons antimonopolistiques et de sécurité nationale peuvent exiger l'existence d'un secteur économique public. Il convient alors de savoir s'il est raisonnable que le contrôle public de ce secteur soit total au partiel. En tout état de cause, les principes de la moralité publique exigent que cet espace ne soit pas la chasse gardée d'un corps de permanents.
- h) - D'un point de vue axiologique, lié au concept de la justice distributive, les services publics ne doivent pas être soumis au principe de l'égalité – tout le monde, quel que soit le niveau de ses revenus, paie la même chose -, mais à celui de l'inégalité : à chacun selon son revenu.
- i) - Il se pose, dès lors, la question de savoir si – dans un ordre ayant une finalité éthique -, l'Etat doit s'occuper de rentabiliser les chemins de fer, les compagnies aériennes, la poste, les télécommunications, la distribution du gaz, de l'électricité, la banque, etc..
- j) - On peut aussi se demander s'il est conforme à la raison axiologique que l'Etat s'occupe de l'Education publique. Comment, en l'occurrence, justifier éthiquement l'égalité de traitement – tout le monde paie la même chose – pour ces services ? A ce propos, peut-on justifier, du point de vue du Principe de l'égalité des chances, l'existence d'écoles destinées à la formation de l'élite du pouvoir et donc à la reproduction d'un ordre oligarchique ?

QUATRIEME PROPOSITION

Défonctionnariser les appareils de l'Etat.

- a) - Selon le concept de la justice sociale, la chose publique – le domaine de la propriété commune -, ne doit pas être objet de monopole et encore moins d'appropriation de la part d'une quelconque minorité.
- b) - L'article 30 de la deuxième « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen »³⁵⁷, nous dit, à ce propos : « Les fonctions publiques sont essentiellement temporaires ; elles ne peuvent être considérées comme des distinctions ni comme des récompenses, mais comme des devoirs ».
- c) - Par rapport à la chose publique, les membres de la communauté sociale sont en rapport d'inégalité. Pour ce qui est des fonctions publiques, elles doivent, selon les principes de la justice distributive, être attribuées selon la capacité de chacun à contribuer au bien-être général.
- d) - La sélection par concours d'une élite de permanents, dans la fonction publique, correspond à la logique d'un ordre mandarinal selon la tradition chinoise, et non pas à la logique démocratique.
- e) - La logique démocratique implique le principe de l'alternance pure et est donc contraire à l'idée de monopole de la chose publique par une classe de permanents, notamment à l'existence d'une caste de seigneurs de la respublica : d'un ordre nomenklaturiste.
- f) - La liberté s'accomplit nécessairement dans l'égalité : l'égalité devant la loi et l'égalité devant le pouvoir. Aristote disait à ce propos que : « La justice selon la conception démocratique réside dans l'égalité numérique³⁵⁸ ».

³⁵⁷ Constitution du 24 juin 1793.

³⁵⁸ *La Politique*, VI, 2, 431.

- g) - L'ordre conditionné par la raison axiologique veut que le gouvernement soit établi non pas dans l'intérêt de ceux qui gouvernent, mais dans l'intérêt des gouvernés. Pour qu'un tel ordre puisse exister, il est nécessaire que l'espace du pouvoir ne soit pas monopolisé par une minorité.
- h) - Il s'agit d'organiser les institutions de telle sorte, comme le souligne Aristote, pour que les fonctions publiques ne soient pas une source de profit, ni d'inégalité, par rapport aux autres membres de la communauté sociale.
- i) - Le principe de l'alternance pure dans l'ensemble de l'espace du pouvoir, lorsqu'il y a un changement politique, est la garantie institutionnelle contre la formation d'une caste de seigneurs de la chose publique.
- j) - Dans une vraie communauté de citoyens, il y a alternance dans les fonctions de gouvernants et dans celles de gouvernés. Cette communauté n'existe pas lorsque ce sont les mêmes qui sont toujours au pouvoir. Car, un tel ordre implique que le reste de la population soit frappé d'indignité. La différence entre citoyens actifs et citoyens inactifs, dont parlait l'Abbé de Sieyès, est contraire à l'esprit de la justice démocratique. Cette différence donne, plus précisément, un ordre oligarchique.
- k) - Le principe de l'alternance permet, au niveau économique, de pouvoir adapter le poids de la fonction publique aux aléas des cycles économiques. Donc au simple fait que la croissance ne peut pas être uniforme, car dans la réalité toute tendance peut se transformer en son contraire. De là vient qu'il ne peut y avoir de croissance sans récession.
- l) - Dans un ordre éthique, l'essentiel des prélèvements publics doit être destiné à promouvoir l'égalité des chances, et non pas à subventionner grassement une élite de privilégiés.
- m) - Les principes de la moralité publique exigent que les dépenses de fonctionnement soient réduites au plus strict nécessaire. Et cela pour accroître, quand c'est nécessaire, les dépenses sociales.

n) - Dans un ordre fonctionnarisé, composé d'un corps de permanents, la réduction de la charge de fonctionnement passe par la suppression de l'embauche. Ce qui conduit nécessairement au vieillissement des cadres, dans l'espace public et semi-public. Donc à la perte d'efficacité de cette structure de commandement et à la décomposition de l'ordre qu'elle cimenter.

CINQUIEME PROPOSITION

Modifier l'ordre de la Sécurité Sociale.

- a) - Selon la raison axiologique, dans une société démocratique, les résultats des prélèvements publics ne peuvent être contrôlés que par ceux qui détiennent la légitimité populaire. En général, deux budgets découlent de ces prélèvements : le budget de l'Etat et celui de la Sécurité Sociale.

- b) - Dans un ordre démocratique, le peuple légitime, par le biais des élections, ceux qui accèdent au pouvoir, mais non pas ce qu'ils font de celui-ci. Plus précisément, pour ce qui est de la gestion de la chose publique : comment et selon quels critères se fait la répartition des moyens financiers ?

- c) - Selon son exigence axiologique, l'Etat prélève selon le principe de l'inégalité – à chacun selon sa capacité financière – et distribue selon ce même principe. Le but nivélateur d'un Etat éthique³⁵⁹ se perçoit aisément dans ce rapport entre les prélèvements (justice contributive) et les dépenses sociales (justice distributive). Dès lors, la pratique non éthique est celle qui se manifeste selon la raison contraire : le principe de l'égalité.

Pour cette raison, la simple intuition éthique permet de comprendre pour ce qui est de la justice contributive – que les impôts indirects sont particulièrement injustes. En effet, selon ce mode de perception, tous les sujets payent la même chose, indépendamment de leur niveau de revenu. De là la nécessité, pour les Etats se réclamant d'un minimum de moralité, d'une part, de réduire ce mode de perception et, de l'autre, d'introduire des différences entre les biens et les services objets de l'imposition. Plus précisément entre les biens et les services de première nécessité et ceux qui ne le sont pas.

En ce qui concerne la distribution sociale, il est clair que le principe de l'égalité est contraire à son exigence axiologique. C'est le cas notamment des allocations familiales en France. En effet, le fait de subventionner ceux qui en n'ont pas besoin est contraire au principe qui

³⁵⁹ De la dikecratie (dike : justice, cratos : pouvoir).

conditionne la justice distributive et qui conduit, dans la pratique, à augmenter les inégalités sociales.

- d) - La société civile est par nature inégalitaire. Le rôle d'un Etat ayant une finalité éthique est de produire le nivellement social. Le principal instrument de cette politique n'est autre que celui des subventions sociales. De là la nécessité de bien déterminer cette fonction dans sa véritable dimension éthique.
- e) - Le budget de la sécurité sociale doit être assumé, dans la plénitude de ses fonctions, par la puissance publique. Un Etat éthique ne peut pas déléguer cet instrument – essentiel – de sa politique sociale à des organisations dont la finalité de leur pratique est d'ordre catégoriel. C'est le cas des organisations patronales et syndicales.

Par définition, un Etat ayant une finalité éthique ne peut pas se dessaisir et perdre le contrôle du principal instrument de la politique sociale.

- f) - Il convient de bien saisir la logique de cette politique. Qu'est ce qui doit être compris dans le concept de subvention sociale ? Doit-on y inclure la gestion des fonds et des infrastructures médicales (hôpitaux, laboratoires, maisons de retraite, etc.) ? La réponse ne peut qu'être négative pour cette dernière question.

En Effet, le rôle éthique de l'Etat n'est pas de gérer les fonds des particuliers, ni des infrastructures médicales. Le secteur concurrentiel est bien plus conforme à ces exigences.

- g) - Au sens strict du terme, le concept de subvention sociale implique la prise en charge de ceux qui sont dans le besoin, ainsi que les aides nécessaires en vue d'assurer l'égalité des chances (bourses d'études, subventions de recyclage, etc.).
- h) - La politique des subventions sociales concerne essentiellement la frange de la population dont la communauté sociale se doit de garantir le bien-être, la dignité et la réalisation de ses propres capacités. Ainsi elle ne concerne pas cette autre partie de la société qui est capable

de s'assumer elle-même. Cette partie est concernée par cette politique dans la mesure où c'est elle qui apporte l'essentiel de cette contribution.

Pris dans ce sens, le budget de la sécurité sociale doit être destiné à subventionner cette frange de la population qui a besoin de la contribution sociale. Les allocations chômage ne peuvent que faire partie de ce budget.

- i) - Le système de retraite par répartition ne peut s'appliquer, selon cette logique, qu'à ceux qui ont besoin de cette forme de contribution sociale. L'autre partie de la population est, en principe, en condition de pouvoir assurer sa propre retraite par système de capitalisation. De sorte que chacun puisse partir avec ce qu'il a accumulé pendant sa vie active.

La généralisation du système de retraite par répartition, tel que nous le connaissons en France, peut être viable en période de croissance économique. En revanche, lorsque la crise s'installe les générations actives tendent à subventionner les générations de l'époque de l'abondance. Donc, celle qui a eu la possibilité d'accumuler le maximum de richesses. Ce qui est contraire aux principes de la justice sociale. Cela d'autant plus que ces nouvelles générations ont, à cause de la crise généralisée, peu de chances d'avoir une retraite convenable.

- j) - Le dépassement de la logique d'un système de sécurité sociale irrationnel et injuste ne peut que permettre la réduction significative des prélèvements à la source. Donc, contribuer à la reprise de l'activité économique.

La dimension injuste de ce système se manifeste dans et par le fait que ceux qui ont besoin des aides sociales en bénéficient de moins en moins. Le résultat pratique de cette exclusion est précisément la paupérisation d'une frange de plus en plus importante de la population.

Un ordre public d'assistance sociale, dans lequel les exclus sont pris en charge par les organisations caritatives, est un système qui est en deçà de sa finalité éthique. Cette dimension exige d'assurer la sécurité matérielle de ceux qui n'ont ni les moyens ni les

capacités de se la donner. L'Etat n'a pas, par définition, à s'occuper, dans ce domaine, de ceux qui ont les moyens de la faire par eux-mêmes.

SIXIEME PROPOSITION

Modifier le Système Monétaire International (SMI).

- a) - Le marché international est le système d'échanges qui se manifeste au sein d'un ordre institutionnel monétaire : le SMI.

L'échange est consubstantiel à la vie en communauté. Aristote remarquait qu'il ne peut pas y avoir de vie sociale sans échange. Les nations, comme les êtres humains, sont dans la nécessité de se rapporter aux autres pour satisfaire leurs besoins.

Les nations qui cherchent à échapper à la logique de l'échange, en vivant en autarcie, sont des ordres qui s'acheminent vers leur propre autodestruction : un maximum d'entropie, de désordre.

- b) - Le marché international est le résultat du rapport d'échange entre les nations. Il présuppose, par conséquent, une communauté des nations
- c) - La raison axiologique veut qu'entre égaux l'échange soit proportionnel. Par contre, entre inégaux l'échange ne peut qu'être inégal ; mais, dans ces conditions, les principes de l'axiologie rationnelle veulent que les plus riches donnent aux plus pauvres et non inversement.
- d) - Il se pose alors la question de savoir si, selon les principes de la juridicité qui conditionnent l'existence de la communauté internationale, cette communauté doit être perçue comme un ordre d'égaux ou plutôt comme son contraire.

Nous savons que les Etats sont, en tant que producteurs de juridicité interne, les véritables sujets du droit international. Cela veut dire que du point de vue des principes juridiques, les Etats sont sur un même pied d'égalité. Or, comme nous venons de le voir : entre égaux l'échange ne peut qu'être égal, en égalité proportionnelle. En d'autres termes, dans la

concurrence internationale, les Etats doivent être en condition de lutter à armes égales. Il faut dès lors, que les règles du jeu soient les mêmes pour tous.

- e) - L'histoire du système monétaire international nous montre que cet ordre a connu, à l'époque moderne, trois moments différents : 1. Le règne de l'étalon-or ; 2. Le règne du dollar garanti or (1944 à 1971), et 3. Le règne du dollar garanti par les Bons du Trésor du même pays depuis le 15 août 1971 à nos jours.

Pendant la première époque, tous les pays avaient la même monnaie. De sorte que les différences dans les balances étaient réglées avec de l'or, une mesure commune. Avec la deuxième époque, cette mesure commune va continuer à jouer un rôle important dans la mesure où la nation déficitaire par excellence – les USA – remboursait en dernière instance ses déficits extérieurs avec ses réserves or.

C'est avec la suppression de la garantie or du dollar – le 15 août 1971 – que va se produire la dislocation du système de 1944. Le second amendement des Accords de Bretton Woods, du 1^{er} avril 1978³⁶⁰, consacre la démonétarisation de l'or.

Nous avons assisté ainsi à l'apparition d'un ordre dans lequel la nation la plus riche du monde détient le droit d'émettre la monnaie internationale. Ce qui veut dire, concrètement, que cette nation rembourse ses déficits avec du simple papier³⁶¹.

- f) - Cette dislocation du système de 1944 va conduire à la déstabilisation du marché international et particulièrement à celui des nations les plus faibles. Ainsi, cette déstructuration va se manifester, concrètement, dans et par la fuite des capitaux, la dollarisation et la paupérisation des pays dits du tiers monde. Ce phénomène va se manifester aussi dans les nations dites du socialisme réel.

³⁶⁰ Suite aux Accords de Jamaïque du 8 janvier 1976.

³⁶¹ Le premier à avoir signalé ce phénomène et à parler de "privilège exorbitant", fut Charles de Gaulle lors de sa conférence de presse du 4 février 1965.

- g) - L'endettement généralisé des nations, des entreprises et des ménages tend à provoquer la réduction globale de la demande effective et, par conséquent, de la capacité productive.
- h) - La dévaluation de 50% du dollar par rapport au DM et au Yen, comme conséquence des Accords de New York du 22 septembre 1985, a permis une reprise de l'économie internationale, de la mi 1987 à la mi 1990.
- i) - La sortie effective de la crise actuelle au niveau international ne peut venir que du dépassement du règne du dollar. Donc, de la négation de cet ordre dans lequel la nation la plus riche de la planète détient le droit d'émettre la monnaie internationale.
- j) - Le dépassement du règne du dollar ne peut que provoquer sa dévaluation, d'une manière très significative, et, donc, le retour à la solvabilité des nations surendettées.

Ce phénomène ne peut être le résultat de la raison de la force, mais plutôt celui de la force raison. Tout ordre institutionnel est le produit de la convention et ne peut être transformé que par les exigences de cette pratique.

- k) - Par delà le problème du dépassement du règne du dollar se pose celui de savoir par quoi le substituer.

L'expérience du SME nous montre que l'existence d'un référentiel monétaire est un phénomène tout à fait viable et correspond à l'exigence de la raison instituante de notre temps.

- l) – Quelle doit être la composition de cette unité de compte internationale (UCI) ? Il serait nécessaire d'une part d'y inclure le métal jaune et, de l'autre, d'y ajouter un panier constitué des principales monnaies du monde.

L'inclusion de l'or dans ce référentiel est importante, pour trois raisons : 1. Revaloriser les réserves actuelles, 2. Permettre une assise quantitative stable au référentiel, et 3. Rétablir

cet instrument de thésaurisation en vue d'éviter la fuite des capitaux des pays à monnaie faible.

En ce qui concerne le nombre des principales monnaies du monde devant faire partie du panier, il est clair que les monnaies des sept grands doivent en faire partie. Le problème est de savoir s'il convient d'augmenter leur nombre. En effet, il y a des monnaies qui sont très importantes, soit par le rôle qu'elles jouent au niveau financier, comme le franc suisse, ou par l'importance des réserves, cas du dollar de Taiwan et de celui de Singapour.

Quoi qu'il en soit, ces monnaies formant partie de l' UCI doivent être pondérées selon leur importance dans les échanges commerciaux internationaux. Comme dans le cas du DTS et de l'ECU, cette pondération doit être révisable tous les cinq ans.

Quelle doit être la proportion entre l'or et le panier ? Tout indique qu'un rapport de 40% or et 60% monnaies fortes serait le plus convenable.

- m) - Toutes les monnaies convertibles doivent, dès lors, être en parité stable et ajustable avec ce référentiel. Ce qui implique que chaque Banque Centrale des monnaies convertibles, aura la possibilité de décider, d'une manière autonome, un changement de parité lorsque les circonstances l'exigeront.
- n) - L'UCI ne doit pas être uniquement un simple référentiel ; tous les biens et services doivent être libellés en UCI.
- o) - La lutte pour la justice au niveau international ne doit pas uniquement se limiter au domaine économique. Du point de vue cosmopolite, comme aurait dit Kant, le but éthique est celui de créer une véritable communauté des nations se réalisant dans l'universalité des rapports.

CONSIDERATIONS FINALES

- a) - Lorsqu'il est question de changement social, dans une perspective axiologique, se pose nécessairement la question de savoir quel est l'ordre susceptible de garantir à ses membres l'existence la plus digne.
- b) - La réalisation d'un tel ordre – dans le rapport entre les individus comme dans la relation entre les nations – implique la concrétisation du principe de l'égalité des chances. Le bien-être collectif et la prospérité collective dépendent du niveau d'accomplissement de ce principe.
- c) - La finalité éthique de l'humain est la réalisation d'un ordre – national et international – capable d'assurer et de promouvoir le bien-être général. La concrétisation d'un tel but passe nécessairement par la lutte pour le droit juste.
- d) - Percevoir le droit à partir de l'idée de justice, c'est le concevoir comme instrument du changement institutionnel. Cette perspective n'est autre que celle de la raison pratique, elle-même essentiellement raison instituante.
- e) - Le marché libre, la libre concurrence – le « free trade » - sans les mécanismes institutionnels capables d'assurer l'égalité des chances, la proportionnalité dans l'échange – le « faire trade » -, sont une aberration. C'est précisément cet état de choses qui est la cause principale de la crise que nous traversons.
- f) - La communauté Internationale, en tant qu'ordre politique, ne peut se donner comme but que la promotion des échanges et la lutte contre les injustices réciproques.
- g) - Lorsque nous parlons des échanges il est clair qu'il ne s'agit pas uniquement des échanges économiques et financiers, mais des échanges culturels et humains en général.
- h) - La Communauté Internationale, comme toute communauté sociale, doit aussi se donner les moyens pour aider les pays qui sont dans le besoin.

APPENDICE VI : De la misère en Amérique Latine.

I

On ne peut pas parler de la misère en Amérique Latine sans souligner le fait qu'il s'agit d'un phénomène résultant d'inégalités sociales très importantes. Nous constatons, en effet, des zones de misère dans des pays comme les Etats-Unis, la France, l'Espagne et le Portugal, mais nous n'avons pas affaire, dans ces pays, à un contraste aussi important entre, d'un côté, la richesse d'une simple minorité et, de l'autre, la pauvreté de la grande majorité. Il convient aussi de remarquer que dans ce monde les inégalités sociales ne sont pas partout du même ordre. Certains pays sont plus inégalitaires que d'autres. C'est ainsi que, par exemple, le Guatemala est plus inégalitaire que le Costa Rica, et que le Brésil l'est aussi par rapport à l'Argentine.

Comment expliquer ce phénomène de la misère de masse ? A cette interrogation, on tend à donner, à partir d'un discours dit progressiste, des réponses très simples telle que : la cause de ce mal se trouve dans l'intégration au marché international et aux rapports de productions marchands. Il s'agissait, par conséquent, selon ce discours, de rompre avec le marché international et de supprimer le règne de la production pour l'échange, si on voulait inverser la tendance à l'augmentation de la paupérisation des masses.

L'expérience catastrophique du socialisme réel nous montre la problématicité d'un tel discours et de son inadéquation par rapport à une perspective d'accomplissement social et humain. Il s'agit, par conséquent, de comprendre que la cause du mal social n'est pas l'échange et la production marchande en tant que telle. Nous devons plutôt tenir compte du fait qu'il n'y a pas de vie sociale sans échange (Aristote) et que la production pour l'échange a comme raison d'être la satisfaction des besoins au sein des structures sociales de plus en plus importantes.

II

Il s'avère, dès lors, que la réponse marxiste et néo-marxiste, véhiculée par la théologie dite de la libération, ne nous permet pas de comprendre ce problème de la spécificité latino-américaine, pour ce qui est du phénomène des inégalités sociales. Nous devons, par conséquent, nous poser la question de savoir si ces degrés d'inégalités sont le résultat d'une dimension socio-historique donnée. Il n'est pas, en effet, difficile de constater que dans ce monde les sociétés les plus inégalitaires sont celles où les populations indiennes et noires sont les plus importantes. L'ordre social issu de la conquête et de l'époque coloniale y est toujours une réalité aussi puissante que les pyramides des cultures méso-américaines.

Il y a, par exemple, des pays où la majorité est marginalisée par les raisons raciales propres à l'historicité de ce monde. C'est le cas notamment des pays comme le Guatemala, la Bolivie et le Pérou, pour ne donner que les exemples les plus extrêmes. Dans certains autres pays, cette marginalisation est plus régionale, comme au Brésil et au Mexique. Et puis, il y a des nations où la domination raciale est surtout supportée par la population métisse, laquelle est, bien évidemment, moins marginalisée que l'humanité indienne et noire. C'est le cas, notamment, de l'Argentine, du Chili et du Costa Rica.

Nous pouvons, dès lors, remarquer que, dans ce monde, les inégalités sociales ont un rapport direct avec l'importance des populations indiennes et noires. Par conséquent, plus ces populations sont importantes, plus le phénomène des inégalités sociales et de la misère des masses tend à l'être.

III

De plus, ce phénomène racial se manifeste dans un ordre du pouvoir ayant une logique purement oligarchique. L'élite du pouvoir y trouve son fondement dans les grandes familles issues de la conquête et de la colonisation. Cette dimension sociologique est particulièrement transparente dans les sociétés et les régions qui n'ont pas été trop bouleversées par l'émigration européenne du dix-neuvième et surtout du vingtième siècle. A Mérida, au Yucatán, par exemple, les descendants du Conquistador Francisco de Montejo sont, de nos jours encore, une des familles les plus puissantes. L'élite du pouvoir est ainsi constituée, dans certains pays, par de véritables castes ethniquement différenciées du reste de la population.

Ce conditionnement socio-historique explique le fait que dans ces réalités l'Etat fonctionne au profit de cette minorité. Certes, dans certains cas, voire à certains moments historiques, la solidité de ce pouvoir lui permet de garantir aux autres membres de la société le respect des droits fondamentaux.

La logique concrète de ces pouvoirs n'est pas perçue, généralement, d'une manière adéquate à cause de la médiation de ce qu'on peut appeler l'idéologie de la démocratie. Pour cette forme de pensée, la démocratie veut dire suffrage universel. Ainsi, la vie démocratique est réduite au simple fait de déposer, dans une urne, un bulletin de vote, à intervalles plus ou moins réguliers. En d'autres termes, on tend à croire que le sens réel de la démocratie est celui de légitimer ceux qui accèdent au pouvoir.

On oublie ainsi que la constitution d'une véritable communauté de citoyens commence par la reconnaissance et le respect de la dignité de tous ses membres - *isothymia* - et implique le fait que la chose publique ne puisse pas être objet d'appropriation, ni de monopole par une minorité quelconque. De là vient que la justice démocratique, comme l'a signalé Aristote, implique l'égalité numérique et le fait que les citoyens puissent accéder à tour de rôle au droit de gouverner et à celui d'être gouvernés.

IV

Il n'est pas difficile de constater que dans les pays de l'Amérique Latine la chose publique tend à être considérée comme le patrimoine de l'élite du pouvoir. Cette « patrimonialisation » de la « respublica » se manifeste concrètement dans le clientélisme, la corruption et le vol des deniers publics. La fuite des capitaux est, sans nul doute, la manifestation monétaire la plus significative de ces phénomènes. Il convient de rappeler, à ce propos, que cette fuite des capitaux est actuellement plus importante que l'ensemble de la dette extérieure. Dans le cas du Venezuela, par exemple, la dette extérieure est actuellement de 26 milliards de dollars, tandis que la fuite des capitaux est d'un peu plus de 60 milliards USD (Le Monde, 28-3-92).

Cela étant dit, il convient de rappeler que l'utilisation abusive de la chose publique n'est pas la seule cause d'augmentation des inégalités sociales. Le mode de constitution de ces richesses – les prélèvements obligatoires – peut être aussi une cause d'accroissement de ces inégalités. C'est particulièrement le cas lorsque le mode de prélèvement dominant est celui de la fiscalité indirecte (TVA). De sorte que les impôts directs y jouent un rôle particulièrement marginal. Ce qui fait que les riches payent peu d'impôts. De là l'élargissement du fossé entre cette minorité et ceux qui sont en bas de l'échelle sociale.

Il est important, toutefois, de comprendre que cette différence, entre les riches et les pauvres, tend à augmenter avec l'appauvrissement du social. En effet, nous constatons, d'une manière générale, que l'appauvrissement du social mène à l'accroissement de ces différences tandis que l'enrichissement des nations permet le nivellement social.

Pour cette raison, on a pu remarquer en Amérique Latine, pendant les années quatre – vingt, une paupérisation très importante des couches défavorisées et, donc, un accroissement des différences sociales. En effet, la crise de l'endettement a eu, dans ces réalités, une incidence particulièrement désastreuse. La fuite des capitaux et la « dollarisation » n'ont fait, par conséquent, qu'aggraver ce phénomène des différences économiques au sein des sociétés Latino-américaines³⁶².

³⁶² La longueur de ce texte ne nous permet pas de nous étendre sur ces phénomènes de la dette internationale, de la fuite des capitaux et de la « dollarisation ». Nous renvoyons les lecteurs intéressés à deux de nos livres : *Amérique Latine, crise et restructuration sociale*, Editions Côté-Femmes, Paris, 1991.

América Latina, Economía e historicidad, Edición Indigo, Bogotá, Colombia, 1994.
Voir aussi le IVème Tome de cette *Introduction à la Théorie Economique*.

V

La Banque Mondiale, dans une étude récente sur l'Amérique Latine, une décade après la crise de la dette, nous indique que cette crise n'a fait qu'aggraver la situation. Cette partie du monde continue à détenir le triste privilège d'avoir la répartition des revenus la plus inégalitaire du monde. Toujours selon cette étude, un tiers de sa population vit actuellement en dessous du seuil de pauvreté.

Cette moyenne est dépassée par des pays comme le Pérou et le Brésil, avec plus de 40% de la population vivant en dessous de ce seuil. Le taux de 50% est largement dépassé par des pays comme le Honduras, le Nicaragua, la République Dominicaine, Haïti et Cuba.

On comprend dès lors l'urgente nécessité de surmonter cet état de choses. Cela d'autant plus que nous avons affaire à des sociétés qui ont beaucoup de ressources au niveau naturel, comme au niveau du savoir-faire. Les cas du Brésil, Mexique et Argentine sont, à ce propos, particulièrement significatifs. Le Brésil, par exemple, connaît depuis une décade, des excédents commerciaux très confortables. En 1992, cet excédent fut de 15 milliards de USD.

Il est clair, dès lors, que le nivellement social n'est pas uniquement le résultat du développement de la capacité productive. Le dépassement de la misère et des grandes inégalités sociales que nous constatons dans ce monde, passe nécessairement par une redimension du rôle de l'Etat. Un Etat essentiellement occupé à garantir et sauvegarder les privilèges de la minorité dominante n'est pas conforme à l'exigence d'un monde qui cherche à atteindre l'âge de la raison. De plus, l'ouverture de la scène internationale mène nécessairement à la confraternité des différentes manifestations de l'humain. Donc, à la reconnaissance positive de la dignité de tous les membres de cette famille.

Il n'est pas difficile de comprendre, à partir de là, que la survivance des systèmes de valeurs qui ont conditionné la destruction et la déshumanisation des vaincus, dans l'histoire de ce monde, est en elle-même une aberration. De là, nous concluons que la redimension axiologique du rôle de l'Etat passe nécessairement dans les pays latino-américains par la

régénération de l'humanité indienne et noire. Donc, par la fin des principes de la supériorité raciale qui ont cimenté l'histoire de ces réalités depuis la conquête.

Comme on peut le comprendre aisément, le but éthique de l'Etat n'est pas celui de garantir les privilèges d'une minorité donnée, mais plutôt celui de promouvoir et d'assurer l'égalité des chances entre les membres de la communauté sociale. Seule la réalisation d'une telle finalité peut permettre de surmonter l'état de misère grandissante des masses que nous constatons à l'époque actuelle.

Le problème qui se pose à ce monde n'est pas ainsi uniquement une affaire purement économique. Il est essentiellement axiologique, c'est à dire de principes rationnels d'ordre universel. Il ne s'agit pas, toutefois, de faire simplement appel à ces principes pour réaliser leur exigence. Il s'agit bien plutôt d'assurer leur efficacité dans l'ordre institutionnel et la pratique du social.

Il s'agit dès lors de tenir compte – pour ce qui est des inégalités sociales dans ce monde – non seulement du problème du surendettement de ces pays et de tous ces phénomènes qui l'accompagnent comme la fuite des capitaux et la dollarisation, mais aussi de l'ordonnement de ces nations. De ce qui est le résultat d'un processus historique où les valeurs de l'humain n'ont pas eu cours, et où seulement ont pu se manifester les valeurs de la misanthropie. Donc de la bestialisation et de l'extermination des victimes de cette histoire.

APPENDICE VII : La dévaluation du Franc CFA.

C'est dans la nuit du 11 janvier, lors du sommet extraordinaire de Dakar, que les chefs d'Etat des pays de la zone franc africaine ont décidé de dévaluer le franc CFA. Les taux de cette dévaluation est de 50%. Ce qui veut dire concrètement que le franc CFA ne vaut plus 2 centimes de FF comme auparavant, mais 1 centime.

Il convient de rappeler que la parité précédente existait depuis 1948. Nous assistons, ainsi, à un changement significatif au sein de ce système qui a garanti une parité intangible pendant 45 années. Le problème qui se pose, à présent, est celui de savoir si ce changement de parité va permettre aux pays de la zone CFA de sortir du marasme dans lequel ils se trouvent.

Pour être plus précis avec l'histoire récente de ce système, rappelons que la suppression de la convertibilité du CFA fut décidée par la France en septembre 1993. Depuis lors, il est question de dévaluation de cette monnaie. Elle avait été, en tout cas, demandée depuis un certain nombre d'années par le FMI, et par la presse spécialisée des pays anglo-saxons.

Mais, avant de nous poser la question sur la viabilité de cette dévaluation, rappelons que les pays de la zone CFA connaissent surtout, depuis 1985, un processus de dégradation économique et monétaire très important. Cette détérioration s'est manifestée dans deux domaines très précis et significatifs. Premièrement, par la raréfaction de la monnaie, et deuxièmement, par la réduction des exportations.

En ce qui concerne la raréfaction de la monnaie CFA, elle est le résultat de la fuite des capitaux. Car, dans ce système la fuite des capitaux se manifeste sous la forme de la sorte physique de cette monnaie. Ceci à cause d'un côté, du système de la parité pure qui lie le F-CFA au FF, et de l'autre, de la surévaluation du FF lui-même.

Pour comprendre la logique de ces phénomènes, il faut savoir que, dans la pratique, les pays de la zone CFA achètent leur monnaie à la France. Cela fait, par conséquent, que le Trésor

français garanti en francs français et ou en devises cette monnaie à sa valeur nominale. De sorte que la quantité de monnaie en circulation dans ces pays, dépend en dernière instance de leurs réserves de change. Or, ces réserves dépendent à leur tour des recettes d'exportation et, concrètement, des excédents de la balance des comptes courants. Cela veut dire, par conséquent, que si ces excédents sont importants, la quantité de monnaie CFA en circulation l'est aussi. Ce fut le cas des années soixante-dix.

Depuis la fin de cette décade nous assistons non seulement à la disparition de ces excédents, mais aussi à l'apparition de déficits de plus en plus importants. L'endettement international et la réduction des exportations sont les causes essentielles de cette dégradation. On peut, à présent, se poser la question de savoir quelle est la cause de cette diminution des exportations des pays de la zone CFA.

En effet, les organismes internationaux nous indiquent que les parts du marché des produits de cette zone ont diminué depuis le début des années quatre-vingt d'une manière significative. Cette contraction est particulièrement importante depuis 1985. C'est ainsi que la part du café de ces pays n'occupe que 19% du marché contre 30% en 1980. La part du cacao est passée dans le même temps, de 76% à 54% ; l'huile de palme de 22% à 2,6% et le coton de 16% à moins de 10%.

Tout indique que la cause principale de cette contraction des exportations est intimement liée à la surévaluation du FF. Il ne faut pas oublier, en effet, que le FF s'est réévalué, depuis mars 1985, par rapport au USD d'un peu plus de 40%. Cette surévaluation – liée aux mécanismes du SME -, va provoquer non seulement la diminution des exportations des pays de la zone CFA, mais aussi la sortie de monnaie que nous venons de signaler.

Il convient, à ce propos, de rappeler que, dans le même temps, nous allons assister dans le cas de l'Amérique Latine, et concrètement depuis 1987, à un développement très important des exportations, dû précisément à la dépréciation du USD. De plus, il est important de noter que dans ces pays, la fuite des capitaux produit la dépréciation des monnaies nationales et non pas la diminution de la quantité de monnaie en circulation.

En ce qui concerne cette problématique de la raréfaction de la monnaie en circulation dans les pays de la zone CFA, il est important de savoir qu'il n'y a pas de chiffres officiels là-dessus. Des recoupements, à parti de différentes sources d'information, nous permettent de penser que pour l'ensemble de la zone CFA, la disparition de la monnaie, par rapport à la fin des années soixante-dix, doit se situer autour de 50%. Dans certains pays cette perte de numéraire est plus importante que dans les autres. En tout état de cause, cette disparition de la monnaie en circulation n'est pas due, comme certains le soutiennent, à l'importance de la thésaurisation. Car, si cela avait été le cas, il est évident que cette monnaie serait sortie des réserves privées, lors de la suppression de la convertibilité.

Cela étant souligné, nous allons nous poser la question de savoir si la dévaluation qui vient d'être décidée, peut permettre de surmonter la dégradation que nous constatons, plus précisément, l'étouffement de l'activité économique dû à la surévaluation et à la raréfaction de la monnaie F-CFA.

Nous devons tenir compte, en premier lieu, que la dévaluation³⁶³ dont il est question n'en est pas vraiment une, au sens strict du terme. Le rapport de parité pure fait, en effet, que ce changement de parité n'est qu'une modification nominale. L'unité monétaire F-CFA n'est plus égale à 0,02 FF, mais à 0,01 FF, comme nous l'avons signalé. Nous avons, par conséquent, affaire au même référentiel. Ce qui compte en dernière instance c'est la valeur du FF et non pas celle des parts dans lesquelles cette monnaie est décomposée.

Nous devons, donc, assister du point de vue pratique à un simple doublement, en nouveaux F-CFA, de la valeur des exportations et des importations. Remarquons que pour l'essentiel la valeur de l'une et de l'autre est donnée en USD. De sorte que c'est la même chose de dire, mettons, que 1 USD est égal à 6 FF que de dire qu'il est égal à 300 F-CFA, ou à 600 nouveaux F-CFA.

Par contre, il est clair que cette dévaluation peut avoir une incidence en vue de réduire les frais de fonctionnement des Etats. Mais, cela, à condition que les salaires de la fonction

³⁶³ Car n'oublions pas qu'a dévalué un instrument qui n'avait plus de valeur. De sorte que cette dévaluation a impliqué la réduction de 50% du pouvoir d'achat de l'ensemble de ces populations. Les seuls qui en ont tiré bénéfice sont ceux qui avaient contracté des crédits libellés en CFA. Ceci à condition d'avoir des revenus réels constants.

publique ne soient pas réactualisés. Car, si 2 peut être décomposé en deux fois 1, il est vrai aussi que 2 fois 1 est égal à 2...

Mais, au-delà de ce changement dans la valeur nominale de la monnaie, il reste toujours le problème essentiel de la pénurie de monnaie dans ces pays. Le dépassement de cette pénurie ne peut être surmonté, au sein de la logique de ce système, que par la réapparition des excédents, donc, par l'augmentation des réserves de change, permettant à ces pays d'acheter leur monnaie et d'accroître, par-là même, la quantité de F-CFA en circulation.

A vrai dire, le chemin de l'assainissement passe pour ces sociétés, par le fait d'assumer leur propre souveraineté monétaire³⁶⁴. Ce qui ne peut être fait d'une manière viable qu'à partir d'un ordre étatique capable d'assumer et garantir un minimum de moralité sociale.

³⁶⁴ Il est important de comprendre que la souveraineté monétaire est un complément essentiel de la souveraineté politique.

APPENDICE VIII: REFLEXIONS SUR LA « DEVALUATION » DU F-CFA

I

Comme nous venons de le souligner, les pays de la zone franc africaine (ZFA) ont décidé le 11 janvier 1994 de procéder à la dévaluation de leur monnaie. C'est ainsi que le F-CFA a perdu 50% de sa valeur par rapport au franc français. La seule exception, dans ce changement de parité, fut celle du franc comorien qui ne s'est dévalué que de 25%, par rapport à son référentiel.

Nous allons, tout d'abord, réfléchir sur le sens même de ce changement et laisser, par la suite, le problème de savoir si ce changement de parité est susceptible de contribuer à la résolution des problèmes économiques et monétaires qui se posent à ces pays.

Pour ce qui est du sens même du changement de parité que nous essayons de comprendre, nous devons tenir compte qu'entre le F-CFA et le FF nous avons affaire, depuis le début, à un rapport de parité pure³⁶⁵. Ceci dans le sens que le F-CFA n'est pas une monnaie indépendante du FF. En effet, il s'agit bien d'une monnaie dont la valeur de change est garantie par la France. Cette garantie trouve son support dans le célèbre compte d'opérations. Plus précisément, dans le fait que les pays membres de cette zone monétaire déposent une partie importante – 65% - des devises qu'ils obtiennent comme résultat de leur commerce extérieur auprès du Trésor public français.

De sorte que ces pays se trouvent dans la possibilité d'acheter avec leur propre monnaie les devises nécessaires en vue de se procurer des biens sur le marché international. Des achats directs en F-CFA peuvent s'opérer en France, dans la mesure où cette monnaie fait partie du système monétaire du FF.

Ce système de la parité pure revient dans la pratique, dans le cas qui nous intéresse, à ce que les pays de la ZFA achètent leur monnaie au Trésor public français. De sorte que la

³⁶⁵ Notons que la libre convertibilité fut supprimée le 2 août 1993.

quantité de monnaie en circulation dans ces pays est en rapport direct avec l'importance de leur vente sur le marché international et en rapport inverse avec la sortie de cette monnaie. Or, nous savons que cette monnaie sort de deux manières différentes, soit par transfert officiel avec l'extérieur – achats de biens et services sur le marché international, et paiements extérieurs -, soit par la fuite des capitaux. Or, lorsque les ventes sur le marché international se réduisent et que les transferts de monnaie vers l'extérieur augmentent, on constate nécessairement une diminution de la quantité de monnaie en circulation dans ces pays. C'est justement l'état de choses qu'on a pu constater à la veille du changement de parité.

D'ailleurs, ce changement de parité a été réalisé en vue de relancer les exportations d'un côté, et de réduire les transferts avec l'extérieur de l'autre. En d'autres termes, le but de cette opération a été d'une part, de diminuer la surappréciation du F-CFA, et d'autre part, d'abaisser l'importance des transferts de monnaie vers l'extérieur³⁶⁶.

³⁶⁶ C'est, toutefois, la suppression de la convertibilité, le 2 août 1993 qui sera efficace pour lutter contre la sortie de monnaie CFA.

II

Pour essayer de comprendre la viabilité de ces finalités, nous devons nous poser la question de savoir si, à proprement parler, la dévaluation ou son contraire peuvent exister dans un système de parité pure. Or, pour répondre à cette question nous devons tout d'abord nous demander ce qu'est la dévaluation et son contraire.

Mais avant de parler de ses concepts, nous devons tenir compte du fait que lorsque nous parlons de variation monétaire, nous faisons référence à la fluctuation d'une monnaie par rapport aux autres. A ce propos, lorsque ce mouvement se manifeste, nous disons qu'une monnaie s'apprécie ou qu'elle se déprécie. Nous ne parlons pas en l'occurrence, de réévaluation et de dévaluation. Ces derniers concepts sont employés seulement lorsqu'il y a accord de parité fixe entre des monnaies. C'est ainsi que nous disons que le FF se dévalue ou se révalue par rapport au DM ou à la Peseta, etc., etc.. Par contre, nous disons que le FF se déprécie ou s'apprécie par rapport au USD ou au Yen.

Il est clair, par conséquent, que la dévaluation ou la réévaluation sont généralement le résultat d'un mouvement, voire d'une tendance, de dépréciation ou d'appréciation entérinée par l'Etat à un niveau donné de sa fluctuation. Ainsi, ce processus est le résultat premièrement, d'une variation monétaire, et deuxièmement d'une décision du pouvoir responsable de la monnaie en question.

En ce qui concerne cette double problématique, nous devons tenir compte, tout d'abord, que l'appréciation et son contraire sont le résultat des variations d'une monnaie par rapport aux autres sur le marché international. Il s'agit, par conséquent, d'un phénomène purement quantitatif. Ceci dans la mesure où une monnaie peut se trouver en surabondance ou en rareté sur le marché international. En d'autres termes, lorsqu'une monnaie est surdemandée elle s'apprécie et se déprécie dans le cas contraire.

Par contre, la dévaluation et la réévaluation sont le résultat, comme nous venons de le signaler, d'une décision du pouvoir responsable de la monnaie en question. De plus, il convient de remarquer que cette décision ne peut intervenir que s'il y a accord de parité stable et

ajustable et non pas lorsqu'il y a accord de parité stable et non ajustable comme dans le Serpent Monétaire Européen.

Par conséquent, nous pouvons dire que la dévaluation et son contraire ne peuvent exister, à proprement parler, que lorsqu'une variation monétaire plus ou moins importante se produit au sein d'un ordre fonctionnant selon les principes de la parité stable et ajustable. Ce fut notamment le cas des Accords de Bretton Woods, avant la suppression de la garantie or du dollar, le 15 août 1971.

En tout état de cause, nous ne pouvons pas dire qu'une monnaie se dévalue ou se réévalue par rapport à elle-même. Nous avons affaire à la même problématique dans le cas de la parité pure. Il convient, donc, d'analyser ces phénomènes pour saisir la logique des thèses que nous essayons d'avancer.

En ce qui concerne le changement de valeur nominale d'une monnaie, nous ne pouvons pas dire qu'une monnaie se dévalue ou se réévalue. Un Etat peut, en effet, décider d'enlever comme on dit plusieurs zéros. Ce fut notamment le cas lors du passage de l'ancien au nouveau franc. Nous ne pouvons pas dire, en effet, que le FF se soit apprécié lors de ce changement. Nous disons plutôt qu'il s'est agit d'un changement dans la valeur nominale de cette monnaie. C'est la raison pour laquelle nous parlons d'ancien et de nouveau franc.

De plus, ce changement nominal peut donner naissance à une nouvelle dénomination. Ce fut le cas en Argentine lorsque l'austral remplaça le peso, ou au Brésil lorsque le cruzado remplaça le cruzeiro, etc., etc..

A proprement parler, tout changement dans la valeur nominale d'une monnaie implique une modification dans la dénomination. Car, il s'agit de différencier l'une avec l'autre. C'est la raison pour laquelle la mutation dans la valeur nominale nous force à introduire la différenciation entre l'ancien et le nouveau, quand il n'y a pas de changement dans la dénomination.

En ce qui concerne le changement de parité au sein d'un système de parité pure ; il convient de comprendre que nous n'avons pas affaire là à une dévaluation ou à une réévaluation,

mais plutôt à un changement dans la valeur nominale. Ceci à cause du fait que, comme nous venons de le souligner, la dévaluation et la réévaluation impliquent un changement de valeur réel par rapport aux autres monnaies. Or, la réalité de la valeur du F-CFA est donnée par le FF. Pour cette raison, nous disons que le F-CFA se déprécie et s'apprécie lorsque ce changement est le résultat de la modification de la parité du FF.

Comme nous l'avons souligné plus haut ; la dévaluation implique un changement de parité d'une monnaie – dans le sens de sa dépréciation – par rapport aux autres monnaies. Or, comme nous le savons, le rapport du F-CFA aux grandes monnaies de réserve se réalise par la médiation du FF. En effet, de ce point de vue, si nous prenons le cas de la relation de cette monnaie au DM, avant et après le changement de parité, nous constatons que son rapport n'a varié que d'une manière nominale car le FF est, entre temps, resté stable avec la devise allemande. C'est ainsi qu'avant le 11 janvier 1994 1 DM était égal à 3,42 de FF³⁶⁷ et à 171 de F-CFA. A présent – début mai 1994 – le rapport est le suivant : 1 DM = 3,42 FF et 342 de F-CFA.

Ce changement, comme nous l'avons souligné, est le résultat du fait que 1 F-CFA était avant égal à 2 centimes de FF, tandis qu'actuellement ce rapport est 1 F-CFA = 0,01 FF.

³⁶⁷ Le taux de change moyen entre DM et le FF est resté grosso modo, depuis lors, autour de ce taux.

III

C'est donc la logique même de ce changement de parité qui explique la nécessité d'une nouvelle dénomination. Nous faisons actuellement allusion au nouveau CFA pour le distinguer de l'ancien CFA. Or, il faut être conscient que ce n'est pas l'importance de ce changement de parité – moins 50% - qui est la cause de cette nouvelle dénomination. En effet, la dépréciation du même ordre du USD par rapport au DM et au Yen, entre mars 1985 et mars 1987, n'a pas impliqué la nécessité d'une nouvelle dénomination. Nous ne parlons pas, à ce propos, d'anciens et de nouveaux dollars.

De plus, lorsqu'une monnaie convertible se déprécie, cela n'entraîne pas, automatiquement, une augmentation des prix internes du même ordre. Or, on a pu constater dans le cas qui nous intéresse, justement, un doublement automatique du prix des marchandises. On sait, en effet, que ce doublement des prix des marchandises a eu lieu le lendemain même du changement de parité.

Dans certains pays, comme la Côte d'Ivoire, les mesures temporaires de gel du prix nominal des marchandises a eu comme conséquence la rétention des stocks et une augmentation supérieure au double du prix – toujours nominal – du prix de ces marchandises sur le marché parallèle. Il est clair, toutefois, que sans l'intervention de ces mesures de contrôle des prix, le doublement des prix aurait été la règle générale dans tous les pays où le changement nominal du CFA fut de moins 50%.

Cette ré-indexation devrait aussi se produire au niveau des salaires dans le secteur concurrentiel. Par contre, ce phénomène peut ne pas se produire au niveau des salaires du secteur public. Nous savons, à ce propos, que ce secteur est particulièrement sur-dimensionné et qu'un des problèmes essentiels de ces sociétés est, précisément leur surcharge improductive. On peut, par conséquent, être sceptique quant à la non réindexation des salaires dans ce secteur et, particulièrement, dans la haute fonction publique. Ceci d'autant plus que dans ces sociétés les lois et les institutions ont comme but de sauvegarder les intérêts de ceux qui gouvernent.

Cela étant dit, posons nous maintenant la question de savoir dans quelle mesure ce changement de parité du F-CFA peut permettre de résoudre les problèmes économiques et monétaires qui se posent aux pays de la ZFA. Rappelons, à ce propos, que ce changement de parité devait permettre selon les responsables des institutions qui l'on cautionné³⁶⁸ :

- 1) De réduire les importations
- 2) De relancer les exportations
- 3) De réduire la spéculation contre le F-CFA, et
- 4) D'assainir les finances publiques.

Pour ce qui est du premier point, il est clair que ce changement de parité a impliqué une réduction plus ou moins grande du pouvoir d'achat. Cette réduction ne peut être qu'en rapport inverse à l'importance de la réindexation des salaires.

En ce qui concerne le problème des exportations, il est important de comprendre que son recul a été conditionné par la surévaluation du F-CFA. Or ce phénomène est le résultat de la surévaluation de sa monnaie de base : du FF. La réduction de la valeur nominale du CFA, laisse, par conséquent, entier le problème de la surévaluation structurelle de son fondement monétaire. En effet, si le FF est surévalué, il est clair que le CFA l'est aussi et cela quelle que soit la valeur nominale de celle-ci. Car, le fait que le F-CFA soit égal à 2% ou à 1% de la valeur du FF ne change pas la cause essentielle de sa valeur : le fait qu'il s'agit toujours d'une part de cette monnaie. Or, le problème que posent les monnaies surévaluées, c'est qu'elles mesurent la production du pays avec un instrument, pour ainsi dire surdimensionné. De plus, il convient de rappeler, à ce propos, que les pays de la ZFA ne sont pas en concurrence sur le marché international avec des pays comme la France, mais avec des pays comme le Brésil et l'Indonésie, pour ne donner que quelques exemples. Donc, avec des pays dont leur monnaie est liée au USD³⁶⁹.

³⁶⁸ Le FMI en première instance et le gouvernement de Monsieur Balladure, en deuxième.

³⁶⁹ N'oublions pas en effet que le USD s'est déprécié par rapport au FF depuis 1985, de presque 50%. Rappelons en effet qu'en mars de cette année le USD valait à Paris 10,60 de francs...

Passons maintenant au troisième point. Plus précisément, au problème de la spéculation contre le F-CFA. Il est important de rappeler que ce phénomène s'est produit particulièrement à la suite des Accords de New York du 22 septembre 1985 qui ont provoqué la surévaluation du FF par rapport au dollar. De plus, cette spéculation s'est manifestée sous la forme de la sortie matérielle de la monnaie CFA.

De sorte que cette fuite de capitaux va produire dans ces pays un état de pénurie monétaire qui va provoquer le ralentissement de cette fuite. La suppression de la convertibilité, en septembre 1993, n'a fait qu'accentuer cette tendance. Il s'avère, dès lors, problématique de soutenir que le changement de parité que nous étudions puisse avoir une incidence significative à ce niveau là. Le contraire peut plutôt être de l'ordre du possible, car cette modification de parité s'est opérée au sein d'un système qui pour les citoyens de ces pays semblait ne devoir connaître ce genre de changements.

Pour ce qui est du dernier point, nous avons déjà souligné le fait que l'assainissement des finances publiques est particulièrement difficile à opérer au sein d'ordres ayant des Etats surdimensionnés, pléthoriques et fonctionnarisés. Comme on peut aisément le comprendre, le dépassement de la logique de ces systèmes sociaux, ne dépend pas du changement nominal dans la valeur de leur monnaie.

IV

Il apparaît clairement, dès lors, que le changement dans la valeur nominale d'une monnaie n'est pas un moyen adéquat d'assainissement économique et social. Selon sa logique, ce changement n'est significatif que dans les sociétés où la monnaie (nationale) a perdu toute efficacité, pour cause d'hyper-inflation. Ce n'est donc pas un hasard si, d'une manière générale, ce changement se réalise dans le sens de l'augmentation de la valeur nominale et non pas de sa diminution. Le passage de l'ancien au nouveau franc est, à ce niveau là, un exemple de ce dont il est question. Nous constatons cette même politique dans beaucoup de pays latino-américains, cela, depuis le début de la décade actuelle. Ce changement ayant comme objectif de surmonter l'hyper-inflation des années quatre-vingt.

Or nous constatons que dans le cas du F-CFA, nous n'avons pas eu affaire à un quelconque problème de perte de sa valeur. Et, cela, à cause précisément de l'état de rareté dans lequel se trouve cette monnaie. Car, il convient de tenir présent à l'esprit que les pays de la ZFA n'ont pas la possibilité d'émettre leur propre monnaie. Pour cette simple raison nous n'y constatons pas d'inflation, encore moins d'inflation galopante ou d'hyper-inflation.

Le problème monétaire qui se pose à ces pays est plutôt celui de la déflation et de la pénurie monétaire. Il s'agit, par conséquent, du point de vue strictement monétaire, d'un instrument qui est, plutôt, trop fort. Mais cette surpuissance n'est pas simplement le produit de la rareté de ce circulant. Le sous développement et l'immoralité institutionnalisés y sont pour quelque chose.

Il est donc hautement problématique de soutenir que cette monnaie est ou a été malade. On peut, toutefois, dire qu'elle est insuffisante et que son niveau d'efficacité est très faible pour une monnaie aussi solide et stable. Il est, en tout cas, naïf de croire que la diminution de sa valeur nominale va résoudre le problème de sa pénurie. Cela d'autant plus que sa perte de valeur ne semble pas avoir été compensée par une nouvelle émission monétaire. Le niveau d'endettement de ces pays auprès du Trésor public français ne peut qu'empêcher la restitution de sa valeur amputée par une nouvelle émission. En tout état de cause, tout laisse à penser que cette restitution ne peut qu'être marginale pour la plupart des pays de la ZFA.

Cela dit, théoriquement parlant la pénurie monétaire peut être compensée par le développement de la vitesse de circulation. Donc, par l'accroissement des instruments quasi monétaires³⁷⁰ comme les chèques et les cartes de crédit. Mais cette dimension instrumentale a besoin, comme on peut le comprendre, pour être efficace, d'un crédit abondant et bon marché.

Or, comme on peut le saisir aisément, ces catégories monétaires et de politique monétaire ne sont pas à la portée de ces pays. Car il faut savoir que l'épargne y est constamment confisquée par les Etats et que la politique monétaire est subordonnée à celle de la Banque de France, laquelle dépend de celle de la Bundesbank. De sorte que, pour ce qui est de cette dernière dimension, le taux de crédit du marché monétaire de ces pays, ne peut pas être inférieur à celui de la France, lequel ne peut pas être inférieur à celui de l'Allemagne. De là l'impossibilité dans laquelle se trouvent ces pays, d'avoir une politique d'élévation de l'efficacité de la monnaie, par le biais d'un crédit abondant et bon marché.

Il s'avère ainsi clairement que le problème qui se pose à ces pays n'est pas d'ordre monétaire, mais institutionnel. La réduction du poids de l'Etat et son désengagement ne peuvent pas être, comme nous l'avons souligné, le résultat d'un simple changement dans la valeur nominale de la monnaie. Il en est de même en ce qui concerne sa fonction éthique. Car, le but éthique d'un Etat n'est pas celui d'assurer l'ordre dans un monde profondément inégalitaire et s'enfonçant dans la misère la plus grande. Son but éthique est plutôt celui d'assurer et promouvoir, dans la sécurité juridique, l'égalité de chances des membres de la communauté sociale.

La réalisation d'une telle finalité ne peut être que le moteur même de l'action conduisant à la transformation de l'ordre institutionnel. Au sein de ce processus, il est clair que chaque nation doit se donner le moyen pour assurer sa souveraineté monétaire. Dans le règne du papier monnaie chaque nation doit être capable de se donner sa propre mesure (monétaire) et d'assurer par des accords justes, le rapport avec celle des autres.

³⁷⁰ Nous prenons ici ce concept dans le sens de la théorie quantitative.

Les temps de misère et de crise universelle que nous traversons, il faut en être conscient, sont, en très grande partie, le résultat de l'incapacité des pouvoirs politiques modernes de maîtriser leur propre mesure (monétaire) et de l'accorder avec celle des autres dans un ordre juste, parce que rationnel.

Il convient de rappeler, à ce propos, que le marché se réalise au sein d'un ordre institutionnel qui n'est autre que l'ordre monétaire. Or, ce système est le produit de la convention et non pas des rapports de force, comme l'affirment les obsédés de la volonté de puissance. De plus, il est important de comprendre que la convention est l'espace de la pratique instituante, car son but est, justement, celui de produire des institutions. C'est donc, dans cet espace où doit se déployer non pas la raison instrumentale des technocrates, mais la raison axiologique du savoir vrai.

Il est grand temps que la conscience pensante comprenne que la justice sociale, politique et internationale ne peut qu'avoir une fonction économique de première importance. Dans un ordre cosmopolite comme le nôtre, par exemple, le bien-être de chaque nation passe par le bien-être des autres. Car, comme on peut le comprendre aisément, il vaut mieux avoir des partenaires solvables que des partenaires insolubles.

En tout état de cause la crise actuelle du mal nommé tiers monde n'est pas le résultat de l'offre et de la demande, la cause principale en est la dissymétrie produite par l'ordre monétaire à l'intérieur duquel se réalisent les échanges. L'ordre monétaire que nous connaissons ne peut que conduire à l'étouffement croissant des pays surendettés. De sorte que le dépassement de cet état des choses ne peut être que le résultat de la renégociation des Accords du 22 juillet 1944 et de la création d'un nouveau système monétaire international capable d'assurer l'égalité proportionnelle dans l'échange.

Table des matières

NOTE PRELIMINAIRE-----	7
CHAPITRE I : DES CRISES ÉCONOMIQUES-----	15
1 - MARX ET LES CRISES ÉCONOMIQUES -----	16
2 - LES CYCLES DES CRISES -----	41
3 - LA CRISE DU SYSTEME ECONOMIQUE CLASSIQUE-----	58
4 - LA CRISE DU SYSTEME ÉCONOMIQUE ACTUEL -----	69
5 - LA CRISE DU MONDE SOUS-DEVELOPPE-----	97
CHAPITRE II : DE LA NÉGATION DE L'ÉCONOMIE ET DU DÉPASSEMENT DE CETTE NÉGATION-----	120
1 - DE LA NEGATION DE L'ECONOMIE-----	121
2 - THEORIE ET PRATIQUE ECONOMIQUE DU SOCIALISME REEL -----	146
3 - LE SOCIALISME REEL DEVANT LA TRAGEDIE DE SON EFFECTIVITE ET LA NECESSITE DE SON DEPASSEMENT-----	175
4 - SOUS DEVELOPPEMENT ET THEORIE ECONOMIQUE-----	190
5 - ECONOMIE MIXTE ET ECONOMIE DE CONSOMMATION-----	214
APPENDICES -----	235
NOTE PRELIMINAIRE-----	236
APPENDICE I : MARCHÉ ET SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL. -----	240
APPENDICE II : L'HORIZON 1993 OU LA « MARKISATION » DE LA CEE.-----	275
APPENDICE III : QUEL DEVENIR POUR LA ZONE FRANC AFRICAINE (ZFA) ? -----	296
APPENDICE IV : ADAM SMITH ET LA FORMATION DE LA THÉORIE ÉCONOMIQUE. -----	314
APPENDICE V : SIX PROPOSITIONS POUR SURMONTER LA CRISE ACTUELLE. -----	325
APPENDICE VI : DE LA MISÈRE EN AMÉRIQUE LATINE.-----	348
APPENDICE VII : LA DÉVALUATION DU FRANC CFA.-----	355
APPENDICE VIII: REFLEXIONS SUR LA « DEVALUATION » DU F-CFA -----	359

Réalisation
Service Communication Paris VIII
Université Paris VIII
2, rue de la liberté
93526 Saint-Denis Cedex

Norman PALMA

INTRODUCTION A LA THEORIE ECONOMIQUE

Analyse Economique

L'analyse économique a pour objet non seulement la réalité, mais la théorie elle-même. La capacité explicative d'une théorie est sa puissance rationnelle, car elle est la manifestation du postulat de la raison suffisante. Plus précisément du fait que la raison est capable de comprendre l'incidence pratique d'une théorie, avant même qu'elle soit appliquée.

Cependant, c'est dans l'analyse et l'orientation des réalités effectives que la théorie trouve sa raison d'être lorsque ces réalités ont été emportées par le temps.

ISBN 2-914128-07-X

